

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA DURÉE DU TRAVAIL

DANS LE COMMERCE & L'INDUSTRIE

Etude de la loi du 23 Avril 1919

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le Samedi 19 Juin 1920, à 2 heures

PAR

GEORGES PETIT



LIMOGES

IMPRIMERIE PIERRE DUMONT, RUE DU CLOCHER, 3

—
1920

LA DURÉE DU TRAVAIL
DANS LE COMMERCE & L'INDUSTRIE

ÉTUDE DE LA LOI DU 23 AVRIL 1919

MEMBRES DU JURY

Président : M. JAY, professeur.

Suffragants : { MM. ALLIX, professeur.
HÉMARD, agrégé.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA DURÉE DU TRAVAIL

DANS LE COMMERCE & L'INDUSTRIE

Etude de la loi du 23 Avril 1919



THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le Samedi 19 Juin 1920, à 2 heures

PAR

GEORGES PETIT



LIMOGES

IMPRIMERIE PIERRE DUMONT, RUE DU CLOCHER, 3

—
1920

LA FACULTÉ N'ENTEND DONNER AUCUNE APPROBATION NI IMPROBATION AUX
OPINIONS ÉMISES DANS LES THÈSES ; CES OPINIONS DOIVENT ÊTRE CONSIDÉRÉES
COMME PROPRES A LEURS AUTEURS.

INTRODUCTION

Nous nous proposons dans le cours de cette étude d'examiner la durée du travail en France, telle qu'elle résulte de la loi du 23 avril 1919.

La durée du travail, actuellement d'une importance essentielle, fait l'objet de discussions passionnées, soit que dans certains milieux on considère les courtes journées de travail comme indispensables au relèvement moral et social de l'ouvrier, soit que d'après une opinion opposée on admette que les longues journées ou les journées moins courtes sont indispensables à la prospérité économique de notre pays.

La loi du 23 avril 1919 a été l'aboutissement des revendications ouvrières, formulées souvent de manière violente, et mûries par la crise provoquée par la guerre de 1914. Elle marque une étape essentielle dans l'évolution de la notion de travail au cours des siècles : la joie du labeur quotidien n'est plus le moteur principal de l'activité des individus. La tendance actuelle, du moins dans les milieux ouvriers, considère que la vraie vie commence avec l'achèvement de la tâche quotidienne. On a pu dire avec quelque raison que le travail devient ainsi une sorte d'expiation

forcée du salaire et qu'il perd de cette manière toute sa valeur éducative (1).

Une des causes de cette évolution réside certainement dans le développement du machinisme qui enlève à l'ouvrier tout l'intérêt du travail accompli, en l'assimilant lui-même à un mécanisme. Partout où le travailleur conserve l'initiative de son effort, qu'il s'agisse des professions intellectuelles ou manuelles, la joie de la tâche accomplie constitue un ressort important de son activité.

L'étude de la durée du travail touche à un très grand nombre de questions qui ont d'ailleurs été traitées en détail par de nombreux auteurs. Nous ne pouvions pas nous dispenser d'effleurer quelques questions théoriques, mais nous ne les avons pas traitées et elles nous servent simplement d'introduction. Nous nous sommes attachés plus spécialement à la loi elle-même en étudiant avec détail ses travaux préparatoires et son mécanisme d'application.

Nous avons également donné quelques renseignements détaillés sur la réglementation internationale du travail et sur la législation étrangère. Ces questions, d'une importance considérable, n'ont pu être traitées à fond puisqu'elles se modifient tous les jours. La Société des Nations elle-même, qui est indispensable pour couronner toute œuvre durable de réglementation internationale du Travail, reste à l'état embryonnaire et sans puissance effective.

En France même, la loi du 23 avril 1919 n'est pas encore appli-

(1) V. *Journée Industrielle*, 30 juillet 1919.

quée complètement et on ne peut prévoir encore si la loi subsistera dans son intégralité ou subira des modifications.

Pour toutes ces raisons notre étude pourra paraître quelque peu incomplète, mais nous espérons cependant avoir fait œuvre utile et avoir amassé quelques matériaux susceptibles d'être utilisés lorsque dans quelques années une étude approfondie sera devenue possible.



CHAPITRE PREMIER

Le principe de la journée de huit heures

Avant d'aborder l'examen pratique de la grande réforme réalisée par la loi du 23 avril 1919, il semble nécessaire de faire un exposé théorique de la question. Cet exposé pourrait prêter à de très longs développements qui ne seraient pas sans intérêt si la journée de huit heures était encore à l'étude. Mais elle est réalisée par une loi, et les lignes qui vont suivre serviront seulement à situer la matière et à en montrer quelques aspects.

Toute réforme offre des avantages et présente des inconvénients. La journée de huit heures qui n'a pas échappé à cette règle générale a fait l'objet de très vives et nombreuses discussions depuis près de quatre-vingts ans. Articles de journaux, revendications ouvrières, objections patronales, discours prononcés devant les assemblées publiques ont éclairé sous toutes ses faces la question de la durée du travail. De nombreuses enquêtes ont été faites dans les milieux patronaux et ouvriers. L'une de celles-ci, intéressante parce qu'elle a porté sur un grand nombre d'établissements, a été faite en 1911 par l'Office du Travail à

la suite d'un vœu du Conseil Supérieur du Travail. Son objet n'était pas précisément la journée de huit heures, mais seulement la réduction de la durée du travail le samedi ou semaine anglaise. Mais comme il s'agit de réduction de la durée du travail, les arguments invoqués sont de même nature et nous pouvons en faire état (1).

Cette enquête, publiée en 1913, consistait en un questionnaire adressé aux Chambres de Commerce, aux Chambres consultatives des arts et manufactures, aux Bourses de Travail, aux Commissions Départementales de travail et aux Syndicats professionnels de patrons et d'ouvriers de l'industrie.

Dans leurs réponses les syndicats ouvriers ont présenté trois arguments favorables à la réduction de la durée du travail.

— Possibilité pour l'ouvrier de vivre plus sainement.

— Diminution de la fatigue professionnelle, permettant un meilleur rendement, c'est-à-dire un travail égal dans un moindre temps.

— Diminution du chômage et par conséquent diminution de la misère, du paupérisme et meilleur emploi donné aux capitaux utilisés par les caisses de chômage.

Les syndicats patronaux, presque unanimes à repousser toute réduction de la durée du travail, justifiaient leur manière de voir par trois séries d'arguments. Les arguments d'ordre économique, de beaucoup les plus importants, faisaient ressortir l'insuffisance numérique de la main-d'œuvre française, l'insuffisance

(1) *Bulletin du Ministère du Travail*, 1913, p. 957 à 968.

de la production résultant de la réduction de la durée du travail, l'augmentation consécutive des prix de revient avec ses deux graves conséquences : le renchérissement du coût de la vie et l'affaiblissement de la production nationale dans sa lutte contre la concurrence étrangère.

Les arguments d'ordre social prétendaient que l'ouvrier français n'avait pas la productivité des ouvriers étrangers, des anglosaxons notamment, et que réduire le temps consacré au travail serait vouer l'industrie française au marasme.

Enfin les arguments d'ordre moral admettaient qu'augmenter les loisirs de l'ouvrier serait favoriser la fréquentation des cabarets et « ajouter au saint lundi une nouvelle demi-journée improductive par semaine ».

Certains avantages de la journée de huit heures paraissent indiscutables. Avec une courte journée de travail, la vie de l'ouvrier deviendra normale ; il pourra consacrer une partie importante de ses loisirs à la vie de famille, aux promenades communes. La femme surtout pourra s'occuper de son intérieur et de certains travaux de ménage trop délaissés, avec les longues journées. L'éducation des enfants en bénéficiera : ils ne seront plus livrés à eux-mêmes et aux fréquentations dangereuses de la rue. L'instruction professionnelle pourra être approfondie, même par les ouvriers adultes. Les cours d'apprentissage pourront être suivis sans inconvénient par les jeunes gens qui ne seront pas épuisés par une tâche trop pénible et trop longtemps soutenue. Pour les jeunes filles l'enseignement ménager trop délaissé redeviendra en faveur. Pour tous, l'instruction sociale se répandra et ne sera plus un privilège de classe. Cette simple énumération doit suffire

car les avantages de la courte journée de travail semblent indiscutables pour l'ouvrier.

De même il est évident que les courtes journées de travail diminuent la fatigue des ouvriers. Ceux-ci prétendent même que la production ne doit pas en souffrir, car on ne doit pas assimiler l'organisme humain à une machine pour le calcul du rendement ; la production d'une machine est proportionnelle au temps pendant lequel celle-ci est en marche, tandis que pour l'organisme humain le facteur physiologique entre en ligne de compte : il ne s'agit pas de considérer le travail, mais l'effort.

La diminution du nombre des chômeurs est un des buts les plus importants de l'action ouvrière et la revendication en faveur de la journée de huit heures présente l'avantage de constituer un palliatif momentané à la crise du chômage. En effet, disent les ouvriers, la réduction de la journée de travail obligera les patrons à embaucher un nombre plus considérable d'ouvriers pour constituer des équipes supplémentaires dans le cas d'un travail continu, ou simplement pour remédier au déficit de la production dans les entreprises simples. Nous nous permettrons seulement de faire remarquer que cette doctrine est en contradiction avec l'affirmation qui prétend que l'ouvrier moins fatigué produira autant que l'ouvrier surmené, car il est évident que si la production devait rester équivalente, de nouveaux embauchages ne deviendraient pas nécessaires. Il est cependant à peu près certain que pendant une période, dont on ne peut déterminer l'étendue, la production française subira un fléchissement qui nécessitera l'augmentation du personnel dans de nombreuses usines.

Le chômage disparaîtra-t-il pour cela ? Il semble que non,

car même dans une période où les offres d'emploi étaient fort nombreuses, nous voulons parler de la période de démobilisation, le chômage a été considérable. Cela tenait à plusieurs causes qui subsistent encore et qui ne semblent pas devoir disparaître : d'abord l'insuffisance des institutions de placement, ensuite le fait que les travailleurs ne sont pas interchangeables (1). Les ouvriers ou employés ne peuvent pas changer de profession du jour au lendemain, surtout à notre époque de spécialisation. De plus, si l'offre et la demande s'équilibrent dans l'ensemble du territoire, elles peuvent fort bien ne pas être équivalentes en un lieu donné. Et les travailleurs ne sont pas assimilables aux marchandises qui sont transportées au gré des acheteurs ou des vendeurs. La crise du chômage semble donc devoir durer et les moyens imaginés pour la faire cesser, réduction de la durée du travail comprise, ne peuvent que l'atténuer.

Mais la journée de huit heures ne présente pas que des avantages. Elle a été, au contraire, bien vivement combattue. Un des arguments invoqués contre elle répond justement à la doctrine ouvrière du chômage que nous venons d'exposer. Il sera impossible, dit-on, de combler le déficit de main-d'œuvre causé par la réduction du travail.

La France est, de toutes les nations, celle qui a fourni l'effort le plus considérable pendant la guerre : elle a mobilisé 20 % de sa population. Toutes les usines du territoire n'ont eu qu'un seul but pendant cinq années : produire des munitions ou du maté-

(1) Voir *Information Ouvrière et Sociale*, n° 127.

riel utilisable pour les armées. On peut vraiment dire que toutes les énergies du pays ont été tendues vers ce but commun.

Et, une fois la guerre terminée, quel est le bilan de cette victoire acquise au prix d'efforts gigantesques ?

1.500.000 jeunes hommes tués ou disparus.

Le Nord et l'Est de la France ruinés, un immense réseau ferré à reconstruire, des ponts, des ouvrages d'art, des canaux à remettre en état ; des usines détruites ou pillées ; la flotte de commerce française réduite de moitié, rien que par les pertes subies, sans tenir compte de l'usure normale à laquelle nos chantiers maritimes n'ont pu remédier (1).

C'est avec une population active réduite dans une si grande proportion que la France devra relever ses ruines, faire face à tous les besoins de ses régions dévastées et même accroître ses moyens de production pour pouvoir lutter sur le marché international.

Cet affaiblissement de la population active se répercutera sur de nombreuses années, car il ne faut pas oublier que la France est un pays à faible natalité. Depuis plus de 35 ans le nombre des naissances est en décroissance constante et l'excédent sur le nombre des décès ne dépassait pas 40.000 en 1913. Pendant la guerre la natalité a été de 50 % inférieure à celle des années qui l'ont précédée (2). Ne doit-on pas craindre maintenant et pendant plusieurs années une situation analogue ?

Après cet exposé rapide, mais suggestif, on peut se demander

(1) *Information Ouvrière et Sociale*, n° 108.

(2) *Illustration Economique* n° 1, d'après l'*Annuaire Statistique de la République Française*.

si le moment est vraiment bien choisi pour inviter les travailleurs au moindre effort.

Les délégués patronaux à la Commission des traités internationaux du travail (1) se sont émus de cette situation et ont déposé le document suivant au cours de la séance du 2 avril (2) :

« Les membres patronaux de la Commission des traités internationaux du travail, représentant les différentes branches de l'industrie française, croient utile, au point où en sont arrivés les travaux de la Commission de résumer leur manière de voir.

» Consultés par le Ministre du Travail sur l'intérêt que pouvait présenter l'introduction du principe de la journée de huit heures dans le traité de paix, ils ont déclaré que ce principe ne devrait pas, à leur avis, être inséré dans un tel traité.

» Ils ont démontré par les statistiques officielles :

» Qu'avant la guerre l'ensemble de la production nationale était d'environ 40 milliards ;

» Que la mort ou l'invalidité de près de deux millions de Français en plein rendement, a diminué de 9 % environ le nombre des producteurs industriels, commerciaux et agricoles ;

» Qu'abstraction faite de la diminution effroyable de la natalité en France, diminution qui aura sa répercussion jusqu'en 1930, la réduction de 20 % du nombre de journées de travail,

(1) Commission mixte composée de parlementaires et de délégués patronaux et ouvriers, chargée de préparer le projet gouvernemental sur les huit heures.

(2) Rapport de M. Godart sur la journée de huit heures, Chambre des Députés, n° 5980, page 10.

» conséquence de la substitution de la journée de huit heures à
» celle de dix heures, conduirait dans l'état actuel des choses,
» à une moins-value totale d'environ 30 % dans la capacité de
» production de la France, ce qui amènerait sur le chiffre de 40 mil-
» liards précités, une diminution de 11 à 12 milliards dont une
» faible partie seulement pourra être récupérée par une aug-
» mentation de la production ;

» La situation économique du pays est grave. Les pertes qu'il
» a subies par la guerre l'ont plus éprouvé qu'aucun autre, alors
» que ses effectifs étaient déjà notoirement insuffisants. De plus,
» les destructions systématiques ont paralysé, temporairement
» ou à demeure, une fraction de ses moyens de production plus
» élevée que chez aucun de ses concurrents. Dans ces conditions,
» les délégués patronaux se seraient estimés infidèles à la fois
» au devoir professionnel et au devoir civique s'ils avaient caché
» au gouvernement et à l'opinion publique la certitude où ils
» sont qu'une réduction uniforme et rapide de la journée de
» travail et, à plus forte raison, son abaissement en fin de compte
» à huit heures, aura sur la plupart des branches de la production
» nationale une influence désastreuse, alors que, dans les pays
» à main-d'œuvre abondante, elle ne se traduira que par une
» hausse générale du prix de revient et par conséquent du coût
» de la vie.

» Ils ont fait remarquer que le jour où la loi de huit heures
» serait appliquée à tous les travailleurs, l'exode, vers les villes,
» des ouvriers agricoles, dont les pertes du fait de la guerre re-
» présentent 55 % environ des pertes totales de la France, exode
» qui n'a cessé de s'accroître depuis cinquante ans, augmentera

» encore, ce qui aura des conséquences incalculables pour l'agriculture française et contribuera au maintien de la vie chère...

» Les délégués patronaux ne peuvent envisager sans une douloureuse anxiété que la paix ne puisse conserver à la Patrie la place où la guerre l'a trouvée dans le monde et où la victoire la laisse glorieuse et meurtrie.

» Mais si, comme les représentants du Gouvernement le leur ont fait connaître, la Conférence Internationale du Travail doit adopter le principe de la journée de huit heures, les délégués patronaux reconnaissent qu'il sera impossible à la France, victime de cette adoption comme elle l'a été de la guerre, de se séparer sur ce point des Etats alliés ou associés. Il serait toutefois nécessaire que le Gouvernement, conscient de la situation exceptionnelle où se trouve la France, obtienne pour elle, pendant un nombre d'années à déterminer, le traitement privilégié auquel elle a droit. L'état lamentable des régions envahies suffirait, à lui seul, à légitimer cette faveur que personne ne songera à refuser.

» L'éventualité de cette adoption étant posée en dehors d'eux et en voie de réalisation dans plusieurs pays voisins, ils admettent qu'il ne serait de leur part ni sage d'en ajourner *sine die* l'examen pratique, ni patriotique de refuser leur collaboration à l'étude des modalités de nature à en atténuer les dangers.... »

Nous produisons à notre tour quelques éléments statistiques et nous empruntons à l'*Illustration économique* (1) une statistique de la population active de la France avant la guerre.

(1) N° 19, p. 520.

Cette statistique groupe les individus par sexe et par profession :

	SEXE MASCULIN	SEXE FEMININ
Professions agricoles.....	5.278.000	3.327.000
« industrielles.....	4.950.000	2.534.000
« commerciales.....	1.220.000	834.000
« libérales.....	396.000	153.000
Services domestiques.....	158.000	770.000
« publics et administratifs.....	492.000	182.000
Militaires et marins (guerre et commerce)	718.000	» »
TOTAL.....	13.212.000	7.800.000

D'après ce tableau la population active mâle de la France est évaluée à 13.212.000 individus. On peut admettre que cette population est composée par la quasi-unanimité des gens dont l'âge est compris entre 16 et 55 ans, donc qu'elle a été presque exclusivement frappée par la guerre.

En admettant un total de 1.800.000 individus perdus pour l'industrie (par mort, disparition ou invalidité) nous obtenons pour l'ensemble de ce groupe une proportion de perte de 13,62 % (1).

Nous admettrons encore que l'agriculture a supporté la moitié des pertes totales. La proportion des pertes pour l'ensemble des autres professions sera alors de 11,34 % (2).

Mais ce pourcentage est peut-être un peu fort pour les professions industrielles (3) et nous croyons rester dans les limites

$$(1) \frac{1.800.000 \times 100}{13.212.000} = 13.62.$$

$$(2) \frac{900.000 \times 100}{13.212.000 - 5.278.000} = 11.34.$$

(3) En raison des nombreux sursis accordés pendant la guerre aux ouvriers d'usines.

acceptables en évaluant le pourcentage des pertes du bloc, professions industrielles et commerciales (y compris les marins du commerce) à 9 ou 10 %.

Nous ne tenons compte que de ces professions parce que ce sont actuellement les seules assujetties à la loi de huit heures (1).

Sans attacher une importance trop considérable aux renseignements statistiques et sans vouloir baser un raisonnement uniquement sur des chiffres, il est cependant permis d'être impressionné par cette diminution de $1/10^e$ dans le chiffre des producteurs industriels et commerciaux. Il est certain que, pendant quelque temps, cette diminution se traduira par une moins-value équivalente dans la production française.

La France devra de toute nécessité augmenter sa population industrielle. Mais les pertes subies par les nations étrangères, quoique plus faibles que les nôtres, sont cependant assez importantes pour réduire l'émigration dans de fortes proportions. Avant la guerre, la France employait de nombreux ouvriers étrangers : Belges, Allemands, Italiens, Polonais. Il ne faut plus guère y compter maintenant.

Cependant la journée de huit heures qui apporte ce trouble offre indirectement une solution partielle du problème.

Pendant la guerre, alors que huit millions d'hommes étaient mobilisés, les femmes ont fourni un effort remarquable. Elles se sont adaptées aux fonctions les plus variées : elles ont remplacé les hommes dans les usines de transformation des métaux, dans le

(1) La loi du 2 août 1919 a adopté les huit heures pour la marine marchande.

commerce, les travaux de précision, les administrations publiques et privées, les entreprises de transport, etc.... Elles ont formé une partie importante de la main-d'œuvre des usines de munitions. Elles ne se sont pas faites apprécier partout de la même manière ; si autrefois on leur reprochait d'accepter une faible rémunération et de faire aux hommes une concurrence ruineuse on a constaté pendant la guerre qu'elles présentaient trop d'inégalité dans le travail : une grande rapidité d'exécution jointe à des irrégularités et à des intermittences de présence. On peut cependant dire qu'en général elles ont rendu des services éminents. Pourquoi ne continueraient-elles pas à fournir leur part de l'effort commun ?

La principale objection au travail féminin disparaît avec la journée de huit heures : huit heures de travail journalier permettent à la femme de s'occuper de son ménage et de ses enfants, surtout lorsqu'une combinaison de l'horaire du travail permet d'appliquer la semaine anglaise.

L'augmentation du nombre des travailleurs du sexe féminin compensera en partie le déficit prévu : elle ne le comblera évidemment pas.

L'objection basée sur le déficit de main-d'œuvre a donc une certaine valeur et il convient d'en tenir compte. Mais elle n'est pas la seule.

Les adversaires de la journée de huit heures craignent qu'elle ne soit la cause d'une crise de sous-production. Et cet argument dont on a fait état dans maintes discussions demande à être examiné avec soin.

Il n'est pas besoin de longs développements pour faire admettre

que la richesse d'un pays quelconque dépend uniquement de sa production industrielle ou agricole. Une production déficitaire le met dans l'obligation d'avoir recours aux pays étrangers ; mais comme les achats faits ne peuvent se payer qu'en monnaie internationale, c'est-à-dire en or, et que cette monnaie n'existe qu'en quantité insuffisante pour les échanges, la valeur monétaire de toute marchandise importée doit être représentée par un crédit correspondant sur le marché étranger. Ce crédit ne peut exister et être soutenu que par des exportations équivalentes, sous forme de produits fabriqués ou de capitaux. Si cette contrepartie n'existe pas, on assiste au déséquilibre des changes et à un malaise profond de la vie économique qui peut aller jusqu'à la banqueroute.

La situation de l'Europe entière est extrêmement critique à ce point de vue. Nous ne saurions mieux faire pour en donner une idée exacte que de reproduire quelques lignes du memorandum préparé le 3 juillet 1919 par M. Herbert Hoover, contrôleur des vivres des Etats-Unis, qui avait assumé la tâche de ravitailler les pays alliés ou associés aux Etats-Unis pendant la guerre. Ce memorandum sur la situation de l'Europe débute ainsi :

« Les difficultés économiques générales de l'Europe à la signature de la paix peuvent presque être résumées en ces termes :
» *une productivité démoralisée*. La production des objets nécessaires
» pour cette population de 450 millions d'habitants (y compris
» la Russie) n'est jamais descendue à un niveau aussi bas qu'aujourd'hui.

» ... La situation de cette masse est aggravée non seulement
» par le manque des matières premières, des importations, mais

» par la lente production des matières premières européennes.
» En raison du même ralentissement dans la production, l'Europe
» doit aujourd'hui importer de grandes quantités de certaines
» denrées essentielles, qu'elles produisait autrefois par elle-
» même et peut encore produire. En général, en ce qui concerne
» la production, elle n'est pas seulement beaucoup au-dessous
» du niveau de l'époque de l'armistice, mais bien au-dessous
» des conditions indispensables au maintien de la vie et de la
» santé, sans qu'elle puisse compter sur une somme d'importa-
» tions sans précédent ».

Voici donc la situation critique de l'Europe telle qu'elle est exposée par M. Hoover. On peut prétendre sans exagération que la situation particulière de la France est encore plus mauvaise. Elle a souffert de la guerre plus qu'aucun autre pays et les ruines se sont accumulées sur son territoire ; charbonnages détruits, usines pillées ou rasées. La crise de la production est donc encore plus aiguë dans notre pays.

Et on voit tout de suite de quel poids peut porter dans la discussion théorique de la journée de huit heures, l'argument qui consiste à dire que les ouvriers produisent moins avec de courtes journées de travail qu'avec des journées de dix et douze heures.

Les dirigeants ouvriers combattent énergiquement cet argument. Pour eux il ne saurait être mis en doute que la production en huit heures soit au moins égale à la production réalisée en dix heures (1).

(1) C'est un fait particulièrement suggestif que l'évolution des tendances syndicalistes : autrefois d'ordre purement révolutionnaire, elles se sont élargies et offrent un programme d'action à la place de programme de des-

Ils font remarquer que la diminution du temps de présence réduit les frais généraux d'une entreprise, surtout pour les usines qui emploient la force motrice, et que les frais de production s'en ressentent. Mais les frais généraux ne sont pas tout et les dirigeants syndicalistes admettent facilement que la réduction de la journée de travail doit être accompagnée de perfectionnements dans le machinisme et d'une organisation plus rationnelle des méthodes de travail.

Le perfectionnement du machinisme doit être étudié en France, où malgré le gros effort d'organisation réalisé pendant la guerre, il reste beaucoup à faire. Dans son discours à la Chambre des Députés sur la loi de huit heures, M. Albert Thomas décrivait l'étonnement des Américains débarquant sur notre sol devant la timide organisation de nos ports (1). Et, à ce propos, il a lu à la tribune un extrait d'un livre récemment paru : *Lettres d'un vieil Américain*, qui est rempli d'aperçus intéressants sur la comparaison des méthodes françaises et américaines.

truction qu'elles n'avaient cessé de recommander pendant de longues années.

M. Jouhaux, secrétaire général de la C. G. T., a prononcé les paroles suivantes au cours du Congrès de la C. G. T. du 18 juillet 1918 : « Nous devons lier les intérêts des producteurs à ceux des consommateurs qui sont confondus dans la même personne. Il nous faut aboutir à la réalisation de cette formule : *le maximum de production dans le minimum de temps pour le maximum de salaires, avec l'augmentation générale de la capacité de consommation de tous*. Voilà la formule qu'il faut réaliser, et, pour la réaliser, il faut tout de même, quoi qu'on en ait dit, examiner les problèmes économiques ». (Voir *I. O. S.*, n° 46).

Il est bien certain que les organisations syndicales n'envisagent pas la question de la production du même point de vue que les patrons, mais il n'importe : nous considérons comme un heureux résultat qu'on admette de part et d'autre qu'il y a là un grave problème à résoudre.

(1) *Journal Officiel*, 18 avril 1919. Chambre, p. 2032.

« Quand nous débarquons, disait l'auteur, au Havre, à Bordeaux, à Rouen, à Marseille, et que nous voyons encore des hommes porter des sacs de charbon sur leurs épaules, nous nous demandons véritablement si nous n'allons pas voir un homme porter un cheval sur son dos. Ignorez-vous que le charbon a pour principal emploi de porter l'homme et non d'être porté par lui ? Si Denis Papin assistait à ce spectacle, il s'arracherait les cheveux de voir de la force humaine dépensée à charrier l'objet même qui doit la remplacer. Allez en Amérique vous verrez la vapeur, la force électrique remplacer le travail de l'homme partout où cela est possible, et cela est possible partout.

» La France est le plus admirable des terrains pour installer l'industrie et les machines modernes parce que tout est à faire et que l'intelligence ne manque pas, ni le capital, pour établir dans votre pays, ce que la nécessité nous a imposé vingt, trente ou quarante ans plus tôt ».

Comment les industriels envisagent-ils cette transformation de leur outillage ? La plupart, tout en admettant que le perfectionnement du machinisme aurait une bienfaisante influence sur la production font ressortir que ce perfectionnement ne peut s'opérer du jour au lendemain, et que par conséquent l'application brutale de la journée de huit heures se traduira par une diminution du rendement. On trouve un développement de cette idée dans une récente protestation élevée par le Syndicat patronal des mécaniciens, chaudronniers et fondeurs de France, contre l'accord conclu en vue de l'application de la journée de huit heures entre la Fédération ouvrière des métaux et l'Union des Indus-

tries métallurgiques (1). Cette protestation assez longue disait entre autres choses : « qu'il convient d'étudier dans quel délai » l'ensemble de l'industrie pourra modifier ou augmenter l'outillage de ses ateliers de 25 % pour obtenir la même production » et payer le même salaire quotidien, ces délais étant très variables suivant les corporations puisque quelques-unes peuvent » obtenir le même rendement presque sans effort supplémentaire » en réduisant simplement les pertes de temps aux entrées et aux » sorties des ateliers ».

Le perfectionnement de l'outillage tel que nous l'avons compris jusqu'ici consiste en une amélioration permettant de produire autant et même davantage avec un personnel travaillant moins et quelquefois en moins grand nombre. Une autre méthode consiste à utiliser les machines actuellement en service dans les industries à marche non continue, pendant une période de temps plus grande, 16 heures par exemple : on amortit ainsi plus rapidement la machine et on augmente la production. Mais il faut un personnel plus nombreux, double la plupart du temps. Lord Leverhulme, le grand industriel anglais, décrivait ainsi sa méthode à propos de la substitution de la journée de six heures à celle de huit heures (2).

« Notre seule méthode consiste à faire fonctionner les machines » pendant un plus grand nombre d'heures. Les machines qui » travaillent actuellement huit heures par jour ou quarante-huit » heures par semaine devront fournir un travail de douze, dix- » huit ou vingt-quatre heures par jour et une moyenne de

(1) *Journée Industrielle*, 13 mai 1919.

(2) Voir *I. O. S.*, n° 111.

» soixante-douze à cent trente-deux heures par semaine. C'est ce
» que nous avons de mieux à faire, et nous obtiendrons la plus
» grande production en réduisant la journée de huit heures de
» travail à six heures pour les ouvriers et en utilisant les machines.
» à tour de rôle toutes les vingt-quatre heures ».

Cette méthode, évidemment simple, suppose cependant que la main-d'œuvre est abondante et permet de doubler, de tripler ou de quadrupler les équipes. C'est peut-être le cas en Angleterre, mais la question ne se pose pas de la même manière en France où l'industrie manque d'ouvriers, et où le problème consiste, non seulement à perfectionner les machines et à améliorer leur utilisation, mais aussi à économiser la main-d'œuvre.

Les machines peuvent, non seulement être perfectionnées ou améliorées, mais encore introduites dans certaines industries qui ne les emploient pas d'une manière courante. Un professeur au Conservatoire des Arts et Métiers, M. Magne, a étudié (1) les applications du machinisme dans les industries d'art qui, à première vue, semblent exclure toute fabrication en série. Après avoir rappelé les progrès accomplis dans le travail des étoffes, des broderies, dentelles, etc... qui fait usage de machines perfectionnées, il fait apercevoir de multiples applications de l'outillage moderne, dans l'orfèvrerie où l'emboutissage peut se pratiquer presque aussi facilement que dans la fabrication des douilles d'obus ; dans les travaux du bois où des procédés mécaniques permettent l'exécution rapide et répétée de toutes les moulures, chanfreins, défoncements, etc... ; dans la grosse et la petite ser-

(1) V. I. O. S., n° 83.

rierie où la machine permet de répéter à un grand nombre d'exemplaires les travaux de forge, de soudure, de découpage, de repoussage, de martelage, etc... ; dans l'industrie des métaux fondus employés pour les appareils d'éclairage artistiques ; dans l'industrie des produits céramiques ou certains procédés de moulage par compression permettent d'obtenir en même temps l'émaillage de la pièce. Cette énumération, forcément limitée, permet d'entrevoir une extension considérable du machinisme dans les domaines les plus variés.

Il est certain que l'extension du machinisme peut prêter à certaines critiques d'ordre moral. On sait que les ouvriers n'ont pas toujours accepté avec confiance les progrès de l'industrie : ils reprochaient surtout à la machine de leur enlever leur gagne-pain. Ce reproche n'était pas fondé, mais certaines objections plus récentes ont été formulées qui n'ont d'ailleurs qu'une valeur théorique.

Avec la machine, dit-on (1), l'ouvrier abandonne le souci de l'objet à construire, il est simplement là pour alimenter l'outil et subir son rythme autoritaire. La répétition des gestes automatiques abaisse sa valeur professionnelle et, par la suppression de l'attrait de la diversité, enlève tout agrément au travail qui devient la contrainte imposée par la nécessité.

Une discussion sur cette question serait ici inopportune ; les améliorations du machinisme sont inévitables et l'ouvrier en trouve la contre-partie dans l'augmentation des salaires et la réduction du temps de travail.

(1) M. Lenoir, de la Fédération des Métaux, V. I. O. S., n° 70.

Dans toutes les industries, le problème ne se pose pas de la même manière. Il ne faut pas oublier que les gros établissements ne sont pas seuls en cause et qu'il ne s'agit pas toujours de fabrication d'automobiles ou de machines-outils. Force est bien de constater que les grandes industries n'occupent qu'une petite place dans l'ensemble de la production française.

Dans un rapport présenté à la Chambre de Commerce de Lille, au début de 1919, par son secrétaire, M. Guilbaut, nous trouvons sur ce sujet les renseignements suivants (1) :

« Les statistiques nous montrent que sur 368.162 établissements industriels existant dans notre pays, il n'y en a que 4.966 qui occupent de 100 à 500 ouvriers et 578 seulement qui en emploient plus de 500. 90 % de ces usines ou ateliers occupent moins de 20 ouvriers et leur rendement, qui constitue le gros de la production nationale menace d'être profondément amoindri si l'on vient à réduire de façon notable la durée du travail ».

Reprenant ces chiffres, M. Lainé, président du Syndicat général des marchands de cycles et d'automobiles, objecte que les entreprises de faible importance ne peuvent remédier à la diminution des heures de travail ni par l'augmentation de la main-d'œuvre, qui est chère et rare, ni par l'amélioration du machinisme qui est très réduit, soit que les capacités financières des patrons soient faibles, soit que le caractère de l'entreprise ne nécessite pas un outillage perfectionné (2).

(1) V. *Journée Industrielle*, 1^{er} avril 1919.

(2) V. *Journée Industrielle*, 20 avril 1919.

M. Lainé fait observer que dans le syndicat qu'il dirige les petits patrons ne sont pas en général des constructeurs, mais surtout, en ce qui concerne l'automobile, des réparateurs. Or les réparations ne sont pas des produits manufacturés qui sortent en quantités plus ou moins grandes de machines-outils dirigées par l'ouvrier : les réparations sont surtout du temps passé et ne se prêtent même pas à un travail par équipes, car elles demandent à être effectuées de bout en bout par le même artisan.

Des arguments analogues peuvent être présentés pour les autres petites entreprises qui, représentant 90 % des établissements industriels recensés, constituent une partie importante et non négligeable de la production française. Et même dans certaines grandes industries employant des machines les perfectionnements peuvent ne pas être envisagés pour un avenir rapproché : ils sont subordonnés aux progrès de la technique. Dans les établissements métallurgiques, par exemple, la fabrication de l'acier ne peut pas subir une amélioration immédiate : les procédés Bessemer ou Martin, qui ont révolutionné la technique métallurgique, ne seront pas remplacés du jour au lendemain.

Enfin, à ne considérer que les industries employant un outillage susceptible de perfectionnements, une distinction s'impose à première vue entre les trois éléments principaux de la production : main-d'œuvre, matière première et machine. Nous avons vu rapidement que les perfectionnements de machines admissibles et souhaitables dans de nombreux cas n'étaient pas susceptibles de remédier partout et immédiatement au déficit probable de la production. La matière première subit elle aussi une crise de raréfaction et par conséquent de hausse de prix. Reste la main-

d'œuvre. C'est d'elle en définitive qu'il s'agit au cours de cette étude, mais nous n'avons simplement retenu à son sujet que la durée du travail et non l'utilisation de ce travail. Or beaucoup de techniciens et d'industriels pensent que la production dépend en grande partie de la main-d'œuvre utilisée suivant des méthodes rigoureusement scientifiques.

La plus célèbre d'entre elles est incontestablement la méthode de l'ingénieur américain Taylor qui a été l'objet de controverses passionnées aussi bien dans les milieux patronaux que dans les milieux ouvriers. Elle présente une très grande importance, car toutes les méthodes actuelles d'organisation du travail en découlent plus ou moins et tendent vers la « taylorisation ».

L'exposé de la méthode Taylor et des controverses qu'elle a suscitées dépasserait le cadre de notre étude. De très nombreux ouvrages ont été publiés sur ce sujet qui est redevenu d'actualité avec la réduction de la journée de travail. Le système Taylor permet de mettre, selon la célèbre formule américaine « l'homme qu'il faut à la place qu'il faut ».

Connu partout en France, ce système est à peu près unanimement admis en théorie. Mais son application pratique suscite des critiques aussi bien de la part des ouvriers que de la part des employeurs. Ceux-là sont surtout opposés au chronométrage des mouvements, tandis que les patrons s'effrayent des difficultés de mise en train de ces méthodes et des frais qu'elles nécessitent.

Pendant la guerre un courant favorable à l'organisation scientifique des méthodes de travail s'est manifesté. Des syndicats de techniciens ont adopté dans leurs programmes d'action la

base de l'organisation scientifique du travail (1). Mais le mouvement ne s'est pas arrêté aux techniciens, intermédiaires obligatoires entre le patronat et la masse ouvrière. Des industriels de plus en plus nombreux reconnaissent la nécessité d'appliquer au travail des méthodes scientifiques. Nous citerons à ce sujet l'opinion de M. André Citroën, qui occupe une place importante dans l'industrie automobile française. Dans un rapport présenté au Musée Social, au début de 1919, il s'exprimait ainsi (2) :

« La nécessité où se trouve notre pays de faire face à d'énormes besoins en produits manufacturés, et de conduire son industrie avec une main-d'œuvre réduite en nombre comme en qualité nous crée le devoir de rechercher tout ce qui peut contribuer à éviter un gaspillage de forces et à obtenir le meilleur rendement de l'outillage mécanique et du travail humain...

» Organiser scientifiquement le travail dans une entreprise industrielle ou commerciale, comprend une diversité d'opérations qui peuvent se ranger sous trois chefs :

» 1° L'aménagement de l'usine ;

» 2° L'étude et la description des travaux à exécuter ;

» 3° L'étude physiologique et psychologique de l'ouvrier.

» Il est nécessaire de placer le personnel dans les conditions les plus hygiéniques et de disposer autour de lui les outils et les matériaux qui lui sont nécessaires de telle façon qu'il dépense pour s'en servir le moins de temps et d'efforts possible...

» La préparation et la répartition du travail doivent être le

(1) V. *Journée Industrielle*, 13 mai 1919, et *I. O. S.*, n^{os} 111, 112 et 118.

(2) V. *I. O. S.*, n^o 89.

» fait de spécialistes. C'est à un bureau particulier que revient
» le soin de décomposer le travail, de classer les opérations d'après
» le temps nécessaire pour leur achèvement respectif, d'après
» l'importance qu'elles présentent pour le montage final. C'est
» à lui que revient également la tâche de fournir aux contre-
» maîtres et aux ouvriers des instructions et des descriptions
» précises, qui leur épargneront toute hésitation et qui assureront
» l'exécution exacte des programmes arrêtés.

» Il importe que les industriels contribuent à la création d'un
» service d'études scientifiques du travail, où des spécialistes
» entourés des instruments appropriés évalueront les diverses
» capacités des ouvriers et procéderont à l'étude minutieuse des
» travaux industriels en tant qu'ils exigent un effort humain. Par
» cette double étude il s'agit d'arriver à un double résultat :

» 1° Répartition du travail selon les aptitudes et meilleure
» utilisation de l'homme ;

» 2° Elimination de tous les efforts inutiles et substitution
» au taylorisme spontané de tout travailleur un taylorisme scien-
» tifique ».

L'auteur termine son étude en demandant la création de labo-
ratoires chargés de déterminer les méthodes scientifiques de tra-
vail et d'en vulgariser l'enseignement.

Enfin, les ouvriers eux-mêmes, depuis longtemps hostiles par
principe aux méthodes scientifiques de travail, ont des idées
moins absolues et l'influence des militants syndicalistes n'a pas
été étrangère à cette évolution.

M. Henry Preté, secrétaire du Comité d'action des organisa-

tions ouvrières écrivait à peu près à la même époque que M. Citroën (1) :

« Dans un but légitime de préservation, les travailleurs réclament qu'une limite hygiénique soit apportée dans l'effort musculaire ou cérébral pour permettre à l'organisme de récupérer l'énergie dépensée, d'où obligation de réduire la fatigue à la fois par l'application intelligente des outils de travail (système Taylor) et par la réduction de la durée de l'effort (diminution des heures de travail) ».

M. Jouhaux, secrétaire général de la C. G. T., a écrit dans le *Populaire de Nantes* : « L'intensification de la production dépend uniquement de l'outillage modernisé et surtout des méthodes de travail nouvelles qui permettront d'utiliser pleinement les facultés de la main-d'œuvre. C'est surtout et avant tout un problème d'organisation (2) ».

Dans un accord important élaboré pour régler l'application de la journée de huit heures et signé par les représentants de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, de la construction mécanique, électrique et métallique et des industries qui s'y rattachent et par les représentants de la Fédération des Ouvriers en métaux de France, la clause suivante a été insérée (3) :

« Les représentants de la Fédération des Métaux ont déclaré qu'il rentrait bien dans l'esprit des organisations ouvrières que les travailleurs devront sympathiquement s'adapter au

(1) V. I. O. S., n° 92.

(2) V. I. O. S., n° 126.

(3) *Journée Industrielle*, 19 avril 1919.

» développement du machinisme et aux méthodes rationnelles
» de travail pour que la production retrouve rapidement un
» équilibre indispensable au bien-être général »:

De cet ensemble d'opinions exprimées par des patrons, des ouvriers et des techniciens, nous pouvons retirer l'impression que les méthodes scientifiques de travail sont admises et reconnues nécessaires pour parer à l'insuffisance de la production:

Le gouvernement français ne s'est pas désintéressé de la question puisqu'il a favorisé l'unification de certains types de produits fabriqués de manière à en accroître la production. C'est la « standardisation » (1) qu'on peut ainsi définir (2):

Constituer et faire adopter pour une catégorie de produits, une série de types ou échantillons bien gradués satisfaisant à la plupart des cas usuels, l'espacement des échantillons devant toutefois rester assez serré pour rendre exceptionnel l'emploi d'objets hors série.

Ramener le fonctionnement des machines productrices de même nature à des conditions types, afin que tout travail puisse être exécuté dans le temps minimum, quelle que soit la machine employée.

Formuler et faire adopter des règles dont l'uniformité a pour but de permettre aux opérateurs de changer de machines sans avoir à rééduquer leurs reflexes.

On voit tout l'intérêt de cette classification qui permet, en réduisant le nombre des types d'objets fabriqués, d'augmenter

(1) Standardisation, du mot anglais standard (régulateur), signifie : unification des types de fabrication de certains produits industriels.

(2) V, *Journée Industrielle*, 3 juin 1919.

par le travail en série la capacité de fabrication des types adoptés.

Le Ministre du Commerce a institué en 1919 (1) des commissions de standardisation dont le rôle est de favoriser et même de rendre obligatoire ces unifications de types, qui par le travail en série permettent de diminuer largement les prix de revient.

Mais pour intéressante que soit la standardisation, elle ne peut s'appliquer avec fruit que dans les industries d'une certaine importance. Les petits ateliers de fabrication ne peuvent guère en tirer parti. Or nous avons vu, à propos du machinisme, qu'ils constituent une partie importante de l'industrie française. Les méthodes scientifiques d'organisation du travail ne pourraient pas leur être non plus d'un grand secours. En effet, comment peut-on concevoir une application du système Taylor dans un petit atelier de dix ouvriers ? Ce n'est pas théoriquement impossible, mais les frais de premier établissement sont trop élevés pour le petit patron et comme il ne fait pas du travail en grande série les résultats qu'il pourrait obtenir sont trop aléatoires.

Devons-nous donc conclure que les espérances qu'ont fait concevoir les méthodes scientifiques de travail dépassaient la réalité et que la production française ne sera améliorée que dans une faible mesure ? M. Ribot, en défendant la loi de huit heures devant le Sénat, a soulevé incidemment cette question à propos de la création d'une équipe supplémentaire dans les établissements industriels. Comme on lui objectait le chiffre réduit de la population industrielle française, il disait (2) :

(1) V. *Journal Officiel*, 25 juillet 1919. Chambre, p. 3688.

(2) *Journal Officiel*, 24 avril 1919. Sénat, p. 705.

« C'est évidemment une infériorité que d'avoir une population réduite par la guerre ; à cela nous ne pouvons rien, mais »
» s'il faut organiser les deux équipes on le fera. Cela entraînera »
» naturellement une diminution du nombre des usines. A ce point »
» de vue la statistique nous a montré que la grande industrie »
» se développait chez nous beaucoup moins vite que l'industrie »
» moyenne et la petite industrie. C'était au point de vue économique et moral une bonne situation pour la France. Mais la »
» loi générale de l'industrie est aujourd'hui qu'il faut produire »
» vite et beaucoup, pour cela il faut concentrer les moyens de »
» production dans des organismes plus puissants... nous nous »
» adapterons ».

Il est bien certain que la concentration des industriels est une question actuelle. Tout en reconnaissant l'intérêt que peuvent présenter le petit commerce et la petite industrie, on ne peut nier qu'ils sont la cause d'une somme considérable d'énergie perdue et d'une moins-value certaine de la production.

M. Ripert, secrétaire de la section commerciale de l'U. S. T. I. C. A., exprimait cette opinion avec force dans une étude de l'organisation du travail (1) :

« Pour diminuer la durée du travail, l'amélioration de l'outillage sera nécessaire sans doute, et la taylorisation s'impose »
» à tous avec la suppression des efforts gaspillés.

» Cependant quelle que soit l'amélioration de la technique »
» dans l'atelier et l'application du taylorisme aux ouvriers, nous »
» n'aurons rien fait si nous n'appliquons pas le même taylorisme

(1) V. I. O. S., n° 112.

» aux patrons en coordonnant la technique entre les usines ac-
» tuellement rivales, en supprimant entre chefs d'industrie l'ef-
» fort gaspillé que représente la concurrence...

» Sait-on ce que nous coûte la concurrence comme heures
» de présence à l'atelier ? Quel travail est dépensé en pure perte
» dans cette société, rien que pour opposer les hommes les uns
» aux autres ? l'incohérence et l'anarchie de notre industrie nous
» coûtent plus de quatre heures par jour... Petite propriété,
» petit commerce, là est le temps perdu, le travail gaspillé. C'est
» là qu'il faut mettre la pioche bon gré, mal gré.

» Déjà les trusts ont mis en évidence l'économie de travail
» que représente dans une industrie donnée, cette suppression
» de la concurrence. Traduisons cette économie en diminution
» de la journée, au lieu de la laisser monnayer en bénéfice. Là
» est la journée de huit heures...

» En résumé, pour réaliser la journée de huit heures il faut
» avoir le courage de dire au petit commerce, à la petite indus-
» trie et à toutes nos petites initiatives que leur rôle est terminé ».

La concentration n'est pas le remède universel au déficit de la production mais avec l'amélioration de l'outillage et des méthodes de travail elle permettra de le combler en grande partie.

Dans certains cas particuliers, la solution sera plus difficile à trouver. Il y a des industries où le facteur « temps » joue un rôle prépondérant que ne sauraient atténuer ni le machinisme, ni le système Taylor. Dans les industries chimiques par exemple, certaines réactions exigent une durée précise pour l'obtention d'un produit déterminé et on ne peut prévoir une amélioration immédiate des procédés employés.

Dans la métallurgie il est absolument impossible d'intervenir dans le cycle des réactions chimiques qui exigent un temps donné. Pour la fabrication de la fonte aux Hauts Fourneaux, pour l'obtention d'un acier défini dans un four Martin, il faut non seulement des praticiens exercés, un tour de main qui justement différencie entre eux les aciers obtenus par la même méthode dans des aciéries différentes, mais encore l'opération doit-elle durer un temps donné qu'il n'appartient pas à l'homme de restreindre à sa volonté (1).

On ne saurait mieux comparer l'opération qui consiste à obtenir tel acier au molybdène ou au tungstène qu'à celles auxquelles procèdent certains fins cuisiniers devant leurs fourneaux, lorsqu'ils disent minutieusement les conditions nécessaires à l'élaboration de leurs chefs-d'œuvres gastronomiques. Or, en cuisine, nul n'ignore que le temps importe beaucoup dans la réussite finale et personne ne songerait à demander à un rôti-seur de diminuer le temps nécessaire à la cuisson d'un poulet.

Il faut donc se résigner. Le facteur temps, en métallurgie comme en cuisine, ne peut pas être éliminé. Il faudra toujours, suivant les cas, 6 à 8 heures pour chaque coulée de haut fourneau ; temps variable suivant le tirage, la température extérieure, etc... tous facteurs qui échappent au même titre que les opérations chimiques, à la volonté des opérateurs.

De même aux fours Martin où le travail est également très compliqué, très précis, où l'élaboration du métal est lente et dosée, où le mélange doit atteindre, à 2/10 près de manganèse,

(1) *Illustration Economique*, n° 5, p. 124.

de carbone ou de silicium, la composition correspondante à tel ou tel acier, la durée varie entre un minimum de six heures et un maximum de dix-huit heures d'une coulée à l'autre.

Dans les industries d'art, à production limitée (bronzes d'art, orfèvrerie de luxe) où tout le travail se fait à la main, la réduction de la journée de travail portera un coup sensible à la production. On peut objecter que ces industries ne sont pas d'une nécessité vitale pour la production française. Il est vrai.

Mais, dans les transports, dont on ne peut nier l'utilité, est-il possible d'imaginer un mécanicien de locomotive, un conducteur de tramway, un chauffeur de navire rattrapant le temps perdu par une production accrue. Il semble bien qu'il faille attendre la mise en service de machines plus rapides et par conséquent s'exposer pendant longtemps à supporter les conséquences de la réduction du travail. On voit qu'une solution uniforme ne saurait être adoptée et nous sommes obligés de conclure d'une manière forcément imprécise. Il ne semble pas possible de décider à priori que la production ne sera pas diminuée du fait de la réduction de la journée de travail. L'amélioration des machines aura certainement une influence bienfaisante ; le perfectionnement des méthodes de travail permettra souvent de récupérer le temps perdu, mais l'adaptation sera lente. De nombreux techniciens sont favorables à la réforme et estiment que la production ne sera pas atteinte, mais ils demandent un délai d'application. La diminution brutale de la journée de travail se traduirait certainement par une baisse équivalente dans la production et aurait de funestes conséquences pour l'avenir du pays.

A cet égard il paraît intéressant de rechercher quelles ont

été les conséquences de la loi du 30 mars 1900 fixant à 10 heures le maximum journalier de travail dans les ateliers occupant des adultes en même temps que des femmes et des enfants. Dans le rapport de la Commission Supérieure du Travail pour 1907 (1), l'Inspecteur divisionnaire de Rouen constate que pour obvier aux effets de la réduction légale du travail les industriels ont établi des organisations telles que les suivantes :

Dans les filatures de coton écriu on a eu recours à l'organisation temporaire, soit de deux équipes faisant huit heures de travail effectif, soit d'une équipe travaillant dix heures et d'une autre occupée seulement pendant quatre ou cinq heures.

L'organisation du travail par deux équipes de huit heures, en fonctionnement depuis six mois dans une filature de coton, est ainsi décrite par l'inspecteur de la troisième section : « L'organisation s'applique à la presque totalité du personnel. Les salaires sont établis de telle façon que les ouvriers gagnent autant en huit heures que leurs camarades des autres usines qui travaillent pendant dix heures. Le personnel n'est pas mécontent de cette organisation : il la trouve excellente pour l'été. Mais les femmes et les enfants qui font partie de la première équipe n'hésitent pas à déclarer qu'il est pénible de se rendre à l'atelier, quelquefois éloigné de plusieurs kilomètres de leur domicile, pour commencer le travail à cinq heures du matin ; ceux ou celles qui composent la seconde équipe font la même remarque en ce qui concerne l'heure tardive de la fin du travail ».

Bon nombre d'industriels, dit le rapport, reconnaissent et

(1) *Bulletin du Ministère du Travail*, 1908, p. 1086 à 1088.

déclarent loyalement que la réduction à 10 heures de la journée normale des femmes et des enfants n'a pas déterminé la diminution de la production. L'inspecteur de la troisième région cite à ce sujet un fait caractéristique : « Un teinturier apprêteur de Reims, observateur consciencieux, a remarqué que lorsqu'il était autorisé, en vertu du décret du 15 juin 1893, à augmenter de deux heures par jour la durée du travail quotidien de tout son personnel, la production pendant la première semaine augmentait sensiblement de deux dixièmes, mais que la semaine suivante elle décroissait rapidement, et qu'au bout de vingt jours environ elle retombait au même niveau que celle obtenue pendant le travail normal de dix heures ».

Dans d'autres régions on admet que dans les filatures il y a eu diminution de production proportionnelle à la réduction du travail, diminution à laquelle on a remédié par l'augmentation ou le perfectionnement du matériel ou l'emploi d'équipes supplémentaires.

Dans son rapport pour l'année 1908 (1), la Commission Supérieure du Travail déclare que la réduction à dix heures de la journée de travail est désormais admise par les industriels et que la tendance est à admettre cette limitation dans les ateliers où on n'occupe que des adultes. L'une des causes de cette tendance est l'amélioration de l'outillage ainsi qu'une meilleure organisation permettant un travail plus intense.

Le rapport pour 1909 s'exprime ainsi relativement à la durée du travail (2) : « La question suivante a été, cette année encore,

(1) *Ibidem*, 1909, p. 1214.

(2) *Ibidem*, 1911, p. 26.

» posée aux inspecteurs : la production a-t-elle diminué depuis
» l'abaissement du travail à dix heures édicté par la loi du 30
» mars 1900.

» M. l'Inspecteur divisionnaire de la circonscription de Dijon
» estime qu'après dix ans d'application de la loi de 1900, les
» conséquences de la limitation de la journée à dix heures sur la
» production n'apparaissent plus. Il faut d'ailleurs ajouter que
» les divers procédés employés par certains industriels et surtout
» l'amélioration de l'outillage ont contribué dès le début de l'ap-
» plication de cette loi à maintenir la production à son niveau
» antérieur.

» D'après l'Inspecteur divisionnaire de Lille, cette loi aurait
» plutôt régularisé la production ».

Ces constatations sont encourageantes, mais il convient de remarquer qu'elles se font jour après une période de huit à dix ans. Leur intérêt n'est donc pas immédiat et la plus grande partie des adversaires de la journée de huit heures admet qu'après une aussi longue période l'adaptation doit être faite. Les critiques portent plus sur les délais d'application que sur le principe même des huit heures.

C'est pour cette raison qu'on a proposé de subordonner l'adoption de la réforme aux perfectionnements de l'outillage et à une meilleure organisation du travail. Théoriquement, cette idée n'est pas sans valeur. On conçoit très bien, en effet, que les patrons puissent dire à leurs ouvriers : « Nous perfectionnerons
» nos machines et nous améliorerons l'organisation de nos usines ;
» de votre côté vous accepterez de travailler suivant des métho-
» des scientifiques et si le rendement ainsi obtenu est tel, que la

» production de huit heures de travail soit équivalente à celle
» de l'ancienne journée de travail, nous vous promettons de bonne
» foi d'adopter la réforme ».

Mais les ouvriers ne tiennent pas à se prêter à cette expérience, car ils craignent de faire un marché de dupes et de ne pas avoir les garanties nécessaires à la réduction de la durée du travail si le rendement demandé est atteint. Les militants syndicalistes sont sceptiques et ne croient pas que les patrons accompliront de bonne grâce les transformations nécessaires. Ils exigent l'application immédiate des huit heures et pensent qu'avec cet aiguillon les bonnes paroles se transformeront en actes énergiques.

Il ne nous appartient pas de prendre parti puisque les deux opinions peuvent se soutenir et que la solution de ce problème est une question de bonne foi. Mais s'il est possible de tirer une conclusion de cette étude théorique des méthodes de production envisagée dans leurs rapports avec la durée du travail, nous admettrons que la production subira un fléchissement avec la réduction des heures de travail. C'est à peu près indiscutable.

Il est également presque certain que le fléchissement constaté ne s'éternisera pas et qu'on prendra des mesures énergiques pour y parer, mais la période d'adaptation sera peut-être périlleuse. Nous ne concluons donc pas d'une manière ferme : nous exprimons un espoir que les faits se chargeront de confirmer ou de contredire.

La diminution probable de la production se traduira par une raréfaction des produits fabriqués sur le marché ; par conséquent, par une diminution de l'offre par rapport à la demande, c'est-à-dire par une hausse de prix. En admettant même que le déficit

de la production soit comblé, soit par l'augmentation du personnel, soit par les perfectionnements réalisés dans les machines ou dans les méthodes de travail, les prix de revient des produits manufacturés seront plus élevés puisqu'ils seront majorés par le coût de la main-d'œuvre plus nombreuse ou du nouvel outillage. Ce sera, donc encore une hausse des prix. Il semble bien que cette hausse ne puisse pas être évitée puisqu'il est expressément convenu que les anciens salaires ne seront pas diminués par suite de l'adoption de la nouvelle journée de travail.

Cette hausse générale des produits fabriqués aura une répercussion immédiate sur le prix de la vie. Celui-ci est en effet composé non seulement du prix des aliments proprement dits, mais aussi du prix de la multitude d'objets non indispensables à la vie que la civilisation a imposé à l'homme et dont celui-ci ne saurait se passer sans souffrir. Devant cette hausse générale les bénéfices réalisés précédemment par les producteurs et par les intermédiaires paraîtront insuffisants et seront majorés. La crise pourra être d'autant plus grave que la raréfaction des produits facilitera la spéculation.

Cette conséquence de la hausse des prix sur le coût de la vie est inévitable, elle sera due en partie à l'adoption de la journée de huit heures. La crise subsistera tant qu'il n'y aura pas équilibre entre les prix des objets et les salaires ou traitements. Une fois cet équilibre établi, et après un laps de temps assez étendu, la gêne disparaîtra. Seule subsistera la hausse par rapport à l'étalon monétaire.

Une autre conséquence de la hausse des prix, serait la gêne apportée aux industriels sur le marché international. Les indus-

triels étrangers n'étant pas obligés de limiter le travail de leurs ouvriers à huit heures par jour produiraient plus et à meilleur compte que les industriels français. Ils les concurrenceraient donc aisément, non seulement sur le marché international, ce qui influencerait dangereusement la balance du commerce, mais encore sur le marché français. Ce serait alors la ruine de nombreuses industries. La réforme demandée par les ouvriers pour leur procurer un bien-être supplémentaire se retournerait alors contre eux.

Ce n'est pas seulement l'industrie française qui se préoccupe de la concurrence internationale. M. Tournon a lu à la tribune du Sénat une lettre caractéristique de la Fédération patronale de l'industrie textile anglaise à la Fédération ouvrière qui demandait une réduction des heures de travail (20 mars 1919) (1).

« Notre industrie diffère des autres en ce sens qu'elle est pres-
» que en totalité une industrie d'exportation ; nous avons eu
» autrefois et nous aurons encore davantage dans l'avenir à
» faire face à la concurrence du monde entier : la concurrence
» notamment du côté de l'Amérique, des Indes et du Japon
» deviendra plus vive dans l'avenir qu'elle n'a été dans le passé.
» Ni vous ni nous ne pouvons traiter cette question à la légère.

» On peut noter avec satisfaction sur ce point que tant dans
» les pays d'Europe que dans les pays d'Amérique, il y a toute
» probabilité que le nombre d'heures de travail soit réduit. Nous
» ne pouvons cependant ignorer la concurrence croissante des
» Indes et du Japon, pays où la question de la réduction des

(1) *Journal Officiel*, 24 avril 1919. Sénat, p. 702.

» heures de travail n'est pas posée aussi nettement que dans les
» autres pays ».

L'objection tirée de la crainte de la concurrence internationale, théoriquement très puissante, n'a plus actuellement une très grande valeur. Les huit heures qui font l'objet des revendications ouvrières dans presque tous les pays sont pour ainsi dire partout réalisées, soit par la voie législative ou par décrets, soit par des accords intervenus entre organisations patronales et ouvrières. L'étude détaillée de cette question fera l'objet d'un chapitre spécial.

Mais, si nous pouvons admettre que la plupart des pays producteurs appliquent la journée de huit heures ou vont l'appliquer sous peu, il nous faut reconnaître que la France se trouve dans une situation spéciale. Nous avons parlé des pertes terribles qu'elle a subies pendant la guerre. Elle est de toutes les nations celle qui a fait les plus lourds sacrifices, puisque les plus riches de ses territoires ont été ravagés, tandis que les grands pays concurrents n'ont pas souffert dans leurs installations industrielles ou commerciales. Et au point de vue des vies humaines quelle situation est la sienne ?

Les membres patronaux de la commission des traités internationaux du travail ont fait remarquer (1) qu'en ce qui concerne la perte de main-d'œuvre, la France a été frappée une fois et demie plus que l'Allemagne, deux fois et demi plus que la Belgique, trois fois plus que l'Angleterre et que l'Italie, cinquante-six fois plus que les Etats-Unis d'Amérique.

(1) Rapport Godart, p. 10.

Le pourcentage des pertes par rapport à la population donne le tableau suivant pour quelques pays concurrents de la France (1).

PAYS	CHIFFRES DE LA POPULATION	POURCENTAGE des morts par rapport à la population
France.....	39.000.000	3.55 %
Grande-Bretagne.....	45.500.000	1.36 %
Etats-Unis.....	102.017.312	0.04 %
Italie.....	37.000.000	1.53 %
Belgique.....	7.570.000	0.5 %
Portugal.....	5.960.000	0.14 %

Nous voyons que les pertes françaises dépassent malheureusement de beaucoup celles des autres pays.

D'autre part, la France est un pays à faible natalité, et cette particularité ajoutée aux pertes subies du fait de la guerre met notre pays en délicate posture sur le marché international.

Il deviendra difficile à nos industriels d'amortir rapidement leur matériel, en augmentant le nombre des équipes de travail. M. Touron, dans sa critique de la loi de huit heures du Sénat, n'a pas manqué de le faire remarquer (2) :

« Lorsque les industriels, grands et petits, se verront à la tête
 » d'un matériel qui leur aura coûté très cher, — et ce sera d'au-
 » tant plus leur cas qu'ils auront renouvelé leur matériel à l'épo-
 » que actuelle où les machines sont hors de prix — lorsqu'ils
 » s'apercevront qu'en ne faisant fonctionner ces machines que
 » huit heures par jour, ils ne pourront arriver à en amortir le

(1) Chiffres établis avec les documents officiels français publiés par M. Raiberti, rapporteur du budget des affaires étrangères, et avec les documents anglais, tirés des pièces officielles publiées par *The Nound Table*, en avril 1919.

(2) *Journal Officiel*, 24 avril 1919. Sénat, p. 701.

» coût, ou plutôt à les user assez vite pour avoir la possibilité
» de les remplacer par du matériel plus moderne quand celui-ci
» apparaîtra, l'idée leur viendra tout naturellement d'utiliser
» les machines plus de huit heures par jour. Et pour cela il est
» un moyen très simple qui se présente immédiatement à l'esprit :
» organiser des équipes, marcher avec l'aide de deux équipes de
» huit heures pendant seize heures et même en triplant les équipes, pendant 24 heures par jour, comme cela a lieu dans certains
» pays. Mais dans cette course au clocher pour augmenter la
» production et pour diminuer le prix de revient afin de devenir
» les maîtres du marché mondial, nous serons certainement les
» plus mauvais marchands, parce qu'il sera impossible à la France
» de doubler sa population industrielle du jour au lendemain. Là,
» où des nations à grande natalité, comme l'Italie, le Japon et
» l'Allemagne pourront facilement installer deux postes et même
» trois, nous en serons réduits à ne pouvoir appliquer la mesure
» que dans les plus grandes industries, celles à feu continu.

» De ce fait nous nous trouverons en face de concurrents faisant produire à la machine le double et le triple de ce que nous
» pourrions lui demander ; croyez-vous que dans ces conditions
» nous puissions lutter avec avantage sur le marché mondial ? »

Il faudra suppléer à l'insuffisance numérique des ouvriers par une amélioration des machines et une meilleure organisation du travail. Le problème n'est pas impossible à résoudre, mais la solution demandera du temps. Cependant la loi de huit heures existe, elle est appliquée. Il semble qu'un large délai eut dû être prévu pour permettre au pays meurtri de regrouper ses forces.

Un avant-projet gouvernemental élaboré en mars 1919 admettait bien ce principe. Il contenait un article ainsi conçu :

« Toutefois les maxima de durée du travail effectif fixés à l'article 6 seront augmentés d'une heure, jusqu'à la mise en application d'une convention internationale les rendant obligatoires dans les principaux pays concurrents. Il en sera de même pour les mines autres que les mines de combustibles ».

La Commission administrative de la C. G. T. demanda l'annulation de ce paragraphe et il ne fut pas reproduit dans le projet déposé à la Chambre.

Il faut le regretter. En Suisse, la loi qui entrera bientôt en application laisse une certaine marge en vue de la lutte contre la concurrence étrangère. En Belgique, aucun texte ne sera voté avant qu'il ne soit rendu obligatoire par les résolutions de la Conférence de Washington. Tous les pays ont pris des précautions. La lutte sera donc rude, mais il est permis d'espérer que dans l'immense effort de reconstruction nationale, les organisations patronales et ouvrières feront preuve de modération et sauront comprendre l'importance de leur rôle.

Une dernière objection d'un autre ordre, et d'ailleurs d'une bien moindre importance, a été faite contre la journée de huit heures. On a dit que les huit heures de travail donneraient à l'ouvrier des heures de loisirs pour lesquelles il ne serait pas préparé et qu'il emploierait à fréquenter les cabarets. Cette opinion est très répandue dans les milieux les plus différents et il faut reconnaître qu'elle n'est pas complètement erronée. Beaucoup d'ouvriers fréquentent les cabarets et constituent la plus grande partie de la clientèle des marchands de vin. Mais sont-ils complètement responsables de cet état de choses ? Que vont-ils chercher dans

les « assommoirs ? » L'oubli de leur travail et un peu de gaieté que ne peuvent leur procurer leur intérieur misérable.

Comment l'ouvrier pourrait-il avoir le goût de la vie de famille dans un logement étroit, sombre, sale et peu aéré ? Il n'a que le désir d'en sortir et de chercher ailleurs des distractions. Au dehors, c'est le cabaret, c'est l'alcool et ses funestes conséquences : chez lui ce sont de déplorables conditions de vie favorisant deux fléaux également redoutables : la tuberculose et la dépopulation. Augmenter les loisirs de l'ouvrier par la journée de huit heures aboutirait donc à favoriser la disparition de la race.

Est-ce à dire que le seul remède à l'alcoolisme, à la tuberculose et à la dépopulation, consiste à faire travailler l'ouvrier assez longtemps pour que le manque de liberté l'oblige à délaisser le cabaret ? Doit-on considérer les ouvriers comme une catégorie spéciale d'individus non susceptibles d'amélioration et perpétuellement condamnés à une tâche écrasante ? C'est pourtant le résultat auquel on aboutit en poussant à fond l'objection que nous avons énoncée. Et on en constate immédiatement l'injustice. On ne peut pas faire supporter aux ouvriers un état de choses dont ils ne sont pas responsables.

Aussi bien l'argument que nous venons de reproduire n'a pas été développé dans le sens d'une opposition absolue à la journée de huit heures. Et actuellement un très fort courant d'opinion se manifeste qui considère l'organisation des loisirs de l'œuvre et l'amélioration du logement populaire comme des réformes constituant le complément indispensable de la journée de huit heures.

M. Justin Godart l'a mentionné brièvement dans son rapport (1).

(1) Page 4.

sur le projet gouvernemental où il dit : « Enfin — et ici l'Etat et » les Municipalités entrent en scène — à la famille ouvrière ayant » des loisirs grâce à la journée de huit heures, il faudra des logements sains, des espaces libres, des moyens de transports économiques pour les banlieues, des bibliothèques publiques, des » distractions éducatives et peu coûteuses ».

M. Albert Thomas, dans son discours devant la Chambre des Députés (1), après avoir montré les déplorables conditions de vie des ouvriers a rappelé le devoir de l'Etat de ne pas se désintéresser de la question du logement ouvrier. Au cours de la même séance, M. Pottevin (2) a comparé les conditions de vie de l'ouvrier français et de l'ouvrier anglais, et a fait connaître que le gouvernement anglais a prévu des avances s'élevant jusqu'à trois milliards pour la construction d'habitations ouvrières.

Au Sénat, M. Henry Chéron prononçait, le 23 avril 1919, les paroles suivantes (3) :

« Nous avons un grand devoir à remplir pour la sauvegarde » morale des loisirs que la loi nouvelle va attribuer aux travailleurs. » C'est à la vie de famille qu'ils doivent aller ; c'est elle qui doit » en bénéficier. Il faut refaire le foyer que l'ouvrier, sa femme » et ses enfants ont trop souvent déserté pour l'usine. Nous devons faire un effort considérable, immense, pour installer par » tout l'habitation saine et à bon marché. C'est la seule manière » pour nous de faire une concurrence utile au cabaret qui tue ».

(1) *Journal Officiel*, 18 avril 1919. Chambre, p. 2033.

(2) *Ibidem*, p. 2034.

(3) *Ibidem*, 24 avril 1919. Sénat, p. 699.

Et M. Ribot, reprenant la même idée, ajoutait (1) qu'il y avait nécessité de multiplier pour les ouvriers qui ont des loisirs, les moyens de ne pas les dépenser dans une oisiveté contraire à leur santé et à leur vie.

En dehors du Parlement, la question du logement ouvrier a fait l'objet de nombreuses discussions et d'initiatives intéressantes. *L'Information Ouvrière et Sociale* cite (2) le système mis en pratique par la Société Parisienne d'Habitation Populaire constituée en 1912. Cette Société a pour but d'utiliser les immeubles existants en les modifiant ou en les transformant. « Elle satisfait d'abord aux prescriptions du bureau d'hygiène, » mais allant plus loin elle entreprend une transformation profonde de l'immeuble, n'hésitant pas, par exemple, à sacrifier des pièces susceptibles d'être louées, pour les transformer en W. C. supplémentaires, en paliers aérés, etc... même à démolir des bâtiments entiers qu'elle estime inassainissables ou nuisibles à la bonne aération et à l'ensoleillement des autres parties ».

Dans le programme du Syndicat des ingénieurs-mécaniciens, se trouve le paragraphe suivant (3) :

« Création de nombreuses cités ouvrières en banlieue avec tous les perfectionnements possibles dans l'aménagement intérieur des habitations : lumière électrique, salles de bains, grands jardins, développement des moyens de transport interurbains ».

Les organisations ouvrières se sont occupées depuis longtemps

(1) *Ibidem*, p. 705.

(2) *V. I. O. S.*, n° 124.

(3) *Journée Industrielle*, 13 mai 1919.

de la question du logement. Parmi les conceptions sociales de la C. G. T., qui ont été formulées par M. Jouhaux, secrétaire fédéral, au Comité national du 26 mai 1919 nous relevons ce programme (1) :

« Logements sains, conditions d'hygiène, rapidité et facilités
» de transports, tout cela constitue un gros problème que la classe
» ouvrière par son action seule, peut faire aboutir, mais elle
» doit faire pression sur les pouvoirs publics pour les améliorations indispensables ».

Au Congrès national de la C. G. T. du 15 septembre 1919, M. Hazemann développa (2) un programme très détaillé de constructions ouvrières comprenant le chauffage central et des salles de bains, le gaz, l'électricité et l'eau de source partout où ce sera possible. Sont prévus également les superficies des cours intérieures, l'aménagement des squares, la largeur des rues, des moyens de transports rapides. Dans ce programme, est compris l'aménagement rationnel des marchés où les denrées comestibles devront être placées complètement à l'abri des poussières tant pendant leur resserre que pendant leur vente, l'outillage des abattoirs avec transport mécanique des viandes et chambres frigorifiques.

A côté de l'importante question du logement on s'est occupé d'organiser les nouveaux loisirs de l'ouvrier. Ce problème a été agité dans les milieux les plus différents, et pour montrer à quel point il est actuel, nous signalons notamment qu'un magazine de vulgarisation très répandu, *Je sais Tout*, a publié une petite

(1) I. O. S., n° 128.

(2) I. O. S., n° 166.

enquête sur l'utilisation des loisirs créés par la journée de huit heures (1), et qu'une revue littéraire, *l'Opinion*, a publié un fort bel article de M. Georges Duhamel sur l'usage de la liberté (2).

Au sujet de l'utilisation des loisirs, M. Colliard, Ministre du Travail a reconnu l'importance de la question en prescrivant aux Inspecteurs du travail de suivre attentivement toutes les initiatives prises par les employeurs dans cet ordre d'idées afin que les plus intéressantes soient données en exemple.

La municipalité parisienne propose de créer un office municipal du travail chargé, non pas de confectionner des statistiques, mais de centraliser tous les documents propres à instruire les employeurs et les employés. A cet office seraient jointes une vaste bibliothèque, une salle de conférence avec cinématographe et un musée (3).

A Lyon, la municipalité étudie un programme d'utilisation rationnelle et continue du stade municipal en même temps qu'elle dresse un plan d'instruction professionnelle. Six cours municipaux auront lieu vers la fin de la journée : sociologie, physique, sciences naturelles, histoire, hygiène, géologie.

A Rennes, la Chambre de Commerce, après une longue et vive opposition de principe à la journée de huit heures, a cherché les mesures qu'il y aurait lieu de prendre pour le meilleur emploi des heures libres de l'ouvrier (4). Elle a proposé la création de jardins ouvriers, de salles de réunions et de foyers de l'apprenti.

(1) 15 sept. 1919, p. 341.

(2) *I. O. S.*, n° 118.

(3) *Journal*, 4 nov. 1919.

(4) *Journée Industrielle*, 10 mai 1919.

Pour les jardins ouvriers, la constitution d'une société civile immobilière à capital variable a été prévue. Cette société aurait pour objet l'achat, la vente et la location de terrains ainsi que la construction de maisons à bon marché sur ces terrains. Le capital initial prévu est de 200.000 fr., divisé en 4.000 actions de 50 francs, ce qui permettrait aux plus modestes ouvriers et employés d'être actionnaires de cette société et de participer à son administration.

Dans les salles de réunions, les ouvriers et employés trouveraient des bibliothèques, des journaux, des jeux divers. Ils y consommeraient des boissons chaudes, mais pas d'alcool. Des conférences instructives y seraient données sur les questions de droit usuel, d'électricité, d'horticulture, de sciences appliquées et surtout d'histoire des métiers. Ces conférences, faites par des praticiens, constitueraient une base excellente d'enseignement mutuel.

Le foyer de l'apprenti comprendrait des cours à l'usage des garçons et des filles. Pour les garçons ce seraient des cours complémentaires d'instruction primaire, de dessin, de démonstration du métier qui leur prépareraient une carrière d'autant plus fructueuse qu'ils se seraient montrés meilleurs élèves, plus attentifs aux leçons de leurs maîtres et plus désireux d'en profiter.

Aux filles on enseignerait les travaux ménagers, les travaux d'aiguille, la cuisine, l'hygiène, en un mot ce que doit savoir et connaître la jeune fille qui sera plus tard une excellente mère de famille.

Enfin ce beau plan serait complété par des subventions accordées aux œuvres déjà existantes qui s'efforcent de réaliser le même but.

Un syndicat d'initiative s'est formé à Nantes afin d'organiser des fêtes et des réunions pour intéresser spécialement les ouvriers. Il a été décidé qu'il serait créé dans chaque quartier de Nantes un véritable centre de distractions utiles.

Partout on s'inquiète de procurer à l'ouvrier de saines distractions, de créer des salles de réunions, des terrains de jeux et de sports. On demande des espaces libres, des parcs, des jardins, des avenues, de l'air.

L'Union syndicale des techniciens du commerce, de l'industrie et de l'agriculture (U. S. T. I. C. A.) a établi un programme de réforme des cadres de la vie sociale (1) : maisons de vie sociale, maisons du peuple, terrains de jeux agencés, groupements artistiques et musicaux, cours de gymnastique rythmique. Ce programme de réformes comporte trois grandes catégories.

La Cité, cadre de l'activité sociale.

La Formation du citoyen.

Les Cadres de la vie collective.

La première catégorie qui nous intéresse spécialement ici a pour objet les sites et emplacements, la distribution des éléments urbains (quartiers, voies, places, carrefours), la circulation, les édifices d'intérêt public et social, l'habitation, l'atelier et l'usine les espaces libres (jardins, plantations, terrains de jeux), l'esthétique urbaine (pittoresque et agrément).

Le sport constituera une excellente utilisation des loisirs de l'ouvrier. M. Henry Cézanne, secrétaire général de la Chambre syndicale des constructeurs d'automobiles, préconise pour Paris

(1) V. I. O. S., n° 162.

la création de centres de jeux ouvriers dans des parcs de dix, quinze, vingt hectares, situés au bord d'une rivière, et à une certaine distance de la capitale. Dans ces parcs l'ouvrier aurait la possibilité de se livrer à toutes les branches de l'athlétisme : football, course à pied, poids, saut à la perche, canotage, natation, etc... Il y trouverait des boissons hygiéniques et des salles de douches bien installées.

Signalons enfin, sur le même sujet, l'appel lancé par la Fédération sportive populaire (1) :

« Faisons en sorte, camarades, que ces quelques heures de
» liberté, n'aillent pas à l'encontre des aspirations ouvrières.
» Evitons à la jeunesse laborieuse qui souvent n'a ni le foyer,
» ni l'intérieur familial qu'elle serait en droit d'avoir, de se laisser
» entraîner vers les plaisirs malsains — danger tant physique
» que moral — où la santé s'étiole par l'alcoolisme et le cerveau
» devient la proie facile des défenseurs du passé.

» Donnons-lui le moyen de se divertir en s'éduquant physiquement. Donnons-lui en un mot le goût des sports et de la
» gymnastique. »

Avec le concours de toutes ces bonnes volontés le problème des loisirs de l'ouvrier sera résolu, n'en doutons pas.

Aussi n'est-ce point l'argument que nous retiendrons parmi ceux qui ont été fournis contre la journée de huit heures. Celui qui nous paraît le plus important et le plus digne de retenir l'attention c'est l'argument qui fait état d'une crise probable de sous-production. Nous subissons actuellement une crise semblable

(1) *Journée Industrielle*, 11 sept. 1919.

sans, qu'en toute justice, on puisse en faire remonter l'origine à la journée de huit heures : celle-ci est appliquée depuis trop peu de temps. La guerre en est la cause initiale. Mais il est à craindre que la journée de huit heures n'aggrave momentanément cette crise déjà si angoissante.

Exprimons encore une fois l'espoir que ces craintes ne se réaliseront pas.



CHAPITRE II

Réglementation internationale du travail

C'est en Suisse qu'est née l'idée d'une réglementation internationale du travail. En 1855, le canton de Glaris souleva devant le Conseil fédéral le projet d'une telle législation. Plus de vingt ans s'écoulèrent avant que la question fut posée de nouveau. En 1876 le président du Conseil National demanda que la Suisse provoquât la conclusion de traités internationaux tendant à régler les questions ouvrières d'une manière uniforme dans tous les états industriels. Il disait : « La grande difficulté » de la législation sur les fabriques consiste en ce que par l'ac- » tion isolée d'un état dans le sens d'un allègement pour les » ouvriers, son industrie peut, suivant les circonstances, être mise » gravement en péril à mesure qu'elle cesse d'être apte à lutter » contre la concurrence étrangère ».

Le 30 avril 1881 le Conseil national invita le Conseil fédéral à entrer en négociation avec les différents états industriels, dans le but de provoquer la création d'une législation internationale sur les fabriques. Peu après le Conseil fédéral adressait à ses légations de Paris, Berlin, Vienne et Rome des instructions confi-

dentielles afin de savoir si les gouvernements de ces états étaient favorables à une législation internationale des questions de travail. Les réponses furent si peu encourageantes que le Conseil fédéral renonça à son projet.

Le 5 mai 1889 les pourparlers furent repris. L'Autriche-Hongrie, la Belgique, la France, les Pays-Bas et le Portugal adhérèrent au projet d'une conférence internationale. La Grande-Bretagne et l'Italie acceptèrent avec quelque réserve. L'Espagne accusa simplement réception de la note suisse, la Russie répondit négativement. L'Allemagne, le Danemark, la Suède et la Norvège ne répondirent pas.

Le Conseil fédéral examinait la possibilité de convoquer une conférence internationale à Berne en 1890 lorsqu'un coup de théâtre se produisit.

Le 4 février 1890 l'empereur d'Allemagne, dans un rescrit adressé au chancelier de l'Empire, adoptait les idées du Conseil national suisse et invitait les représentants de l'Allemagne auprès des gouvernements français, anglais, belge et suisse, à entrer en pourparler avec ceux-ci sur la possibilité d'une entente relative aux conditions du travail.

Les pays consultés acceptèrent et une conférence se réunit à Berlin le 15 mars 1890. Quatorze états y furent représentés, mais la Conférence n'ayant pas pour objet des conclusions fermes se contenta d'émettre des vœux sans portée réelle (1).

(1) Le 5 novembre 1906 M. Grillon, député, déposa une proposition de résolution ayant pour objet la limitation des heures de travail au moyen d'une conférence internationale. V. *Journal Officiel*. Documents parlementaires. Chambre, session ordinaire de 1906, p. 65.

En 1900 se fonda l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs, dans le but d'étudier la législation du travail dans les différents pays et d'en favoriser la concordance. Son siège social fut fixé à Bâle et elle tint de nombreux congrès jusqu'à la guerre de 1914. Elle manifesta une grande activité qui aboutit notamment à une convention internationale interdisant le travail de nuit des femmes et l'emploi du phosphore blanc dans la fabrication des allumettes.

La guerre de 1914 suspendit pendant quelque temps les tentatives de réglementation internationale du travail. A partir de 1916 ce sont les organismes syndicaux des différents pays qui mènent le combat en faveur de cette réglementation.

En juillet 1916, la Conférence syndicale interalliée de Leeds (Angleterre), qui réunissait les représentants des syndicats français, anglais, belges et italiens, déclarait que le traité qui mettrait fin à la guerre devrait assurer à la classe ouvrière de tous les pays un minimum de garanties concernant notamment la durée du travail (2).

En octobre 1917 les organisations syndicales des puissances centrales ennemies adoptèrent à Berne les principes de Leeds et, à la même époque, l'organisation ouvrière des Etats-Unis, l'American Federation of Labour demanda la réglementation internationale de la durée du travail.

Le programme de Leeds fut repris et complété par les Conférences syndicales interalliées de Londres en février et septembre 1918.

(2) V. I. O. S., n° 172.

Le memorandum adopté par la Conférence du 20 février 1918 disait notamment (1) :

« La Conférence insiste sur la nécessité d'un accord international pour la mise en vigueur, dans chaque pays, de la législation sur le travail dans les usines comprenant un maximum de huit heures par jour ».

La Conférence ouvrière interalliée du 17 septembre 1918, qui groupait les représentants de neuf nations (quatre-vingt-un délégués représentant onze millions de membres) votait la résolution suivante, visant le futur Congrès de Paix (2) :

« Il sera déclaré que la durée fondamentale du travail, dans l'industrie et le commerce ne dépassera pas huit heures par jour ».

Enfin l'Union syndicale internationale, au Congrès de Berne du 5 février 1919, qui réunissait les délégués des pays alliés ennemis et neutres, adoptait à l'unanimité le texte suivant relatif à la durée du travail (3) :

« Les heures de travail ne doivent pas excéder huit heures par jour et 48 heures par semaine ».

La réduction internationale de la journée de travail a été ébauchée dans le projet de Ligue des Nations déposé le 14 février 1919 par M. Wilson, président des Etats-Unis, sur le bureau de la Conférence de la Paix.

Le projet s'exprime ainsi en son article 20 :

« Les hautes parties contractantes s'efforceront d'établir et

(1) V. I. O. S., n° 1.

(2) Voir I. O. S., n° 59.

(3) V. I. O. S., n° 101.

» de maintenir des conditions de travail équitables et humaines
» pour l'homme, la femme et l'enfant, tant sur leurs territoires
» que sur ceux auxquels s'étendent leurs relations de commerce
» et d'industrie.

» A cet effet, elles sont d'accord pour instituer un bureau per-
» manent du travail, qui formera partie intégrante de l'organi-
» sation de la Société ».

Ce texte, beaucoup trop vague, pour être d'une application pratique ne limite pas expressément la journée de travail à huit heures par jour. En vue de le préciser, les délégués à la Conférence de la Paix désignèrent une Commission de législation internationale du travail en lui donnant pour mandat d'étudier les conditions internationales du travail et d'examiner les moyens permettant d'assurer une action commune.

Cette commission élaborà un texte qui, avec quelques modifications fut inséré dans la partie XIII du Traité de Paix.

Il énonce les principes généraux de la réglementation internationale de travail et il est ainsi conçu (1) :

ARTICLE 427. — « Les Hautes Parties Contractantes, reconnais-
» sant que le bien-être physique, moral et intellectuel des tra-
» vailleurs salariés est d'une importance essentielle au point de
» vue international, ont établi pour parvenir à ce but élevé, l'or-
» ganisme permanent prévu à la section I et associé à celui de
» la Société des Nations.

» Elles reconnaissent que les différences de climat, de mœurs

(1) V. le texte du traité de paix entre les puissances alliées et associées et l'Allemagne, Edition de l'Imprimerie Nationale.

» et d'usage, d'opportunité économique et de tradition industrielle rendent difficile à atteindre d'une manière immédiate l'uniformité absolue dans les conditions du travail. Mais persuadées qu'elles sont que le travail ne doit pas être considéré simplement comme un article de commerce, elles pensent qu'il y a des méthodes et des principes pour la réglementation des conditions du travail, que toutes les communautés industrielles devraient s'efforcer d'appliquer autant que les circonstances spéciales dans lesquelles elles pourraient se trouver le permettraient ».

» Parmi ces méthodes et principes, les suivants paraissent aux Hautes Parties Contractantes être d'une importance particulière et urgente :

.....
» 4^o L'adoption de la journée de huit heures ou de la semaine de 48 heures comme but à atteindre partout où il n'a pas encore été obtenu ».

Ce texte a causé quelque inquiétude aux Indes où l'unification internationale des heures de travail et du taux des salaires est regardée comme très périlleuse (1). Les industriels des Indes ont fait remarquer que la main-d'œuvre indienne ne possède évidemment pas les qualités professionnelles de la main-d'œuvre des autres nations. Ceci provient du manque d'instruction, de l'état sanitaire de la population et surtout des besoins de l'ouvrier qui sont très faibles. Lorsque l'ouvrier indien a atteint ce qu'on a appelé son standart de vie, il s'en contente et ne fait aucun

(1) V. *Journée Industrielle*, 17 mai 1919.

effort pour l'améliorer ; si on lui paye des salaires plus élevés que ceux qu'il a coutume de toucher, il arrêtera son activité dès qu'il aura conquis le confort qui lui suffit.

D'autre part, comme il ne serait pas possible de demander à l'ouvrier indien de compenser la diminution des heures de travail par une augmentation horaire de sa production, on aperçoit aisément la position embarrassée de ce pays à l'égard de la réforme envisagée.

Pour des raisons analogues les délégués japonais à la Conférence de la Paix ont fait des réserves sur l'application de la réduction des heures de travail dans les pays d'Extrême-Orient (1). Ils ont cependant accepté les termes des clauses ouvrières en demandant des garanties spéciales lors de leur application.

Le principe de la réduction internationale de la journée de travail étant posé, la Commission de Législation internationale du travail a élaboré une convention, adoptée par la Conférence de la Paix et insérée au traité de paix, destinée à faire respecter ce principe et à en contrôler l'application.

Le préambule de cette convention est ainsi conçu :

« Attendu que la Société des Nations a pour but d'établir la
» paix universelle et qu'une telle paix ne peut être fondée que sur
» la justice sociale ;

» Attendu qu'il existe des conditions de travail impliquant
» pour un grand nombre de personnes l'injustice, la misère et les
» privations, ce qui engendre un tel mécontentement que la paix
» et l'harmonie universelle sont mises en danger, et attendu

(1) V. *Journée Industrielle*, 20 avril 1919.

» qu'il est urgent d'améliorer ces conditions : *par exemple en ce*
» *qui concerne la réglementation des heures de travail, la fixation*
» *d'une durée maxima de la journée et de la semaine de travail, etc...* ;

» Attendu que la non adoption par une nation quelconque
» d'un régime de travail réellement humain fait obstacle aux
» efforts des autres nations désireuses d'améliorer le sort des tra-
» vailleurs dans leurs propres pays ;

» Les Hautes Parties Contractantes, mues par des sentiments
» de justice et d'humanité aussi bien que par le désir d'assurer
» une paix mondiale durable, ont convenu ce qui suit : »

Suivent les articles fondant l'organisation chargée de travailler à la réalisation de ce programme. Cette organisation comprendra une Conférence générale périodique des représentants des Hautes Parties Contractantes, membres de la société des nations et un bureau international du Travail, à titre permanent.

L'article 424 du Traité de Paix s'occupe de la première session de la Conférence générale :

« La première session de la Conférence aura lieu au mois d'oc-
» tobre 1919. Le lieu et l'ordre du jour de la session sont arrêtés
» dans l'annexe ci-jointe.

L'annexe visée dans cet article est la suivante :

PREMIÈRE SESSION DE LA CONFÉRENCE DU TRAVAIL 1919

Le lieu de la Conférence sera Washington.

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sera prié de convoquer la conférence.

Le Comité international d'organisation sera composé de sept personnes désignées respectivement par les gouvernements des

Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie, du Japon, de la Belgique et de la Suisse. Le Comité pourra, s'il le juge nécessaire, inviter d'autres états à se faire représenter dans son sein.

L'ordre du jour sera le suivant :

1^o Application du principe de la journée de huit heures ou de la semaine de 48 heures ;.....

Des protestations se sont élevées dans les organisations ouvrières contre le principe de la convocation adressée seulement aux Etats membres de la Société des Nations. L'Allemagne n'aurait donc pas été représentée. Au Congrès Syndical International d'Amsterdam qui s'est ouvert le 28 juillet 1919 le chef de la délégation allemande, M. Legien, critiqua violemment le mode de représentation des Etats à la Conférence de Washington (1). Son point de vue, partagé par les délégations des pays représentés, fut adopté par le Congrès Syndical (2) dans la résolution suivante :

« Le Congrès de la Fédération Syndicale Internationale, composé des délégations des Centrales nationales (3) des pays suivants : Amérique, Allemagne, Angleterre, Autriche, Belgique, Danemark, France, Espagne, Hollande, Luxembourg, Norvège, Suède, Suisse, Tchéco-Slovaquie.... déclare vouloir donner sa collaboration à la Conférence qui se tiendra à Washington, sous réserve que soient invités et admis à la Conférence les représentants du mouvement syndical de tous les pays, sans aucune exception ».

(1) V. I. O. S., n^o 148.

(2) 91 délégués représentant 17.740.000 travailleurs.

(3) Organisations syndicales nationales.

Plus tard, le Conseil Suprême, composé des chefs des gouvernements des cinq principales puissances alliées, délibéra sur ce sujet et admit la possibilité de la convocation des puissances ennemies à la Conférence de Washington.

Il laissa à la Conférence elle-même le soin de convoquer les représentants allemands et autrichiens, et il déclara qu'aucune entrave ne serait apportée par les gouvernements alliés et associés à la remise des passeports nécessaires à ces représentants.

La Conférence s'ouvrit le 29 octobre 1919 ; trente-neuf Etats étaient représentés (1). Les Etats-Unis, en raison de la situation créée pour eux par la discussion du traité de paix, poursuivie à la date où se tenait la Conférence, par le Sénat Américain, ne se sont pas fait représenter officiellement. Toutefois le Ministre du Travail des Etats-Unis accepta de présider la Conférence et indiqua les associations professionnelles les plus représentatives des patrons et des ouvriers. Ces groupements furent représentés aux séances de la Conférence.

L'Allemagne et l'Autriche ont été admises le 30 octobre à participer aux travaux de la Conférence par 71 voix contre une et par anticipation à leur admission à la Ligue des Nations, en raison de leur volonté expresse de coopérer à l'œuvre de l'organisation du travail.

Cette admission trop tardive ne permettait pas aux délégués allemands et autrichiens de participer utilement aux travaux de la Conférence. C'est pourquoi ils renoncèrent à s'embarquer.

(1) Les délégués français étaient les suivants : MM. A. Fontaine et T. Reymond pour le gouvernement ; M. L. Guérin, délégué patronal ; M. L. Jouhaux, délégué ouvrier. V. *Journée Industrielle*, 1^{er} nov. 1919.

Il en fut de même du Luxembourg dont la demande officielle ne fut reçue que tardivement et qui ne fut admis que le 24 novembre.

La question de la journée de huit heures et de la semaine de quarante-huit heures fut longuement débattue pendant les premières séances. Un projet de convention internationale a été soumis aux délégués. Ce projet a été présenté à la suite d'un rapport détaillé établi d'après les réponses à un questionnaire envoyé à tous les états membres de la Ligue. Ce rapport a été l'objet d'une longue discussion qui témoigna d'une divergence de vues considérable.

On proposa de nombreuses dérogations en faveur d'industries particulières ou de certains genres de travaux. Des réserves furent faites en ce qui concerne le Japon, la Chine, les Indes en raison de leurs conditions climatiques et du développement incomplet des industries dans ces divers pays.

La conférence arriva cependant à un accord sur cette importante question, et un texte de convention fut arrêté, afin d'être soumis aux assemblées législatives des États, membres de la Conférence.

Ce projet de Convention (1) fut adopté par 82 voix contre 2.

Il concerne uniquement les établissements industriels (industries extractives, de transformation, de construction, de transport et de manutention, etc....)

La durée du travail est fixée à huit heures par jour ou quarante-huit heures par semaine.

(1) *Bulletin du Ministère du Travail*, 1919, p. 508.

Cette limite pourra être dépassée en cas d'accident survenu ou imminent, en cas de travaux d'urgence à effectuer aux machines ou à l'outillage, ou en cas de force majeure.

Dans des cas exceptionnels, la durée moyenne du travail pourra être calculée sur une période de temps autre que la semaine.

Des dérogations, déterminées par l'autorité publique, sont prévues après consultation des intéressés

— à titre permanent :

pour les travaux préparatoires et complémentaires ;
pour les travaux intermittents ;

— à titre temporaire :

pour les surcroîts de travail extraordinaires.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Japon. — Le maximum de la durée du travail est élevé à 57 heures par semaine, sauf dans l'industrie de la soie grège où la durée du travail pourra être de 60 heures par semaine.

L'entrée en vigueur de la réglementation est reportée au 1^{er} juillet 1922.

Inde Britannique. — Le principe de la semaine de 60 heures est adopté pour tous les travailleurs visés par la législation industrielle de l'Inde. Une limitation plus étroite des heures de travail devra être examinée lors d'une prochaine session.

Chine, Perse, Siam. — Les dispositions de la convention ne s'appliquent pas à ces pays, mais la limitation de la durée du travail devra être examinée lors d'une prochaine session.

Grèce. — L'entrée en vigueur des dispositions de la Convention est reportée au 1^{er} juillet 1923 ou au 1^{er} juillet 1924 suivant les industries.

Roumanie. — L'entrée en vigueur des dispositions de la convention est reportée au 1^{er} juillet 1924.

Les dispositions de la Convention pourront être suspendues pour tout pays, par ordre du Gouvernement, en cas de guerre ou en cas d'événement présentant un danger pour la sécurité nationale.

Tout Etat ratifiant la présente Convention s'engage à appliquer ses dispositions au plus tard le 1^{er} juillet 1922 et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour les rendre effectives.

La Conférence s'ajourna le 29 novembre 1919 sans déclarer close la session de Washington, les ratifications n'ayant pas été échangées à cette date entre l'Allemagne et trois au moins des principales puissances signataires du Traité de Paix.

La Conférence confia le soin de continuer ses travaux au Bureau International du Travail.

L'organisation internationale des conditions du travail est donc en marche et on peut espérer que dans un avenir relativement peu éloigné, les principaux pays industriels adopteront la journée de huit heures.

Mais la France a réduit à huit heures la journée de travail des employés et ouvriers sans attendre le résultat de la Conférence de Washington. Il est donc nécessaire d'étudier dans quelles limites la production française peut être atteinte actuellement par la concurrence internationale. Nous étudierons donc la législation en vigueur ou les projets ébauchés dans les différents pays.

Durée légale du travail dans les pays étrangers

ALLEMAGNE

Le département de la démobilisation a rendu le 23 novembre 1918 une ordonnance réglementant la durée du travail des ouvriers de l'Industrie (1).

ARTICLE PREMIER— La réglementation concerne les travailleurs de l'industrie dans les exploitations industrielles, y compris les mines, dans les établissements appartenant à l'Empire (2), à un état fédéré, à une commune ou union de communes, que ces établissements soient exploités ou non en vue de bénéfices, ainsi que dans les établissements annexes de nature industrielle transformant des produits agricoles.

ART. 2. — *La durée régulière de la journée de travail, non compris les repos, ne peut dépasser huit heures.* Lorsque par dérogation à ce principe, la journée de travail est réduite les samedis ou veilles de fête, à la suite d'un accord, les heures de travail ainsi supprimées peuvent être réparties entre les jours de travail.

(1) V. Rapport Godart, p. 25.

(2) La République allemande a pris le nom d'Empire républicain d'Allemagne.

ART. 7. — Dans les établissements à marche continue ou dont le fonctionnement ne peut être réduit pour des motifs d'intérêt public, des dérogations aux dispositions ci-dessus peuvent être autorisées à titre révocable par l'inspecteur du travail, et en ce qui concerne les exploitations minérales, par l'inspecteur des mines, lorsqu'il est impossible de se procurer le personnel ouvrier nécessaire.

ART. 10. — Toute personne contrevenant aux prescriptions ci-dessus ou aux ordonnances rendues pour leur application, est passible d'une amende de 2.000 marks au plus ou, en cas d'insolvabilité, d'emprisonnement de 6 mois au maximum.

En cas de récidive l'amende varie de 100 marks à 3.000 marks; l'emprisonnement peut s'élever à 6 mois.

ART. 11. — La présente loi n'abroge pas les dispositions déjà existantes dans les lois d'Empire ou d'Etats et les prescriptions prises en vertu des dites lois dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions précédentes.

ART. 12. — La présente loi entre en vigueur au jour de sa promulgation.

Cette ordonnance a été un des premiers actes du gouvernement provisoire allemand au lendemain de la Révolution de novembre 1918.

Depuis cette date les travailleurs agricoles ont vu leur journée de travail fixée à huit heures pendant quatre mois de l'année, à dix heures pendant quatre autres mois et à onze heures pendant les quatre derniers mois. Les heures de travail des mineurs dans la région de la Ruhr ont été fixées à sept heures et demie du jour

au jour et dans les territoires occupés par les alliés, les heures de travail des cheminots ont été ramenées à huit à partir du 10 juin 1919 (1).

Malgré la garantie qu'offre un semblable document on a prétendu, non seulement dans la presse industrielle et ouvrière, mais aussi dans les milieux officiels, que les ouvriers allemands travaillaient plus de huit heures par jour. Il a été dit à plusieurs reprises que ces ouvriers avaient accepté de travailler huit heures par jour plus deux heures pour le relèvement du pays, soit dix heures de travail (2). On a même ajouté que certains ouvriers de l'Allemagne du Sud faisaient jusqu'à quatorze heures de travail par jour (3). L'Allemagne serait ainsi arrivée à concurrencer dangereusement l'Angleterre sur ses propres marchés, notamment dans le commerce des jouets et de l'édition.

Tout en faisant la part de l'exagération et même en admettant que l'Allemagne écoule des stocks fabriqués pendant la guerre, il n'en est pas moins vrai que M. Clémentel, ministre du Commerce, a pu prononcer les paroles suivantes à la tribune de la Chambre des Députés, en répondant à une interpellation de M. Claussat, député, au sujet de la protection de l'industrie française et des importations allemandes en France (4) :

« Nous sommes informés qu'en Allemagne, dans certaines industries, les ouvriers ajoutent normalement à leurs huit heures de travail une et même deux heures supplémentaires et qu'en

(1) D'après un article de la *Labour Gazette*, organe officiel du Ministère du Travail anglais, V. I. O. S., n° 153.

(2) V. *Journée Industrielle*, 26 août et 3 sept. 1919.

(3) V. *Démocratie Nouvelle*, 6 sept. 1919.

(4) V. *Journal Officiel*, 25 juillet 1919, p. 3.688.

» vue de la restauration de leur pays, ces heures supplémentaires
» sont faites sans prime de majoration. Comment établir des
» prix de revient pouvant entrer en concurrence, avec pareilles
» différences de régime entre ce pays et le nôtre ?

» Si cette situation était maintenue, nous serions voués à un
» protectionnisme funeste qui conduirait à la suppression de
» l'exportation, donc à la ruine complète du pays, dont les ou-
» vriers seraient les premiers à souffrir.

» Il faut à tout prix établir une réglementation qui ne mette
» pas notre industrie en état de flagrante infériorité. Il ne faut
» pas que notre production diminue tandis que nos concurrents
» ennemis ou alliés accroîtraient la leur en n'appliquant pas la
» limitation de la durée de la journée de travail ».

Ces paroles du ministre du Commerce eurent un grand retentissement dans les milieux industriels patronaux et ouvriers et la délégation française au Congrès Syndical international d'Amsterdam (1) précisa la question par la déclaration suivante qui fut lue aux délégués :

« La délégation française croit nécessaire de demander au premier Congrès Syndical international de se prononcer nettement sur la question de la journée de huit heures pour les raisons suivantes :

» En France, par des contrats collectifs d'abord, par la loi ensuite, la journée de huit heures ou la semaine de quarante-huit heures sont appliquées dans les grandes industries des cuirs et peaux, chemins de fer, bâtiment, transport, travailleurs

(1) 28 juillet 1919, V. I. O. S., n° 148.

» de la mer, etc., etc... et les huit heures ou la semaine de quarante-huit heures, sont devenues la règle générale des horaires de travail en France.

» Le premier acte de la Révolution allemande a été l'adoption de la journée de huit heures. Or, actuellement il se mène une campagne en France contre la journée de huit heures et pour le retour à celle de dix heures, en se basant sur l'affirmation que le gouvernement républicain allemand aurait l'intention, d'accord avec les ouvriers et les organisations allemandes, de rétablir la journée de dix heures afin de faire face aux obligations imposées à l'Allemagne par le traité de paix.

» La délégation française déclare que sous aucun prétexte, elle ne saurait accepter une pareille thèse et qu'elle ne peut pas davantage être défendue par les organisations allemandes pour les raisons suivantes :

» 1^o L'Allemagne n'a eu aucune de ses régions dévastées par la guerre. La France a eu ses principales régions industrielles, du Nord et de l'Est, celles qui formaient les bases de son activité industrielle complètement dévastées ou industriellement désorganisées. Or, pour ces régions, les organisations françaises ont repoussé et refusé d'accepter les propositions gouvernementales ou patronales qui, dans les contrats collectifs ou dans la loi, voulaient qu'il soit spécifié que pendant une période de deux ou quatre ans la journée de dix et onze heures serait maintenue dans les régions dévastées. Même dans ces régions dévastées, désorganisées industriellement la journée de huit heures est entrée en application ;

» 2^o Si les organisations allemandes acceptaient de revenir

» en Allemagne, ne fût-ce que pour une certaine période, à la
» journée de dix heures, elles obligeraient la France comme la
» Belgique, l'Angleterre et les autres nations à supprimer la jour-
» née de huit heures. Les organisations seraient peut-être impuis-
» santes à l'empêcher et les efforts dépensés nationalement et
» internationalement pendant des dizaines d'années pour l'ob-
» tention de cette revendication seraient perdus en même temps
» qu'un discrédit immense rejaillirait sur l'Internationale syn-
» dicale et détruirait toute son autorité morale dans l'avenir.

» Pour ces raisons, vitales pour l'Internationale elle-même,
» la délégation française, et plus particulièrement la Fédération
» française des métaux, par la voix d'un de ses secrétaires, le
» camarade A. Merrheim, demande :

« 1^o A la délégation allemande de faire publier dans tous les
» organes corporatifs allemands et, si possible, dans le *Vorwärts*,
» la présente déclaration ;

» 2^o Au premier Congrès Syndical international de déclarer
» qu'il est de l'absolu devoir des organisations allemandes et de
» tous leurs mandataires de s'opposer, au besoin par la grève,
» au rétablissement de la journée de dix heures dans n'importe
» quelle partie de l'industrie allemande ;

» 3^o De décider que cette déclaration sera intégralement pu-
» bliée dans le premier numéro de l'organe officiel de l'Internationale Syndicale.

» La délégation française croit, en outre, nécessaire d'ajouter
» qu'il serait d'une haute portée morale pour tous et pour les
» organisations françaises qui ont la difficile tâche, en France, de
» défendre les travailleurs allemands, que cette déclaration soit

» unanimement ratifiée par le premier Congrès Syndical international, qui affirmerait ainsi et définitivement que les longues journées ne sont pas le corollaire nécessaire à l'augmentation de la production ».

A cette déclaration précise, M. Legien, chef de la délégation allemande (1), fit, en séance plénière du Congrès la réponse suivante :

« Je ne puis pas comprendre comment en France on peut proposer les affirmations apportées par le camarade Jouhaux. Tous les ouvriers allemands ont la journée de huit heures ; il existe une exception pour les ouvriers agricoles qui, pendant la moisson, peuvent faire dix heures.

« Ce qui a donné naissance à la campagne dont a parlé Jouhaux, c'est un article de Dernburg, ancien ministre, dans lequel il préconisait de travailler une heure de plus par semaine et de verser le produit de cette heure dans la caisse de l'Etat pour le paiement de la dette de guerre. Les organisations s'y opposèrent et il y eut de telles protestations dans les milieux ouvriers que l'auteur de la proposition n'en a jamais reparlé ».

M. Legien termina en donnant l'assurance qu'« il était impossible d'abolir en Allemagne la journée de huit heures et que si pareilles tentatives étaient faites, les ouvriers allemands comme leurs organisations s'y opposeraient de toutes leurs forces ».

Une enquête faite par le ministre des affaires étrangères auprès de la mission militaire française à Berlin aboutit à l'envoi du document suivant :

(1) La délégation allemande du Congrès d'Amsterdam représentait 5.400.000 membres. V. I. O. S., n° 148.

« Berlin, 25 septembre 1919.

» M. Dernburg, lors de son passage au Ministère des Finances, a proposé que les travailleurs versent à l'Etat le revenu d'une heure de travail supplémentaire. Quelques industriels de la Ruhr, d'autre part, ont émis récemment l'idée que les ouvriers puissent s'acquitter d'une partie de l'impôt sur le revenu par une heure de travail supplémentaire. Toutes ces propositions ont rencontré l'opposition des milieux ouvriers et n'ont abouti jusqu'ici à aucune réalisation (1) ».

Cette réponse fort nette aurait dû clore le débat, mais divers articles parus dans la presse française affirmèrent à nouveau que les huit heures par jour étaient souvent dépassées dans l'industrie allemande (2). Il serait souhaitable qu'une enquête précise établisse les véritables conditions du travail dans l'industrie allemande. La question est en effet d'une haute importance pour notre industrie et cette indécision risque d'apporter le trouble dans l'application de la loi française.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

Un décret du Conseil exécutif a institué la journée de huit heures pour les employés et télégraphistes des chemins de fer. On a, d'autre part, adopté cette limitation dans la plupart des industries, sans destination de catégories; cette pratique est réglée par les usages, sans obligation légale (3).

(1) V. *Bulletin du Ministère du Travail*, 1919, p. 290.

(2) V. *L'Heure*, 25 août 1919, *Journée Industrielle*, 26 août 1919.

(3) V. *Bulletin du Ministère du Travail*, 1919, p. 327.

AUSTRALIE

La constitution donne au gouvernement fédéral le pouvoir de légiférer en vue de prévenir ou de régler les conflits s'étendant au delà d'un Etat particulier : ce pouvoir a été conféré aux cours de conciliation et d'arbitrage instituées en 1905. A quelques exceptions près les sentences rendues ont été favorables à la journée de huit heures ou à la semaine de quarante-huit heures. Presque toutes les conventions industrielles sont basées sur cette durée qui est pratiquée depuis si longtemps dans toute l'Australie qu'elle y est devenue presque générale, et ce, sans intervention du législateur (1).

AUTRICHE ALLEMANDE

La journée de huit heures a été établie en Autriche par la loi du 19 décembre 1918 votée par l'assemblée nationale provisoire (2).

ARTICLE PREMIER. — Jusqu'à la conclusion de la paix, la journée de travail des ouvriers industriels dans les établissements exploités industriellement, ne doit pas dépasser 8 heures par jour de vingt-quatre heures, non compris les repos.

Ces dispositions sont applicables également aux établissements appartenant à une corporation notamment à l'Etat, à une province ou à une commune dans le cas où ces établissements seraient considérés comme exploités en fabrique s'ils « étaient soumis au Code Industriel..... »

(1) *Ibidem*, 1919, p. 322.

(2) Rapport Godart, p. 27.

ART. 4. — L'inspecteur du travail peut autoriser les établissements à faire travailler leurs ouvriers jusqu'à dix heures par jour en cas de presse, notamment dans les industries saisonnières, pendant trois semaines au plus...

ART. 6. — Le Ministre de la Prévoyance sociale, sur avis d'un conseil consultatif composé en nombre égal de patrons et d'ouvriers, peut accorder une nouvelle dérogation à des groupes déterminés d'entreprises, en précisant les conditions auxquelles cette dérogation est accordée..

ART. 11. — La présente loi entre en vigueur quinze jours après sa promulgation.

Le Conseil d'Etat fixera le jour auquel elle cessera d'être applicable après la signature de la paix.

Cette loi n'a qu'un caractère provisoire. En effet, d'après l'article 1 son application n'est prévue que jusqu'à la conclusion de la paix et la date de la cessation de son application sera fixée par le Conseil d'Etat après la signature de la paix (article 11). Ce caractère provisoire s'explique par ce fait que l'Assemblée Nationale qui a voté la loi n'avait qu'une existence limitée à la période de préparation de la paix, et ne pouvait établir des dispositions permanentes, en ignorant les limites territoriales exactes de l'Autriche et même le caractère de la souveraineté qui serait dévolue à ce pays par le traité de paix.

Le traité de paix, signé à Saint-Germain-en-Laye le 10 septembre 1919 par l'Entente et par l'Autriche, fournit à cet égard tous les renseignements désirables et il est certain que le principe de la journée de huit heures admis par l'Assemblée nationale provisoire ne sera pas méconnu par l'assemblée régulière du pays.

BELGIQUE

La question est beaucoup moins avancée en Belgique. Aucune disposition législative n'existe encore et on signale seulement une proposition de loi concernant la journée de huit heures, déposée le 3 mai 1919 par M. Emile Brunet, député socialiste, sur le bureau de la Chambre des Représentants et concernant la journée de huit heures (1).

Une Commission d'études a été constituée par le gouvernement belge en avril 1919 pour la réduction de la durée du travail dans les mines. Cette commission a adopté, pour les ouvriers du fond seulement, la journée de huit heures et demie à partir du 1^{er} juin 1919 et la journée de huit heures à partir du 1^{er} décembre 1919. La durée du travail effectif des ouvriers de la surface y compris les ouvriers chauffeurs, a été fixée à 9 heures à partir du 1^{er} juin 1919, par cette même commission qui a réservé l'étude de la durée du travail des ouvriers des industries connexes (2).

Cette limitation a été adoptée comme base des conventions collectives dans bon nombre d'industries (livre, brasserie, boulonnerie, textile, bâtiment, diamantaire, vêtement, chaussure, centrales électriques, verreries, glacières, produits chimiques, usines à gaz, briqueteries mécaniques, bois, ameublement, carrières) (3).

La journée de huit heures a été établie dans les chemins de fer depuis le mois de novembre 1919.

Une commission nationale a été également chargée par le gou-

(1) V. *Journée Industrielle*, 6 mai 1919.

(2) *Ibidem*, 2 mai 1919.

(3) *Ibidem*, 28 octobre 1919.

vernement d'étudier la question de la journée de huit heures dans la métallurgie (1).

Cette commission comprenait six représentants patronaux et six délégués ouvriers sous la présidence de M. Delacroix, Président du Conseil.

Il a été admis que la semaine de cinquante-trois heures de travail effectif serait immédiatement accordée aux ouvriers employés à des travaux autres que ceux à feu continu (2) (huit heures le samedi et neuf heures les autres jours). Pour ces derniers, la journée de travail est restée provisoirement fixée à dix heures, et les représentants de l'industrie ont déclaré qu'ils appliqueraient la journée de huit heures dès que la Conférence de Washington l'aurait admise et qu'elle serait appliquée dans les grands pays producteurs. La date de principe de l'application des huit heures a été fixée au 1^{er} janvier 1920 pour les hauts fourneaux.

Mais dans sa séance du 19 août 1919, la Commission a émis l'avis suivant (3) :

« La Commission, considérant que, pendant la période de
» reconstitution industrielle du pays, il est nécessaire de demander
» à la classe ouvrière un effort particulier, afin que la production
» totale ne subisse pas de diminution notable, est d'avis que
» pour les ouvriers des services accessoires des usines sidérurgiques
» jouissant aujourd'hui de la semaine de cinquante-trois
» heures, le nombre d'heures par semaine peut-être réduit dès
» à présent à cinquante, à condition qu'il soit formellement en-

(1) *Ibidem*, 4 avril 1919.

(2) *Ibidem*, 8 avril 1919.

(3) *Ibidem*, 24 août 1919.

» tendu que les ouvriers auraient la pleine liberté de faire des
» heures supplémentaires ».

De même une Commission analogue, instituée pour les industries mécaniques (1), a statué sur la question des heures de travail supplémentaires en reconnaissant aux ouvriers le droit de travailler plus de huit heures par jour.

Ces décisions sont d'une extrême importance parce que tout en reconnaissant le principe de la réduction des heures de travail, elles permettent de le méconnaître par l'adjonction des heures supplémentaires en nombre pratiquement illimité.

BULGARIE

La durée du travail est réglementée par une loi du 5-18 avril 1917 appliquée à partir du 15 décembre de la même année (2).

Cette loi vise toutes les entreprises de la grande et de la petite industrie, les entreprises du commerce, du bâtiment et des transports. Dans tous ces établissements, la journée maxima de travail est fixée à :

Huit heures pour les enfants et les jeunes gens de moins de seize ans.

Dix heures pour les jeunes gens de seize à dix-huit ans et les femmes.

Onze heures pour les hommes de plus de dix-huit ans.

(1) *Ibidem*, 29 août 1919.

(2) V. *Bulletin du Ministère du Travail*, 1918, p. 448.

CANADA

La législation varie suivant les provinces. La journée de huit heures est appliquée à la suite de conventions collectives dans les mines de houille et de cobalt, les chemins de fer, les services d'utilité publique et certaines professions du bâtiment, les bureaux et le commerce, les services domestiques et les spectacles, les produits chimiques, l'alimentation, le tabac, le papier, l'imprimerie, les textiles, les constructions navales et la carrosserie (1).

DANEMARK

Une loi du 29 avril 1913 a réglementé le travail dans les fabriques, mais sans prendre de dispositions générales limitatives sur la durée du travail : cependant, pour certains métiers nuisibles à la santé des ouvriers, les autorités avaient la faculté de fixer le maximum de la journée de travail (2).

Une loi du 12 février 1919 a modifié l'article 24 de la loi sur les fabriques du 29 avril 1913 en ce qui concerne les établissements à marche continue (3) :

« Aucun ouvrier ne pourra être employé plus de huit heures » par journée de vingt-quatre heures dans les établissements » à marche continue. Lors du changement d'équipe, cette durée » pourra être portée à seize heures sans que les heures fournies

(1) *V. Bulletin du Ministère du Travail*, 1919, p. 324.

(2) *Ibidem*, 1913, p. 1008.

(3) *Ibidem* 1919, p. 221.

» par un même ouvrier puissent excéder cent soixante heures
» pendant trois semaines consécutives ».

Le temps nécessaire à effectuer les travaux indispensables à l'entretien des machines n'est pas compris dans cette durée. Sur la recommandation du Conseil du Travail, le Ministre de l'Intérieur peut accorder des dérogations aux industries saisonnières fonctionnant d'une façon ininterrompue pendant quatre mois au plus par an.

La limitation ne s'applique pas aux établissements ne marchant que temporairement d'une façon continue. Si ce mode de fonctionnement dure plus d'un mois par an, les heures de travail seront limitées ainsi qu'il est indiqué ci-dessus, sauf dérogation accordée par le Ministre de l'Intérieur sur avis du Conseil du Travail.

Ces dispositions ont été appliquées dans leur intégralité six mois après leur promulgation.

Un décret a introduit la journée de huit heures dans les chemins de fer de l'Etat, les postes et télégraphes et les douanes. La ville de Copenhague et quelques grands centres ont suivi cet exemple (1).

Le gouvernement a chargé une commission de préparer un projet instituant cette limitation pour les ouvriers du commerce, de l'industrie, de l'agriculture et de la navigation.

D'autre part, l'association centrale des employeurs et l'organisation centrale des syndicats ouvriers ont conclu un accord instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit

(1) *Ibidem* 1919, p. 324.

heures de travail effectif, à partir du 1^{er} janvier 1920 au plus tard. Exception a été admise pour la navigation de commerce, l'agriculture et certains métiers (cochers, chauffeurs, etc...) où la journée normale pourra dépasser huit heures.

EQUATEUR

Loi du 4 septembre 1916 sur la journée de huit heures (1).

ARTICLE PREMIER. — Nul ouvrier, manœuvre, employé de commerce, de bureau ou d'industrie, et en général nul travailleur, quelle que soit la nature de son emploi, ne peut être tenu de travailler plus de huit heures par jour et plus de six jours par semaine, non plus que d'exécuter un travail quelconque le dimanche ou un jour de repos public.

ESPAGNE

Avant 1919 la durée du travail dans les mines était fixée par la loi du 27 décembre 1910.

La durée maxima du travail au fond était de neuf heures par vingt-quatre heures.

La durée maxima du travail à la surface était de dix heures par vingt-quatre heures, la moyenne échelonnée sur une année ne pouvant pas dépasser neuf heures et demie.

La journée au fond était décomptée de l'entrée de l'homme dans la mine jusqu'à l'arrivée à la surface.

Le maximum ne comprenait pas le temps des repas ou des repos.

(1) V. Rapport Godart, p. 48.

Pour les travaux particulièrement insalubres (mines de mercure d'Almaden) la durée maxima de la journée de travail était réduite à six heures.

La durée du travail dans l'industrie textile était fixée par un décret royal du 24 avril 1913 ; elle comportait un maximum de soixante heures par semaine et de trois mille heures par an.

La journée de huit heures a été instituée légalement : 1^o par un décret royal du 11 mars 1902 dans les bureaux du ministère des finances ; 2^o par un décret du 15 mars 1919 pour les ouvriers du bâtiment ; 3^o par un décret du 3 avril 1919 établissant une règle générale pour tout le royaume.

Le dernier décret est ainsi conçu :

ARTICLE PREMIER. — A partir du 1^{er} octobre 1919, le maximum de la journée légale sera fixé à huit heures ou à quarante-huit heures par semaine dans tous les travaux.

ART. 2. — Des comités professionnels paritaires seront constitués avant le 1^{er} juillet et présenteront avant le 1^{er} octobre, à l'Institut des Réformes Sociales, la liste des industries ou spécialités dans lesquelles il est impossible d'appliquer la journée de huit heures et pour lesquelles il y a lieu de prévoir une exception.

ART. 3. — L'Institut des Réformes Sociales, après avoir recueilli les renseignements nécessaires, déterminera définitivement, avant le 1^{er} janvier 1920, la journée qui doit être adoptée dans les travaux à effectuer.

ART. 4. — Les comités paritaires qui, au 1^{er} octobre, ne se seront pas adressés à l'Institut seront considérés comme acceptant la journée maxima légale.

Des difficultés insurmontables ayant empêché l'Institut des Réformes Sociales de s'acquitter de sa mission dans le court délai qui lui était imparti, un nouveau décret du 21 août 1919 a confié aux junte locales le soin de déterminer les dérogations, avant le 1^{er} octobre 1919.

A cette date, et malgré les protestations des Chambres de Commerce, la journée de huit heures a été appliquée dans tous les travaux qui n'ont pas fait l'objet d'une proposition spéciale des junte (1).

La journée de huit heures est également en voie d'adoption dans les chemins de fer espagnols où des commissions mixtes ont été instituées.

Les mines bénéficient de la journée de sept heures pour les travaux souterrains et de celle de huit heures pour les travaux en surface, à partir du 1^{er} janvier 1920 (2).

ETATS-UNIS

Aux Etats-Unis la journée de huit heures est établie par de nombreuses conventions collectives :

Le *Labour Gazette*, organe officiel du Ministère du Travail anglais, constate qu'aux Etats-Unis au début de 1919, une semaine de plus de quarante-huit heures était bien plutôt l'exception que la règle dans la plupart des industries qualifiées où domine le travail mâle. La principale réduction obtenue depuis janvier

(1) *Bulletin du Ministère du Travail*, 1919, p. 426.

(2) V. *Journée Industrielle*, 2, 3, 11 et 31 octobre 1919.

1919 a été le résultat d'une décision du comité de guerre du travail (*War Labour Board*) qui a accordé la semaine de quarante-deux heures et demie et de cinq jours aux ouvriers du textile. (1)

La législation se divise en deux parties ; en premier lieu les lois faites par les Etats de l'Union pour leur territoire, et ensuite les lois fédérales s'appliquant sur tout le territoire des Etats-Unis d'Amérique.

On rencontre la plus grande variété dans la législation particulière des Etats, suivant que la durée du travail est fixée par industrie ou pour certaines catégories de salariés.

Un seul état a adopté la journée de huit heures pour tous les salariés (2) : la plupart des autres états réservent ce maximum de huit heures pour les usines à feu continu ou pour les travaux particulièrement pénibles ou dangereux.

En outre, neuf états spécifient d'une façon générale que « la journée ne doit pas dépasser huit heures à moins que le contrat ne stipule une autre durée de travail ».

Le territoire d'Alaska, à la suite d'une pétition populaire, a prescrit, le 3 mai 1917, la journée de huit heures dans tous les travaux, excepté dans les cas où la vie ou la propriété sont en danger. Toutefois, cette loi a été déclarée inconstitutionnelle par la cour fédérale locale.

Le Gouvernement fédéral des Etats-Unis a, de son côté, institué depuis longtemps la journée de huit heures en faveur de diverses catégories de salariés à son service,

(1) V. I. O. S., n° 153.

(2) V. *Bulletin du Ministère du Travail*, 1919, p. 87.

Une loi de juin 1868 étendait cette mesure à tous les travailleurs et ouvriers occupés par ou pour le compte du gouvernement des Etats-Unis, et les lois des 30 mars et 24 mai 1888 précisaient qu'elle était obligatoire dans l'imprimerie nationale et le service des postes. Mais la loi organique qui ne prescrivait aucune sanction pénale demeura lettre morte. Son efficacité fut d'ailleurs sérieusement atténuée par une décision de la Cour suprême qui estima qu'elle ne constituait qu'une instruction à l'égard du personnel.

La loi du 1^{er} août 1892 (1) interdisait aux administrations fédérales et à celles du district de Colombie ainsi qu'à leurs contractants ou sous-entrepreneurs, sous peine d'emprisonnement ou d'amende, d'employer les travailleurs et ouvriers plus de huit heures par jour, sauf en cas de force majeure. Les lois des 27 février et 30 juin 1906 apportèrent un certain nombre d'exceptions nouvelles en faveur des ouvriers étrangers illettrés employés à la construction du canal de Panama, ainsi qu'aux contremaîtres chargés de les diriger.

Deux lois des 19 juin 1912 et 3 mars 1913 sont venues renforcer ces dispositions en édictant qu'à l'avenir tout contrat intéressant le gouvernement fédéral, un territoire de l'Union ou le district de Colombie, ou tout contrat conclu en leur nom devra stipuler expressément l'interdiction pour les entrepreneurs ou sous-entrepreneurs d'occuper leurs ouvriers plus de huit heures par jour.

Seuls ne sont pas soumis à la loi les contrats relatifs aux transports par terre ou par eau, au transport de correspondance, aux approvisionnements de l'Etat, à la fourniture d'articles courants

(1) *Ibidem*, 1912, p. 1198.

sur le marché ou à la construction et aux réparations de digues et revêtements tendant à prévenir les débordements des voies navigables. En cas de guerre et jusqu'au 1^{er} janvier 1915, en ce qui concerne les travaux de construction du canal de Panama, le président peut suspendre l'application de ces diverses dispositions.

La loi est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1913.

Ces deux dernières lois ont été suspendues pendant la durée de la guerre et jusqu'à nouvel ordre par les ordonnances des 24 mars et 28 avril 1917 (1). La première ordonnance concerne les ouvriers et manœuvres exécutant pour l'Etat des fournitures de guerre, des travaux du bâtiment pour ou dans les arsenaux, ou travaillant aux fortifications ; la seconde concerne le personnel employé à des travaux que le Ministre de la Guerre considère comme importants pour la défense nationale.

Les ouvriers tenus de travailler au delà de huit heures reçoivent un salaire supplémentaire égal à une fois et demie leur salaire ordinaire.

La journée de huit heures est en outre appliquée depuis plusieurs années dans les chantiers et arsenaux de l'Etat, au service fédéral de gravure et d'imprimerie, dans les chantiers de construction des campements et cantonnements militaires.

Enfin une loi du 3 septembre 1916 (2), dite « loi Adamson », institua la journée de huit heures pour tous les employés des chemins de fer en maintenant les salaires de la journée de dix heures.

(1) *Ibidem* 1917, p. 420, 1918 p. 88.

(2) *Ibidem*, 1916, p. 473 ; 1917, p. 199.

Cette loi eut de nombreuses vicissitudes et les ouvriers menacèrent à plusieurs reprises de suspendre le travail pour obtenir son application. Les compagnies de chemins de fer, estimant que l'application des dispositions nouvelles entraînerait pour elles une augmentation de dépenses de plus de 60 millions de dollars par an, attaquèrent la loi devant la Cour Suprême en novembre 1916. Le 19 mars 1917 la Cour faisait connaître sa décision affirmant le caractère constitutionnel de la loi de huit heures.

La loi était applicable à partir du 1^{er} janvier 1917 mais une commission était chargée d'ouvrir une enquête sur la question au cours de l'année 1917 et devait déposer son rapport entre juillet et novembre 1917. Il était en outre convenu que l'augmentation dont bénéficiait le personnel serait, en tout état de cause, maintenue pendant trente jours après le dépôt du rapport de la commission.

Dans l'industrie privée, où la journée de huit heures est appliquée d'après les conventions particulières, les ouvriers ne s'opposent nullement à faire des heures supplémentaires qui leur sont payées 50 % de plus que les heures normales. S'ils tiennent au principe des huit heures c'est moins pour économiser leurs forces que pour accroître leurs gains. Aussi la journée de huit heures est-elle plutôt une base de calcul pour le salaire qu'une journée de travail effective (1).

(1) *Journée Industrielle*, 12 octobre 1919.

FINLANDE

On possède quelques statistiques du Bureau du Travail du Grand Duché de Finlande, antérieures à la Révolution de 1917 (1). Une enquête faite en 1910 sur la durée du travail dans les usines et petits ateliers a porté sur 83.571 ouvriers : la durée moyenne du travail était de cinquante-sept à soixante heures par semaine.

D'autre part, il semble intéressant de signaler que les conditions du travail de *tous* les ouvriers typographes du Grand Duché étaient réglées par une convention collective depuis le 1^{er} mars 1906 (2) : la durée journalière du travail était fixée à neuf heures avec un maximum de cinquante et une heures par semaine.

Dès le lendemain de la Révolution, le Sénat institua la journée de huit heures en faveur du personnel des ateliers des chemins de fer et de l'imprimerie nationale. De leur côté, les ouvriers de la métallurgie, du livre, des scieries, des verreries, du papier, de diverses autres industries et de certaines administrations urbaines obtinrent directement cette réforme. La loi du 27 novembre 1917 est venue la sanctionner et la généraliser (3).

Sont assujettis à la loi :

Les fabriques, ateliers et autres exploitations industrielles... ;

Les travaux de coupe et d'abatage des bois ;

Les établissements commerciaux, bureaux et entrepôts ; ainsi que tous les établissements industriels et entreprises pouvant être assimilés aux établissements et entreprises désignés ci-dessus ;

(1) *Bulletin du Ministère du Travail*, 1911, p. 53.

(2) *Ibidem* 1909, p. 428.

(3) Rapport Godart, p. 29.

Les chemins de fer, les tramways, les administrations des postes, douanes et téléphones, ainsi que les canaux, les services d'automobiles et le roulage.....

Les maisons hospitalières et les pénitenciers ainsi que tous les établissements et administrations pouvant être assimilés aux établissements et administrations désignés ci-dessus.

Les dispositions de la loi s'appliquent aussi aux établissements ou entreprises exploités par l'Etat, les communes, les paroisses, les sociétés ou institutions publiques, que cette exploitation ait lieu ou non en vue d'un profit.

La loi n'est pas applicable à l'économie domestique, ni à l'économie rurale et à ses industries auxiliaires, ni aux travaux qui sont exécutés en relation immédiate avec l'agriculture.

Dans les établissements et entreprises indiqués ci-dessus, les ouvriers ne peuvent être occupés à un travail régulier plus de huit heures par jour, ni plus de quatre-vingt-seize heures pendant deux semaines, sauf certaines dérogations.

Lorsque la nature technique des travaux ou d'autres circonstances majeures l'exigent, les ouvriers peuvent être occupés plus de huit heures par jour avec restriction toutefois que la durée hebdomadaire du travail ne pourra être augmentée en aucun cas.

Cette loi a été modifiée dans quelques-unes de ses dispositions accessoires par la loi du 14 août 1918 qui augmente le nombre des heures supplémentaires jusqu'à deux cents heures par an et autorise le service de l'inspection du travail à accorder cent cinquante heures de plus par année « lorsque la marche régulière du travail l'exige absolument ».

Il apparaît que dans ces conditions le principe de la journée

de huit heures peut être éludé puisque les ouvriers peuvent travailler plus de neuf heures par jour. Le seul frein qui existe consiste dans la majoration de salaires attribuée aux heures supplémentaires, majoration qui est fixée à un minimum de 50 % pour les deux premières heures et de 100 % pour chaque heure subséquente.

Les amendes encourues ont été relevées par cette même loi jusqu'au maximum de 20.000 marks.

Enfin « lorsqu'en raison des conditions techniques du travail, de la saison ou d'autres circonstances majeures, il n'est pas possible d'appliquer pratiquement la présente loi; le Sénat, sur l'avis du service de l'inspection du travail, pourra autoriser chaque fois, pendant une année au plus, des dérogations aux dispositions de la loi (art. 12) ».

GRANDE-BRETAGNE

Il n'y a pas actuellement de loi générale réglementant la durée du travail, mais un projet gouvernemental a été présenté à la Chambre des Communes. La question sera donc réglée sous peu.

La *Labour Gazette* a constaté que le mouvement en faveur d'une réduction de la durée du travail a été un des traits les plus significatifs de la situation industrielle du Royaume-Uni depuis l'armistice du 11 novembre 1918. Ce mouvement a d'ailleurs été la continuation de l'action ouvrière menée depuis un quart de siècle, qui se traduisait en moyenne chaque année par une réduction de 120.000 heures (1).

Dans les milieux patronaux, d'ailleurs divisés sur ce sujet,

(1) V. I. O. S., n° 153.

la diminution de la production provenant de la réduction des heures de travail a été surnommée la « grève lente » (slow strike). On peut signaler, par contre, qu'un des plus grands industriels anglais, Lord Leverhulme, a pu écrire dans le journal *The Observer* (1) : « Je crois que grâce à l'aide des machines et d'ouvriers alertes, intelligents et non surmenés, la production peut atteindre son point maximum avec une journée de *six* heures de travail, tant pour l'homme que pour les machines ».

Le travail dans les mines a été réglementé par la loi du 21 décembre 1908 qui a institué la journée de huit heures pour les ouvriers du fond : la durée du travail était comptée par poste de la descente du dernier ouvrier à la montée du premier sortant (2).

Avant la guerre les mineurs anglais réclamaient, en même temps que l'institution d'un minimum de salaire, une réduction de la journée de travail. La Fédération des mineurs prit alors l'initiative, en 1912-1913, de constituer une Triple Alliance groupant les cheminots, mineurs et marins du royaume, en vue d'une action commune pouvant aller jusqu'à la grève générale.

La guerre suspendit le mouvement en préparation, mais, en janvier 1919, la Fédération nationale des mineurs anglais, réunie à Southport arrêta ses revendications parmi lesquelles figurait la journée de *six* heures et envisagea une action de la « Triple Alliance (3) ».

Devant les menaces de grève générale, le Gouvernement con-

(1) V. I. O. S., n° 111.

(2) *Bulletin du Ministère du Travail*, 1909, page 315.

(3) V. I. O. S., nos 108 et 136.

sentit à discuter et objecta que toute augmentation de salaires ou réduction d'heures de travail affecteraient gravement, non seulement le commerce charbonnier, mais aussi la vie industrielle de l'Angleterre. Il réussit à convaincre les mineurs qu'une enquête minutieuse s'imposait sur le prix de revient du charbon et les conditions d'exploitation des mines.

Une Commission de l'Industrie houillère (Coal Commission) fut donc instituée qui comprenait six membres patronaux et six membres ouvriers sous la présidence du juge Sankey.

Cette commission s'occupa en premier lieu de la durée du travail (1) : elle adopta le principe de la journée de *sept* heures (non compris le temps de la descente et de la montée) pour les ouvriers du fond, et de la semaine de quarante-six heures et demie pour les ouvriers de la surface. Elle envisagea une nouvelle réduction d'une heure pour 1921, mais en faisant dépendre cette réforme de la situation économique de l'industrie à cette époque.

Le gouvernement anglais adopta cette manière de voir et un décret réduisant la journée de travail à sept heures pour les ouvriers du fond et la semaine à quarante-six heures et demie pour les ouvriers de la surface, rendit ces mesures applicables à partir du 16 juillet 1919 (2).

Après le Congrès de Southport le Gouvernement qui craignait une grève générale provoquée par les mineurs, marins et cheminots prit l'initiative de convoquer un congrès national de l'industrie.

(1) V. *L'Humanité*, 8 juillet 1919, exposé de M. Frank Hodges, membre ouvrier de la Coal commission.

(2) V. *I. O. S.*, n° 153.

Ce congrès groupant huit cents délégués patronaux et ouvriers représentant les diverses branches des industries du pays s'est ouvert à Londres le 27 février 1919 (1). Une commission, composée d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers fut chargée de faire une enquête sur « les causes des troubles actuels » et sur les moyens à employer pour sauvegarder les intérêts des patrons, des ouvriers et de l'Etat. Une sous-commission fut spécialement chargée de présenter des propositions concernant « l'opportunité d'une loi sur la durée maxima du travail et le minimum de salaire ».

Dans son rapport présenté le 24 mars, (2) la Commission demanda à l'unanimité, la fixation par une loi applicable à tous les travailleurs, d'un maximum de quarante-huit heures par semaine, tout en reconnaissant que cette limite pourrait être réduite d'un commun accord ou dépassée dans certains cas exceptionnels. Elle proposa de donner une sanction légale à tout accord intervenu entre patrons et ouvriers d'une industrie prévoyant cette réduction ou cette augmentation.

Aucune liste de dérogations n'a été dressée, mais un délai a été prévu pour permettre aux protestations de se faire jour. La pratique des heures supplémentaires a été reconnue inévitable en certains cas : les conditions en seront fixées soit par les représentants de l'industrie intéressée, soit par le conseil d'industrie, soit, à défaut par le Ministre sur avis dudit conseil. Ces heures seront rémunérées conformément à l'usage courant dans le dis-

(1) V. I. O. S., n° 108.

(2) *Bulletin du Ministère du Travail*, 1919, p. 234.

trict pour l'industrie intéressée, sans que cette rémunération d'une heure puisse être inférieure à celle d'une heure et quart.

Dans sa séance du 4 avril, la Commission mixte a décidé de soumettre ce rapport au Gouvernement en lui demandant de se déclarer prêt à adopter les mesures nécessaires à la mise en application des principes énoncés. Elle s'est de nouveau réunie le 1^{er} mai pour prendre connaissance de la réponse du gouvernement.

Dans une lettre dont lecture a été donnée, le Premier Ministre déclarait accepter les propositions relatives à la fixation par une loi de la journée maximum et d'un salaire minimum. Il donnait l'assurance qu'un projet de loi serait déposé à brève échéance sur le premier de ces points et ajoutait :

« Bien qu'il soit impossible d'appliquer la semaine de quarante-
» huit heures au personnel de l'agriculture, aux marins et aux
» domestiques, la loi devra s'appliquer à toutes les industries dans
» lesquelles il est pratiquement possible de limiter la journée ;
» si des dérogations sont nécessaires, elles seront proposées selon
» le mode préconisé dans le rapport ».

Le projet de loi qui a été présenté peu après à la Chambre des Communes, prévoit une semaine maxima de quarante-huit heures de travail et une journée maxima de huit heures trois quarts (1).

Le Ministre du Travail aurait le droit d'accorder certaines dérogations en cas de nécessité et en ménageant l'intérêt des ouvriers et employés. Des amendes sont prévues pour les patrons qui n'appliqueraient pas la loi (allant jusqu'à cinq livres par jour).

Suivent les clauses concernant les heures supplémentaires

(1) V. *Journée Industrielle*, 18 mai 1919.

autorisées jusqu'à la concurrence de quarante par an, le travail pendant la nuit et pendant les périodes de vacances légales.

En attendant la réglementation légale de la journée du travail, les huit heures existent dans les chemins de fer du Royaume-Uni depuis le 1^{er} février 1919 (1). Cette importante décision a été le résultat de longues négociations entre le gouvernement et les représentants de l'union nationale des cheminots et de l'union des chauffeurs. L'accord stipule :

I. — Le principe d'une journée de huit heures pour tous les membres du personnel à gages a été admis et entrera en vigueur à compter du 1^{er} février 1919.

II. — Toutes les conditions actuelles de service resteront inchangées en attendant la décision d'un comité qui devra fonctionner aussitôt que possible pour réviser les salaires et autres conditions de service des cheminots de la Grande-Bretagne et de l'Irlande.

Les mécaniciens et constructeurs de navires ont obtenu par accord avec les employeurs la semaine de quarante-sept heures depuis le 1^{er} janvier 1919 (2). Ces mêmes ouvriers réclament actuellement la semaine de quarante-quatre heures mais, devant les graves objections des patrons ils ont accepté de suspendre toute démarche jusqu'à ce qu'une enquête conduite par une commission mixte (six industriels et six ouvriers) ait déterminé le rapport économique de la durée du travail à la production et l'effet de la mesure réclamée sur les constructions navales et

(1) V. *I. O. S.*, n° 81 et 87.

(2) V. *Journée Industrielle*, 31 août 1919.

mécaniques par comparaison entre les méthodes industrielles de la Grande-Bretagne et de ses concurrents étrangers.

Les usines à feu continu emploient partout le système des trois équipes de huit heures chacune (1). La semaine de quarante-huit heures est également entrée en application dans un grand nombre d'autres corporations (filatures et tissages, blanchissage, teinture, apprêts, vannerie, cordonnerie, transports en commun et roulage, imprimerie et reliure, fabriques de ciment, brasserie, etc...) En Ecosse la semaine est de quarante-quatre heures pour les ouvriers du bâtiment. Le résultat de ces changements est que la semaine ordinaire dans la plupart des industries du Royaume-Uni, est maintenant en général de quarante-quatre à quarante-huit heures au lieu de quarante-huit à soixante comme autrefois (2).

On peut admettre que, dans l'ensemble, près de quatre millions d'ouvriers ont obtenu la semaine de quarante-huit heures ou moins, par voie d'entente amiable, presque toujours sans diminution de salaire. (3) La loi en préparation ne fera donc que reconnaître un état de fait.

HOLLANDE

La loi générale sur le travail datait du 5 mai 1889 et ne concernait que les enfants, les jeunes gens et les femmes travaillant en fabrique ou en atelier (4).

(1) V. I. O. S., n° 153.

(2) *Labour Gazette*.

(3) *Bulletin du Ministère du Travail*, 1919, p. 325.

(4) *Ibidem*, 1919, p. 224.

La loi adoptée en juillet et octobre 1919 par les deux Chambres des Etats généraux constitue une refonte de cette dernière loi. Elle vise tous les ouvriers en général et s'applique à la grande majorité des industries ; sont exceptés les domestiques, les ouvriers agricoles et le personnel régi par des lois spéciales (mineurs, ouvriers des ports, tailleurs de pierres, etc...)

Hors des fabriques et ateliers la durée maxima du travail est fixée à dix heures par jour et cinquante-cinq heures par semaine (1) ; après un délai de quatre années adopté pour ménager la transition, la durée maxima du travail devra être de huit heures par jour et de quarante-cinq heures par semaine. Un échelon intermédiaire est prévu comprenant neuf heures par jour et cinquante heures par semaine.

Dans les fabriques et ateliers et dans les bureaux la limite de huit heures par jour et de quarante-cinq heures par semaine est acquise dès la promulgation de la loi.

Dans l'agriculture la journée de travail varie suivant les saisons : huit heures en hiver, dix heures en été et douze heures pendant la moisson.

ITALIE

Une note remise en mars 1919 par la délégation italienne à la Commission de législation internationale du travail de la Conférence de la paix admettait que, jusqu'au mois de février 1919,

(1) V. *Journée Industrielle*, 26 juillet 1919.

la journée de travail était généralement de dix heures trente dans les industries italiennes (1).

Depuis cette époque la journée de huit heures a été adoptée dans de nombreuses industries et *pour toute l'étendue du territoire national*, à la suite d'accords intervenus entre les organisations patronales et les organisations ouvrières.

L'accord le plus important a été conclu dans les industries mécaniques navales et sidérurgiques; il a été signé le 20 février 1919 à Milan (2). La semaine de quarante-huit heures a été admise à partir du 1^{er} mai 1919 pour les usines mécaniques et du 1^{er} juillet 1919 pour les usines sidérurgiques. L'ancien salaire a été maintenu avec le nouvel horaire de travail.

Des accords analogues ont été conclus dans les industries textiles, les industries polygraphiques, chimiques et dans l'ensemble des industries du bâtiment (3).

La journée de huit heures est également appliquée dans les établissements de l'Etat (arsenaux et fabriques d'armes). De même les travailleurs des chemins de fer de l'Etat bénéficient de la journée de huit heures par le décret du 8 juin 1919 (4). Cette dernière réforme est limitée, il est vrai, aux ouvriers dont les fonctions sont, par leur nature, analogues à celles des ouvriers de l'industrie.

Un décret du 15 mai 1919 a rendu obligatoire pour toutes les

(1) Rapport Godart, p. 33.

(2) V. I. O. S., n° 103.

(3) V. *Bulletin du Ministère du Travail*, 1919, p. 89.

(4) *Ibidem* 1919, p. 326.

compagnies de chemins de fer, de tramways et de navigation intérieure l'adoption de la journée de huit heures (1).

Des accords sont conclus ou en préparation dans les industries suivantes : soie, coton, laine et autres textiles, fer et acier, construction mécanique et navale, livre, produits chimiques, engrais, bâtiment, alimentation, alcool, vêtements, bois et paille, cuirs et peaux, papiers, ameublement, transports, docks, travaux d'irrigation.

Il en est de même pour l'agriculture dans les régions où les travailleurs à la journée sont en majorité (Piémont, Novare). La Fédération nationale des travailleurs de la terre demande l'extension de la réforme à toute l'Italie. Le Comité permanent du travail a admis ce principe pour toutes les exploitations agricoles, en prévoyant des dérogations imposées par les conditions météorologiques et en accordant des compensations pour toutes les heures supplémentaires de travail (2).

On peut donc considérer qu'actuellement la journée de huit heures est acquise ou en voie de réalisation dans toutes les branches de l'activité économique de ce pays. Cependant une loi est souhaitable qui vienne coordonner et donner plus d'autorité à ces diverses mesures.

La Confédération générale italienne du travail avait d'ailleurs voté pour le 1^{er} mai 1919 une résolution où elle réclamait « l'application immédiate d'une loi qui sanctionne la conquête prolétarienne de la journée de huit heures (3) ».

(1) *Ibidem* 1919, p. 326.

(2) V. I. O. S., n° 137 et *Journée Industrielle*, 6 avril 1919.

(3) V. I. O. S., n° 133.

Aussi un projet sur cette importante question a-t-il été élaboré par le Gouvernement et déposé au début de mai 1919 sur le bureau du Comité permanent du Conseil Supérieur du Travail.

Ce projet prévoyait (1) qu'à partir du 1^{er} janvier 1920 la durée maxima du travail des ouvriers et employés dans l'industrie et le commerce, les bureaux, services publics, hôpitaux et partout où s'effectue un travail salarié (à l'exclusion des travaux domestiques) ne pourrait excéder huit heures par jour ni quarante-huit heures par semaine. Ces dispositions seraient applicables dans les entreprises agricoles, en général, à tout travail salarié.

Pour des nécessités techniques et dans les industries saisonnières, la durée du travail pourrait être prolongée à condition que la moyenne, pendant une période déterminée, n'excédât pas les limites prévues par les décrets ou par les accords homologués. Le travail pourrait être prolongé, dans la mesure strictement indispensable, en cas de force majeure ou de danger imminent, et à condition de notifier la prolongation à l'Inspecteur du Travail.

La réduction de la journée de travail n'entraînerait aucune réduction de salaires.

Il serait interdit aux employeurs de prolonger la journée au-delà de la durée normale en donnant du travail à domicile à leurs ouvriers, ou d'employer des personnes ayant déjà travaillé dans d'autres établissements, lorsque le nombre des heures à faire, ajouté à celui des heures déjà fournies, dépasserait la limite légale.

Le projet prévoyait également des amendes et des peines d'emprisonnement en cas d'infraction ; des délais à accorder aux entreprises obligées de modifier leurs installations, etc...

(1) V. *Bulletin du Ministère du Travail*, 1919, p. 223.

LUXEMBOURG

Un arrêté grand ducal du 14 décembre 1918 (1) a introduit la journée de huit heures dans les mines, minières, carrières et chantiers, dans les usines et fabriques, dans les établissements dangereux, insalubres ou incommodes et dans les exploitations qui font usage de chaudières à vapeur ou de moteurs mécaniques. Les salaires ne sont pas diminués par la réduction de la journée de travail.

L'autorité compétente peut autoriser des dérogations à la durée légale du travail pour des raisons particulières.

Les exploitations de la petite industrie et des métiers qui comptent moins de vingt ouvriers ne sont pas tenues d'observer la journée de huit heures.

MEXIQUE

L'article 123 de la constitution du 31 janvier 1917 (2), promulguée le 5 février 1917, prescrit au Congrès de l'Union Mexicaine et aux autorités législatives des Etats particuliers d'édicter des lois sur le travail en s'inspirant des principes suivants :

« La durée de travail est fixée à huit heures par jour ; pour les
» enfants de 12 à 16 ans, la journée maxima est fixée à six
» heures.

» Lorsque en raison des circonstances exceptionnelles, l'ouvrier
» est tenu de faire des heures supplémentaires, le salaire ordinaire
» devra être majoré de 100 %. L'ouvrier ne peut faire plus de

(1) *Ibidem*, 1919, p. 326.

(2) *Bulletin du Ministère du Travail*, 1919, p. 90.

» trois heures supplémentaires par jour ni travailler ainsi plus
» de trois jours consécutifs ».

Etat de Coahuila de Zaragoza. — La loi sur le contrat de travail du 27 octobre 1917 contient les dispositions suivantes :

La durée maxima de la journée ne doit pas dépasser huit heures pour le travail effectué dans l'industrie, l'agriculture et les mines, et neuf heures dans les bureaux et établissements commerciaux. La section du travail fixe, d'accord avec les intéressés, la durée maxima de travail pour les catégories non visées ci-dessus. La journée légale commence au moment où l'ouvrier se présente sur le lieu du travail et finit au moment où il l'abandonne ; les repos ne sont pas comptés dans la durée du travail. La journée légale peut être prolongée de trois heures par jour pendant soixante jours par an au plus, en cas de circonstances extraordinaires (mais seulement d'un commun accord), en cas d'accident et toutes les fois que la suspension du travail normal porte un préjudice grave à l'entreprise.

NORVÈGE

La loi du 18 septembre 1915 (1) sur le travail dans les fabriques fixait à dix heures par jour ou cinquante-quatre heures par semaine la durée maxima du travail des adultes de l'un ou de l'autre sexe employés dans les usines. Pour le travail du fond dans les mines la durée du travail était fixée à quarante-huit heures par semaine. La loi en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1916, recommandait une réduction progressive du travail de manière à être inté-

(1) *Ibidem*, 1916, p. 177.

généralement appliquée à la fin de l'année 1920. Elle ne concernait pas les magasins, entrepôts, etc., ni les métiers n'utilisant pas la force mécanique.

En novembre 1916, une commission parlementaire fut chargée d'élaborer un projet de loi tendant à réduire cette durée (1). Dès août 1918, alors que la commission n'avait pas terminé ses travaux, le gouvernement fit voter une loi provisoire autorisant le roi à décider que, lorsque les circonstances le justifieront, la durée du travail ne pourra, dans les industries soumises à la loi du 18 septembre 1915, excéder huit heures et demie par jour, ni quarante-huit heures par semaine. Cette loi du 14 août 1918 devait rester en vigueur pendant un an après la conclusion de la paix.

Des enquêtes laborieuses et des contestations sans nombre ont rendu cette loi inappliquée en fait. Pour remédier à cet état de choses, la commission parlementaire a été invitée, en avril 1919, à élaborer d'urgence un projet de loi en prenant comme base la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures.

Le projet adopté par la majorité de la commission et remis au ministre des affaires sociales est conçu sous forme de modification à la loi de 1915. Il prévoit la journée de huit heures trente pouvant aller jusqu'à neuf heures trente, mais avec un maximum de quarante-huit heures par semaine.

Dans les industries saisonnières, le travail pourra durer plus longtemps en été qu'en hiver. Les syndicats patronaux ou ouvriers existants seront consultés. Les heures supplémentaires sont auto-

(1) *Ibidem*, 1919, p. 221.

risées lorsque l'intérêt public est en jeu ou à raison de circonstances exceptionnelles ; leur nombre est limité.

La loi devait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1920.

PANAMA

La loi du 29 octobre 1914 (1) institue la journée de huit heures sur toute l'étendue de la république, en faveur des ouvriers et des employés de commerce. Toutefois les établissements dont le fonctionnement nécessite une plus longue durée de travail peuvent, par des contrats passés avec leur personnel, prévoir des heures supplémentaires rémunérées à part.

POLOGNE

Décret du 23 novembre 1918 (2).

ARTICLE PREMIER. — A partir de la date de la publication dans le *Journal Officiel* de l'Etat Polonais du présent règlement, le travail des ouvriers ou employés dans tous les établissements industriels, mines, hauts fourneaux, ateliers, entreprises de transport de terre et de navigation, ainsi que dans le commerce ne doit durer, à l'exclusion des heures de repos, que huit heures par jour et six heures le samedi.

ART. 2. — Lorsque la nature du travail exigera une durée plus longue, le total hebdomadaire ne pourra pas dépasser quarante-six heures, à l'exclusion des heures de repos.

ART. 3. — Dans le commerce, la journée peut être réduite

(1) *Ibidem*, 1919, p. 90.

(2) Rapport Godart, p. 34.

à six heures un jour autre que le samedi par décision du Conseil municipal ou communal, approuvée par le Ministre du Travail et de l'Assistance publique.

ART. 4. — Le présent décret ne peut entraîner la diminution du salaire des ouvriers et des employés.

ART. 5. — Les heures supplémentaires doivent faire l'objet d'une rétribution spéciale; l'accord conclu au sujet de celles que le personnel accepte de faire volontairement doit être soumis immédiatement à l'approbation de l'inspecteur du travail. Des heures supplémentaires ne peuvent être imposées obligatoirement qu'en cas de force majeure ou d'événements imprévus.

Le décret prévoit des amendes pouvant s'élever jusqu'à 5.000 marks polonais.

Son exécution incombe au Ministre du Travail qui rendra les ordonnances nécessaires et interprétera le texte en vue de son application.

Comme suite à ces dispositions générales un décret paru en mai 1919 (1) a mis la journée de huit heures en vigueur pour les ouvriers et fonctionnaires travaillant dans l'industrie et le commerce. Un décret spécial est en préparation pour fixer la journée de travail des ouvriers agricoles.

(1) *Journée Industrielle*, 17 mai 1919.

PORTUGAL

La durée du travail est réglementée par trois lois du 22 janvier 1915 (1).

La première de ces lois fixe à dix heures la durée maxima du travail journalier dans les établissements commerciaux ; cette durée est réduite à sept heures pour les établissements de crédit et les bureaux. Les municipalités ont la faculté d'accorder des dérogations jusqu'à concurrence de 3 heures par jour et de cent quatre heures par an.

La durée maxima du travail dans les établissements industriels est fixée par la seconde loi à dix heures par jour et soixante heures par semaine ; le travail de nuit est limité à huit heures par vingt-quatre heures et quarante-huit heures par semaine avec un salaire équivalent au salaire versé par dix heures de travail diurne. De plus, la journée de travail est fixée normalement à huit heures par jour et quarante-huit heures par semaine dans les catégories suivantes :

Ateliers, établissements ou services de l'Etat ou des administrations publiques.

Travaux du fond dans les mines.

Travaux mettant en œuvre des substances insalubres ou toxiques.

Dans les industries à marche continue, chacune des équipes ne peut dépasser le maximum légal.

(1) *Bulletin du Ministère du Travail*, 1915, p. 81.

En cas d'événements graves (incendie, explosion, etc...) l'inspecteur du travail peut accorder des dérogations.

La troisième loi s'occupe spécialement du travail des femmes et des enfants.

Un décret du 10 mai 1919 (1) a institué la journée de huit heures, en décidant que cette réforme serait applicable dix jours après. Toutefois, à raison des nombreuses questions de détail qui doivent être réglées par des règlements spéciaux et en présence des protestations que cette mesure a soulevées, le gouvernement a décidé de surseoir à sa mise en vigueur. On ne peut prévoir à quelle époque le décret entrera pratiquement en application.

La durée maxima du travail est fixée à huit heures par jour et à quarante-huit heures par semaine pour les « travailleurs et employés de l'Etat, ceux des corporations administratives, du commerce et de l'industrie, à l'exception des travailleurs ruraux, des domestiques et du personnel des hôtels et restaurants ». La durée pourra être réduite dans les travaux dangereux et insalubres. Pour les employés des établissements de crédit, et pour le personnel des bureaux, la journée ne peut excéder sept heures.

La journée peut être prolongée en cas d'accident ou de force majeure, lorsque l'intérêt de l'Etat l'exige, comme aussi dans des cas spéciaux énumérés par des règlements. Dans les industries à marche continue et les transports on organisera des équipes alternantes et, si cette organisation est impossible, le nombre des heures pourra être augmenté.

(1) *Ibidem*, 1919, p. 222.

Les salaires ne pourront pas être diminués du fait de la réduction de la journée de travail.

Le décret s'occupe du tarif des heures supplémentaires et prévoit des amendes comme sanction des infractions relevées.

Un décret publié le 25 septembre 1919 a précisé l'application de la journée de huit heures dans toutes les branches du commerce et de l'industrie.

ROUMANIE

La journée de huit heures est appliquée par règlement administratif dans les ateliers de l'imprimerie nationale, les fabriques de tabac et d'allumettes et sur les chemins de fer de l'Etat. (1)

Des contrats collectifs prévoient cette limitation dans un certain nombre d'industries et notamment dans la métallurgie, la charpente et l'industrie pétrolière.

RUSSIE

Dans la partie de la Russie soumise à l'autorité du gouvernement des soviets, la journée de huit heures est établie par le décret du 29 octobre-11 novembre 1917 du Comité central des délégués des soldats et ouvriers. (2).

ARTICLE PREMIER.—Le décret s'applique à tous les établissements commerciaux et industriels, sans qu'il y ait lieu de tenir compte de leur importance ou de leur forme légale.

(1) *Ibidem* 1919, p. 327.

(2) Rapport Godart, p. 35.

ART. 2. — Est considérée comme journée de travail, le temps pendant lequel les ouvriers sont tenus, conformément au contrat de travail, d'effectuer des travaux dans une entreprise industrielle et d'y demeurer à la disposition de la direction.

Dans les travaux souterrains, le temps nécessaire pour la descente et la remontée est compté dans la journée.

La durée du travail des ouvriers ayant à exécuter des travaux déterminés en dehors de l'établissement est fixée par convention spéciale.

ART. 3. — La journée normale fixée par règlement d'atelier ne peut excéder huit heures par jour, ni quarante-huit heures par semaine, y compris le temps nécessaire pour le nettoyage des machines et la mise en ordre de l'atelier.

Dans les industries particulièrement dangereuses cette durée peut être réduite.

Le décret réglemente la durée des repos journaliers, le travail des femmes et des enfants, le repos hebdomadaire.

La direction générale des mines et fabriques peut, en cas d'urgence, accorder des dérogations, lorsque les besoins de la collectivité l'exigent (art. 14) mais, en principe, les dérogations habituelles ne peuvent être accordées qu'avec le consentement des ouvriers et des associations ouvrières (art. 17).

SERBIE — CROATIE — SLAVONIE

La journée de huit heures est appliquée en Serbie, en vertu de règlements dans les chemins de fer et en vertu des usages,

dans les mines (1). Elle est instituée en Croatie et en Slavonie dans les chemins de fer, la grande et la moyenne industrie ; en Bosnie dans toutes les industries, les mines et le commerce. Un projet actuellement à l'étude prévoit son adoption dans les fabriques, ateliers, mines, et, en général, dans tous les établissements industriels et commerciaux et les transports, à l'exclusion de l'agriculture.

SIAM

On fait pratiquement huit heures dans presque toutes les industries ; dans certains travaux saisonniers la journée moyenne est même inférieure à cette limite.

SUÈDE

Le Riksdag a adopté en septembre 1919 une loi tendant à limiter la journée de travail. Ce texte présente les caractéristiques suivantes (2) :

Les entreprises assujetties sont toutes entreprises industrielles ou autres dans lesquelles les ouvriers sont occupés pour le compte de l'employeur. Sont exceptés toutefois :

a) Les travaux faits au domicile de l'ouvrier ou autrement dans des conditions telles que l'employeur ne puisse être considéré comme ayant la responsabilité de veiller sur les conditions du travail.

(1) *Bulletin du Ministère du Travail*, 1919, p. 327.

(2) *Ibidem*, 1919, p. 427.

b) Les travaux effectués par les membres de la famille de l'employeur.

c) Les travaux qui, par leur nature, sont trop irréguliers pour pouvoir être effectués pendant des périodes déterminées.

d) Les travaux exécutés par l'Etat.

e) Les travaux ayant pour objet le maintien de la santé ou les soins à donner aux malades.

f) Les travaux exécutés par des marins et rentrant dans le service de la navigation, que ces travaux soient faits à bord ou non, y compris par conséquent la pêche.

g) Les travaux forestiers, y compris la fabrication du charbon de bois et le flottage des bois.

h) L'agriculture et ses travaux accessoires non exécutés dans des exploitations indépendantes, non compris, par conséquent les soins donnés aux animaux en dehors d'une exploitation agricole.

i) Les travaux exécutés par le service de l'exploitation sur les chemins de fer ouverts au trafic général.

j) Le travail des employés dans les magasins, salons de coiffure, établissements de bains, etc.

k) Le travail dans les hôtels, restaurants ou cafés ouverts au public.

Ne sont pas assujettis à la loi :

Les gérants, contremaîtres ou autres employés ayant une situation supérieure, non plus que les dessinateurs, employés de bureau ou autres personnes de la même catégorie.

Le Conseil du travail décide en cas de doute sur les entreprises ou les professions assujetties.

La durée du travail est fixée à un maximum de huit heures et demie par vingt-quatre heures ou quarante-huit heures par semaine : une moyenne équivalente peut être calculée sur une période maxima de trois semaines.

Le Conseil du travail peut autoriser des dérogations ; il peut aussi permettre que la durée moyenne du travail soit calculée sur une période supérieure à trois semaines (par exemple pour certains travaux dépendant des conditions atmosphériques).

Les heures supplémentaires sont autorisées dans certaines conditions et sous le contrôle des services de l'Inspection du travail.

Les sanctions prévues consistent en amendes dont le maximum est de 1.000 couronnes.

Les dates prévues pour l'application des dispositions précédentes varient du 1^{er} janvier au 1^{er} juillet 1920.

Le Conseil du travail pourra accorder des délais spéciaux aux employeurs qui prouveront que l'application de la présente loi aurait pour effet de réduire la capacité de production de l'entreprise.

SUISSE

Une ancienne loi fédérale du 23 mai 1877 (1) avait fixé la durée maxima du travail des femmes adultes à onze heures par jour.

Une loi plus récente, en date du 18 juin 1914 mise en vigueur par un arrêt du Conseil Fédéral du 30 octobre 1917 (2) appliqué à partir du 15 novembre 1917) a établi les dispositions générales suivantes :

(1) *Bulletin du Ministère du Travail*, 1913, p. 43.

(2) *Ibidem* 1917, p. 565.

La durée de la journée de travail dans les fabriques ne peut pas excéder dix heures ; elle est réduite à neuf heures la veille des dimanches et des jours fériés. Quand le repos de l'après-midi du samedi est accordé, la durée du travail pendant les autres jours de la semaine peut être portée à dix heures et demie.

La loi réglemente les repos et les pauses et autorise les autorités cantonales à accorder des dérogations en subordonnant l'octroi des heures supplémentaires à une augmentation de salaire de 25 %.

Le Conseil Fédéral a proposé des modifications à cette loi et a établi en juin 1919 un projet qui a été adopté par les deux chambres de l'Assemblée Fédérale (Conseil national et Conseil des Etats) dans leur session de juillet 1919 (1).

La journée de travail n'est pas fixée, mais la limitation s'applique à la semaine qui, en principe ne pourra pas dépasser quarante-huit heures ; en outre lorsque le travail du samedi durera moins de huit heures, la différence nécessaire pour parfaire les quarante-huit heures pourra être répartie sur les autres jours ouvrables.

Les dérogations prévues sont les suivantes :

Le Conseil Fédéral pourra admettre à l'égard de certaines industries une durée de travail hebdomadaire de cinquante-deux heures au plus, si des raisons impérieuses justifient cette mesure, notamment *si une industrie risque de ne pouvoir soutenir la concurrence en raison de la durée du travail en d'autres pays.*

Une période de transition de six mois à partir de l'entrée en

(1) *Ibidem* 1919, p. 224, et *Journée Industrielle* 5 avril, 29 juin et 5 août 1919.

vigueur de la loi pourra être accordée aux industries où la durée du travail dépasse sensiblement quarante-huit heures par semaine, ou lorsque des conventions conclues entre associations patronales et ouvrières, avant le 1^{er} juin 1919, auront prévu une durée hebdomadaire de travail supérieure à quarante-huit heures.

Des heures supplémentaires pourront être autorisées dans des cas exceptionnels, jusqu'à concurrence de deux heures par jour, et ce, pendant quatre-vingts jours par an au maximum.

Des dispositions spéciales réglementent le travail des veilles de fêtes, le travail de nuit, le travail par équipes et le repos hebdomadaire.

L'Assemblée Fédérale s'est refusée à inscrire dans le texte que la réduction légale de la semaine de travail ne saurait être une cause déterminante de la réduction des salaires.

Pour les ouvriers ne travaillant pas dans les fabriques, les conventions intersyndicales pourront être déclarées obligatoires pour les patrons n'appartenant pas à une organisation jusqu'à ce qu'une loi sur les métiers ait été élaborée.

Cette loi, qui a été votée à l'unanimité, n'est pas encore en vigueur pour des raisons particulières à la Constitution suisse qui admet le referendum.

L'article 89 de la constitution du 29 mai 1874 est ainsi conçu (1) :
« Les lois fédérales sont soumises à l'adoption et au rejet du peuple, si la demande en est faite par 50.000 citoyens actifs ou par huit cantons ».

Il faut donc attendre l'expiration des délais réglementaires

(1) *Esmein*. Droit constitutionnel. Edition 1909, p. 375, note 1.

pour la demande possible d'un referendum ; si cette demande se produit dans les conditions requises, l'ensemble des citoyens se prononcera souverainement sur la question.

En attendant l'application de la loi, de très nombreux accords ont été conclus qui réalisent pratiquement la réforme pour l'ensemble de l'industrie suisse. Voici un tableau résumé des principales industries intéressées par les conventions appliquant la journée de huit heures :

Chemins de fer fédéraux et entreprises de transport. Industries mécaniques, métallurgiques et d'installations électriques. Industrie horlogère. Industries du bois. Entreprises de bâtiment. Laines et soieries. Chocolateries. Entreprises exploitées par les coopératives d'alimentation. Tabac. Ateliers fédéraux. Typographie. Lithographie. Reliure. Filatures. Tissages.

Des accords sont en cours de conclusion pour les industries suivantes : chaussure, vêtement, serrurerie, ameublement, industries chimiques, brasseries.

TCHÉCO-SLOVAQUIE (1)

D'après la loi du 19 décembre 1918, la durée du travail dans les établissements industriels ne peut dépasser huit heures par vingt-quatre heures ou quarante-huit heures par semaine.

La loi (2) s'applique également aux entreprises usines et éta-

(1) Il est à noter que le territoire de la République Tchéco Slovaque englobe notamment les forges et hauts fourneaux de Kladno et Vitkovice (20.000 ouvriers), les établissements Skoda, à Pilsen (28.000 ouvriers). De plus, l'industrie mécanique emploie à Prague environ 30.000 ouvriers. L'industrie textile est également très développée. (*Journée Industrielle*, 17 mai 1919).

(2) Rapport Godart, p. 42.

blissements exploités par l'Etat, les associations publiques ou privées, les fondations, les groupes ou sociétés, qu'ils soient destinés à produire des bénéfices, voués à la bienfaisance ou reconnus d'utilité publique ; aux établissements miniers et aux salaires des entreprises agricoles et forestières.

Pour certaines entreprises, le ministre de la prévoyance sociale pourra autoriser la répartition du travail sur une période de quatre semaines.

Les employeurs ne peuvent augmenter la durée du travail par l'octroi de travail à domicile.

En cas d'urgence les autorités peuvent autoriser des heures supplémentaires jusqu'à concurrence de deux cent quarante par an et pendant vingt semaines au plus ; cette limitation ne s'applique pas aux travaux exécutés lorsque l'existence, la santé et l'intérêt public sont en jeu. Les travaux auxiliaires qui précèdent ou suivent nécessairement le travail régulier peuvent dépasser sans autorisation la durée normale.

La loi fixe des règles applicables aux travaux domestiques (repos journaliers, repos hebdomadaire, répartition du travail). Les pénalités prévues consistent en amendes pouvant s'élever jusqu'à 5.000 couronnes et un emprisonnement de trois à six mois.

Le salaire journalier ne devra pas subir de diminution du fait de la loi.

La loi est applicable quinze jours après sa promulgation mais le Ministre du Travail peut accorder un ajournement à certains établissements en cas de nécessités techniques, ou par suite du défaut de main-d'œuvre.

URUGUAY

Aux termes d'une loi du 17 novembre 1915 (1), la durée effective du travail ne doit pas dépasser huit heures par jour pour les ouvriers employés dans les fabriques, ateliers, chantiers, entreprises de bâtiment, travaux de terrassement ; pour les employés des entreprises commerciales et industrielles, des chemins de fer et tramways, voituriers, etc... ainsi que pour les ouvriers employés à des travaux publics.

Dans des cas particuliers, la durée du travail peut excéder huit heures par jour, mais jamais quarante-huit heures pour six jours.

Nulle entreprise ne peut occuper des ouvriers ayant déjà fourni la journée légale de travail dans une autre entreprise.

Le contrôle de la loi est confié à vingt-cinq inspecteurs spéciaux. Chaque infraction relevée expose son auteur à une amende pouvant s'élever à 25 piécettes.

Un décret du 31 janvier 1916 (2) a apporté les précisions nécessaires à l'application de la loi. La limitation légale ne s'applique pas à l'agriculture, au personnel domestique et, en général, aux employés dont les fonctions ne comportent pas une durée de travail régulière.

Le décret énumère également les entreprises autorisées à dépasser le maximum journalier de huit heures tout en respectant la semaine de quarante-huit heures (transports, navigation côtière, voyageurs de commerce, etc..)

(1) Rapport Godart, p. 52.

(2) *Bulletin du Ministère du Travail* 1919, p. 93.

Nous avons ainsi terminé l'étude de la réduction des heures de travail dans les différents pays industriels. La journée de huit heures n'est pas acquise partout, mais on est obligé d'admettre qu'elle se généralise de plus en plus.

Le grand mouvement révolutionnaire qui a soulevé l'Europe a favorisé l'adoption de la réforme et ce sont les pays qui étaient soumis avant la guerre aux gouvernements les moins démocratiques qui ont déclanché le mouvement : Russie, Finlande, Allemagne, Autriche.

Des nations reconnues par le Congrès de la Paix comme devant avoir une souveraineté indépendante ont à leur tour adopté la journée de huit heures en créant leur législation du travail : Pologne, Tchéco-Slovaquie.

On a refusé d'accorder à ces nouvelles nationalités une expérience industrielle suffisante et on a prétendu que la réforme des huit heures constituait tout au plus une expérience sans valeur pratique. M. Touron a développé cette idée à la tribune du Sénat (1) et a déclaré que ces états naissants n'avaient pas encore une autorité économique très affirmée.

Il semble cependant qu'un état naissant ne doive pas forcément être gouverné par des hommes sans expérience. On refuse aux spécialistes de ces pays nouveaux une expérience qui serait alors l'apanage des gouvernements des vieux pays. L'argument n'est pas d'un très grand poids.

D'ailleurs les huit heures ne sont pas seulement adoptées par

(1) V. *Journal Officiel*, 24 avril 1919, Sénat, page 702.

ces pays nés de la révolution ou de la guerre : un grand courant existe qui, dans tous les pays, renverse les vieilles réglementations ; il a plus ou moins de puissance suivant que le mouvement syndicaliste a plus ou moins d'autorité et la Conférence de la Paix elle-même n'y a pas échappé. Elle a adopté les huit heures et en a consacré le principe.

La plupart des pays producteurs, concurrents de la France, appliquent ou sont sur le point d'appliquer la journée de huit heures. L'effet de cette mesure ne devrait donc pas se faire sentir bien dangereusement sur le marché international.

Il convient cependant de remarquer que l'application de la journée de huit heures étant, dans tous les pays, d'une immense portée au point de vue économique, et touchant à la vie même de la nation, la consécration du principe n'équivaut pas de plein droit à l'application réelle. De nombreuses dérogations sont prévues sous les prétextes les plus divers et permettraient par leurs combinaisons multiples d'éluder pratiquement l'application des huit heures.

La nation qui appliquerait loyalement cette réforme risquerait d'être la victime de sa bonne foi si la même loyauté ne prévalait pas partout.

Mais il existe heureusement un organe de contrôle : c'est le Bureau International du Travail, institué par le traité de Versailles et dont une des raisons d'être est de surveiller l'application des règles établies par la Conférence du Travail.

Il serait prématuré de prétendre actuellement que ce contrôle sera effectif et suffira pour empêcher une concurrence interna-

tionale basée déloyalement sur une application frauduleuse des règles concernant la durée du travail.

L'existence du Bureau International du Travail est intimement lié à celle de la Société des Nations qui n'a pas encore donné des preuves bien convaincantes de sa vitalité.

Il n'est cependant pas interdit d'espérer qu'il saura remplir le rôle important qui lui est dévolu.



CHAPITRE III

Les Revendications Ouvrières et l'Opposition Patronale

La revendication ouvrière de la journée de travail de huit heures est d'origine anglaise et remonte à l'année 1833 (1). C'est à cette époque que fut fondée par Robert Owen la « Société pour la régénération humaine » et rédigé le catéchisme à l'usage des travailleurs : celui-ci proclamait la nécessité de la journée de huit heures et en indiquait les raisons par questions et par réponses.

Cette doctrine eut de nombreux adeptes au début et cette même année 1833 fut déclarée la grève des tailleurs de Londres à laquelle prirent part 20.000 ouvriers. Cette grève fut déclanchée par les propagandistes de la doctrine d'Owen et eut pour cause la revendication des huit heures. Une grève des fileurs de coton fut ensuite décidée pour le 1^{er} mai 1834 mais ajournée à deux reprises, elle fut énergiquement réprimée par le gouvernement et provoqua une grande manifestation à Londres.

Brisé en Angleterre, le mouvement reparut en Australie vers 1856 où les ouvriers maçons réussirent à imposer la journée de

(1) V. I. O. S., n^{os} 119 et 120.

huit heures. En apprenant ce résultat les travailleurs des Etats-Unis se passionnèrent pour la réforme et l'inscrivirent au programme du Congrès de Baltimore en 1866. Une action fut décidée qui n'aboutit pas à de grands résultats. Cependant la loi du 28 juin 1898 décida l'application des huit heures aux ateliers et chantiers fédéraux.

Devant ces résultats insuffisants, le Congrès de Chicago décida, en 1884, de faire une intense propagande pour aboutir à l'établissement de la journée de huit heures à dater du 1^{er} mai 1886. A cette date de nombreuses grèves éclatèrent, mais se terminèrent à l'avantage des ouvriers. Les professions les plus diverses bénéficièrent des huit heures dans de nombreuses villes comme Chicago, Pittsburg, Baltimore, Boston, Louisville, Saint-Louis, Washington, New-York. Mais des bagarres eurent lieu entre travailleurs et policiers et le gouvernement exerça une répression implacable.

L'American Federation of Labour qui s'était constituée en 1886 reprit la lutte après une trêve de deux années. Dans de nombreux meetings tenus en 1889 il fut décidé d'organiser une revendication générale pour le 1^{er} mai 1890. L'action, judicieusement combinée et conduite sans excès fut couronnée de succès et des réductions de travail furent enregistrées dans presque tous les métiers.

En France, les revendications ouvrières ne commencèrent à se faire jour avec méthode qu'en 1888 au troisième congrès de la Fédération nationale des syndicats tenu à Bordeaux. Ce Congrès adopta une résolution résumant les demandes ouvrières et, en tête de celles-ci, se trouvait « la limitation de la journée de travail à huit heures ». Une manifestation fut organisée pour le 24 fé-

vrier 1889 dans les préfectures, sous-préfectures et mairies du territoire.

Le 1^{er} mai 1890 une manifestation internationale fut décidée par le Congrès de la Fédération des syndicats, du Parti ouvrier et du Comité révolutionnaire central pour « mettre les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement à 8 heures la journée de travail » et pour « donner à la bourgeoisie une impression de la puissance de la classe ouvrière, de sa cohésion et de sa volonté ».

A Paris, où des mesures d'ordre considérables avaient été prises par le Gouvernement, un chômage assez important eut lieu et la journée fut marquée par des cortèges, des charges et des arrestations. Une pétition avait été remise à la Chambre des Députés par une délégation de militants. Elle était ainsi conçue :

« Les syndicats et groupes soussignés réclament comme la plus urgente de toutes les réformes, la réduction par une loi de la journée de travail à un maximum de huit heures :

» Parce que la journée de huit heures, c'est du travail et du pain pour quantité de travailleurs qui se pressent, le ventre vide, à la porte des ateliers ;

» Parce que la journée de huit heures, c'est la hausse fatale des salaires par la suppression de la concurrence homicide que font les ouvriers inoccupés aux ouvriers en activité ;

» Parce que la journée de huit heures, c'est avec huit heures de sommeil, huit heures de loisir, c'est-à-dire de vie, de liberté et d'action pour la classe-machine ;

» Parce que la journée de huit heures bénéficiera au petit commerce lui-même en augmentant la puissance de consommation et d'achat de sa clientèle ouvrière ».

Le mouvement du 1^{er} mai 1891 fut beaucoup plus important : il avait été décidé par le Congrès de Lille du Parti ouvrier et le Congrès de Calais de la Fédération des Syndicats, en octobre 1890. Des manifestations avaient été organisées à Paris et dans de nombreuses villes de province. Partout les cortèges de manifestants furent chargés et dispersés par la police. A Fourmies, notamment, de très graves incidents eurent lieu et on compta dix tués et plus de quatre-vingts blessés.

Jusqu'à 1900 les manifestations du 1^{er} mai continuèrent, mais avec une importance diminuée. Marquées jusqu'en 1894 par une série d'attentats anarchistes, elles consistèrent ensuite uniquement en chômages assez peu importants et en vaines pétitions.

Avec la constitution définitive de la Confédération Générale du Travail, en 1900, commence une nouvelle période. Dans le numéro de la *Voix du Peuple* du 1^{er} mai 1901 la nouvelle tendance est ainsi définie :

« Unifions notre action ! que désormais le 1^{er} mai n'ait plus
» pour nous les caractères incohérents qui lui ont enlevé toute
» portée. Qu'un seul objectif domine en ce jour : la conquête de
» la journée de huit heures. Fixons nous une date et proclamons
» qu'à partir du jour que nous aurons choisi, pour rien au monde
» nous ne consentirons à faire plus de huit heures ».

La date limite proposée était celle du 1^{er} mai 1903, mais les Congrès qui suivirent ne purent examiner à fond la question des huit heures et ce n'est qu'en 1904, au Congrès de Bourges, que la tactique de la C. G. T. fut déterminée. La méthode d'action adoptée tendait à se tenir à l'écart des pouvoirs publics, à exercer

toute la pression possible sur les adversaires et à les frapper avec tous les moyens mis à la disposition des organisations.

Un Comité des huit heures fut formé à la C. G. T. pour faire une propagande intense dans le pays par affiches, brochures, meetings ou conférences. L'action fut décidée pour le 1^{er} mai 1906.

Le gouvernement fit venir des troupes à Paris en quantités considérables (trente-neuf bataillons d'infanterie, quarante-huit escadrons de cavalerie) et fit procéder à de nombreuses arrestations préventives. Le chômage fut presque général et des charges eurent lieu, mais il n'y eut pas d'incidents trop graves.

Le résultat de cet effort de la C. G. T. aboutit à l'obtention de la journée de neuf heures par la Fédération du Livre.

Pendant les années qui suivirent, le 1^{er} mai fut marqué par des chômages importants et par des manifestations, mais aucun résultat pratique ne fut obtenu. La guerre suspendit le chômage du 1^{er} mai, en exigeant de tous les producteurs une énergie accrue et en faisant passer la défense du pays avant les intérêts particuliers.

Mais les revendications ouvrières n'étaient que suspendues, et non pas abandonnées. Dès avant l'armistice de novembre 1918, le syndicat de la couture de Paris demande la journée de huit heures avec la semaine anglaise ; il est suivi peu après par les ouvriers et ouvrières de la fourrure et de la mode. Le Congrès de la Fédération des travailleurs du sous-sol, tenu à Paris le 23 août 1918, réclama la journée de huit heures intégrale avec suppression de toute dérogation (1).

L'armistice, en affirmant la victoire de la France et en libérant

(1) *V. I. O. S.*, n° 51.

les esprits de toute crainte immédiate relativement aux besoins des armées en approvisionnements et en munitions, permit aux revendications ouvrières de se faire jour avec plus de force.

En décembre 1918, et seulement pour la région parisienne, la journée de huit heures est demandée dans les corporations suivantes :

Ouvriers et employés des chemins de fer souterrains de Paris.

Fédération ouvrière du bâtiment. Industries électriques. Travailleurs municipaux de Paris. Syndicat ouvrier de l'industrie du bijou.

En février 1919, l'Union des Syndicats de la Seine organise pour le mois de mars une propagande active au moyen de conférences et de réunions faites par tous les syndicats adhérents. Puis le Syndicat des cheminots de Paris P. L. M. et les travailleurs de l'habillement demandent la journée de huit heures. En mars, les ouvriers et ouvrières de la fourrure en confection, des fleurs et plumes et de la serrurerie demandent la journée de huit heures avec la semaine anglaise, c'est-à-dire la semaine de quarante-quatre heures. Suivent les revendications des cheminots parisiens et cheminots alsaciens-lorrains, des machinistes des spectacles parisiens, du personnel de l'assistance publique, des dockers de Paris, des ouvriers du Syndicat de la voiture-aviation. Au mois d'avril, l'union des Syndicats des cheminots du réseau du Nord et les métallurgistes de la Seine suivent le mouvement, ces derniers réclamant la semaine de quarante-quatre heures.

Les organisations centrales ne restaient pas étrangères au mouvement, mais leurs revendications n'avaient pas la violence des manifestations ouvrières d'avant-guerre, puisque le gouverne-

ment avait, dès la fin de 1918, manifesté son intention de rendre légale la réduction à huit heures de la journée de travail, et que, pendant le premier trimestre de 1919, la collaboration fut très étroite entre les dirigeants de la Confédération générale du travail et les membres du Gouvernement.

La résolution sur la journée de huit heures adoptée à l'unanimité par la deuxième session du Comité national de la C. G. T., le 23 mars 1919, est ainsi rédigée (1) :

« Le Comité confédéral national, prenant acte de la volonté
» unanime de la classe ouvrière de conquérir la journée de huit
» heures, déclare que la production ne saurait être diminuée du
» fait de l'application de cette revendication, les progrès réalisés
» permettant une organisation rationnelle du travail.

» Il considère, le principe de la journée de huit heures étant
» inscrit dans la charte internationale du Travail, que la question
» doit se poser devant les Parlements de chaque pays et que ce
» fait crée pour ceux-ci l'obligation de résoudre sans délai la revendication formulée.

» Le Comité Confédéral National estime en outre que la volonté
» exprimée par la classe ouvrière de ce pays qui n'exclut pas l'étude
» des modalités d'application afférente à chaque industrie, donne
» à la revendication des huit heures un caractère d'urgence qui
» condamne toute possibilité d'ajournement et engage la responsabilité du patronat, du Parlement et du Gouvernement français.

» ... L'attitude du patronat : son indifférence, son intransigeance

(1) V. I. O. S. n° 110.

» ou son refus de discuter détermineront le caractère de l'action
» générale du mouvement ouvrier.

» La C. G. T. doit, dès à présent, coordonner et discipliner les
» efforts de toutes les organisations en vue d'assurer une première
» démonstration de puissance et de volonté le jour du 1^{er} mai 1919.

» Après l'avertissement qu'exprimera la manifestation du 1^{er}
» mai, il appartiendra aux Fédérations ouvrières composant la
» coalition interfédérale et avec le concours de la C. G. T. de li-
» miter la période des pourparlers et de fixer une date pour l'ap-
» plication de la revendication ».

Dans son Congrès du 27 mars 1919, l'Union des Syndicats des
cheminots du P. L. M. approuva à l'unanimité les mesures prises
par la Fédération nationale des cheminots en vue de l'obtention
de la journée de huit heures. Ces mesures prévoyaient la grève
générale à la date du 1^{er} mai (1).

De même, le 6 avril, le Congrès de la Fédération nationale du
textile adopta le texte suivant (2) :

« Le XV^e Congrès National déclare que la diminution des heures
» de travail s'impose à l'industrie textile de même qu'aux autres
» industries, qu'elle est facilement réalisable et que rien ne s'y
» oppose sauf l'esprit de routine et les procédés désuets des indus-
» triels qui, par pur égoïsme, persistent à tourner le dos aux pro-
» grès scientifiques et sociaux. »

Après plusieurs considérants, la résolution conclut :

« Pour toutes ces raisons, le Congrès charge la commission

(1) V. I. O. S. n° 112.

(2) V. I. O. S., n° 114.

» administrative d'entreprendre une action vigoureuse en faveur
» de l'application de la journée de huit heures, invite tous les
» syndicats à prendre dès maintenant leurs dispositions pour
» organiser une première démonstration le 1^{er} mai et, pour
» le reste de l'action à mener, à s'inspirer de la résolution votée au
» Conseil National de la C. G. T. tenu le 23 mars dernier, que la
» Fédération fait sienne ».

De même le 17^e Congrès de la Fédération des employés de France a adopté le 21 avril un texte contenant les passages suivants (1) :

« ...La Conférence affirme la volonté absolue des employés de
» toutes catégories de conquérir la journée de huit heures et la
» semaine anglaise ;

» Elle réclame du Parlement le vote immédiat de la loi réglant
» mentant la durée du travail.

» Les syndicats d'employés présents à la Conférence s'engagent
» à soutenir l'action menée par les organisations confédérales
» pour l'obtention de cette légitime revendication dont la réalisation est attendue depuis 1906 par la classe ouvrière toute
» entière ».

Donc au moment même où le Parlement votait la loi sur la journée de huit heures, les revendications ouvrières ne perdaient rien de leur acuité et les militants syndicalistes affirmaient leur volonté d'aboutir.

En prévision d'un échec possible au Sénat, et en tous cas pour hâter le vote de la loi, la manifestation du 1^{er} mai 1919 fut organisée en vue de la revendication des huit heures. La Commission

(1) V. I. O. S., n° 118.

administrative de la C. G. T. lança un appel aux travailleurs de France. Cet appel disait notamment (1) :

« En application des décisions du Comité Confédéral national
» du 23 mars dernier, la C. G. T. affirme sa volonté arrêtée de faire
» triompher les revendications contenues dans son programme
» minimum qu'elle tient pour réalisable immédiatement et au
» premier plan duquel se trouve placée la journée de huit heures ».

Et parlant, des conventions particulières déjà signées, il ajoutait :

« Ouvriers et ouvrières, ces résultats acquis, ajoutés au besoin
» ouvrier d'obtenir satisfaction complète dans le plus bref délai,
» doivent renforcer et donner à la manifestation du 1^{er} mai une
» ampleur digne de l'heure présente.

... « Revendiquez les huit heures. Proclamez la nécessité de la
» réorganisation économique sur les bases du programme mini-
» mum de la C. G. T. Pour revendiquer et protester, travailleurs,
» chômez le 1^{er} mai ».

Les Fédérations d'industries et les Unions départementales adressèrent à leurs adhérents divers appels rappelant les efforts faits dans le passé, les résultats obtenus et recommandant le chômage complet pour le 1^{er} mai. L'Union des Syndicats de la Seine organisa une propagande par affiches et réunions. La Fédération du Livre invita tous ses fédérés « à suspendre le travail et à participer ainsi à la manifestation du prolétariat français ». La Fédération des mineurs organisa le chômage complet. Il en fut

(1) V. I. O. S., n° 117.

de même de la Fédération de l'habillement, de la Fédération du textile, de la Fédération des métaux.

Le cartel des six grandes fédérations ouvrières (cheminots, mineurs, ports et docks, métaux, inscrits maritimes, moyens de transport) avait également décidé le chômage général malgré les résultats acquis et pour donner toute son ampleur à la démonstration du 1^{er} mai.

Postérieurement à ces différentes décisions, la loi du 23 avril 1919 fut promulguée. La grande manifestation ouvrière semblait devoir être sans objet puisque son but principal était atteint. Cependant les militants des organisations persistèrent dans leur attitude et, au lieu de donner pour but au chômage général les revendications des huit heures, désormais acquises, ils réclamèrent l'application intégrale de la loi qui n'avait fait qu'énoncer un principe. L'ordre du jour, rédigé d'avance pour être proposé dans toutes les réunions organisées le 1^{er} mai, disait d'ailleurs (1) :

« Les travailleurs revendiquent l'application intégrale
» de la journée de huit heures et proclament la nécessité de réor-
» ganiser économiquement le pays par l'application du programme
» minimum de la C. G. T. ».

La journée du 1^{er} mai 1919 fut marquée par un chômage à peu près général dans la France entière. A Paris, les cortèges de manifestants furent dissous par la police, on compta un tué et quelques blessés. Un chômage aussi absolu et des manifestations aussi passionnées peuvent sembler quelque peu exagérés à l'occasion d'une revendication de pure forme ; mais il faut remarquer que

(1) V. I. O. S. n° 118.

le mouvement pour les huit heures était préparé bien avant le vote de la loi et qu'il n'était pas à tendances uniquement économiques. Il avait d'autres buts nettement politiques, parmi lesquels la démobilisation de l'armée et l'amnistie.

Le vote de la loi de huit heures n'arrêta pas les revendications ouvrières, celles-ci changèrent simplement d'orientation. Comme la nouvelle loi ne prévoyait pas de date limite d'application, les organisations ouvrières s'employèrent à activer l'établissement des contrats permettant l'application des huit heures avant la mise en vigueur des règlements d'administration publique.

La Fédération des moyens de transports vota un ordre du jour (1) par lequel elle prenait acte que la pression exercée par la classe ouvrière sur le patronat et le Parlement avait abouti au vote de la loi sur la journée de huit heures. Elle regrettait que la date d'application n'ait pas été fixée dans la loi et décidait que les fédérations et les organisations feraient le nécessaire pour que la loi soit appliquée dans le plus bref délai.

Le troisième Comité National de la C. G. T. votait la résolution suivante dans sa séance du 26 mai (2) :

« Le Comité Confédéral National, approuvant le rapport du
» bureau confédéral et de la commission administrative, leur
» donne mandat d'assurer aux fédérations nationales l'appui de
» la solidarité de l'action ouvrière pour briser les résistances
» patronales et assurer l'application intégrale de la journée de
» huit heures ou de la semaine de quarante-huit heures au maxi-
» mum dans toutes les branches de l'activité économique.

(1) V. I. O. S., n° 125.

(2) V. I. O. S., n° 128.

« ... Il proteste contre l'exclusion dont ont été l'objet les travailleurs de la terre et les salariés de l'Etat, des départements et des communes. Il réclame pour eux l'extension de la législation des huit heures ainsi que le vote au plus tôt du projet de loi déposé sur le même objet pour les travailleurs de la mer. »

Depuis cette époque toute l'activité des syndicats professionnels a été absorbée par la conclusion des accords entre organisations patronales et ouvrières et la principale revendication formulée demande la consécration de ces accords par les règlements d'administration publique prévus par la loi du 23 avril.

Notons cependant la tendance de certaines organisations affiliées à la C. G. T. pour lesquelles la revendication des huit heures n'était qu'un moyen de lutte destiné à fomentier des troubles et à préparer une révolution. Pour ces éléments extrémistes, d'ailleurs d'assez faible importance, le vote de la loi sur la journée de huit heures est apparu comme une catastrophe. Au Congrès National de la C. G. T., tenu à Lyon le 15 septembre 1919, cette question a été discutée avec âpreté. Les extrémistes reprochèrent aux secrétaires fédéraux leur collaboration avec le gouvernement et avec les industriels. M. Monmousseau alla jusqu'à dire : « Faut-il collaborer au relèvement économique du pays? Non, mille fois non. Pourquoi? Parce que la catastrophe économique produira la révolution ; parce que nous serions des fous de laisser échapper cette occasion unique de l'effondrement de la Société capitaliste » (1).

Cette doctrine, repoussée d'ailleurs par le Congrès à une très

(1) V. I. O. S., n° 165.

forte majorité montre toute la valeur du concours des militants de la C. G. T. dans l'élaboration de la loi sur la journée de huit heures. Il est permis d'espérer que la collaboration ouvrière dans l'application de cette loi donnera d'heureux résultats.

Dans cet exposé assez sommaire, nous nous sommes bornés à indiquer de quelle manière les revendications ouvrières au sujet des huit heures s'étaient fait jour et comment elles avaient abouti au résultat cherché après plus de trente ans d'efforts organisés. Il est bien évident qu'une lutte aussi longue n'a eu pour cause que l'opposition patronale. Les industriels, qui étaient surtout visés au début du mouvement, étant soutenus par les divers gouvernements qui se sont succédé, n'ont opposé qu'une résistance passive et il serait difficile de retracer les phases de leur opposition.

Quelques années avant la guerre, les revendications ouvrières étant devenues plus âpres et la résistance patronale s'affirmant irréductible, le Conseil supérieur du travail proposa de faire une enquête dans l'industrie au sujet de la réduction du travail le samedi. Cette enquête fut organisée par l'Office du travail avec le concours des Inspecteurs du travail (1). Les Chambres de commerce et les syndicats patronaux consultés furent à peu près unanimes à repousser la réduction proposée.

Pendant la guerre, les revendications ouvrières étant suspendues ou tout au moins n'exigeant pas de satisfaction immédiate, l'opposition patronale ne se manifesta pas d'une manière active. Cette opposition ne prit vraiment corps que pendant les délibérations de la commission mixte chargée de préparer le projet

(1) *Bulletin du Ministère du Travail*, 1913, p. 957 à 968.

gouvernemental sur la journée de huit heures. Les membres patronaux de la commission déposèrent un document important faisant ressortir la grave situation économique du pays et les pertes considérables subies pendant la guerre (1). Ils signalaient « afin de dégager leur responsabilité, l'erreur économique qu'à leur avis on allait commettre ». Cependant les membres patronaux admirent qu'en face de l'évolution mondiale de la question, il ne serait pas sage de leur part de repousser le principe des huit heures et ils se déclarèrent prêts à discuter les modalités d'application.

Cette évolution dans l'opposition a d'ailleurs été suivie par presque tous les chefs d'industrie ou par leurs représentants. Dès le dépôt du projet gouvernemental on ne signale guère d'opposition de principe. Les discussions à la Chambre et au Sénat en sont une preuve.

Signalons cependant que la Chambre de commerce de Lille avait, en avril dernier, voté les résolutions suivantes (2) :

« La Chambre de commerce de Lille tient à protester contre
» les projets de réglementation qui tendraient à réduire, dès maintenant, la durée du travail dans toutes les industries et pour
» toutes les professions.

» Elle estime que l'application d'une telle mesure serait inopportune et constituerait un grave danger pour l'industrie française en même temps que le plus sérieux empêchement au relèvement des régions dévastées.

(1) Rapport Godart, p. 10.

(2) V. *Journée Industrielle*, 1^{er} avril 1919.

» Aussi exprime-t-elle le vœu que si, malgré tout, le principe
» d'une entente internationale venait à sanctionner obligatoire-
» ment cette limitation, il soit fait exception pour les parties du
» pays qui ont été ruinées par la guerre si l'on ne veut pas com-
» promettre à tout jamais leur reconstitution ».

De même, au début de mai 1919, M. Oberthur, président de la Chambre de commerce de Rennes, avait adressé un rapport aux membres des Chambres de commerce de Rennes, Fougères, Saint-Malo, Saint-Brieuc, Morlaix, Brest et Quimper, dans lequel il qualifiait la loi sur les huit heures de néfaste parce que devant faire perdre à la France plus du quart de sa productivité industrielle (1). Quelques mois plus tard, en août 1919, M. Oberthur adressait au gouvernement, au nom de la Chambre de commerce de Rennes, un rapport tendant à l'abolition légale et immédiate de la journée de huit heures (2).

« L'universelle misère, écrivait-il, et toutes les souffrances
» qu'on aurait pu éviter, si l'on consentait à être un peu plus
» laborieux et simplement raisonnable, sont le fruit inéluctable
» de la réduction légale de la journée de travail à huit heures.
» Ayons le courage de reconnaître la faute commise et de la ré-
» parer. Arrière les paresseux ! au travail les bons Français !
» Il appartient aux Chambres de commerce de faire entendre le
» cri d'alarme et d'essayer de conjurer le désastre désormais
» imminent ».

Peu de temps après, le Conseil général d'Ille-et-Vilaine votait

(1) *Ibidem*, 10 mai 1919.

(2) *Ibidem*, 26 août 1919.

un vœu tendant à l'abolition pure et simple de la journée de huit heures.

Mais l'opposition patronale ne s'est pas, en général, manifestée d'une manière aussi absolue. Le principe de la réduction du travail a été admis et la discussion a surtout porté sur son application.

Les résolutions adoptées par les divers organismes patronaux demandaient ou bien une application de la journée de huit heures avec de larges paliers, ou bien une réforme moins générale et limitée à quelques groupes d'industrie.

L'assemblée des présidents des Chambres de commerce, dans son assemblée tenue en avril 1919, a émis le vœu suivant (1) :

« Tout en admettant la possibilité d'arriver à la réduction de
» la durée des heures de travail dans l'industrie, l'assemblée considère comme très dangereux au point de vue national de fixer
» dès aujourd'hui cette durée à huit heures.

« ... Demande que, si elle doit être envisagée pour répondre
» aux suggestions des puissances alliées et du gouvernement français, les modalités en soient discutées dans chaque industrie,
» méthodiquement, de manière à éviter les conséquences désastreuses qui ne manqueraient pas de résulter d'une décision
» uniforme et prématurée ».

La Confédération nationale du commerce, en donnant le résultat du vaste referendum auquel elle avait procédé sur la journée de huit heures déclarait (2) : « Des réponses qui lui sont actuelle-

(1) V. I. O. S., n° 114.

(2) V. I. O. S. n° 138.

ment parvenues... il ressort d'une façon très nette que la majorité des industriels et commerçants français ne sont pas, en principe hostiles à la réduction des heures de travail, mais qu'ils la jugent dans les circonstances actuelles, inopportune et funeste à l'intérêt du pays ».

La Chambre de commerce de Bourg, après s'être prononcée contre l'application immédiate des huit heures a transmis aux pouvoirs publics copie d'une délibération d'après laquelle elle se montrait adversaire de tous les projets de réalisation de cette réforme qui ne tiendraient pas compte strictement des besoins de main-d'œuvre du pays, de son désarroi économique et de la situation des industries des régions libérées (1).

La Chambre de commerce de Rouen, tout en admettant le principe de la réduction à huit heures par jour de la durée du travail effectif des ouvriers et employés des entreprises de l'industrie et du commerce, a émis le vœu (2) « que la loi réduisant à huit heures la durée du travail quotidien ne soit appliquée en France qu'à la condition qu'elle ait déjà été mise en vigueur dans tous les pays de grande production... ; qu'il soit formellement convenu que dans tous les pays, le travail à plusieurs équipes, exception faite des industries à feu continu, sera formellement interdit, cette précaution étant indispensable pour empêcher l'agriculture et l'industrie françaises d'être écrasées par leurs concurrents étrangers qui trouveraient la main-d'œuvre nécessaire pour instituer le travail à plusieurs équipes ».

(1) V. *Journée Industrielle*, 17 avril 1919.

(2) *Ibidem*, 30 avril 1919.

La Chambre de commerce de Valenciennes a demandé que toutes les Chambres de commerce de France soient consultées en ce qui concerne l'application de la loi de huit heures (1).

Le Comité républicain du commerce, de l'industrie et de l'agriculture s'est engagé dans la même voie (2). Son Conseil de direction « après avoir procédé à une enquête auprès de toutes ses sections, c'est-à-dire en fait auprès de la très grande majorité des représentants autorisés du commerce et de l'industrie, estimant que les causes principales de la vie chère sont notamment.... la diminution des heures de travail..., considérant qu'il est de toute première urgence, dans les circonstances actuelles, de rechercher et d'appliquer tous les moyens de nature à provoquer une diminution du prix des denrées alimentaires, des matières premières nécessaires à l'industrie et des produits fabriqués nécessaires à la reconstitution industrielle du pays...

» Emet le vœu... que dans un intérêt national supérieur, le Gouvernement entame avec les organisations patronales et ouvrières, des pourparlers à l'effet de surseoir provisoirement à l'application de la loi des huit heures, quelque justifiée que soit cette loi ».

Le Comité directeur de l'Office des transports des Chambres de commerce du Sud-Est a voté au mois d'août 1919 le texte suivant (3) :

« Le Comité, considérant qu'au moment où le régime normal

(1) *Ibidem*, 9 mai 1919.

(2) *Ididem*, 30 juillet 1919. *Le Journal*, 18 août 1919.

(3) *V. Journée Industrielle*, 7 août 1919.

» des transports allait pouvoir être repris, l'application de la journée
» de huit heures sur les chemins de fer, — si elle n'est pas faite
» par paliers successifs s'étendant sur une période de deux ans —
» va déterminer une nouvelle et formidable crise des transports
» qui paralysera complètement la reprise industrielle et fera
» obstacle à la diminution de la cherté de la vie.

» Emet le vœu que le Gouvernement fasse usage de larges
» tempéraments dans l'application de cette loi.

» Fait appel au bon sens et au patriotisme des cheminots pour
» qu'ils se prêtent à cette organisation progressive de la journée
» de huit heures seule compatible avec l'intérêt du pays ».

La Chambre de commerce de Lille protestait de nouveau par l'organe de son président, M. Faucheur ; dans une lettre adressée au début de septembre 1919 à M. Clémenceau, président du Conseil, il s'exprimait ainsi (1) :

« Ce serait une faute que de le dissimuler, la loi de huit heures
» a été une erreur économique et c'est surtout chez nous qu'elle
» est dommageable et funeste. Notre compagnie, en protestant
» au mois de mars dernier contre l'application de cette mesure,
» la jugeait inopportune et déclarait qu'elle constituait un grave
» danger pour l'industrie française en même temps que le plus
» sérieux empêchement au relèvement des régions libérées... Le
» fâcheux aboutissement de cette innovation précipitée, c'est
» l'insuffisance de la production, c'est la vie chère.

» Aussi exprimons-nous le vœu que le Gouvernement ait la
» vaillance de différer ou de ne réaliser que graduellement l'appli-

(1) *Journée Industrielle*, 9 septembre 1919.

» cation de la loi sur la réduction des heures de travail pour les
» cheminots et pour tous les ouvriers des industries ruinées par
» la guerre ».

Les Chambres de commerce du Mans et de Clermont-Ferrand ont demandé des amendements à la loi pour l'adapter à certains cas particuliers. Le Conseil général de l'Aube a émis le vœu que la loi limitant à huit heures la journée de travail soit rapportée et restreinte aux industries particulièrement dures, telles que les mines, la métallurgie, les verreries et les professions assimilables (1). De même le Conseil général de Maine-et-Loire a émis le vœu que la production soit encouragée et facilitée par tous les moyens notamment en modifiant légèrement le texte de la loi de huit heures et en laissant, dans tous les travaux où la santé des travailleurs n'est pas en jeu, l'application de cette mesure facultative et subordonnée à une entente amiable entre les employés et les employeurs, suivant les circonstances ».

D'innombrables protestations se sont élevées, qu'il serait impossible de reproduire ou même de citer. On a même pu dire qu'une campagne contre les huit heures était menée activement par les chefs d'entreprises. La Confédération générale du travail a protesté à plusieurs reprises et a affirmé la volonté de ses membres de voir aboutir par une application réelle leur principale revendication.

Il ne semble cependant pas qu'une campagne ait été vraiment menée contre la journée de huit heures depuis le vote de la loi. Un certain courant d'opinions s'est manifesté, des craintes se

(1) V. *Journée Industrielle*, 24 août 1919.

sont fait jour, mais toutes les entreprises intéressées ont fait connaître leur intention d'appliquer loyalement la réforme. De très nombreuses conventions ont été conclues entre patrons et ouvriers et presque partout la journée de huit heures existe en fait. Elle n'a une existence légale que dans un petit nombre de corporations, mais des règlements d'administration publique sont à l'étude qui viendront consacrer les conventions déjà conclues et souvent appliquées avant la mise en vigueur de la loi.



CHAPITRE IV

La durée du travail avant la loi du 23 avril 1919

L'étude de la législation de la durée du travail pourrait être l'occasion de très importants développements. Il nous est apparu qu'à cause même de son importance, elle dépassait notre cadre. Nous en dirons cependant quelques mots, en manière d'introduction, à l'étude de la loi du 23 avril 1919. Nous ferons état également de quelques données statistiques sur la durée du travail dans le commerce et l'industrie avant la guerre.

Législation en vigueur à la veille de la loi du 23 avril 1919.

Deux textes principaux déterminaient le statut légal de la durée du travail en 1919.

1^o La loi du 9 septembre 1848 qui fixait à douze heures le maximum de la journée de travail des adultes employés dans les usines et manufactures. D'après l'interprétation qui a été donnée de ce terme (1), il fallait entendre par usine ou manufacture tous les établissements à moteur mécanique ou à feu continu, et tous

(1) Circulaire ministérielle du 25 novembre 1885. *Bulletin du Ministère du Travail*, 1897, p. 544.

les établissements occupant plus de vingt ouvriers réunis en atelier ;

2° La loi du 30 mars 1900 concernant les enfants et les femmes travaillant dans les établissements industriels et les adultes travaillant dans les mêmes locaux. La Cour de Cassation avait admis que la séparation constituée par une cloison dans un même atelier permettait d'appliquer des régimes différents aux ouvriers travaillant dans ces conditions. Pour les travailleurs visés par la loi du 30 mars 1900, la journée de travail était fixée au maximum de dix heures.

A ces deux textes principaux il faut ajouter la loi du 11 juin 1917 qui a rendu obligatoire la semaine anglaise pour les femmes travaillant dans l'industrie du vêtement.

Il ressort de cet exposé qu'un grand nombre de travailleurs échappaient à toute réglementation de la durée du travail.

Deux textes spéciaux visaient les mineurs et les marins du commerce. La loi du 19 juin 1905 complétée par la loi du 31 décembre 1913 accordait à tous les travailleurs du sous-sol la journée de huit heures.

La loi du 19 avril 1907 fixait à huit heures la journée de travail des mécaniciens et à dix heures celle du personnel du pont. Elle laissait de côté toute réglementation du travail du personnel du service général.

A côté de cette législation d'ordre général certains textes spéciaux se sont occupés de protéger des catégories particulières de travailleurs, notamment dans les établissements industriels, de l'Etat.

La journée de huit heures fut introduite dans les ateliers de l'administration des postes et télégraphes, boulevard Brune, à

Paris, le 16 septembre 1899. Après cet essai la mesure fut rendue définitive dans un certain nombre d'ateliers de la même administration à Paris, par M. Millerand, Ministre du commerce (arrêté du 9 février 1901). Elle fut étendue en 1902 au personnel ouvrier des départements (1).

Le Ministre de la marine mit à l'essai la journée de huit heures, le 2 novembre 1902, à la direction de l'artillerie du port de Lorient et à l'atelier de petite chaudronnerie du port de Toulon. Cet essai fut étendu en 1903 à tous les arsenaux et établissements hors des ports (2).

Le Ministre de la guerre mit à son tour la journée de huit heures à l'essai à l'atelier de construction de Tarbes, le 1^{er} septembre 1903, et le 31 mars 1904 dans tous les établissements militaires. Il en résulta une augmentation de dépenses assez notable pour l'Etat et la journée de huit heures fut remplacée par la journée de neuf heures le 1^{er} juin 1904 dans les établissements dépendant du Ministère de la guerre (3).

A la suite d'une loi de finances du 14 novembre 1905 qui accordait des crédits supplémentaires pour faire face aux dépenses occasionnées par la réduction de la journée de travail dans les manufactures de tabac et d'allumettes, ces établissements se virent appliquer la journée de neuf heures à partir du 16 décembre 1906 (4).

(1) *Bulletin du Ministère du Travail*, 1902, p. 783 ; 1904, p. 210 ; 1907, p. 29.

(2) *Ibidem*, 1902, p. 806 ; 1903, p. 58 ; 1907, p. 29.

(3) *Ibidem*, 1904, p. 210 ; 1907, p. 27.

(4) *Ibidem*, 1906, p. 592.

De même les ouvriers des Monnaies et Médailles bénéficièrent de la journée de neuf heures à partir du 2 janvier 1906, à la suite de l'ouverture de crédits spéciaux accordés par la loi du 21 décembre 1905 (1). La journée de travail des ouvriers de l'Imprimerie Nationale a été réduite à neuf heures à partir du 10 avril 1904 par décision du Garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 8 avril 1904 (2).

Pour unifier ces diverses réglementations, la loi du 10 juillet 1914 fixait à quarante-neuf heures le maximum hebdomadaire de travail dans tous les services industriels de l'Etat, où les huit heures n'étaient pas appliquées. Cette loi n'entra jamais en vigueur du fait de la guerre qui obligea à dépasser largement dans l'intérêt de la défense nationale toutes les limitations admises jusqu'alors.

Durée du travail avant la guerre dans l'industrie privée

Une statistique de l'Office du Travail donnait les résultats suivants pour l'année 1910 (3) :

Cette statistique portait sur près de 80 % des établissements industriels de la France et dans 73 % des établissements envisagés, la durée normale de la journée de travail était de dix heures, au plus.

Dans un grand nombre d'usines, la journée de huit heures était un fait accompli, surtout dans les usines à marche continue.

Une enquête de l'Office du Travail, faite en 1911, pour répon-

(1) *Ibidem.*

(2) *Bulletin du Ministère du Travail*, 1904, p. 234.

(3) V. *Journal Officiel*, Chambre, session ordinaire de 1911, p. 1444.

dre à une demande de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs, est concluante à cet égard (1). Il résultait de cette enquête que la journée de huit heures était appliquée dans les industries suivantes :

Boulangerie (service de la panification) ;

Fabrication du carbonate de soude par le procédé à l'ammoniaque ;

Fabrique d'acide sulfurique ;

Fabrique de cyanamide de calcium ;

Fabrication des chlorates et perchlorates de potasse et de soude et de l'aluminium (électro-chimie) ;

Fabrication du sodium et dérivés (électro-chimie) ;

Usine à gaz (service des gazogènes, chargement et déchargement des cornues) ;

Fabrication du carbure de calcium et des ferro-alliages (électro-chimie et électro-métallurgie) ;

Filature de laine ;

Fabrication de la soie artificielle ;

Fonderie d'acier (hauts fourneaux et puddlage) ;

Fonderie de plomb ;

Fabrication d'aluminium ;

Taillanderie ;

Usine élévatoire d'eau pour distribution publique ;

Fabrique de briques ;

Verrerie à boutilles et à vitres ;

Fabrication de glace et verres spéciaux ;

Fabrique d'objets en fer, fonte ou tôle émaillés.

(1) *Bulletin du Ministère du Travail*, 1919, p. 38.

CHAPITRE V

Historique de la loi du 23 avril 1919

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Depuis l'origine de la troisième République et aussitôt que furent apaisés les troubles causés par la tourmente de 1871, la Chambre des Députés s'est occupée de la réglementation légale de la durée du travail. L'historique de toutes les propositions qui virent le jour pourrait faire la matière d'une étude intéressante. Nous nous bornerons à citer, entre beaucoup d'autres, celles qui furent déposées par MM. Waddington, Martin Nadaud, Ferroul, de Mun, Basly, Julien Goujon, Francis Laur, Chiché, Dumonteil, Dron, Guesde, Loyer, Millerand, Grillon, Ghesquièrre, sans oublier les tentatives de M. Vaillant, renouvelées à chaque législature (1).

(1) *Journal Officiel*. Documents parlementaires. Chambre. Session ordinaire, 1884, p. 562 ; 1886, p. 876. — Session extraordinaire, 1885, p. 586. — Débats parlementaires, 1890, p. 200. — Session extraordinaire, 1889, p. 270. — Session ordinaire, 1891, p. 1039 et p. 1198. — Débats parlementaires, 1891, p. 983. — Session ordinaire, 1891, p. 1249 ; 1892, p. 693 ; 1893, p. 1284. — Session extraordinaire, 1894, p. 1425. — Session ordinaire, 1894, p. 836. — Session extraordinaire, 1898, p. 544 ; 1902, p. 80. — Session ordinaire, 1905, p. 3 et 69. — Session extraordinaire, 1906, p. 65. — Session ordinaire 1910, p. 610 et 611.

Un projet plus intéressant et d'une portée plus considérable fut déposé le 10 juillet 1906 par M. Doumergue, ministre du travail. Ce projet très complet visait à réglementer la durée du travail, le repos du personnel des établissements commerciaux, le travail à domicile et certaines modalités du travail des femmes et des enfants.

M. J. Godart déposa un rapport le 21 mars 1907 et la Chambre aborda la discussion générale le 2 juillet 1908. Amorcée dans cette séance, la discussion fut interrompue par les vacances et ne fut jamais reprise. Le projet avait échoué à cause de sa complexité.

Il fut repris le 7 juillet 1910 par M. Viviani, Ministre du travail, mais seulement dans ses dispositions concernant la durée du travail des adultes (1).

Le texte visait les manufactures, fabriques, usines, ateliers, chantiers, les mines, minières et carrières pour lesquelles la durée du travail n'était pas réglée par des lois spéciales, les entreprises de chargement et de déchargement, etc... Dans ces établissements le travail effectif des ouvriers adultes ne pouvait dépasser dix heures par jour.

Immédiatement après la promulgation du texte la durée du travail serait réduite à onze heures, deux ans après à dix heures et demie et deux ans plus tard à dix heures.

Les dérogations devaient être établies par des règlements d'administration publique, mais le texte les fixait en principe à deux heures par jour pendant soixante jours par an et pendant quatre

(1) *Journal Officiel*. Chambre. Documents parlementaires. Session ordinaire, de 1910, p. 648.

vingt-dix jours pour les industries en plein air. Aucune consultation des intéressés n'était envisagée.

M. Justin Godart déposa un rapport le 15 avril 1911, concluant à l'adoption du projet du gouvernement. Au cours de la discussion du projet à la Commission du travail, l'éventualité de l'adoption de la journée de huit heures avait été envisagée. Malgré un exposé passionné de M. Jules Guesde, la Commission estima qu'il importait avant tout pour la réussite même de la journée de huit heures, d'obtenir la réforme partielle plus aisément réalisable, de l'unification à dix heures de la journée de travail. Mais elle chargea, à l'unanimité, son rapporteur de déclarer qu'elle ne considérerait pas la journée de dix heures comme la journée normale à laquelle il convenait de s'arrêter. La Commission du travail pensait que ce n'était là qu'une étape, que la journée de huit heures était éminemment désirable ; car, elle seule, en ménageant les forces des travailleurs, en leur laissant des loisirs nécessaires pour la vie de famille et la vie sociale, ainsi que pour leur éducation, pouvait servir utilement les intérêts de l'industrie et du pays et réaliser la justice dans la production (1).

Après avoir prescrit une enquête auprès des Chambres de commerce et après communication d'un rapport supplémentaire de M. Godart (2), la Chambre des Députés aborda la discussion générale le 8 février 1912. La discussion, longue et laborieuse, se poursuivit pendant les mois de février et de mars et aboutit au vote de l'article 1^{er}. Après le dépôt d'un deuxième rapport supplé-

(1) *Journal Officiel*, Chambre, Documents parlementaires. Session ordinaire de 1911, p. 1444.

(2) *Ibidem*, session ordinaire, 1912, p. 61 et 421.

mentaire la discussion reprit au mois de mai 1912 sur la question des dérogations.

Après le dépôt d'un nouveau rapport et à la suite de très nombreuses séances tenues en mai, juin et juillet, l'ensemble du projet de loi fut adopté par la Chambre et transmis au Sénat le 14 novembre 1912. Il fut renvoyé aux bureaux et ne fut jamais discuté en séance (1).

Ainsi échoua la plus importante tentative de réduction légale de la durée du travail. Le cadre de la réforme était trop rigide : le texte fixait le maximum de travail journalier, sans tenir compte des particularités d'application. Les dérogations elles-mêmes étaient fixées, au moins quantitativement.

Dans ces conditions la réduction de la durée du travail n'était pas la grande réforme attendue par le monde ouvrier, et elle était accueillie sans sympathie dans les milieux industriels.

M. de Mun déposa en 1911 une proposition de réglementation du travail dans les établissements commerciaux, pour compléter le projet précédent qui n'offrait aucune garantie aux employés. Cette proposition qui fit l'objet d'un rapport de M. Godart ne fut pas discutée par la Chambre (2).

La guerre suspendit toutes les propositions en faveur de la réduction des heures de travail et ce n'est qu'à la fin de 1918 que le mouvement reprit toute son ampleur et aboutit au vote de la loi du 23 avril 1919.

(1) *Journal Officiel*. Sénat. Documents parlementaires, session extraordinaire, 1912, p. 48.

(2) *Journal Officiel*. Chambre. Documents parlementaires, session ordinaire, 1911, p. 48.

La loi du 23 avril 1919 est née d'une étroite collaboration entre représentants patronaux et ouvriers sous la direction du gouvernement. Mais ce sont les organisations ouvrières représentées par la Confédération Générale du Travail, qui, au début de 1919, ont mis le gouvernement au courant de leur revendication la plus urgente et la plus nécessaire et ont déterminé celui-ci à étudier la question d'assez près pour pouvoir déposer un projet de loi.

La réglementation internationale du travail et la participation ouvrière au Congrès de la Paix ont fourni à la C. G. T. une occasion de conversations fréquentes avec certains membres du gouvernement. Le 31 décembre 1918, le Président du Conseil recevait une délégation de la C. G. T. et lui déclarait que la journée de huit heures avait reçu une approbation de principe (1). Le 13 janvier 1919 M. Loucheur, Ministre de la reconstitution industrielle recevait de nouveau cette délégation et lui annonçait la communication prochaine d'un avant-projet sur lequel la C. G. T. serait appelée à discuter (2).

Le 21 janvier, M. Jouhaux, secrétaire confédéral, donna lecture à la Commission administrative de la C. G. T. de l'avant-projet gouvernemental et une commission fut nommée qui devait fournir un rapport le 26 (3).

A la séance du 26 janvier l'avant-projet fut examiné avec soin et modifié dans diverses parties.

Nous croyons utile de reproduire le texte gouvernemental en mettant en regard les corrections demandées par la C. G. T. (4) :

(1) V. I. O. S., n° 86.

(2) V. I. O. S. n° 89.

(3) V. I. O. S., n° 92.

(3) V. I. O. S. n° 108.

Texte gouvernemental

ARTICLE PREMIER. — Les articles 6, 7 et 8 du Livre II du Code du travail sont modifiés ainsi qu'il suit :

ART. 6. — Dans tout établissement industriel ou commercial, ou dans ses dépendances, de quelque nature qu'il soit, public ou privé, laïque ou religieux, même s'il a un caractère d'enseignement professionnel (1) ou de bienfaisance, la journée des employés et ouvriers hommes, femmes ou enfants, ne peut excéder huit heures de travail effectif.

Toutefois, dans les établissements occupant moins de vingt-cinq ouvriers où la production normale se fait par engins mécaniques et dans les autres établissements occupant moins de cinquante ouvriers, cette durée peut être de neuf heures.

La journée pourra être augmentée d'une heure pendant cinq jours de la semaine et corrélativement ramenée le samedi ou le lundi à quatre heures, pour toute une partie de l'année, de manière à assurer suivant la nature des professions le repos de l'après-midi du samedi ou celui de la matinée du lundi. Les conditions de cette dérogation seront fixées, dans chaque région et pour chaque profession, par des règlements d'administration publique qui se référeront aux accords conclus ou aux discussions poursuivies entre les organisations patronales et les organisations ouvrières.

Corrections demandées par la C. G. T.

(1) Ajouter d'*assistance*.

Paragraphe supprimé.

Sans modifications.

Exceptionnellement, dans les professions où le travail est coupé de longs repos réels, sans que l'ouvrier ou l'employé puisse quitter l'établissement ou le lieu de travail, par exemple dans certains services de l'exploitation des chemins de fer, la conduite des voitures de place, l'industrie hôtelière, les très petits magasins de vente au détail, la durée maxima de travail effectif sera remplacée par une durée maxima de présence ou de service, tenant compte de l'ensemble des repos réels. Les conditions de cette dérogation seront fixées pour les professions intéressées par un règlement d'administration publique qui se référera aux accords conclus ou aux discussions poursuivies entre les organisations patronales et les organisations ouvrières.

Paragraphe supprimé.

ART. 7. — Chaque établissement pourra sur simple préavis, pour faire face à des nécessités exceptionnelles, prolonger de deux heures la durée du travail effectif indiquée à l'article 6. Le nombre annuel de ces heures supplémentaires ne pourra excéder cent vingt.

Les heures supplémentaires seront payées 10 % au moins en sus du tarif des heures normales pour le travail au temps et donneront droit à une majoration équivalente pour le travail aux pièces.

Chaque établissement pourra (sur simple préavis adressé quarante-huit heures à l'avance à l'inspecteur du travail et sauf opposition de sa part, cet avis affiché aux portes de l'établissement qui ouvrent sur la rue), et seulement pour faire face à des nécessités exceptionnelles, prolonger de deux heures la durée du travail effectif indiquée à l'article 6. Le nombre annuel de ces heures supplémentaires ne pourra excéder soixante. Les heures supplémentaires seront payées 50 % au moins, quand elles seront exécutées de 6 heures à 20 heures et 100 % quand elles seront exécutées de 20 heures à 6 heures en sus du tarif des heures normales pour le travail au temps et donneront droit à une majoration équivalente pour le travail aux pièces.

ART. 8. — Des règlements d'administration publique détermineront :

1° Les conditions dans lesquelles sera établi, affiché et pourra être modifié un horaire du travail journalier déterminant les heures en dehors desquelles le travail est interdit, ainsi que les conditions du préavis prévues à l'article 7, paragraphe 1 ;

Sans modifications.

2° Les exceptions qu'il est nécessaire d'apporter à l'horaire et exceptionnellement à la durée fixée à l'article 6 pour les cas d'accident, de force majeure, pour les travaux nécessaires à la défense nationale, ainsi que pour certains travaux préparatoires et complémentaires.

Sans modifications.

Ajouter :

Les heures supplémentaires faites en vertu du deuxième paragraphe de l'article 8 se décomptent sur les soixante heures de dérogation annuelle prévues à l'article 7.

ARTICLE II. — L'article 9, paragraphe premier, actuellement limité aux mines de combustible est ainsi modifié :

ART. 9. — Paragraphe premier. — La journée des ouvriers occupés dans les travaux souterrains des mines de toute nature ne peut excéder la durée de huit heures.

Ajouter :

Descente, remonte et repas compris.

ARTICLE III. — Les articles 14 et 17 sont modifiés ainsi qu'il suit :

ART. 14. — Dans les établissements énumérés à l'article premier, le travail effectif des enfants, ouvriers ou apprentis, âgés de moins de 18 ans, ne peut être prolongé pendant plus de six heures, sans être coupé par un repos d'une demi-heure au moins pendant lequel le travail est interdit.

Sans modifications.

Il ne peut être prolongé pendant plus de huit heures sans être coupé, pour les enfants et les femmes, par un ou plusieurs repos dont la durée ne peut être inférieure à une heure.

Il ne peut être prolongé pendant plus de huit heures et *par application des dérogations prévues au premier paragraphe de l'article 8* sans être coupé, pour les enfants *de plus de seize ans* et les femmes, par un ou plusieurs repos dont la durée ne peut être inférieure à une heure.

Art. 17. — Un règlement d'administration publique déterminera les catégories d'établissements ou de travaux pour lesquelles les dérogations prévues à l'article 7 ne seront point applicables aux enfants et aux femmes.

Sans modifications.

ARTICLE IV. — La dernière phrase de l'article 23 est supprimée et l'article 27 du livre II du Code du travail est modifié ainsi qu'il suit :

ART. 27. — Par dérogations aux articles 20 et 21, le travail des enfants et des femmes est autorisé de cinq heures du matin à dix heures du soir ou de quatre heures du matin à neuf heures du soir quand il est réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de huit heures chacun.

Sans modifications.

MESURES TRANSITOIRES

ARTICLE V. — La présente loi sera applicable trois mois après sa promulgation.

Sans modifications.

Toutefois, les maxima de durée du travail effectif fixés à l'article 6 seront augmentés d'une heure jusqu'à la mise en application d'une convention internationale les rendant obligatoires dans les principaux pays concurrents. Il en sera de même pour les mines autres que les mines de combustible.

Paragraphe supprimé.

ARTICLE VI. — Le salaire des ouvriers payés à la journée ne devra pas être diminué par suite de réductions successives de la durée de travail effectif résultant de la présente loi ; le salaire des ouvriers payés à l'heure ou aux pièces devra être modifié de manière à ce que le prix de la journée normale ne soit pas diminué et ce, nonobstant toute convention contraire.

Sans modifications.

Le texte gouvernemental fut l'objet d'une discussion très serrée. M. Bartuel, secrétaire de la Fédération des travailleurs du sous-sol, l'examinant à son point de vue déclara qu'il n'apportait aux mineurs des mines de combustible aucun avantage nouveau puisque ceux-ci bénéficiaient déjà de la journée de huit heures. Il exposa leur principale revendication qui consistait à demander l'incorporation à la durée du travail du temps de la descente, de la remonte et du repas léger fait à l'intérieur de la mine. Il obtint satisfaction et l'article 9 fut complété in fine.

La principale critique des membres de la Commission administrative de la C. G. T. porta sur le principe des dérogations. Le grand argument ouvrier de la production fut à nouveau mis en avant ; ce fut surtout M. Bartuel qui le développa : « Toutes les » dérogations, y compris celle prévue pour le cas de la défense » nationale, sont inadmissibles parce que partant d'un point » de vue erroné, qui consiste à dire que la production doit diminuer du fait que la durée du travail quotidien se trouve ramenée » à sa limite normale... Les dérogations sont un encouragement » à la routine. C'est une barrière au modernisme et à toute trans-

» formation rapide des conditions du travail dans tous les domaines de la vie économique ».

Le paragraphe concernant les petits établissements et leur permettant de faire travailler les ouvriers pendant neuf heures, fut supprimé. Il en fut de même des dispositions concernant les établissements dans lesquels les employés et les ouvriers bénéficient de longs repos sans quitter le lieu du travail.

En application de ce même principe les mesures transitoires qui permettaient de sauvegarder la production française devant la concurrence internationale, furent également supprimées.

Le nombre des heures supplémentaires annuelles fut réduit de cent-vingt à soixante et leur rémunération considérablement augmentée. Les heures faites en cas de force majeure ou de défense nationale seront décomptées sur le nombre d'heures supplémentaires autorisé.

Le travail des femmes et des enfants au delà de six heures et jusqu'à huit heures par jour devra être décompté dans les heures supplémentaires autorisées, pour en éviter l'abus.

M. Savoie se plaignit de ce que la semaine anglaise ne fut pas indiquée comme devant être obligatoire, mais l'énoncé du principe fut déclaré suffisant, son application devant être le résultat de l'action syndicale.

Toutes ces réserves étant faites, l'avant-projet, avec les modifications ou suppressions que nous avons reproduites, fut voté à l'unanimité et communiqué au gouvernement.

Les revendications ouvrières étant ainsi connues avec précision et condensées dans un texte, le Ministre du Travail réunit une commission mixte, composée de patrons et d'ouvriers, qui devait

discuter sur les modalités d'application de la journée de huit heures et rédiger, après entente, un projet de loi que le gouvernement s'engageait à présenter aux Chambres.

Les délégations ouvrières et patronales siégèrent au sein de la Commission des traités internationaux du travail au Ministère du Travail (1). Cette commission était présidée par le Ministre du Travail et comprenait les membres suivants :

Le Ministre de la Reconstitution industrielle, vice-président ; trois sénateurs ; sept députés ; les deux vice-présidents (patron et ouvrier) du Conseil supérieur du travail ; le président de la Chambre de commerce de Paris ; le Secrétaire général de la C. G. T. ; deux fonctionnaires du Ministère du Travail ; deux fonctionnaires du Ministère des Affaires étrangères ; un fonctionnaire de chacun des ministères ou services suivants : Intérieur, Commerce, Agriculture, Reconstitution industrielle, Marine marchande ; quatorze délégués patronaux représentant les diverses branches d'activité du pays (mines, forges, constructions mécaniques et électriques, industries textiles, chaudronnerie et fonderie, produits chimiques, verreries, alimentation, bâtiment et travaux publics, librairie, agriculture, industrie des cuirs et peaux, syndicat des armateurs) ; douze délégués ouvriers représentant les travailleurs de ces industries (produits chimiques, métaux, habillement, inscrits maritimes, livre, textile, alimentation, tonnellerie, sous-sol, chemins de fer,

(1) La commission des traités internationaux du travail fut convoquée en février 1919 par le Ministre du Travail qui devait la consulter sur les textes soumis à l'examen de la commission de législation internationale du travail de la Conférence de la Paix. V. *Journal Officiel*, 8 sept. 1919, Chambre, p. 4.385.

broderie, verrerie) ; deux secrétaires généraux adjoints de la C. G. T. Cette commission comprenait donc 53 membres. Elle tint Séance au cours des mois de mars et avril 1919.

La C. G. T. ne borna pas son action à des conversations avec le gouvernement et aux discussions de la Commission des traités internationaux du travail. Elle envoya également des délégations à la Chambre des Députés et au Sénat.

Le 16 janvier 1919 la commission administrative de la C. G. T. fut entendue par la commission sénatoriale de codification des lois. ouvrières, à laquelle elle exposa les revendications unanimes des travailleurs : parmi celle-ci figurait la journée de huit heures (1).

Le 4 mars, une délégation de la C. G. T. se rendit auprès de la commission du travail de la Chambre des Députés pour l'entretenir spécialement de la question des huit heures. M. Jouhaux, secrétaire général exposa la situation internationale, il indiqua que la journée de huit heures s'imposait en France comme à l'étranger et que les travailleurs étaient résolus à l'obtenir.

Entre temps, M. Renaudel, député, avait déposé sur le bureau de la Chambre des députés, une proposition de loi *sur l'application généralisée à l'industrie et au commerce de la journée de huit heures et de la semaine anglaise*. Cette proposition était contresignée par MM. Lucien Voilin, Joseph Lauche et Albert Thomas, députés. La commission du travail en fut saisie le 28 janvier 1919 et désigna comme rapporteur M. Justin Godart, l'un de ses vice-présidents.

En voici le texte :

(1) V. I. O. S. n° 91.

ARTICLE PREMIER

Le chapitre II (Durée du travail) du titre premier du livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale est modifié comme suit :

ART. 6. — La journée des ouvriers et ouvrières dans les manufactures, usines, ateliers et chantiers publics ou privés ne peut pas excéder huit heures de travail effectif.

ARTICLE 2

Le repos hebdomadaire prescrit par l'article 33 du livre II du Code du Travail comprendra, en plus du dimanche pour les ouvriers et les ouvrières visés à l'article premier, l'après-midi du samedi.

ARTICLE 3

La diminution des heures de travail provenant de l'application des articles 1 et 2, ne devra, en aucun cas, entraîner une diminution de salaires.

Les bordereaux de salaires, les tarifs professionnels seront en conséquence, relevés par les commissions mixtes départementales ou par accord entre les syndicats ouvriers et patronaux.

ARTICLE 4

Les dérogations aux dispositions des articles 1 et 2 reconnues indispensables en raison de la nature des industries, des besoins du travail dans les diverses saisons et en cas de force majeure, seront accordées par décret du Ministre du Travail après accord constaté entre les syndicats ouvriers et patronaux de la profession et de la région intéressée.

ARTICLE 5

Il n'est porté aucune atteinte aux conventions et aux usages équivalents à des conventions qui, dans certaines industries, ont fixé ou fixeraient pour la journée et pour la semaine de travail une durée inférieure à celle fixée par les articles 1 et 2.

ARTICLE 6

La durée maximum de la journée de Travail fixée aux articles 7, 14, 18 et 23 du livre II du Code du travail est ramenée à huit heures.

Tout contrat, convention, règlement contraire à la présente loi sera considéré comme nul et non avenue.

Il est à remarquer que cette proposition ne concerne pas le commerce, en dépit de son titre. C'est pourquoi M. Paul Aubriot, député, a présenté deux amendements destinés à étendre la mesure proposée aux établissements commerciaux. Ces deux amendements concernaient les articles 1 et 2 et les modifiaient de la manière suivante :

ARTICLE PREMIER

L'article 6 du livre II du Code du Travail est modifié ainsi qu'il suit :

« Dans tout établissement industriel ou commercial, ou dans ses dépendances, de quelque nature qu'il soit, public ou privé, laïque ou religieux, même s'il a un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, dans les chantiers publics ou privés, la journée des ouvriers et employés des deux sexes ne peut pas excéder huit heures de travail effectif ».

ARTICLE 2

Le repos hebdomadaire prescrit par l'article 33 du livre II du Code du Travail comprendra, en plus du dimanche pour les ouvriers et *employés des deux sexes* visés à l'article premier de la présente loi, l'après-midi du samedi.

L'article 1 reproduit, par l'énumération des établissements assujettis, le texte de l'avant-projet gouvernemental qui, d'ailleurs, est lui-même calqué sur la loi du 13 juillet 1906 concernant le repos hebdomadaire (Code du Travail, livre II, article 30).

L'article 2 étend simplement la semaine anglaise aux employés.

Ces amendements ne faisaient que préciser la pensée des signataires de la proposition Renaudel, qui était certainement d'appliquer la journée de huit heures aux employés (le titre le prouve). Mais, en matière de législation, la clarté du texte est une qualité primordiale et on ne saurait jamais trop préciser.

Le rapport concernant cette proposition, fait au nom de la Commission du travail de la Chambre par M. Justin Godart, a été annexé au procès-verbal de la séance du 31 mars 1919 (1) mais il n'a pas été publié par suite du dépôt du projet gouvernemental.

A la commission mixte des traités internationaux du travail les discussions se poursuivirent entre délégués patronaux et ouvriers au cours du mois de mars 1919. Les délégués ouvriers présentèrent les revendications des organisations ouvrières qu'ils représentaient, refirent l'historique de la question et exposèrent les raisons qui, à leur avis, rendaient les huit heures inévitables.

(1) Chambre des Députés, n° 5924.

D'après M. Justin Godart, qui faisait partie de la commission, les discussions ont été passionnées, parfois rudes et à la limite de la rupture. Cependant une grande bonne volonté et l'esprit de conciliation ont dominé les débats (1).

Ce fut au cours de la séance du 2 avril que les membres patronaux déposèrent l'important document de protestation contre les huit heures, dont nous avons reproduit une grande partie en examinant la situation internationale. Ce document dénonçait l'application des huit heures comme étant une expérience économique redoutable et signalait, afin de dégager les responsabilités patronales, l'erreur économique qu'à leur avis, on allait commettre.

Le Ministre de la Reconstitution industrielle est alors intervenu pour affirmer que cette déclaration n'exprimait pas l'opinion de tous les patrons, et que des chefs d'importantes entreprises industrielles lui avaient fait savoir qu'après expérience, ils étaient acquis à la journée de huit heures (2).

Les délégués ouvriers protestèrent ensuite en affirmant que l'application des huit heures n'entraînerait pas de diminution de la production.

Les délégués patronaux restèrent au débat et prirent part à la suite de la discussion. On examina la question des délais d'application de la loi, des dérogations permanentes à accorder à certaines industries et des dérogations temporaires à admettre dans des cas spéciaux.

Les membres présents du gouvernement promirent alors de

(1) Rapport Godart, p. 9.

(2) V. I. O. S., n° 112.

préparer un texte qui s'inspirerait des délibérations de la commission. Ce texte serait discuté à la prochaine séance et le projet définitif serait alors élaboré.

L'avant-projet gouvernemental ainsi rédigé fut examiné au cours de la séance du 7 avril. Une active discussion s'engagea entre les délégués patronaux et ouvriers et certains parlementaires. On décida d'inscrire le principe des huit heures et d'en remettre l'application à des règlements d'administration publique, pris en vertu d'accords entre organisations patronales et ouvrières ou, en cas de désaccord, après avis des groupements intéressés.

Il fut en effet reconnu impossible de laisser à la loi le soin de déterminer tous les détails d'exécution : ce système aurait manqué de souplesse et n'aurait pu prévoir tous les cas d'espèce.

Dans le même ordre d'idées, on ne fixa pas de délais d'application : on en laissa le soin aux règlements d'administration publique et il fut convenu que le délai pourrait être, soit une date fixée à l'avance, soit l'accomplissement de telle ou telle condition d'ordre économique ou international (1).

Les délégations patronales et ouvrières ont, de plus, repoussé toute disposition relative aux salaires, par analogie avec la loi du 11 juin 1917 organisant la semaine anglaise dans les industries du vêtement : cette loi ne contient aucune clause concernant les salaires, mais tous les accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières pour son application ont traité en même temps la question des salaires.

(1) Voir l'exposé des motifs du projet gouvernemental.

Après cette discussion, la Commission des traités internationaux du travail adopta le texte suivant :

ARTICLE PREMIER

Le chapitre II (durée du travail) du titre premier du Code du Travail et de la Prévoyance sociale est modifié ainsi qu'il suit :

ART. 6. — La durée du travail effectif des ouvriers ou employés de l'un et l'autre sexe et de tout âge dans les entreprises de l'industrie et du commerce ne pourra excéder soit huit heures par jour, soit quarante-huit par semaine, dans les délais et conditions déterminés par les règlements d'administration publique prévus ci-après.

ART. 7. — Des règlements d'administration publique détermineront par profession, industrie ou par catégorie professionnelle, soit d'office, soit à la demande des organisations patronales ou ouvrières intéressées, les délais et conditions dans lesquels sera appliquée la limitation journalière ou hebdomadaire prévue à l'article précédent ou une limitation équivalente basée sur une autre période de temps. Ces règlements pourront être applicables soit à l'ensemble du territoire français, soit à une région déterminée.

ART. 8. — Les règlements prévus à l'article précédent devront se référer, dans les cas où il en existera, aux accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières, nationales ou régionales intéressées. Ces organisations devront, dans tous les cas, être consultées et elles devront donner leur avis dans le délai d'un mois.

ART. 9. — Les règlements d'administration publique prévus à l'article 7 détermineront notamment :

1° La région à laquelle ils sont applicables ;

2° Dans le cas où, à la limitation journalière ou hebdomadaire de la durée du travail effectif est substituée une autre limitation équivalente, la nature de cette limitation ;

3° Les délais dans lesquels la durée, actuellement pratiquée dans la profession, l'industrie ou la catégorie professionnelle considérée, sera ramenée en une ou plusieurs étapes à la limitation fixée à l'article 6 ou, le cas échéant, à la limitation équivalente prévue sous le numéro 2 ;

4° Les dérogations permanentes qu'il y aura lieu d'admettre pour les travaux préparatoires ou complémentaires qui doivent être nécessairement exécutés en dehors de la limite désignée au travail général de l'établissement, ou pour certaines catégories d'agents dont le travail est essentiellement intermittent ;

5° Les dérogations temporaires qu'il y aura lieu d'admettre à ladite limite pour permettre aux entreprises de faire face à des surcroîts de travail extraordinaires, à des nécessités d'ordre national ou à des accidents survenus ou imminents ;

6° Les mesures de contrôle des heures de travail et de repos et de la durée du travail effectif, ainsi que la procédure suivant laquelle seront accordées ou utilisées les dérogations.

ART. 10. — Les règlements prévus à l'article 7 pourront être révisés dans la même forme, soit à la demande des organisations intéressées, soit d'office. Ils devront être obligatoirement révisés lorsque les délais et conditions qui y seront prévus seront contraires aux stipulations des conventions internationales sur la matière.

ARTICLE II

Les dispositions du chapitre II actuellement en vigueur seront abrogées dans chaque région, et pour chaque profession, industrie ou catégorie professionnelle, à partir de la mise en application des règlements d'administration publique intéressant ladite profession, industrie ou catégorie professionnelle dans cette région.

Ce texte adopté par la Commission des traités internationaux du travail dans sa séance du 7 avril, fut déposé le lendemain 8 avril sur le bureau de la Chambre des Députés par M. Colliard, Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale. Aucune modification n'y fut apportée par le gouvernement. Devant la commission du travail de la Chambre des Députés, M. Colliard l'a appelé le projet du Monde du travail.

Ce projet, élaboré pourtant avec le concours des milieux ouvriers, fut vivement critiqué dans les organisations syndicales (1). Le principal reproche qui lui fut adressé concernait l'absence de délai pour l'application de la loi. Les organisations patronales et ouvrières consultées devaient donner leur avis dans le délai d'un mois ; outre qu'on ne fixait pas expressément le point de départ de ce délai, aucune limitation de temps n'était prévue pour l'élaboration des règlements d'administration publique.

On a comparé ce projet à l'avant-projet gouvernemental qui fut examiné par la C. G. T. en janvier 1919. Ce dernier fixait le délai d'application de la loi à trois mois après la promulgation.

* L'énumération des établissements assujettis était plus complète.

(1) V. I. O. S., n° 114.

L'article 1^{er} indiquait d'une manière explicite un mode d'organisation du travail dans la semaine destiné à favoriser l'application de la semaine anglaise.

Les conditions dans lesquelles certaines dérogations pouvaient être admises étaient nettement expliquées et les formalités de préavis nécessaire à cet effet étaient réglementées.

Enfin l'avant-projet contenait une clause relative aux salaires qui était particulièrement appréciée des milieux ouvriers.

Répondant à cette dernière critique, M. Jouhaux a fait savoir à la Commission administrative de la C. G. T. que les patrons avaient déclaré au cours des débats de la Commission mixte qu'il n'était pas dans leur esprit de diminuer les salaires en appliquant la journée de huit heures (1).

Mais sur l'ensemble du projet, M. Jouhaux a souligné le vague de ses dispositions et la Fédération des Métaux a formulé des réserves en déclarant que le projet gouvernemental « ne constituait » qu'une faible indication, et qu'il laissait la solution entière du » problème à l'action des organisations que viendront irriter des » oppositions systématiques ou des résistances de détail ».

Nous ne tiendrons pas compte de ces critiques pour le moment et nous étudierons les travaux de la Commission de la Chambre.

A partir du dépôt du projet de loi par le Gouvernement, il faut remarquer la rapidité avec laquelle les travaux furent conduits. En effet, le projet gouvernemental fut déposé le 8 avril et la loi promulguée le 23 avril.

Les délibérations de la Commission du travail de la Chambre

(1) V. I. O. S., n° 114.

ne furent pas de longue durée. La proposition Renaudel et le projet du gouvernement furent étudiés ensemble et comparativement : la Commission garda peu de choses de la proposition Renaudel et ne changea pas les grandes lignes du projet. En effet, le Ministre du Travail avait insisté sur l'origine de celui-ci qui était dû à une collaboration des organisations ouvrières et patronales ; le gouvernement n'avait voulu y apporter aucun changement. Le projet de la Commission en reproduit le plan, les dispositions essentielles et l'esprit.

M. Justin Godart qui avait été chargé d'établir un rapport sur la proposition Renaudel rédigea également le rapport sur le projet du gouvernement. Il bloqua les deux études et en fit une analyse comparative. Ce rapport, appelé rapport supplémentaire (1), fut annexé au procès-verbal de la deuxième séance du 10 avril 1919.

Quoique établi à la hâte, il étudie la question des huit heures avec quelques détails.

Il étudie en premier lieu le principe de la journée de huit heures et passe rapidement en revue la question de l'utilisation des loisirs des ouvriers et la question de la production industrielle liée au perfectionnement du machinisme. Il consacre ensuite quelques pages aux revendications ouvrières exposées notamment au comité national confédéral de la C. G. T., les 23 et 24 mars 1919, et parle de la collaboration patronale au sein de la Commission des traités internationaux du travail. Il fait mention des négociations qui se sont poursuivies pendant la Conférence de la Paix et qui ont abouti à la création de la Conférence Internationale du Travail.

(1) Chambre des Députés, n° 5980. Le premier rapport concernant la proposition Renaudel n'a pas été publié.

Il dit ensuite quelques mots de la concurrence internationale et des conditions particulières dans lesquelles se trouve la France après la guerre.

Le rapport est optimiste et délibérément favorable à la réforme.

Suit la comparaison du projet de loi, de la proposition Renaudel et du texte adopté par la Commission avec quelques observations au sujet des modifications proposées.

Le rapport demande enfin le vote rapide du projet tel qu'il est présenté.

En annexe sont publiés la plupart des textes de législation étrangère sur la journée de huit heures.

La discussion à la Chambre des Députés commença le 16 avril 1919 et se poursuivit activement pendant trois séances consécutives les 16 et 17 avril. Pour l'étude de cette discussion nous emploieront la méthode de travail suivante :

Nous suivrons la division adoptée par la Chambre elle-même, en étudiant en premier lieu les discours prononcés au cours de la discussion générale et qui embrassent la question des huit heures dans son ensemble.

Pour exposer la discussion des articles avec toute la clarté nécessaire nous dresserons un tableau permettant de comparer le texte de la proposition Renaudel, le projet gouvernemental, le texte de la Commission du travail et le projet adopté par la Chambre. Nous examinerons les articles en détail, en relatant les modifications proposées au cours des séances.

La discussion devant le Sénat ne comportera pas un examen aussi détaillé puisque le projet adopté par la Chambre a été voté.

sans modifications. L'étude de la discussion générale pourra seule présenter quelque intérêt.

La fin de la deuxième séance du 16 avril (1) fut consacrée à l'étude du projet gouvernemental sur les huit heures par le ministre du travail.

M. Colliard présenta un exposé historique du projet et fit remarquer tout d'abord qu'il répondait aux revendications ouvrières proclamées depuis plus d'un demi-siècle. Il exposa la méthode employée pour l'élaboration du texte « méthode de collaboration » entre organisations patronales et ouvrières au sein de la Commission des traités internationaux du travail » et fit valoir les avantages de la réforme pour l'éducation ouvrière et l'organisation de l'apprentissage.

Il étudia ensuite la répercussion des huit heures sur le rendement et émit l'espoir que celui-ci ne serait pas diminué ; il dit quelques mots de la législation internationale et des accords en préparation dans l'industrie.

Une courte discussion s'engagea sur la question des salaires que le ministre préférait ne pas voir régler par un texte. Puis M. Colliard passa à l'économie du projet dont il fit valoir la souplesse d'application et il fit remarquer que le texte était inspiré des nombreux textes déjà existants. Il termina son discours en demandant à la Chambre de voter le projet d'urgence et sans y apporter de modifications, en insistant particulièrement sur ce fait que le texte proposé avait réalisé un accord entre les organisations patronales et ouvrières consultées.

(1) V. *Journal Officiel*, 17 avril 1919, Chambre, p. 2018.

La discussion proprement dite commença lors de la première séance du 17 avril 1919. M. Albert THOMAS prononça un important discours que nous nous efforcerons de résumer ainsi :

La loi qui va être votée est l'aboutissement naturel des revendications ouvrières formulées depuis 1840 ; la réforme paraît mûre et le grand mouvement révolutionnaire qui s'est emparé de l'Europe n'y est pas étranger. En France même les idées ont évolué en même temps que les organisations ouvrières se développaient.

Beaucoup de patrons ont reconnu la nécessité d'un perfectionnement important de l'outillage et d'une nouvelle organisation du travail commandés eux-mêmes par le bon état de la main-d'œuvre : ils en sont venus à admettre les courtes journées de travail. Une certaine opposition s'est cependant manifestée et s'est fait jour notamment à la Commission des traités internationaux du travail, où la délégation patronale a fait des réserves.

Cette opposition met en jeu la question de la production qui serait compromise par les huit heures. Mais la nécessité de la reconstitution nationale nous oblige à de grands perfectionnements aussi bien dans les machines que dans les méthodes de travail. Le rendement demandé à l'ouvrier sera tel qu'on ne pourra pas lui imposer à la fois un effort d'intensité et un effort de durée. Les courtes journées s'imposent.

D'ailleurs les milieux ouvriers ont, au plus haut point, le souci de la production et ce souci, traduit par des déclarations votées dans les Congrès syndicaux, étonne même nos alliés.

Le perfectionnement du machinisme et la meilleure organisation du travail permettront de récupérer de la main-d'œuvre et de la

répartir dans les différentes branches d'industrie qui pourront en manquer ; d'autre part la journée de huit heures permettra d'utiliser le travail des femmes ; donc meilleure utilisation du travail et augmentation du nombre des travailleurs. Enfin la qualité du travail sera améliorée par les meilleures conditions de vie permises à l'ouvrier, surtout si l'Etat comprend nettement son rôle, notamment dans la question des habitations salubres et à bon marché.

L'orateur fit ensuite ressortir la particularité essentielle du projet dont l'exécution est remise entièrement entre les mains du Conseil d'Etat, mais il exprima sa confiance basée sur ce fait que les organisations ouvrières avaient assez de puissance pour faire respecter le principe des huit heures et assurer son application intégrale. Il termina son discours en affirmant que l'heure était favorable aux expériences et qu'il fallait profiter du bouleversement général pour assurer au pays une rénovation totale et satisfaire les aspirations des travailleurs.

M. POTTEVIN examine ensuite la loi de huit heures au strict point de vue de l'hygiène sociale. La courte journée de travail permettra une vie plus saine à la condition toutefois que l'ouvrier ait un logis habitable et aéré : on peut espérer qu'ainsi les foyers de tuberculose disparaîtront. Des études devront également être entreprises pour que la nouvelle organisation du travail n'aboutisse pas à surmener l'ouvrier et ne lui enlève ainsi le bénéfice que la réforme lui procurerait par ailleurs.

M. TOURNADE affirma que les huit heures venaient à leur heure, mais il émit quelques doutes sur la possibilité de regagner le déficit de la production par une meilleure organisation du travail

ou un perfectionnement du machinisme. Il proclama enfin la nécessité de protéger l'ouvrier contre une réduction éventuelle des salaires, par application de la réduction de la journée de travail.

M. Louis DUROIS se montra partisan de la réforme, mais demanda qu'on agisse avec prudence dans son application et qu'on laisse toujours la porte largement ouverte aux discussions entre les intéressés et le gouvernement, celui-ci devant surtout s'efforcer de maintenir l'harmonie nécessaire à la bonne marche de la production.

La caractéristique de ce débat, outre la rapidité avec laquelle il fut mené, fut qu'aucune opposition de principe ne se manifesta contre les huit heures. Tous les partis de la Chambre se montrèrent d'accord pour accepter la réforme et faire confiance à l'avenir.

La discussion des articles, un peu touffue, demande surtout à être examinée avec ordre. Nous suivrons donc la méthode que nous avons exposée et qui consiste à comparer les différents textes proposés avec le texte voté, en donnant toutes les explications nécessaires.

Nous serons amenés à intervertir quelquefois l'ordre des paragraphes pour pouvoir les comparer car ils ne traitent pas les mêmes matières sous les mêmes numéros.

PROPOSITION RENAUEDEL	PROJET DE LOI	TEXTE de la COMMISSION	TEXTE ADOPTÉ
ART. I. — Le chapitre II (Durée du travail) du titre premier du livre II du Code du Travail et de la Pré- voyance sociale est modifié comme suit :	Id.	Id.	Id.

Le chapitre II du titre premier du livre II du Code du travail comprend trois sections consacrées à la durée du travail. La Section Première traite la question en général, la Section II s'applique spécialement aux travaux souterrains, et la Section III concernant les femmes et les enfants.

La réforme projetée modifiant les dispositions générales s'appliquait donc automatiquement aux travaux souterrains et au travail des femmes et des enfants. C'était une importante modification apportée à la loi puisque la réglementation de la durée du travail qui résultait du texte pouvait désormais être modifiée par un simple règlement d'administration publique.

Les ouvriers mineurs se sont émus de cet état de choses et ont fait savoir qu'ils tenaient essentiellement à ce que leur situation fût réglée par un texte de loi formel et non soumise à des interprétations susceptibles de variation. M. Durafour, député, avait déposé peu de temps auparavant devant la Chambre une proposition de loi modifiant spécialement la deuxième section du chapitre II du titre premier du livre II du Code de travail : cette proposition accueillait les revendications des mineurs en ce sens qu'elle les ratifiait par un texte précis. Ces revendications consistaient à comprendre dans le calcul des huit heures de travail le temps des descentes et remontées ainsi que le repos pris dans la mine par les ouvriers et que ceux-ci consacrent à un petit repas froid appelé « briquet ».

Cette question soulevée par la rédaction de l'article 1^{er} du projet en discussion a été exposée devant la Chambre par MM. Valette et Léon Perrier. Ce dernier avait même déposé un amendement destiné à soustraire les mineurs aux conséquences des règlements d'administration publique et ainsi conçu :

ARTICLE I. — *Les sections première et troisième* du chapitre II (Durée du Travail) du titre premier du Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale sont modifiées comme suit :

M. Léon Perrier demanda au Ministre du travail s'il prenait l'engagement de faire aboutir rapidement la proposition Durafour qui donnait aux mineurs les satisfactions qu'ils demandaient, et il ajouta que, dans l'affirmative, il retirait son amendement.

Le Ministre du Travail prit l'engagement d'appuyer la réforme et il ajouta que des pourparlers allaient prochainement s'engager entre les ouvriers mineurs et les représentants des houillères pour déterminer les conditions d'application de la journée de huit heures. « Dès que les accords seront intervenus, dit-il, le règlement d'administration publique prévu par la présente loi, les sanctionnera ».

Dans ces conditions M. Léon Perrier retira son amendement et la question fut résumée en ces termes par M. A. Thomas :

« Il y a intérêt à laisser les mineurs, compris dans la loi d'en-
» semble, attendre le résultat des négociations actuellement enga-
» gées. Ou bien la négociation aura dépassé la loi actuelle en ce
» qui concerne la durée du travail, et dans ce cas nous pourrons,
» pour répondre aux vœux de la corporation des mineurs, deman-
» der que ces garanties soient consacrées par la loi, ou bien elle ne
» leur donnera pas satisfaction et, à plus forte raison, nous revien-
» drons, nous, à la loi.

» Je conclus donc, d'accord, je crois, avec mes collègues, qu'il y
» a lieu de les laisser compris dans la loi générale avec l'engage-
» ment formel du Gouvernement que la garantie accordée anté-
» rieurement aux mineurs sera maintenue et consacrera l'accord
» qui va intervenir ».

Le premier paragraphe fut adopté.

PROPOSITION RENAUEL	PROJET DE LOI	TEXTE DE LA COMMISSION	TEXTE ADOPTÉ
La journée des ouvriers et ouvrières dans les manufactures, usines, ateliers et chantiers publics ou privés ne peut pas excéder huit heures de travail effectif.	Chapitre II. — (Durée du travail). ART. 6. — La durée du travail effectif des ouvriers ou employés de l'un et l'autre sexe et de tout âge dans les entreprises de l'industrie et du commerce ne pourra excéder soit huit heures par jour, soit quarante-huit heures par semaine, dans les délais et conditions déterminées par les règlements d'administration publique ci-après.	Chapitre II. — (Durée du travail). ART. 6. — Dans les établissements industriels et commerciaux ou dans leurs dépendances, de quelque nature qu'ils soient, publics ou privés, laïques ou religieux, même s'ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, la durée du travail effectif des ouvriers et employés de l'un et l'autre sexe et de tout âge, ne peut excéder, soit huit heures par jour, soit quarante-huit heures par semaine, soit une limitation équivalente établie sur une période de temps autre que la semaine.	id.

Le texte de la Commission, bien plus complet que celui de la proposition Renaudel, reproduit pour l'énumération des établissements assujettis, la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, ainsi que M. Aubriot l'avait fait dans son amendement à la proposition Renaudel. Le rapport de M. Godart indique que les termes de la loi du 13 juillet 1906 ont été empruntés parce qu'ils englobent le plus largement possible les établissements à assujettir. Et il ajoute (1) : « Ils visent non seulement toute l'industrie, y compris les entreprises de transport par chemins de fer ou par eau qui n'ont un régime spécial de repos hebdomadaire que parce que la loi les excepte expressément du régime général, mais aussi tout le commerce... »

Ce texte, tout en posant le principe de la journée de huit heures, permet de l'appliquer avec une élasticité suffisante en répartissant les heures de travail, non seulement sur la semaine, ainsi que le faisait le projet du gouvernement, mais encore sur toute période de temps autre que la semaine. Il établit le système des moyennes qui permet d'aménager les huit heures sur une décade, un mois, ou même une année.

La moyenne établie par semaine permet le repos de l'après-midi du samedi en augmentant le nombre des heures de travail des autres jours.

Notons que parmi les établissements assujettis ne figurent pas le terme « établissements ayant un caractère d'assistance ». Cette adjonction qui avait été demandée par la commission administrative de la C. G. T. lors de l'examen de l'avant-projet gouver-

(1) Page 17.

nemental, n'a pas été admise par la Commission du travail qui a jugé que les établissements d'assistance rentraient dans la catégorie des établissements de bienfaisance.

M. Nouhaud a présenté un amendement présentant la rédaction suivante :

ART. 6. — La durée du travail effectif des ouvriers ou employés de l'un et l'autre sexe et de tout âge dans les entreprises de l'industrie et du commerce ne pourra excéder huit heures par jour *avec une interruption de une ou deux heures selon la région et l'intensité du travail.*

Cet amendement ne fut pas maintenu par son auteur à qui M. Groussier, président de la Commission et M. Godart, rapporteur firent successivement remarquer que la loi ne parle pas de huit heures consécutives de travail, que la question des repos devait se régler par accords entre patrons et ouvriers et que les législations étrangères qui donnent des précisions à ce sujet n'ont pas le caractère souple du texte proposé qui laisse aux intéressés eux-mêmes le soin d'établir les horaires de repos, comme toutes les autres modalités du travail.

Les amendements de M. Aubriot, dont nous avons parlé en même temps que nous examinions la proposition Renaudel, ont été incorporés au texte de la Commission. Ce dernier, en effet, est applicable aux employés de commerce et, d'autre part, le repos de l'après-midi du samedi a été rendu possible par la méthode des moyennes des heures de travail appliquée à la semaine.

L'amendement présenté par MM. Mauger, Emile Dumas, Potevin et Pierre Rameil, avait pour but d'appliquer la journée de

huit heures à l'agriculture. Il complétait la première partie de l'article 6 de la manière suivante :

«..... même s'ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, *ainsi que dans tous les travaux forestiers, agricoles et viticoles*, la durée du travail effectif,..... »)

Le rapport de M. Godart parle incidemment des travailleurs agricoles au sujet du calcul de la journée de huit heures envisagé dans une vaste période. Il dit que « l'expérience de ce régime permettra sûrement d'arriver pour les ouvriers agricoles à la protection légale qu'ils réclament ».

M. Maurice Valette a demandé des précisions à ce sujet en faisant remarquer que la loi de huit heures était applicable dès maintenant aux travailleurs agricoles et que si on les écartait de la loi en discussion, c'était uniquement parce qu'ils n'étaient pas organisés assez puissamment pour se faire craindre.

M. Mauger soutint son amendement et assimila le prolétariat agricole au prolétariat industriel. Les conditions particulières des exploitations agricoles soumises aux circonstances atmosphériques et aux saisons ne seraient pas selon lui un obstacle puisque la loi en discussion non seulement permet de calculer la journée moyenne de travail sur un long espace de temps, mais encore autorise l'emploi des dérogations et des heures supplémentaires.

M. de Monzie fit alors remarquer que le projet de loi était le résultat de l'effort syndical ouvrier et que son application reposait essentiellement sur des accords entre patrons et ouvriers. La loi suppose donc l'existence d'assemblées paritaires qui n'existent malheureusement qu'à l'état embryonnaire dans le monde agricole.

Applicable à l'agriculture, la loi resterait lettre morte et introduirait le désordre, l'incohérence et l'arbitraire.

Après une discussion avec le Ministre du Travail et M. J. Godart, les auteurs de l'amendement consentirent à accepter sa disjonction à condition que la Commission du travail, immédiatement saisie, s'engage à rapporter rapidement la question d'accord avec le gouvernement et la commission de l'agriculture.

L'examen du projet de loi continua le même jour pendant la séance de l'après-midi et M. Brousse présenta un amendement ainsi conçu à l'article 6 :

«..... même s'ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, *dans les administrations et services publics*, la durée du travail effectif des ouvriers ou employés.... »

M. Brousse avait déposé cet amendement pour répondre à une observation du rapporteur : celui-ci avait, en effet, déclaré que les fonctionnaires n'étaient pas visés par le texte présenté. L'auteur soutint son texte en faisant remarquer que les fonctionnaires étaient nombreux et travaillaient relativement peu, et que les obliger à faire huit heures de travail serait une occasion de réduire leur nombre, et par conséquent, de faire des économies.

Mais le Ministre du Travail fit remarquer avec raison que la loi projetée établissait un maximum légal de la durée du travail et non un minimum, et que l'amendement même voté serait inopérant. Il fut soutenu par M. Albert Thomas et par la Commission du travail qui demanda la disjonction. La disjonction fut votée à une très grosse majorité.

Après quelques observations de détail l'ensemble de l'article 6 fut adopté.

PROPOSITION RENAUDEL	PROJET DE LOI	TEXTE DE LA COMMISSION	TEXTE ADOPTÉ
ART. 4. — Les dérogations aux dispositions des articles 1 et 2, reconnues indispensables en raison de la nature des industries, des besoins du travail dans les diverses saisons et en cas de force majeure, seront accordées par décret du Ministre du Travail après accord constaté entre les syndicats ouvriers et patronaux de la profession et de la région intéressées.	ART. 7. — Des règlements d'administration publique détermineront par profession, par industrie ou par catégorie professionnelle, soit d'office, soit à la demande des organisations patronales et ouvrières intéressées, les délais et conditions dans lesquels sera appliquée la limitation journalière ou hebdomadaire prévue à l'article précédent ou une limitation équivalente basée sur une autre période de temps. Ces règlements pourront être applicables soit à l'ensemble du territoire français soit à une région déterminée.	ART. 7. — Des règlements d'administration publique détermineront par profession, par industrie, par commerce ou par catégorie professionnelle, pour l'ensemble du territoire ou pour une région, les délais et conditions d'application de l'article précédent. Ces règlements sont pris, soit d'office, soit à la demande d'une ou plusieurs organisations patronales ou ouvrières, nationales ou régionales intéressées. Dans l'un et l'autre cas, les organisations patronales et ouvrières intéressées devront être consultées ; elles devront donner leur avis dans le délai d'un mois. Ils sont révisés dans les mêmes formes.	Id.
ART. 8. — Les règlements prévus à l'article précédent devront se réfé-	ART. 8. — Les règlements prévus à l'article précédent devront se réfé-		

rer, dans les cas où il en existera, aux accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières, nationales ou régionales intéressées. Ces organisations devront, dans tous les cas, être consultées, et elles devront donner leur avis dans le délai d'un mois.

ART. 10. — Les règlements prévus à l'article 7 pourront être révisés dans la même forme soit à la demande des organisations intéressées, soit d'office. Ils devront être obligatoirement révisés lorsque les délais et conditions qui y seront prévus seront contraires aux stipulations des conventions internationales sur la matière.

Ces règlements devront se référer dans les cas où il en existera, aux accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières, nationales ou régionales intéressées.

Id.

Ils devront être obligatoirement révisés lorsque les délais et conditions qui y seront prévus seront contraires aux stipulations des conventions internationales sur la matière.

Le texte de la Commission a condensé les articles 7, 8 et 10 du projet de loi ; il contient les mêmes règles mais il n'indique cependant pas la possibilité de révision des règlements d'administration publique par les organisations intéressées ou par le Gouvernement. Il est plus complet que le texte de la proposition Renaudel qui sanctionne les accords existant entre les organisations patronales et ouvrières par un simple décret du Ministre du Travail et qui n'envisage pas le cas où l'accord des intéressés ne pourrait se faire.

Le texte de la Commission fut adopté sans aucune discussion par la Chambre. On peut dès maintenant remarquer qu'il étend à toutes les industries ou branches d'activité une innovation qui avait été réservée jusqu'ici aux industries du vêtement bénéficiant de la semaine anglaise (1) : l'application de la loi laissée aux intéressés sous le contrôle du Ministre du Travail. — Le règlement d'administration publique, qui interviendra même pour une région, sera pris à la suite de la consultation des organisations patronales et ouvrières. Il faut noter ici une interprétation intéressante de la Commission qui pense que le refus de l'avis par une organisation quelconque consultée équivaut à un acquiescement aux propositions faites (2).

(1) Loi du 11 juin 1917.

(2) Rapport Godart, p. 19.

de repos et de la durée du travail effectif, ainsi que la procédure suivant laquelle seront accordées ou utilisées les dérogations ; 1° La région à laquelle ils sont applicables.	7° Id.	Id.
ART. 3. — La diminution des heures de travail provenant de l'application des articles 1 et 2 ne devra en aucun cas entraîner une diminution des salaires. Les bordereaux de salaires, les tarifs professionnels, seront en conséquence révisés par les commissions mixtes départementales ou par accord entre les syndicats ouvriers et patronaux.	8° La fixation des salaires sans qu'ils soient inférieurs aux salaires payés au jour de la promulgation de la présente loi et du tarif des heures supplémentaires prévues aux paragraphes 4 et 5.	ART. II. — La réduction des heures de travail ne pourra, en aucun cas, être une cause déterminante de la réduction des salaires. Toute stipulation contraire est nulle et de nul effet.

L'article 8 du texte de la Commission reproduit presque complètement l'article 9 du projet de loi et reprend dans ses premier et deuxième alinéa une partie de l'article 7 de ce même projet, relative à la limitation journalière ou hebdomadaire de la durée du travail. Il indique la possibilité d'application de la semaine anglaise, sans aller, comme M. Renaudel, jusqu'à l'obligation. Il tient compte des amendements que M. Aubriot avait présentés à la proposition Renaudel puisqu'il assujettit les établissements de commerce.

Enfin, dans son huitième alinéa, il répond à l'article 3 de la proposition Renaudel par l'affirmation du principe que les salaires ne doivent pas être réduits du fait de l'application des huit heures et il laisse aux règlements d'administration publique le soin de fixer les salaires et tarifs professionnels.

Quelques observations furent présentées lors de la discussion de cet article.

M. François Fournier demanda le renforcement du corps des Inspecteurs du Travail nécessité par le contrôle de l'application de l'article. Le Ministre du Travail prit l'engagement de faire tous ses efforts aussi bien au point de vue du recrutement des inspecteurs qu'au point de vue de l'amélioration de leur situation et de leur nombre.

M. Emile Dumas fit remarquer que l'obtention des dérogations n'était pas subordonnée à une augmentation du salaire des heures supplémentaires, mais la commission du travail expliqua que cette discussion était laissée à l'action ouvrière organisée.

M. Josse demanda enfin au Ministre de favoriser le plus possible les heures supplémentaires.

Les sept premiers alinéas de l'article 8 ne donnèrent pas lieu à une vive discussion.

M. Chassaing demanda simplement qu'on ajoute au deuxième alinéa une disposition concernant les employés qui auraient reporté leur jour de repos pour en bénéficier en bloc et qui auraient été congédiés avant d'avoir pu en jouir. M. Godard lui fit remarquer que la loi ne pourrait tenir compte de tous les cas d'espèce qui seraient examinés par les règlements d'administration publique.

L'alinéa 8 fournit l'occasion de vives controverses.

Deux amendements de M. Ribeyre et de M. Sibille tendaient à la suppression pure et simple de cet alinéa. La thèse exposée par M. Ribeyre était la suivante :

Au point de vue grammatical, l'alinéa 8 signifie :

« En tout état de cause, jamais, postérieurement à la promulgation de la loi, les salaires ne pourront être abaissés à un taux inférieur au taux actuel, quelles que soient les conditions de la vie ».

Cette interprétation irait à l'encontre de la loi économique de l'offre et de la demande : en effet, les hauts salaires sont une conséquence de la vie chère qui n'est elle-même qu'une crise passagère. Fixer les salaires aboutirait à fausser la production.

Mais cette interprétation grammaticale du texte de l'alinéa 8 ne semble pas refléter la pensée de la commission qui serait plutôt celle-ci :

« Ce que nous ne voulons pas, c'est que le patron profite de la réduction de la durée légale du travail à huit heures, pour faire subir au salaire une réduction correspondante qui ne trouverait sa base que dans la réduction de la durée du travail ».

M. Ribeyre propose donc de supprimer purement et simplement

l'alinéa 8 en attendant qu'une nouvelle rédaction fasse apercevoir le véritable désir de la commission.

Un nouvel amendement fut alors présenté par MM. Albert Thomas, Renaudel, Lauche et Voilin, tendant à rédiger l'alinéa 8 de la manière suivante :

« 8° Les modalités par lesquelles le salaire de la journée réduite demeurera équivalent au salaire de la journée ancienne ».

M. Albert Thomas, en expliquant la signification de cet amendement déclara que les réserves de M. Ribeyre avaient leur raison d'être quant au fond, mais que ses collègues et lui tenaient essentiellement à garantir les ouvriers contre une réduction de salaire au moment de la réduction de la journée. La rédaction proposée intéresserait l'époque du changement de régime en laissant de côté toutes les variations ultérieures.

Le Ministre du Travail se déclara partisan de la suppression de l'alinéa 8 et il se basa sur ce fait que les organisations ouvrières n'avaient pas cru devoir inscrire dans le projet de loi une disposition relative à la fixation des salaires parce qu'elles se sentaient assez fortes pour empêcher toute réduction lors des discussions de détail.

M. Groussier, président de la Commission du travail, fit alors remarquer que le texte jouerait surtout quand il n'y aurait pas accord entre les organisations intéressées et qu'on ne pourrait l'abandonner qu'en ayant l'assurance que le Gouvernement et le Conseil d'Etat tiendraient compte du désir unanime de la Chambre, quand les difficultés se présenteraient. M. Parvy a d'ailleurs dit qu'il ne pensait pas que le gouvernement fût suffisamment armé pour faire respecter ce désir. — Serait-il armé suffisamment, déclara à son tour M. Sibille, que l'élaboration d'un règlement

d'administration publique sur la question des salaires ajournerait l'application de la loi. On imposerait en effet au Conseil d'Etat des recherches délicates et complexes, longues en tous cas, pour étudier les diverses modalités d'équivalence des salaires. En admettant les salaires fixés par un règlement d'administration publique, leurs variations seraient soumises à des formalités et à des recherches aussi longues que celles nécessitées par leur fixation. D'où des grèves inextricables ou une situation pénible pour l'industrie française en face de ses concurrents étrangers.

M. Albert Thomas prit de nouveau la parole pour affirmer que le Gouvernement n'était pas suffisamment armé sans l'alinéa 8 pour imposer une équivalence des salaires et qu'il importait surtout de protéger les ouvriers des professions dans lesquelles l'organisation ouvrière manquait de force.

M. Jean Lerolle émit alors l'idée, puisque les règlements d'administration publique manquaient de souplesse et risquaient de cristalliser les salaires, d'inscrire simplement dans la loi le principe de l'équivalence ; mais il recula devant une proposition positive qui n'aurait pas apporté avec elle sa sanction.

M. Colliard intervint à nouveau pour réclamer la disjonction de l'alinéa 8 quoique la Commission du travail se fut ralliée à l'amendement de M. Albert Thomas. La disjonction fut adoptée par la Chambre.

L'ensemble de l'article 1^{er} modifiant les articles 6, 7 et 8 du Code du travail fut alors adopté par la Chambre.

Mais la question des salaires n'était pas réglée pour cela et deux dispositions additionnelles furent déposées.

La première de MM. Paul Constans et Mauger était ainsi conçue :

« La réduction de la durée de la journée de travail déterminée par la présente loi, ne pourra, en aucun cas, entraîner une réduction du salaire touché au moment de la promulgation ».

La seconde de MM. Guist'hau et Aristide Briand était ainsi rédigée :

« La réduction des heures de travail ne pourra, en aucun cas, être une cause déterminante de la réduction des salaires. Toute stipulation contraire est nulle et de nul effet ».

La Commission accepta la disposition additionnelle Briand qui fut défendue par son auteur. Celui-ci reproduisit les arguments déjà portés à la tribune, sur la nécessité de protéger les ouvriers et employés contre une réduction de salaires provenant de l'application de la journée de huit heures, puis il fit observer que la rédaction proposée n'était pas susceptible de figer les salaires et laissait leurs fluctuations libres dans l'avenir. Elle empêchait simplement un patron mal intentionné d'imposer à ses ouvriers une stipulation portant réduction de leurs salaires.

Le Ministre du Travail n'en repoussa pas moins cette disposition et affirma à nouveau sa confiance dans la puissance et la bonne foi des organisations patronales et ouvrières pour maintenir les salaires antérieurs.

M. Briand rappela qu'au-dessus des accords des parties il y avait le principe de l'intervention des pouvoirs publics dont la Chambre ne pouvait pas se désintéresser et que le texte proposé donnait au Gouvernement le droit d'intervenir activement et au Conseil d'Etat le pouvoir d'établir des règlements d'administration publique légaux, puisque basés sur un texte de loi.

La disposition additionnelle fut adoptée par la Chambre et devint l'article II.

PROPOSITION RENAUDEL	PROJET DE LOI	TEXTE DE LA COMMISSION	TEXTE ADOPTÉ
ART. 5. — Il n'est porté aucune atteinte aux conventions et aux usages équivalents à des conventions qui, dans certaines industries, ont fixé ou fixeraient pour la semaine et pour la journée de travail une du-	ART. 2. — Les dispositions du Chapitre II actuellement en vigueur seront abrogées dans chaque région et pour chaque profession, industrie, commerce, ou catégorie professionnelle à partir de la mise en application des règlements d'administration publique intéressant ladite profession, industrie, ledit commerce ou ladite catégorie professionnelle dans cette région.	Id.	ART. III. Id.

PROPOSITION RENAUEL	PROJET DE LOI	TEXTE DE LA COMMISSION	TEXTE ADOPTÉ
rée inférieure à celle fixée par les articles 1 et 2. ART. 6. — La durée maxima de la journée de travail fixée aux articles 7, 14, 18 et 23 du Livre II du Code du Travail est ramenée à huit heures. ART. 7. — Tout contrat, convention, règlement contraire à la présente loi sera considéré comme nul et non avenu.			ART. IV. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

Le texte de la Commission reproduit le projet du Gouvernement, mais il ne tient pas compte des articles 5, 6 et 7 de la proposition Renaudel. D'après M. J. Godart les deux derniers articles contiennent des clauses qui s'appliquent sans avoir besoin d'être formulées, et les organisations ouvrières seront assez fortes pour s'opposer à l'éventualité à laquelle veut parer l'article 5.

L'article 2 du projet de la commission fut adopté sans débat et devint l'article III.

MM. Bretin et Cadenat avaient proposé un article additionnel étendant dans la navigation maritime, au personnel du pont, les dispositions dont jouit le personnel des machines au point de vue de la durée du travail.

Sur la proposition même de ses auteurs, cet article fut disjoint et renvoyé à la Commission qui prit l'engagement de déposer à bref délai un rapport sur la question.

Nous arrivons maintenant à un article additionnel qui fut l'occasion d'un débat assez long. Il était présenté par MM. Boisneuf, Lauche et Chassaing et ainsi conçu :

« La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies ».

M. Boisneuf rappela que lors du vote du Code du travail une disposition générale fut établie qui devint l'article 6 de la loi du 26 novembre 1912. Cet article rendait possible l'application par décret à l'Algérie et aux Colonies des dispositions du Code du travail. M. Boisneuf expliqua que l'article en question n'avait pu viser que les textes existant au moment de son établissement et non les textes subséquents, et que ceux-ci devaient être rendus applicables à l'Algérie et aux Colonies par la voie législative.

Le Ministre du Travail soutint le contraire appuyé par M. Grous-

sier qui fit appel aux travaux préparatoires du Code du travail et qui fit savoir qu'on a toujours voulu que les dispositions du Code du travail, présentes ou futures, puissent être appliquées aux colonies par décret.

M. Boisneuf maintint son texte malgré l'engagement pris par M. Colliard de saisir le Ministre des Colonies d'un projet de décret appliquant la loi aux colonies. La Chambre, préférant un texte qui risquait tout au plus d'être inutile à une abstention qui aurait pu être nuisible, vota l'article additionnel qui devint l'article IV.

L'ensemble du projet de loi, mis aux voix, fut ensuite adopté à l'unanimité.

La discussion du projet de loi devant la Chambre des Députés avait demandé trois séances et quelques modifications furent apportées au texte primitif.

Le débat fut encore plus rapidement mené devant le Sénat : aussitôt que le texte de la Chambre eut été déposé devant la Haute Assemblée, l'urgence fut déclarée et la Commission du Travail saisie.

M. Paul Strauss chargé de préparer le rapport au nom de cette Commission, le déposa le 22 avril. Il ne fut pas publié dans les formes habituelles et pour accélérer le vote de la loi, il fut inséré au *Journal Officiel* du 23 avril 1919 (1).

Ce rapport, très concis, est divisé en deux parties.

Dans la première, l'auteur examine les travaux de la Conférence de la Paix concernant la journée de huit heures et après une brève énumération de la législation étrangère étudie les conditions

(1) Sénat, p. 691.

spéciales de l'élaboration du texte gouvernemental. Il en fait ressortir le principe fondamental, c'est-à-dire l'application des huit heures laissée aux organisations patronales et ouvrières. M. Strauss insiste sur la nécessité du maintien de la production antérieure avec le nouvel horaire, au moyen d'une organisation plus rationnelle du travail et d'une amélioration des conditions de vie de l'ouvrier.

La seconde partie du rapport est consacrée à l'étude des articles du projet voté par la Chambre. M. Strauss donne une liste des établissements assujettis et indique que la durée du travail est de huit heures par jour dans quelques établissements de l'Etat à la date du 22 avril. Il étudie la notion de salaire effectif et le calcul de la moyenne de travail. Il revient sur la souplesse du projet dont l'application est laissée aux intéressés et il énumère les principales dérogations qui pourront être accordées.

Tout en faisant des réserves sur l'interprétation de l'article 2 concernant les salaires, M. Strauss présente au Sénat le texte intégral du projet adopté par la Chambre.

Le rapport fut publié le 23 avril et la discussion au Sénat commença le même jour. Une seule séance suffit d'ailleurs au débat.

M. Strauss, rapporteur, qui prit la parole en premier lieu, apporta au Sénat quelques explications qui constituèrent un résumé de son rapport. Il insista en terminant sur le caractère inéluctable de la réforme et sur le nombre des problèmes connexes qu'elle soulevait.

M. Flaissières, orateur socialiste, qui succéda au rapporteur, demanda au Gouvernement d'étendre le plus possible la liste des établissements assujettis et de ne pas s'en tenir à une inter-

prétation restrictive. Il montra que cette réforme sociale d'une si grande importance était acquise sans violence, par le jeu naturel des institutions parlementaires.

M. Henry Chéron étudia l'œuvre de la troisième République dans la protection des travailleurs et il demanda que l'abaissement de la durée du travail eut pour conséquence un relèvement de l'effort de production, par une meilleure organisation du travail et une amélioration de l'outillage. Il esquaissa enfin une énumération des réformes sociales indispensables.

M. Tournon prit une part active à la discussion de la loi et son discours fut surtout consacré à mettre en garde le Sénat contre un enthousiasme trop prompt et une trop grande confiance. Ses arguments furent, en résumé, les suivants :

Après cinq années consacrées uniquement à détruire, on ne peut reconstruire qu'en travaillant davantage. Or la réduction des heures de travail oblige à un perfectionnement de l'outillage et à une réorganisation des méthodes de travail. Le perfectionnement de l'outillage, souvent difficile à réaliser dans la grande industrie, sera presque toujours impossible dans la moyenne et dans la petite industrie. Les méthodes de travail perfectionnées spécialisent à outrance l'ouvrier et rendent inutile l'enseignement professionnel. L'augmentation de la production nécessitera une augmentation de la main-d'œuvre à laquelle la France épuisée ne pourra pas suffire.

L'orateur continua son discours en lisant la déclaration des membres patronaux de la Commission des traités internationaux du travail ainsi qu'une lettre d'industriels anglais repoussant la journée de huit heures en raison de la concurrence internationale :

il termina par la lecture d'un extrait d'un journal américain enregistrant une baisse importante dans l'industrie textile à la suite de l'application de la journée de huit heures.

M. Dominique Delahaye s'intéressa surtout à la moyenne et à la petite industrie auxquelles la journée de huit heures rendra la lutte difficile. Il exprima l'espoir que les ouvriers, disposant de loisirs étendus, les emploieraient en partie à travailler chez eux et il réclama pour eux le droit absolu au travail en dehors de l'usine qui les emploie habituellement, comme remède partiel au manque de main-d'œuvre dont l'industrie française est appelée à souffrir.

M. Ribot, président de la Commission du travail, tout en remarquant que le courant social actuel tendait à une réduction des heures de travail, insista sur la nécessité de multiplier les moyens d'éducation des ouvriers, en mettant au premier plan l'amélioration du logement, clé de toutes les difficultés. L'orateur émit l'espoir que la production ne serait pas diminuée et constata que l'évolution industrielle tendait à la concentration des usines et à l'élimination de la petite et de la moyenne industrie. Après une étude de la question des salaires il conclut en exprimant sa confiance dans les bons résultats de la loi qui allait être votée.

Après une réplique de M. Touron qui prit la défense de la moyenne industrie menacée par le Président de la Commission, le Ministre du Travail fit connaître la pensée du Gouvernement sur la réforme projetée et demanda au Sénat de la voter à l'unanimité.

On passa ensuite à la discussion des articles :

ARTICLE 1^{er}. — Art. 6. — A propos de l'énumération des entreprises et des personnes assujetties, M. Servant exposa la

situation des employés intermittents du commerce et de l'industrie et demanda de quelle manière la loi leur serait appliquée ; il fit voir que ces employés restant de longues heures sans travailler pouvaient être appelés à fournir un effort temporaire dépassant la journée de travail légale. Le Ministre du Travail observa que les dérogations pouvaient être prévues par les intéressés eux-mêmes et que les règlements d'administration publique enregistreraient leur accord. L'article 6 fut adopté.

Art. 7. — Une controverse grammaticale fut engagée par M. Touron sur le sens des mots « catégorie professionnelle ». Sans qu'on eut décidé sur le point de savoir si cette expression devait être entendue dans un sens restrictif ou dans un sens large, on se mit d'accord pour laisser au Conseil d'Etat le soin d'interpréter ces mots suivant les cas qui se présenteraient et on vota l'article 7.

L'article 8 et l'ensemble de l'article 1^{er} furent adoptés.

ARTICLE II. — La question des salaires fit l'objet d'une discussion assez longue. M. Ribot avait montré dans son discours que la loi entendait laisser les salaires au libre jeu des conventions futures. Plusieurs orateurs firent ensuite remarquer que cet article avait pour but de prévenir les abus, si exceptionnels qu'ils puissent être, au moment de l'application de la loi. Le Ministre du travail précisa ensuite que la question du salaire n'avait pas à être réglée par les règlements d'administration publique puisqu'elle était en dehors de l'article 8 et il demanda au Sénat de voter l'article II, bien qu'il l'ait combattu devant la Chambre, parce que sa suppression pourrait être mal interprétée par la classe ouvrière.

L'article II fut voté.

Les articles III et IV furent votés sans débat et l'ensemble du projet de loi fut adopté à l'unanimité.

La loi votée par le Sénat le 23 avril 1919 fut promulguée le même jour et son texte fut inséré au *Journal Officiel* du 25 avril 1919 (1).

La loi, dans sa rédaction définitive, est ainsi conçue :

Loi sur la journée de huit heures

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER

Le chapitre II (Durée du travail) du titre premier du Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale est modifié comme suit :

CHAPITRE II

Durée du travail

Art. 6. — Dans les établissements industriels et commerciaux ou dans leurs dépendances, de quelque nature qu'ils soient, publics ou privés, laïques ou religieux, même s'ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, la durée du travail effectif des ouvriers ou employés de l'un ou de l'autre sexe et de tout âge ne peut excéder soit huit heures par jour, soit quarante-huit heures par semaine, soit une limitation équivalente établie sur une période de temps autre que la semaine.

(1) Page 4266.

Art. 7. — Des règlements d'administration publique déterminent par profession, par industrie, par commerce ou par catégorie professionnelle, pour l'ensemble du territoire ou pour une région, les délais et conditions d'application de l'article précédent.

Ces règlements sont pris, soit d'office, soit à la demande d'une ou plusieurs organisations patronales ou ouvrières, nationales ou régionales intéressées. Dans l'un et l'autre cas, les organisations patronales et ouvrières intéressées devront être consultées : elles devront donner leur avis dans le délai d'un mois. Ils sont révisés dans les mêmes formes.

Ces règlements devront se référer, dans le cas où il en existera, aux accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières nationales ou régionales intéressées.

Ils devront être obligatoirement révisés lorsque les délais et conditions qui y seront prévus seront contraires aux stipulations des conventions internationales sur la matière.

Art. 8. — Les règlements d'administration publique prévus à l'article précédent détermineront notamment :

1° La répartition des heures de travail dans la semaine de quarante-huit heures afin de permettre le repos de l'après-midi du samedi ou toute autre modalité équivalente ;

2° La répartition des heures de travail dans une période de temps autre que la semaine ;

3° Les délais dans lesquels la durée actuellement pratiquée dans la profession, dans l'industrie, le commerce ou la catégorie professionnelle considérée, sera ramenée en une ou plusieurs étapes aux limitations fixées à l'article 6 ;

4° Les dérogations permanentes qu'il y aura lieu d'admettre pour les travaux préparatoires ou complémentaires qui doivent être nécessairement exécutés en dehors de la limite assignée au travail général de l'établissement ou pour certaines catégories d'agents dont le travail est essentiellement intermittent ;

5° Les dérogations temporaires qu'il y aura lieu d'admettre pour permettre aux entreprises de faire face à des surcroîts de travail extraordinaires, à des nécessités d'ordre national ou à des accidents survenus ou imminents ;

6° Les mesures de contrôle des heures de travail et de repos et de la durée du travail effectif, ainsi que la procédure suivant laquelle seront accordées ou utilisées ces dérogations ;

7° La région à laquelle ils sont applicables.

ARTICLE II

La réduction des heures de travail ne pourra, en aucun cas, être une cause déterminante de la réduction des salaires. Toute stipulation contraire est nulle et de nul effet.

ARTICLE III

Les dispositions du chapitre II actuellement en vigueur seront abrogées dans chaque région et pour chaque profession, industrie, commerce ou catégorie professionnelle à partir de la mise en application des règlements d'administration publique intéressant ladite profession, industrie, ledit commerce ou ladite catégorie professionnelle dans cette région.

ARTICLE IV

La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 23 avril 1919.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

COLLIARD.

Avant de clore l'étude des travaux et des discussions qui ont préparé la loi de huit heures, il convient de dire un mot de certaines attaques lancées contre elle. On a dit que la loi avait été préparée à la hâte, sous la pression des événements et qu'elle avait été mal étudiée. Un député, M. Lazare Weiler, a apporté cette critique à la tribune de la Chambre des Députés où il a déclaré le 17 septembre 1919 :

« Je considère que c'est une loi de justice, mais je ne crois pas qu'elle ait été préparée avec toute la prévoyance qui aurait convenu... Si elle avait été préparée comme elle devait l'être, ce serait une loi excellente ».

Le Ministre du Travail s'est élevé contre cette opinion en retraçant brièvement les travaux préparatoires ; il parla des séances de la commission mixte à l'issue desquelles les représentants patronaux et ouvriers se mirent d'accord. Il rappela que trois séances de la Chambre furent consacrées à la discussion du projet et que, contrairement à ce qui a été dit, quarante orateurs appartenant

à tous les partis y prirent part. Au Sénat, la question fit également l'objet d'une ample discussion à laquelle participèrent tous les partis.

Il est bien certain que les travaux parlementaires sur la loi de huit heures ont été réduits au strict minimum puisque deux semaines seulement s'écoulèrent entre le dépôt du projet gouvernemental et la promulgation de la loi. Mais on peut dire que les lois les plus longuement discutées ne sont pas toujours les mieux faites. On doit surtout remarquer, et à notre avis, c'est là l'essentiel, que les organisations patronales et ouvrières se sont accordées sur le principe et ont accepté la responsabilité de son application.

La loi vaudra ce que vaudront ses applications, et aucun jugement ne peut encore être porté sur elle. Elle a recueilli l'unanimité des voix des deux Chambres, et à ce titre, elle constitue une œuvre de bonne foi et de réorganisation sociale.

ANNEXE A

Les huit heures dans les mines

La durée du travail était réglementée avant la loi du 24 juin 1919 par la loi du 31 décembre 1913, incorporée dans le Code du travail (Livre II, article 9 à 13). La journée de travail était fixée à huit heures par jour pour les ouvriers du fond et était calculée par poste et par catégorie d'ouvriers *du dernier ouvrier descendant au premier ouvrier remontant* : la durée de la descente et de la montée n'étaient donc pas comprise, ainsi que le temps consacré par les mineurs à leur repas dans la mine. Des dérogations étaient autorisées pour certaines catégories de travailleurs non occupés à l'abatage, et pour l'ensemble des ouvriers, en cas d'accident ou de nécessité occasionnelle, en cas de crise due à la pénurie du combustible ou lorsqu'il s'agissait de la défense nationale.

Les mineurs avaient exposé leurs revendications depuis longtemps déjà : ils demandaient la journée de huit heures calculée de manière à comprendre la durée de la descente et de la montée ainsi que le temps du repas léger pris dans la mine. Ils demandaient en outre la suppression des dérogations.

En avril 1919 des conversations avaient été engagées entre les mineurs et les représentants des houillères, mais elles n'avaient

pas abouti à un accord. Pour mettre fin à ces discussions, M. Dura-four, député, déposa, le 15 avril 1919, une proposition de loi modifiant les articles 9 à 12 du Livre II du Code du travail.

Par cette proposition, la durée du travail maintenue à huit heures était calculée par poste et par catégorie d'ouvriers du *premier ouvrier descendant au dernier ouvrier remontant*, c'est-à-dire qu'elle comprenait la descente et la montée. La durée du repas était comprise dans le maximum légal et aucune dérogation n'était admise, sauf en cas de guerre, dans l'intérêt de la défense nationale.

Sur ces entrefaites fut discutée et votée la loi générale sur la durée du travail dans le commerce et dans l'industrie. Au cours des débats il fut expressément admis que la loi générale s'appliquerait aux mines, en attendant le vote de la proposition Dura-four, dont le gouvernement s'engagea à presser la discussion. Ainsi, au régime légal, était substitué pour les mineurs le régime des règlements d'administration publique prévu par la loi du 23 avril 1919. Nombreuses furent les récriminations parmi les intéressés qui réclamèrent avec vigueur la discussion de la proposition Dura-four.

La Commission des mines de la Chambre, saisie de cette proposition, entendit les délégués des mineurs ainsi que les représentants du Comité des houillères. Ceux-ci firent des réserves sur la question des dérogations. M. Loucheur, Ministre de la Reconstitution industrielle, entendu le 23 mai, accepta en principe le texte discuté, mais demanda des délais d'application plus étendus (1).

(1) La proposition Dura-four indiquait le délai de deux mois à compter de la promulgation.

Dans ces conditions, la Commission des mines accepta l'ensemble de la proposition Durafour sans modification. Elle substitua seulement au délai d'application fixé à deux mois après la promulgation de la loi, une date ferme, le 1^{er} octobre 1919.

Le rapport présenté par M. Drivet, fut déposé le 27 mai 1919.

Le lendemain, 28 mai, avant que la discussion à la Chambre fut commencée, la grève fut déclarée dans le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais : les ouvriers demandaient l'application de la journée de huit heures intégrale et des augmentations de salaires. Le 6 juin un accord fut signé entre les délégués des mineurs et les représentants des compagnies minières, qui stipulait pour la journée de travail une durée de huit heures calculée par poste du *dernier ouvrier descendant au dernier ouvrier remontant* et comprenant une demi-heure de repos au fond. Cet accord ne fut pas ratifié par les mineurs et la grève continua.

La discussion de la proposition Durafour commença à la Chambre le 10 juin (1). Au début de la séance les divers articles furent votés sans opposition ; mais, au moment de passer au vote sur l'ensemble, M. Loucheur, Ministre de la Reconstitution industrielle fit des réserves sur le fond de la proposition. Il se déclara partisan des huit heures intégrales mais il essaya de démontrer qu'avec le système Durafour la journée de travail serait réduite à 7 h. 20. Malgré cela l'ensemble de la proposition fut adopté, mais on décida de passer à une deuxième délibération.

Celle-ci eut lieu le lendemain 11 juin. M. Drivet, rapporteur de la Commission des mines, expliqua que celle-ci sur les instances

(1) *Journal officiel*, 11 juin 1919. Chambre, p. 2569.

de M. Loucheur, avait adopté un nouveau texte donnant satisfaction aux mineurs et permettant d'assurer un travail plus régulier. Ce nouveau projet supprimait le calcul de la journée de travail du premier ouvrier descendu au dernier remonté et lui substituait une durée de travail comptée de la minute à laquelle le mineur prend sa lampe à la lampisterie jusqu'au moment où il la rend. Des moyens de contrôle appropriés devaient être organisés.

Après une longue discussion entre le Ministre et les partisans de la proposition Durafour, et malgré la déclaration faite par les représentants des régions minières qui indiquèrent que la Fédération du sous-sol déclancherait la grève dans tous les centres miniers, le nouveau texte de la Commission fut adopté.

La Fédération du sous-sol, fidèle aux déclarations votées au Congrès de Marseille, le 29 mai 1919, déclara la grève effective à partir du 16 juin. A cette date, les mineurs du Centre et du Sud-Est se joignirent aux mineurs du Nord et du Pas-de-Calais déjà en grève depuis le 28 mai. Cette unanimité ne devait d'ailleurs pas durer longtemps puisque les mineurs du Nord de la France acceptèrent l'arbitrage du Gouvernement. La sentence arbitrale fut rendue le 18 juin et le lendemain le travail reprenait. La grève subsistait cependant dans le Centre et dans le Sud-Est et devait durer longtemps encore.

Le texte adopté le 11 juin par la Chambre des Députés fut discuté le 17 juin devant le Sénat. Un bref rapport fut lu au début de la séance par M. Maurice Colin, au nom de la Commission des mines ; il concluait au vote du projet avec de légères modifications. Le Ministre du travail reprit devant le Sénat les arguments qu'il avait déjà donnés à la Chambre et fit état d'une lettre de

M. Basly, député, président du syndicat des mineurs du Pas-de-Calais, qui acceptait le nouveau mode de calcul. Après que M. Flaisières eut tenté, mais en vain, de représenter l'ancienne proposition Durafour, le Sénat vota sans opposition le texte présenté par sa Commission.

Les légères modifications qui avaient été apportées par le Sénat rendaient nécessaires une nouvelle discussion devant la Chambre des Députés. Mais la grève des mineurs continuait et le Gouvernement ayant reconnu l'opposition irréductible des mineurs à tout texte autre que celui de la proposition Durafour consentit à se rallier à celle-ci. C'est ce que constata le nouveau rapport présenté par M. Drivet et déposé le 20 juin.

La proposition Durafour revint devant la Chambre le 20 juin et fut discutée à la place du texte voté par le Sénat. De nombreux orateurs s'élevèrent contre l'attitude du Gouvernement à l'occasion de la grève des mineurs et contre ses variations à propos du texte de la loi sur les mines. La proposition Durafour fut ensuite adoptée.

Elle fut également votée par le Sénat le 24 juin après des protestations analogues contre le manque d'esprit de suite du Gouvernement.

La nouvelle loi, promulguée le même jour, est ainsi conçue :

Loi relative à la durée du travail dans les mines

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER

Les articles 9 à 13, constituant la Section 2, du Chapitre II du Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale, sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 9. — La journée des ouvriers et des employés dans les travaux des mines de combustibles, de quelque nature qu'elles soient, celle des ouvriers et employés occupés dans les travaux des autres mines, des minières et des carrières, ainsi que dans les recherches des mines, ne peut excéder la durée de huit heures, tant pour les ouvriers de l'intérieur que pour ceux occupés à l'extérieur des exploitations.

Art. 10. — En ce qui concerne les ouvriers du fond, cette durée est calculée pour chaque poste et pour chaque catégorie d'ouvriers, depuis l'heure réglementaire de l'entrée dans le puits des premiers ouvriers descendants, jusqu'à l'heure réglementaire de l'arrivée au jour des derniers ouvriers remontants.

Pour les mines où l'entrée a lieu par galeries, elle est calculée depuis l'arrivée à l'entrée de la galerie d'accès jusqu'au retour au même point.

Art. 11. — Les dispositions des articles précédents ne portent aucune atteinte aux conventions et aux usages équivalents à des conventions qui, dans certaines exploitations, ont fixé pour la journée normale une durée inférieure à celle fixée par les articles précédents.

Art. 12. — Pour les travaux continus, un règlement d'administration publique fixera les conditions du travail sans que la durée de présence de chaque ouvrier, calculée comme il est dit à l'article

10, puisse excéder quarante-huit heures par semaine et sans que le nombre d'ouvriers visés par ce règlement puisse dépasser 5 p. % du nombre d'ouvriers employés dans l'exploitation.

Art. 13. — Par dérogation aux dispositions des articles précédents, la durée de la journée pourra, en cas de guerre ou de tension extérieure, être augmentée au delà de huit heures.

Ces dérogations seront décidées par le Ministre chargé des mines, sous sa responsabilité.

ARTICLE 2

Il est ajouté à la suite du second alinéa de l'article 155 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale un alinéa ainsi conçu :

« Dans le maximum prévu par l'alinéa premier, ne sont pas comprises les journées employées par les délégués mineurs à la surveillance de l'application des articles 9 à 13 ».

L'alinéa final du même article est modifié comme suit :

« Les visites supplémentaires faites par un délégué, soit pour accompagner les ingénieurs ou contrôleurs des mines, soit à la suite d'accidents, soit pour la surveillance de l'application des articles 9 à 13, lui sont payées, en outre, et au même prix, sans que pourtant l'indemnité mensuelle puisse jamais être supérieure au prix de trente journées de travail ».

ARTICLE 3

En aucun cas, les salaires de toute catégorie, payés en suite de l'application de la présente loi, ne pourront être inférieurs aux salaires payés au jour de la promulgation. Il en sera de même des primes.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 24 juin 1919.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

COLLIARD.

Le Ministre de la Reconstitution industrielle,

LOUCHEUR.

La loi du 24 juin 1919 donne donc satisfaction aux revendications des mineurs, en ce qui concerne la durée du travail. Celle-ci est calculée par poste et par catégorie d'ouvriers du *premier ouvrier descendant jusqu'au dernier ouvrier remontant*. Le temps de la descente et de la montée est donc compris dans la durée du travail.

Les dispositions de l'ancien article 10, qui ajoutaient à la durée journalière du travail le temps des repos, ne sont pas reproduites dans la nouvelle loi. Satisfaction est donc donnée sur ce point aux mineurs : la durée du casse-croûte est incorporée aux huit heures de travail.

Enfin les dérogations ne sont autorisées qu'en cas de guerre ou en cas de tension extérieure, c'est-à-dire lorsque la gravité de la situation internationale laisse prévoir la guerre comme inévitable.

La grève des mineurs du Centre et du Sud-Est, déclanchée le 16 juin à propos des huit heures, ne se termina pas avant la promulgation de la nouvelle loi, des questions de salaires étaient venues s'ajouter aux revendications déjà émises et empêchaient la reprise du travail.

L'arbitrage du Gouvernement ne fut accepté que le 8 juillet.

par les délégués des mineurs et les représentants des compagnies houillères. Il fut rendu le 9 juillet et le travail reprit le lendemain dans toutes les exploitations. Cette longue grève déclanchée avant l'hiver et alors que les stocks de charbon étaient très insuffisants, exerça une influence regrettable sur la production houillère. En admettant même, ainsi que les mineurs l'affirment, que la production antérieure sera maintenue et même accrue, les effets de cette cessation de travail se feront douloureusement sentir pendant longtemps encore, et sans prendre parti il est permis de regretter que des hésitations dans le vote de la loi aient pu amener un pareil résultat.



ANNEXE B

Les huit heures dans la marine marchande

La durée du travail sur les navires de commerce était réglée jusqu'au 2^e août 1919 par la loi du 17 avril 1907. D'après ses dispositions, le travail journalier des hommes d'équipage était fixé de la manière suivante :

Douze heures pour le personnel du pont.

Huit heures pour le personnel des machines.

Aucune réglementation ne visait les employés du service général qui n'ont aucun rôle dans la marche du bâtiment, tels que cuisiniers, domestiques, etc.

Au cours de la discussion de la loi du 23 avril 1919, qui ne visait pas les entreprises de navigation, MM. Bretin et Cadenat avaient présenté une disposition additionnelle tendant à étendre au personnel du pont la réglementation qui s'appliquait au personnel des machines. La disjonction de cette disposition fut acceptée par ses auteurs à condition qu'un projet fût déposé à bref délai sur cette question.

Le Gouvernement déposa ce projet le 19 avril 1919 en expliquant

que les conditions spéciales du travail maritime nécessitaient une réglementation particulière. Ce projet fut modifié par la suite pour être mis en harmonie avec la loi du 23 avril dont il n'a fait que calquer les dispositions et s'approprier l'esprit. Il visait tout le personnel embarqué, qu'il s'agisse du pont, des machines ou du service général.

La Commission de la marine marchande de la Chambre, saisie du projet, procéda à l'audition des délégués des armateurs et des délégués des syndicats maritimes. A la suite de ces entrevues elle insista auprès du Gouvernement pour que la question de la journée de huit heures dans la marine fût posée devant la Conférence de la Paix pour aboutir à une réglementation internationale sur la matière. Le Gouvernement proposa un vœu dans ce sens qui ne fut pas adopté et il promit de faire ses efforts pour qu'une session spéciale de la Conférence Internationale de Washington soit consacrée à la réduction à huit heures de la journée de travail à bord des navires. Le Commissaire aux Transports Maritimes insista cependant auprès de la Commission pour qu'elle ne retarde pas l'étude d'une loi si impatiemment attendue par les travailleurs de la mer.

En présence des responsabilités prises par le Gouvernement, la Commission adopta le principe de la loi et désigna comme rapporteur, M. l'amiral Bienaimé, dans sa séance du 6 juin.

Celui-ci, dans son rapport déposé le 17 juin, après avoir rapporté les diverses péripéties de l'établissement du projet, étudia brièvement les conditions du travail dans la marine. Il fait justement remarquer que la limitation de la journée de travail constitue pour les marins une simple protection légale et que le progrès

social réalisé par les travailleurs du commerce et de l'industrie ne saurait être invoqué dans toute son ampleur en faveur des travailleurs de la mer : une fois la journée de travail terminée, ceux-ci ne peuvent pas, en effet, se livrer à la vie de famille et jouir de véritables loisirs.

Il insiste sur ce fait que l'application de la loi à la marine française risque de lui porter un préjudice considérable si les nations concurrentes ne réforment pas leur législation, d'autant plus que le tonnage commercial français, réduit dans de grandes proportions par la guerre, n'a pas été reconstitué.

En terminant son rapport, M. l'amiral Bienaimé fait connaître que la Commission de la marine marchande s'est inquiétée des abus que risquerait de provoquer une interprétation trop libre de la limitation légale ; huit heures par jour, quarante-huit heures par semaine ou une limitation équivalente établie sur une période de temps indéterminée. La commission craignait que, par un calcul particulier des congés et des temps de débarquement, la journée de travail réelle puisse dépasser le maximum institué par la loi de 1907, soit douze heures pour les hommes du pont et huit heures pour le personnel des machines et elle avait proposé un article additionnel ainsi conçu : « En aucun cas, les règlements d'administration publique ne pourront aggraver le régime des quarts, prévu par la loi du 17 avril 1907 ».

Elle a écarté cette disposition sur la demande expresse du commissaire à la marine marchande qui fit remarquer que les organisations patronales et ouvrières, obligatoirement consultées, aggraveraient difficilement la loi de 1907, et qui compléta l'exposé des motifs du projet en affirmant que la nouvelle loi ne saurait aggraver en quoi que ce soit le régime précédent.

Dans ces conditions, la Commission adopta intégralement le projet du Gouvernement.

La discussion à la Chambre eut lieu le 24 juin 1919 et fut achevée en une seule séance. Elle fut presque uniquement consacrée à la discussion de la situation internationale. Divers orateurs firent remarquer la lamentable situation de la marine française en face des marines étrangères, alliées, mais concurrentes, et demandèrent si la France devait vraiment entrer la première dans la voie des réformes. Le vote sur l'ensemble du projet ne fut acquis qu'après l'engagement formel pris par le Commissaire à la marine marchande d'assister les armateurs français et de les mettre en mesure de lutter à armes égales avec leurs concurrents, dans l'hypothèse où la non adoption de la journée de huit heures par les marines étrangères mettrait la marine française en état d'infériorité.

La Commission de la marine du Sénat, saisie immédiatement, nomma comme rapporteur, M. Raymond Leygues. Celui-ci ne déposa son rapport que le 10 juillet 1919. Il fait ressortir les difficultés que causera l'application de la loi et notamment les augmentations de personnel qu'elle nécessitera. Il insiste sur la nécessité d'une réglementation internationale pour ne pas placer la marine française dans une situation trop inférieure, mais sous bénéfice de ces réserves et en comptant sur le patriotisme des inscrits maritimes pour appliquer la loi avec prudence, il propose au Sénat d'adopter sans modifications le projet voté par la Chambre des Députés.

Une très courte discussion eut lieu au Sénat pendant la séance du 24 juillet 1919. Le Commissaire à la marine marchande, M. P.

Dupuy, examina trois critiques faites contre le projet par M. Riotteau : difficultés d'application des huit heures sur les navires, surcharge financière causée par la réforme, danger de la concurrence internationale.

M. P. Dupuy se montra très optimiste ; il fit remarquer l'élasticité du texte qui permettait de calculer la moyenne de travail sur une période quelconque et, sans insister autrement sur les charges financières, il exprima sa conviction que les marines étrangères seraient rapidement obligées d'accorder la journée de huit heures à leur personnel. Il fit espérer que des paliers pouvaient être ménagés pour l'application de la loi par des ententes entre armateurs et inscrits maritimes. L'ensemble du projet fût adopté sans difficultés.

La loi ne fut promulguée que le 2 août 1919. Elle est ainsi conçue :

Loi fixant à huit heures par jour la durée du travail effectif des personnes de l'un et de l'autre sexe et de tout âge employées sur un navire affecté à la navigation maritime.

ARTICLE PREMIER

Dans les entreprises de navigation maritime de quelque nature qu'elles soient, publiques ou privées, même si elles ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, la durée du travail effectif des navigateurs de l'un et de l'autre sexe et de tout âge employés à bord d'un navire, ne peut excéder soit huit heures par jour, soit quarante-huit heures par semaine, soit une

limitation équivalente établie sur une période de temps autre que la semaine.

Des règlements d'administration publique déterminent par genre de navigation et par catégorie de personnel navigant les délais et conditions d'application du paragraphe précédent. Dans le cas où ils ne sont pas applicables sur toutes les mers, ils spécifient les zones maritimes où ils doivent être appliqués.

Ces règlements sont pris, soit d'office, soit à la demande d'une ou plusieurs organisations d'armateurs ou de navigateurs nationales ou régionales intéressées.

Dans l'un et l'autre cas, les organisations d'armateurs et de navigateurs intéressées devront être consultées ; elles devront donner leur avis dans le délai d'un mois.

Ces règlements sont révisés dans les mêmes formes.

Ils devront se référer aux accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières nationales ou régionales intéressées, dans le cas où de tels accords existeront.

Ils devront être obligatoirement révisés lorsque les délais et conditions qui y seront prévus seront contraires aux stipulations des conventions internationales sur la matière.

ARTICLE II

Les règlements d'administration publique prévus à l'article précédent détermineront notamment :

1° La répartition des heures de travail dans la semaine de quarante-huit heures, afin de permettre le repos de l'après-midi du samedi ou toute autre modalité équivalente ;

2° La répartition des heures de travail dans une période de temps autre que la semaine ;

3° Les délais dans lesquels la durée actuellement pratiquée dans le genre de navigation ou par la catégorie de personnel navigant considérée, sera ramenée en une ou plusieurs étapes, aux limitations fixées à l'article 1^{er} de la présente loi ;

4° Les dérogations permanentes qu'il y aura lieu d'admettre pour les travaux préparatoires ou complémentaires qui doivent être nécessairement exécutés en dehors de la limite assignée au travail général à bord du navire ou par certaines catégories de navigateurs dont le travail est essentiellement intermittent ;

5° Les dérogations temporaires qu'il y a lieu d'admettre pour permettre aux entreprises de faire face à des surcroîts de travail extraordinaires, à des nécessités d'ordre national ou à des accidents survenus ou imminents ;

6° Les mesures de contrôle des heures de travail et de repos et de la durée du travail effectif ainsi que la procédure suivant laquelle seront accordées ou utilisées les dérogations.

ARTICLE III

La réduction des heures de travail ne pourra, en aucun cas être une cause déterminante de la réduction des salaires. Toute stipulation contraire est nulle et de nul effet.

ARTICLE IV

Les dispositions de la loi du 17 avril 1907 ainsi que toutes autres dispositions légales ou réglementaires actuellement en vigueur, qui seront contraires aux dispositions de la présente loi ou à celle

des règlements d'administration publique rendus pour son exécution seront abrogées, en ce qui concerne chaque genre de navigation, chaque personnel navigant et, s'il y a lieu, chaque zone maritime dont il est fait mention dans la présente loi, au fur et à mesure de la mise en vigueur des règlements d'administration publique intéressant les divers genres de navigation, ledit personnel et ladite zone maritime.

ARTICLE V

Les dispositions des articles 33, 36, 37, 38, 40, 41, 42 et 43 de la loi du 17 avril 1907 sont applicables en cas d'infractions aux prescriptions de la présente loi.

ARTICLE VI

La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

Fait à Paris, le 2 août 1919.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

*Le Ministre des Travaux publics, des transports
et de la marine marchande,*

A. CLAVEILLE.

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,
COLLIARD.

On remarque immédiatement que le principe de cette loi est le même que le principe de la loi du 23 avril 1919, applicable à l'industrie et au commerce. C'est la même détermination du maximum légal de travail : huit heures par jour, quarante-huit heures

par semaine ou une limitation équivalente établie sur une période de temps autre que la semaine.

Le mécanisme d'application est identique : règlements d'administration publique pris d'office ou à la demande des intéressés. Dans les deux cas, la consultation des organisations patronales ou ouvrières est obligatoire. L'énumération non limitative, du contenu de ces règlements reproduit à peu de choses près l'énumération contenue dans la loi du 23 avril 1919.

Même disposition en ce qui concerne les salaires. Enfin, de même que la loi du 23 avril 1919 laisse en vigueur les textes du Code du travail jusqu'à ce que les règlements d'administration publique soient applicables, de même la loi du 2 août 1919 laisse subsister les dispositions de la loi du 17 avril 1907 dans les mêmes conditions.

Les sanctions prévues par cette dernière loi restent en vigueur.

Une commission a été constituée, au début de septembre 1919, au Commissariat des transports maritimes et de la marine marchande pour préparer les avant-projets des règlements d'administration publique prévus par la loi du 2 août (1).

Cette commission, présidée par M. J. Gautier, conseiller d'Etat, comprend des représentants des armateurs, des représentants des syndicats et fédérations du personnel navigant, et des représentants de personnel subalterne (pont, machines et service général).

(1) V. *Journée Industrielle*, 3 septembre 1919.

CHAPITRE VI

Etude de la loi du 23 avril 1919

I. Principe de la loi

1^o *Etablissements assujettis.* — Le champ d'application de la loi en ce qui concerne les établissements assujettis est très étendu. Le texte vise *tous les établissements industriels et commerciaux, de quelque nature qu'ils soient, publics ou privés, laïques ou religieux, même s'ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.*

Ce texte emprunte les termes de la loi sur le repos hebdomadaire parce qu'ils englobent le plus largement possible les établissements à assujettir (1).

Aucune distinction basée sur le nombre des ouvriers et employés n'est envisagée.

D'après M. Strauss, rapporteur de la loi devant le Sénat (2), il

(1) Rapport Godart, p. 17.

(2) *Journal Officiel*, 23 avril 1919. Sénat, p. 693.

résulte de ce rapprochement que la loi est applicable aux établissements suivants visés expressément par les prescriptions sur le repos hebdomadaire :

Chemins de fer ;

Entreprises de transport par terre et par eau ;

Travaux de chargement et de déchargement dans les ports, débarcadères et stations ;

Entreprises d'éclairage et de distribution d'eau ou de force motrice ;

Entreprise de location de livres, de chaises, de moyens de locomotion ;

Entreprises de journaux, d'informations et de spectacles, musées et expositions ;

Hôpitaux, hospices, asiles, maisons de retraite et d'aliénés, dispensaires, maisons de santé ;

Etudes des officiers ministériels.

Cette énumération tirée d'une analogie de textes n'est nullement limitative, car la loi a entendu englober le plus grand nombre d'établissements possibles. En cas de difficultés d'application on devra donc décider *a priori* et sous les réserves suivantes, que la loi devra jouer.

Ne semblent pas devoir être compris dans la loi les ateliers et commerces de famille, c'est-à-dire les établissements où ne sont employés que des membres de la famille, sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur (1).

(1) *La Journée de huit heures*, par J. Cavaillé, inspecteur du travail, p. 53.

Les *établissements forestiers, agricoles et viticoles* ne sont pas assujettis à la loi. Un amendement présenté par M. Mauger, à la Chambre, tendant à englober ces établissements a été disjoint avec l'assentiment de ses auteurs, après qu'on eut fait remarquer que les intempéries ne permettaient pas l'application de la loi pour les travaux agricoles et que le défaut d'organisation des travailleurs de la terre serait un obstacle à l'élaboration par voie d'accords des règlements d'administration publique, compléments nécessaires du texte voté (1).

(1)

L'Organisation agricole

L'organisation des travailleurs agricoles est cependant en marche et nous croyons utile d'en faire brièvement l'historique :

Avant le 14 septembre 1919 quatre fédérations agricoles groupaient les travailleurs de la terre (a). C'étaient :

1^o La Fédération horticole et agricole de France et des colonies à laquelle ont adhéré les syndicats de la Fédération des agricoles du Nord (Siège à Paris).

2^o La Fédération des Bucherons (Siège à la Chapelle-Hugon (Cher).

3^o La Fédération des ouvriers agricoles du Midi (Siège à Vias, Aude).

4^o Le Syndicat général des Vignerons de la Marne (Siège à Ventheuil).

Ces quatre fédérations étaient affiliées à la C. G. T. Il existait en dehors d'elles un certain nombre de groupements agricoles non confédérés parmi lesquels nous citerons :

— La Fédération des syndicats de fermiers, métayers et résiniers de la terre landaise (Siège à Castels, Landes).

— L'Union syndicale des ouvriers feuillardiens du centre (Siège à Saint-Yrieix, Haute-Vienne).

— Le Syndicat de cultivateurs de l'Allier.

(a) V. I. O. S., n^o 157.

Un amendement déposé par M. Brousse, député, et visant les *administrations et services publics* a été également écarté. La loi ne vise donc pas les administrations publiques mais il faut remar-

Le Congrès des Fédérations terriennes adhérentes à la C. G. T. se réunit à Lyon le 13 septembre 1919 et décida la constitution de la Fédération nationale des travailleurs de l'Agriculture réunissant tous les syndicats groupant les ouvriers agricoles, les bûcherons, fepillardiers, gemmeurs, jardiniers, maraîchers, viticoles, etc...

L'un des buts principaux de la nouvelle Fédération est la réglementation des heures de travail : la journée de huit heures (a).

Notons enfin qu'une commission mixte a été constituée au Ministère de l'Agriculture au mois d'août 1919. Cette commission composée de 13 délégués patronaux et 13 délégués ouvriers et d'un certain nombre de parlementaires a adopté un projet de réglementation des heures de travail dont les lignes principales sont les suivantes (b) :

Dans les établissements agricoles, horticoles, viticoles, la durée du travail effectif ne peut excéder 8 heures par jour, 48 heures par semaine ou 2496 heures par an avec un maximum journalier de 10 heures quelle que soit la saison.

Des règlements d'administration publique déterminent par région et par affinité culturale l'application de cette disposition.

La rédaction du projet est la même que celle de la loi de 8 heures. Il est simplement spécifié que les règlements s'occuperont spécialement des dérogations à accorder pour certaines catégories de travailleurs dont le travail ne nécessite qu'un effort de surveillance (bergers, vachers).

Ce projet devait être présenté par M. Mauger à la Chambre des Députés sous forme de proposition de loi. La législature s'est terminée avant que le dépôt ait pu se faire, mais la question n'est pas perdue de vue par les organisations terriennes.

(a) V. I. O. S., n° 164.

(b) V. I. O. S., n° 146.

quer qu'elle s'applique incontestablement aux établissements industriels et commerciaux exploités par l'Etat, les départements et les communes (arsenaux, manufactures de tabacs, etc...). En effet, d'une part la loi vise expressément les établissements publics et d'autre part, l'amendement de M. Brousse, repoussé par les Chambres ne visait que les administrations publiques dont les fonctionnaires reçoivent un statut particulier.

Le Ministre des travaux publics a d'ailleurs admis que la loi s'appliquait aux établissements industriels et commerciaux de l'Etat.

Le Ministre du travail a interprété le texte de la même manière dans sa circulaire du 27 mai 1919 (1).

Tous les règlements, décrets ou loi réglementant la durée du travail dans les établissements publics ont été abrogés par la loi du 23 avril qui reste seule en vigueur.

Les mines de combustibles ou autres, les minières, les entreprises de recherches de mines ont un statut spécial réglé par la loi du 24 juin 1919.

Il en est de même pour les entreprises de navigation maritime qui sont soumises à la loi du 2 août 1919.

En résumé la loi du 23 avril 1919 s'applique à tous les établissements industriels ou commerciaux, exception faite des entreprises suivantes :

Ateliers et commerces de famille (sous réserve de la définition ci-dessus) ;

(1) *Bulletin du Ministère du Travail*, 1919. Actes officiels, page 141.

Etablissements forestiers, agricoles et viticoles ;

Administrations publiques ;

Mines ;

Navigation maritime.

2^o *Personnes assujetties*. — Le texte de la loi décide que la journée de huit heures est applicable aux ouvriers et employés de l'un ou de l'autre sexe et de tout âge. La nouvelle réglementation s'applique donc aussi bien aux hommes qu'aux femmes ou aux enfants. Elle a le grand mérite d'unifier les mesures antérieures et de faciliter le contrôle de la loi.

Il importe de préciser la qualité d'ouvrier ou d'employé. Cette qualité est reconnue à toute personne employée par un patron à un travail concordant à l'objet de son entreprise industrielle ou commerciale (1).

La loi ne s'applique pas aux *membres de la famille*, par analogie avec la loi sur le repos hebdomadaire qui les excepte. Cette exception vise la femme, les enfants et les pupilles du patron (2). La *femme* est en fait l'associée de son mari, le mot associée étant entendu au sens le plus large, sans qu'il soit tenu compte du contrat de mariage.

Les *enfants* concourent avec la femme à la gestion commerciale ou industrielle du patrimoine dont la garde appartient au père (3).

(1) Circulaire du Ministère du Commerce, 3 septembre 1906, concernant la loi sur le repos hebdomadaire.

Bulletin du Ministère du travail, 1906, p. 945.

(2) Cassation, 7 mars 1907. *Bulletin du Ministère du Travail*, 1907, page 344.

(3) Circulaire du Ministère du Travail, 30 novembre 1906, *Bulletin du Ministère du Travail*, p. 1263.

Il en est de même des pupilles. Cette énumération est très stricte. Les autres *parents*, une nièce du patron, par exemple, sont assujettis à la loi (1).

Les *associés* du patron qui concourent à la gestion de l'entreprise au même titre que le patron sont exceptés (2).

Il en est de même des *gérants* (3). Mais pour que la qualité de gérant soit reconnue à ceux-ci, la dénomination ne suffit pas. Il faut certaines garanties et notamment :

Un cautionnement versé par le gérant ;

Un salaire variable suivant les bénéfices ;

Une certaine indépendance dans la gestion du commerce ou de l'industrie ainsi que dans la vie privée ;

Une indépendance, au moins momentanée, dans la gestion de la caisse ;

La patente commerciale doit être au nom du gérant qui doit avoir la signature commerciale pour lui ou pour son patron et tenir des livres de commerce (4).

La femme d'un gérant est exceptée au même titre que celui-ci (5).

Les *domestiques* ne sont pas assujettis à la loi de huit heures, mais sous certaines conditions. Il faut distinguer entre ceux qui répondent à la définition des employés ou ouvriers et les autres domestiques.

(1) Cassation, 7 mars 1907. *Ibidem*.

(2) *Ibidem*, v. notes 1 et 2.

(3) Cassation, 7 mars 1907. *Ibidem*.

(4) Tribunal de simple police d'Amiens, 3 novembre 1906. *Bulletin du Ministère du Travail*, 1906, p. 1234.

(5) Cassation, 2 février 1907, *Ibidem*, 1907 p. 346.

On entend par domestiques des employés assurant un service personnel et répondant aux dénominations suivantes :

Valets de chambre, valets de pied, laquais, cochers, palefreniers, maîtres d'hôtel, cuisiniers et aides, jardiniers, concierges, cuisinières, bonnes, femmes de chambre, etc... (1).

On doit distinguer parmi ceux-ci, les domestiques employés par le patron à un travail concordant à l'objet de l'entreprise commerciale ou industrielle (par exemple le concierge d'un établissement industriel (2), le chef de cuisine ou le plongeur dans un hôtel-restaurant) (3). Les domestiques de cette catégorie sont assujettis à la loi.

Toute personne employée par le même patron à des travaux ne présentant pas ce caractère, c'est-à-dire les domestiques proprement dits ou gens de maison, attachés exclusivement à la personne du maître, à sa famille, aux meubles et immeubles à leur usage personnel (4) ne sont pas visés par la loi. A plus forte raison sont exceptés les domestiques qui remplissent leurs fonctions auprès de personnes qui ne sont ni commerçants, ni industriels et pour lesquelles la distinction précédente ne peut être faite.

Les *travailleurs à domicile* sont exclus du bénéfice de la loi ainsi

(1) Tribunal de simple police de Lille, 3 novembre 1906. *Ibidem*, 1906, p. 1237.

(2) *Ibidem*, 1906, p. 1245.

(3) Cassation, 2 février 1907. *Ibidem*, 1907, p. 693.

(4) Tribunal de simple police de Lille, 3 novembre 1906. *Ibidem*, 1906, p. 1.237.

qu'il résulte d'une déclaration du Ministre du Travail à la Chambre (1). Le contrôle serait en effet impossible à exercer.

Les *étrangers* travaillant dans les établissements assujettis bénéficient de la loi du 23 avril. En effet, celle-ci étant incorporée dans le Code du travail, l'article 187 du Livre II lui devient applicable : « Les dispositions du présent livre s'appliquent aux étrangers travaillant dans les établissements qui y sont désignés ».

En résumé, les personnes assujetties à la loi du 23 avril 1919 sont tous les employés ou ouvriers de l'un et de l'autre sexe et de tout âge, employés dans les établissements désignés plus haut à l'exception des catégories suivantes :

- Femme, enfants ou pupilles du patron ;
- Associés du patron ;
- Gérants ;
- Femmes de gérants ;
- Domestiques assurant un service personnel ;
- Travailleurs à domicile.

3° *La définition du travail effectif.* La loi fixe la durée du travail effectif. Il paraît intéressant de préciser la signification de cette expression.

La durée du travail effectif est constituée par le temps pendant lequel l'ouvrier est à la disposition du patron pour le travail. Elle ne doit pas être confondue avec le temps de présence qui est le temps passé à l'usine par l'ouvrier, temps qui peut être consacré au travail, ou au repos ou encore à un repas léger, à un nettoyage

(1) *Journal Officiel*, 18 avril 1919, Chambre, p. 2051.

ou à un changement de vêtements. D'après M. Cavaillé (1) le séjour au lavabo devrait être décompté comme temps de travail si le genre de travail était à ce point salissant que les ouvriers dus-
sent, avant de sortir se livrer à des soins méticuleux de propreté. Il cite comme exemple le temps consacré au bain chaud qui doit être mis à la disposition du personnel particulièrement exposé aux poussières ou aux émanations plombeuses dans les industries du plomb (Décret du 1^{er} octobre 1913, article 11). Il n'est certainement pas douteux qu'il n'est pas dans l'esprit de la loi de laisser le temps de ce nettoyage, imposé par le travail, à la charge des ouvriers. Ces cas sont d'ailleurs exceptionnels.

La convention conclue le 24 mai 1919 entre les représentants des industries métallurgiques et minières, de la construction mécanique, électrique et métallique et des industries qui s'y rattachent, et les représentants de la Fédération des ouvriers en métaux de France définit ainsi le travail effectif (2) ;

« La journée de huit heures s'entend de huit heures de travail
» effectif à partir de signal fixant le commencement du travail
» dans chaque atelier ou chantier, jusqu'au signal fixant l'arrêt
» du travail. La durée des repos normaux prévus par les règlements d'ateliers, n'est pas comptée dans le temps de travail,
» que ces repos soient pris dans l'intérieur de l'établissement ou
» au-dehors ».

Dans les filatures de coton de Lille et des environs, les usines

(1) Op. cit., p. 63.

(2) *Bulletin du Ministère du Travail*, 1919, p. 188.

ouvrent leurs portes dix minutes avant l'heure, les ouvriers doivent commencer le travail dès le signal de la mise en marche et ne le terminer qu'au signal d'arrêt. Il est interdit aux ouvriers de s'occuper de leur toilette pendant la marche. Tous les repas sont pris en dehors des heures de travail, y compris le déjeuner et le goûter (1).

A la Compagnie des Fonderies, Forges et Acières de Saint-Etienne, le système avertisseur du commencement des séances de travail comprend trois séries de signaux : un premier signal est donné avant le commencement de chaque séance ; un deuxième signal annonce la fermeture des grandes portes cinq minutes avant le commencement du travail ; un troisième et dernier signal indique le moment de la mise en route. Des signaux semblables annoncent l'arrêt et aucun ouvrier ne peut quitter son poste avant l'heure indiquée (2).

La plupart des conventions conclues précisent la signification du travail effectif et indiquent que dans le temps du travail ne doit pas être compris le temps des repos ou du casse-croûte. Un règlement d'atelier affiché dès le mois de juin 1919 dans les usines de Saint-Dizier comporte sur ce sujet de très grandes précisions (3) :

« Les heures de travail doivent être du travail effectif. En conséquence elles ne comprennent pas le temps nécessaire à chacun

(1) V. *Journée Industrielle*, 25 juillet 1919.

(2) V. *Journée Industrielle*, 8 juillet 1919.

(3) *Ibidem*, 4 juin 1919. Ce règlement s'applique aux usines de Saint-Dizier-ville, affiliées au Comité métallurgique de Champagne. (*Ibidem*, 21 décembre 1919).

pour gagner son atelier ou chantier ; mettre ses effets de travail, quitter ses effets de travail, etc...

» A partir du mois prochain le travail effectif producteur sera donc réglé conformément aux indications suivantes :

» 7 h. 20 : Sonnerie pour avertir que le travail effectif producteur doit commencer dix minutes plus tard.

» 7 h. 30 : Sonnerie pour donner le signal du commencement du travail effectif.

» Midi : Sonnerie pour donner le signal de la cessation du travail effectif.

» 13 h. 20 : Sonnerie pour avertir que le travail effectif producteur doit commencer dix minutes plus tard.

» 13 h. 30 : Sonnerie pour donner le signal du commencement du travail effectif.

» 18 h. (16 h. 30 le samedi) : Sonnerie pour donner le signal de la cessation du travail effectif.

» Les casse-croûte et goûter sont supprimés ; les ouvriers devront avoir pris leur repas du matin quand ils se présenteront à l'usine.

» Les ouvriers n'auront le droit de quitter leur outil et leur travail pour se rhabiller et se rapprocher qu'après les sonneries de midi et de 18 heures (16 h. 30 le samedi) ».

Dans une convention conclue entre la Chambre syndicale de l'industrie du pétrole et la Fédération générale des travailleurs des produits chimiques, le travail est considéré comme effectif dès que les ouvriers et ouvrières ont franchi le seuil de l'usine (1).

(1) *Bulletin du Ministère du Travail*, 1919, p. 302.

Pour certaines catégories de travailleurs où il est difficile de prévoir d'avance quel sera le travail effectif, comme les garde-barrières des petites lignes de chemin de fer ou les employés des boutiques de village, on remplace la durée du travail effectif par le temps de présence en comprenant dans ce temps une estimation forfaitaire des repos. C'est le cas de la convention appliquant la loi du 23 avril au personnel de salle des restaurants, cafés et brasseries de la région parisienne qui est astreint à dix heures de présence journalière y compris les repas (1). La loi a d'ailleurs prévu de cas aux dérogations permanentes.

Une difficulté a surgi au cours du dernier trimestre de l'année 1919 dans des usines de la région parisienne employant le courant électrique et qui ont eu des heures de chômage forcé par suite d'arrêts de courant dûs à la pénurie de combustible. Ces heures de chômage forcé pendant lesquelles aucun travail producteur ne pouvait être fait ont été considérées comme pouvant être récupérées dans la suite, et au tarif des heures normales de travail (2).

La loi est muette sur la durée des repos. Un amendement de M. Nouhaud sur cette question a été écarté par la Chambre qui a décidé qu'elle devait être réglée par les conventions particulières (3). De même il n'est pas question du travail par équipes qui reste possible, mais les articles 20 et 21 du Livre II du Code du travail restent en vigueur : le travail de nuit (compris entre 9 heures du soir et 5 heures du matin) reste donc interdit aux femmes

(1) *Journée Industrielle*, 4 août 1919.

(2) *Ibidem*, 30 septembre 1919.

(3) *Journal Officiel*, 18 avril 1919. Chambre, p. 2039.

et aux enfants de moins de dix-huit ans. D'ailleurs, il faut remarquer que la loi du 23 avril 1919 n'a abrogé des textes antérieurs que les dispositions contraires relatives à la durée du travail.

4° *La loi n'a fixé que le maximum de la durée du travail.* — La journée de huit heures, la semaine de quarante-huit heures, ou toute autre limitation équivalente constituent un maximum. Cela résulte certainement de l'article premier qui dit que la durée du travail ne peut excéder....

La Chambre a écarté un amendement de M. Brousse qui avait pour but, d'après son auteur, d'obliger les fonctionnaires à travailler huit heures par jour (1). Il est donc certain que les employeurs et les ouvriers pourront toujours s'entendre pour ne pas atteindre ce maximum, mais il n'y aura contravention à la loi que si les maxima légaux sont dépassés.

5° *Répartition des heures de travail par jour, par semaine ou sur toute autre période de temps.* — La loi fixe un maximum de huit heures par jour, ou de quarante-huit heures par semaine, ou toute autre limitation équivalente établie sur une période de temps autre que la semaine. Cette limitation élastique est destinée à faciliter l'application de la loi dans les industries ou dans les commerces les plus différents. Certaines industries obligées de tenir compte des saisons pourront ainsi respecter la loi.

Le texte indique deux modes de limitation : journée de huit heures et semaine de quarante-huit heures. Mais sous la dénomination : « toute autre limitation équivalente » toutes les combinai-

(1) *Journal Officiel*, 18 avril 1919, Chambre, p. 2048.

sons sont permises. On peut concevoir la limitation décadaire, actuellement en usage dans les chemins de fer, la limitation par quinzaine employé dans un certain nombre d'industries, ou encore par mois et même par année. Les milieux syndicaux s'étaient d'ailleurs ralliés à cette manière de procéder et M. Jouhaux, secrétaire de la C. G. T. avait déclaré au Comité confédéral de mars 1919 : « Pas de forme unique d'application de la réforme, mais formes multiples : journée de huit heures, semaine de quarante-huit heures, deux mille quatre cents heures de travail annuellement. Entre ces trois pôles de l'action syndicale, aucune fédération ne peut évoquer des impossibilités d'application (1) ».

Dans tous les cas, quelle que soit la période de temps sur laquelle est basée la limitation, celle-ci doit être calculée de telle sorte que la moyenne journalière de la durée de travail ne soit pas supérieure à huit heures. Ainsi s'exprime M. Strauss rapporteur de la Commission sénatoriale du travail et c'est la signification précise de l'expression limitation équivalente.

Par conséquent, la récupération des heures perdues soit par suite de chômage forcé (causé par exemple par des arrêts brusques du courant électrique), soit par suite de jours de fête, demeure possible sans entraîner le décompte de ces heures sur le total des heures supplémentaires autorisées, ni leur paiement au tarif de ces heures supplémentaires.

(1) V. I. O. S., n° 110.

II. — Application de la loi.

Nous avons ainsi exposé le principe de la loi du 23 avril 1919 : établissements et personnel assujettis au maximum légal applicable par jour, par semaine ou par période quelconque.

La loi se borne pour ainsi dire à l'exposé de ce principe. Son application est laissée à des règlements d'administration publique, eux-mêmes basés sur des conventions entre organisations patronales et ouvrières. Cette manière de procéder est presque une innovation dans la législation française. En effet, on ne la rencontre que dans la loi du 11 juin 1917 tendant à organiser pour les femmes le repos de l'après-midi du samedi dans les industries du vêtement.

On pourrait être tenté de dire que si la loi s'est déchargée sur les organisations ouvrières et patronales du soin de son application, c'est parce qu'elle a été hâtivement conçue et votée sans étude ni discussion approfondies. Il n'en est rien : c'est dans un but bien précis que cette méthode a été adoptée ; elle permet une élasticité dans l'application du texte, élasticité à laquelle n'aurait pu prétendre la loi si elle avait dressé une longue énumération des cas particuliers et des diverses modalités. Dans une matière aussi complexe, seuls les intéressés sont capables de prévoir dans une certaine mesure les difficultés pratiques et d'y remédier dans la mesure du possible. La situation économique varie suivant les commerces, suivant les industries, et pour un même genre d'exploitation, parfois suivant les régions. Un texte unique, malgré une longue énumération de cas particuliers, aurait abouti le plus souvent à brider trop étroitement l'initiative privée et à rendre la loi pratiquement inappliquée.

La méthode adoptée constitue une prime à l'organisation tant patronale qu'ouvrière. Les syndicats auront d'autant plus d'autorité qu'ils réuniront un plus grand nombre de travailleurs. Il est d'ailleurs à remarquer que si les travailleurs agricoles ont été écartés de l'application de la loi c'est, pour une part, à cause de leur dissémination sur le territoire et de leur défaut d'organisation.

L'article premier de la loi du 25 avril 1919 s'exprime ainsi :

ART. 7. — *Des règlements d'administration publique déterminent par profession, par industrie, par commerce ou par catégorie professionnelle, pour l'ensemble du territoire ou pour une région, les délais et conditions d'application de l'article précédent.*

Nous rappellerons en premier lieu que les règlements d'administration publique sont des décrets rendus d'après l'invitation formelle d'un texte spécial de loi et ayant pour but d'en appliquer pratiquement les principes. Ils exigent l'avis de l'assemblée générale du Conseil d'Etat (l'accomplissement de cette formalité doit y être mentionnée par ces mots : « le Conseil d'Etat entendu »). Ils ne peuvent être modifiés qu'avec la même procédure. D'après M. Berthélemy (1), ils ne constituent pas une délégation du pouvoir législatif et par conséquent ne peuvent imposer comme sanctions (taxes ou peines) que celles qui résultent de la loi qu'ils appliquent.

L'objet des règlements d'administration publique est de déterminer les délais et les conditions d'application de la loi. Nous

(1) *Traité élémentaire de droit administratif*, 1916, p. 98.

étudierons plus en détail le contenu de ces règlements puisque l'article 8 lui est entièrement consacré.

1^o CHAMP D'ACTION DES RÈGLEMENTS D'A. P. — D'après le texte, ces règlements appliquent la loi par profession, par industrie, par commerce ou par catégorie professionnelle. Ils pourront être aussi nombreux que l'exigera la situation économique des exploitations envisagées ; il pourrait y avoir autant de réglementations différentes que d'industries ou de commerces envisagées. En fait, comme l'indique le Ministre du Travail dans sa circulaire du 27 mai 1919, une certaine uniformité s'établira et un même règlement pourra embrasser des groupes assez étendus d'industries ou de commerces (1).

D'après M. Strauss, rapporteur de la loi devant le Sénat, on doit entendre par catégorie professionnelle, un groupe de professions, d'industries ou de communes ayant entre eux une certaine affinité. Ces groupes peuvent être plus ou moins compréhensifs, plus ou moins étendus. Cette expression a été empruntée à la terminologie du recensement professionnel de la France (2).

De même que ces règlements pourront varier suivant les exploitations envisagées, ils pourront différer suivant les parties du territoire envisagées, « pour l'ensemble de territoire ou pour une région », dit le texte.

(1) *Bulletin du Ministère du Travail*, 1919, Actes officiels, p. 141.

(2) Au Sénat, MM. Touron et Ribot ont exprimé l'avis que la catégorie professionnelle, au lieu d'avoir un sens large, a un sens restrictif et représente une subdivision de profession. Quoi qu'il en soit, les règlements peuvent varier suivant les professions, les groupes de professions ou les subdivisions de professions.

Les règlements applicables à l'ensemble du territoire seront des règlements nationaux, les autres des règlements régionaux. Ceux-ci pourront concerner une ville, un département, un groupe de départements ou toute étendue de territoire en dehors des circonscriptions administratives. La loi a voulu, avant tout, englober dans un même texte des industries ou des commerces présentant assez de points communs pour ne pas souffrir de son application et en ne tenant compte que des divisions économiques du territoire.

2^o ÉLABORATION DES RÈGLEMENTS D'A. P.— Ces règlements sont pris, soit d'office, soit à la demande d'une ou plusieurs organisations patronales ou ouvrières, nationales ou régionales intéressées.

C'est donc au Gouvernement qu'appartient l'initiative des règlements d'administration publique. Deux moyens sont à sa disposition pour agir, soit d'office, soit à la demande des organisations intéressées. Le gouvernement paraît ne pas devoir user fréquemment de la faculté qui lui est reconnue de prendre d'office les règlements d'administration publique, tout au moins au début. Dans son rapport au Président de la République présenté le 29 août 1919, le Ministre du Travail déclare qu'il a préféré attendre d'être saisi des demandes des intéressés (1).

Comment se justifiera la qualité des intéressés ? La loi est muette sur ce point ; elle indique simplement que les demandes pourront être faites par les organisations patronales ou ouvrières, nationales ou régionales intéressées. Ces organisations seront des syndicats, chambres syndicales ou associations professionnelles.

(1) *Journal Officiel*, 3 septembre 1919.

Leur intervention sera justifiée par le seul fait qu'ils appartiendront à la profession pour laquelle ils demanderont un règlement.

Qu'ils soient pris d'office ou à la demande des intéressés, la consultation des organisations patronales et ouvrières est imposée par la loi. Les groupements professionnels visés par la réglementation projetée doivent donner leur avis. D'après la loi ils devront le donner dans le délai d'un mois. Le point de départ de ce délai n'est pas indiqué. En pratique une note est insérée au *Journal Officiel* invitant les organisations patronales et ouvrières visées par les règlements en préparation à donner leur avis dans le délai d'un mois à compter de la date de la publication. De plus une lettre circulaire est envoyée par les inspecteurs divisionnaires du travail aux organisations patronales et ouvrières intéressées pour les informer de la publication de l'avis au *Journal Officiel*.

Dans le cas improbable où aucune organisation patronale ou ouvrière n'existerait pour la profession envisagée, ou bien si les organisations intéressées ne donnaient pas leur avis, la procédure d'office redeviendrait applicable. L'abstention des intéressés ne saurait faire obstacle à la prise du règlement. Ce que la loi a rendu obligatoire sous peine de nullité, ce n'est pas l'avis, mais la consultation des intéressés : elle n'a en effet aucun moyen d'obliger ceux-ci à exprimer leur opinion. D'après M. Justin Godart, qui parle au nom de la Commission du travail, le refus de l'avis équivaut à l'acquiescement (1).

La loi dispose que ces règlements devront se référer, dans le cas

(1) Rapport Godart, p. 19.

où il en existera, aux accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières nationales ou régionales intéressées.

En effet, les accords préalables entre intéressés auront bien plus de poids que des avis séparés, probablement divergents. Les accords sont le résultat de discussions professionnelles éclairées par une documentation mutuelle : ils auront vis-à-vis des règlements une plus grande autorité que des consultations séparées.

Par conséquent, les accords préalables devront être favorisés et encouragés par le Gouvernement, comme susceptibles de mieux l'éclairer et de fournir une base solide aux règlements. Ceux-ci basés sur l'accord des parties seront rendus bien plus facilement applicables que des règlements imposés à des groupements en désaccord. Cette méthode a d'ailleurs été suivie par le Ministre du Travail pour l'élaboration des premiers règlements. Il déclare en effet (1) : « Je n'ai cessé de m'inspirer, dans la plus large mesure » de l'idée qui domine la législation nouvelle, celle de la collaboration constante avec les organisations patronales et ouvrières. L'effort principal de mon administration pendant toute » la première période qui a suivi la promulgation de la loi du 23 » avril 1919 a été tout d'abord d'envisager la conclusion d'accords » directs entre ces organisations : accords susceptibles de lui donner des bases solides pour la rédaction des futurs règlements ».

Le Gouvernement ayant ainsi provoqué dans la mesure du possible la conclusion d'accords entre les intéressés, la loi dispose que les règlements devront se référer à ces accords *dans le cas où il en existera*. Par conséquent, la conclusion des accords n'est pas

(1) *Journal Officiel*, 3 septembre 1919, p. 9484.

exigée à peine de nullité. Quoique très importante, elle n'est pas indispensable.

Dans quelle mesure les règlements doivent-ils se référer aux accords ? Le pouvoir réglementaire est-il lié par ces accords et ne peut-il rien y changer ? Son rôle doit-il se borner à les enregistrer et à les homologuer ? Nullement. Ainsi que le fait remarquer M. Strauss dans son rapport devant le Sénat (1) l'expression « se référer » dont se sert le texte a été empruntée aux décrets du 10 août 1899, sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom de l'Etat, des départements ou des établissements publics de bienfaisance. Il est dit dans ces décrets que l'administration intéressée ou les préfets devront se référer, autant que possible, aux accords existants entre les syndicats patronaux et ouvriers de la localité ou de la région.

Cette expression se retrouve encore dans la loi du 11 juin 1917 organisant la semaine anglaise dans les industries du vêtement. Elle a toujours été interprétée en ce sens que l'administration ou le Conseil d'Etat suivant les cas devaient tenir le plus grand compte, s'inspirer très étroitement des accords intervenus. Le plus souvent le pouvoir réglementaire en reproduira l'esprit si ce n'est la lettre, mais il conserve le droit d'examiner dans quelles conditions ils sont intervenus, s'ils ont été conclus de bonne foi entre organisations ayant qualité pour défendre les intérêts professionnels des employeurs et des employés en cause, s'ils ne sont pas contraires à l'intérêt général.

En ce qui touche les décrets du 10 août 1899, si l'administra-

(1) *Journal Officiel*, 23 avril 1919, p. 694.

tion estime que patrons et ouvriers se sont entendus pour fixer des salaires très supérieurs aux salaires normaux et courants, parce qu'en dernière analyse c'est l'administration qui paiera, celle-ci a parfaitement le droit de récuser ces accords. En matière de réglementation de la semaine anglaise, le Conseil d'Etat, tout en tenant le plus grand compte des accords intervenus pour la même industrie dans les différentes régions, s'est efforcé, en réalisant une certaine uniformité dans les conditions d'application de la loi, de ne pas rompre l'équilibre entre les employeurs des diverses régions qui peuvent s'adresser à la même clientèle (1).

Il en sera de même avec la loi du 23 avril 1919. Le rôle du Conseil d'Etat sera, non pas de reproduire les dispositions des accords qui lui seront soumis, mais bien de les harmoniser et souvent de les élaguer sur quelques points et de les compléter sur d'autres.

Bien des dispositions des conventions excéderont en effet le cadre des décrets : on y rencontrera souvent des tarifications de salaires, des organisations de commissions mixtes chargées d'assurer leur exécution, etc... Toutes ces clauses qui dépassent le cadre de la loi du 23 avril 1919 devront être ignorées par les règlements : elles seraient d'ailleurs d'un ordre trop particulier pour se concilier facilement entre elles. De même les conventions ne sauraient valablement augmenter les catégories de dérogations prévues par la loi (2).

D'autre part, certains accords laisseront dans l'ombre ou dans l'imprécision des questions qui doivent être résolues par les règle-

(1) *Ibidem*, rapport Strauss.

(2) J. Cavaillé, *op. cit.* p. 84.

ments. Il appartiendra à ceux-ci de prendre les mesures nécessaires.

En somme, les règlements se baseront sur les accords conclus, sans être aucunement astreints à les reproduire. Ils devront d'ailleurs rester dans les limites de la loi et ne donner de sanctions qu'aux dispositions qui rentrent dans son esprit. Si, par exemple, une convention a fixé pour la journée de travail une durée inférieure à huit heures ou pour la semaine une durée inférieure à quarante-huit heures, une telle clause ne pourrait être insérée valablement dans un règlement. Elle aurait pour effet d'abaisser le maximum légal. Un règlement d'administration publique qui aurait ainsi dépassé la loi qu'il était chargé d'appliquer serait sans valeur. Les conventions passées entre patrons et ouvriers pour abaisser le maximum légal n'en seront pas moins valables, mais elles seront dépourvues de la sanction légale : elles ne comporteront que les sanctions civiles du droit commun.

La loi oblige le pouvoir réglementaire à se référer aux accords intervenus entre les intéressés. Mais le Ministre du Travail a décidé, tout au moins pour les premiers décrets, et il y a lieu de croire que cette procédure sera suivie pour les décrets subséquents, de soumettre aux organisations intéressées les projets de règlements élaborés par son administration (1). Cette manière de faire, qui n'est pas légalement obligatoire, a été adoptée pour assurer la collaboration constante de l'administration avec les organisations intéressées. Toutes les organisations professionnelles ayant conclu des conventions ne sont pas consultées. Le Ministre soumet

(1) *Journal Officiel*, 3 septembre 1919, p. 9484.

seulement les projets aux plus importantes et aux plus représentatives d'entre elles. A cet effet, il convoque des commissions mixtes, composées des représentants qualifiés de ces organisations et les projets de décrets sont l'objet de discussions approfondies au sein de ces commissions.

Ces projets ainsi étudiés peuvent donc être considérés comme l'expression définitive de l'accord réalisé entre les organisations patronales et ouvrières.

Le Conseil d'Etat, à l'avis de qui ils ont été soumis, a donné son entière approbation aux principes qui ont présidé à leur élaboration. Il s'est exprimé à cet égard dans les termes suivants (1) :

« Le Conseil d'Etat qui a été saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale de plusieurs projets de règlements d'administration publique pris en conformité de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures a constaté que conformément à ce qui est exposé dans sa dépêche du 13 août dernier, le Ministre du Travail s'était inspiré dans l'établissement desdits projets des principes suivants :

» 1^o Attendre pour faire intervenir le règlement d'administration publique, et comme la loi lui en laisse la faculté la demande d'une ou plusieurs organisations patronales ou ouvrières, nationales ou régionales intéressées, par suite éviter d'user de la procédure d'office également prévue par la loi, toutes les fois qu'elle ne s'impose pas pour assurer l'exécution de la loi ;

» 2^o Comme préalable à l'étude des règlements et suivants l'esprit

(1) *Ibidem.*

de la loi, provoquer la conclusion d'accords entre associations ouvrières et patronales ;

» 3^o En ce qui concerne les règlements eux-mêmes, consulter les organisations intéressées, comme l'exige la loi et leur impartir un délai d'un mois pour produire leur avis ; à cet effet provoquer ces avis à la fois par une invitation insérée au *Journal Officiel* dans un délai convenable et par une lettre circulaire envoyée par les inspecteurs divisionnaires du travail à toutes les organisations patronales et ouvrières intéressées, les préfets étant spécialement invités à prêter leur concours à l'inspection du travail ; s'inspirer des accords préalablement conclus, en particulier de ceux qui ont la plus grande extension territoriale, en l'espèce des accords nationaux tout en se réservant le droit supérieur de compléter, de dépasser ou de restreindre les dispositions contenues dans ces accords, si l'intérêt général l'exige ; enfin, et sans que cette formalité puisse être considérée comme essentielle, faire établir par des commissions mixtes patronales et ouvrières la concordance du texte du projet de règlement avec les accords conclus, antérieurement et librement, par les intéressés, de telle sorte que le texte des projets puisse être considéré comme l'expression définitive de l'accord qui s'est réalisé entre les principales organisations patronales et ouvrières des industries considérées ;

» 4^o En ce qui concerne l'étendue territoriale d'application des règlements, s'efforcer de ne jamais fausser la concurrence entre les établissements intéressés et faire coïncider le domaine d'application avec celui de la concurrence..... »

Le Conseil d'Etat estime que les principes énumérés ci-dessus peuvent fournir une base solide à des règlements sur l'application

de la journée de huit heures, véritablement conformes à l'esprit de la loi et aux intérêts généraux de l'industrie nationale.

La conclusion d'accords préalables entre organisations ouvrières et patronales partout où ils sont réalisables et, dans la plupart des cas, la mise au point des projets de règlements par une large collaboration des représentants les plus autorisés des intéressés, sont de nature à réduire l'emploi de la procédure d'office aux cas où la divergence des intérêts rendrait l'accord difficile ou impossible ».

Donc, et d'après l'avis même du Conseil d'Etat, la procédure d'office, prévue par la loi ne doit être employée que dans le cas, exceptionnel, où l'accord des intéressés n'aura pu se faire.

Les considérations que nous venons de développer constituent le point le plus remarquable de la loi. La réduction à huit heures de la journée de travail a été une réforme sociale d'une immense portée, mais la véritable innovation a été constituée par l'appel à la collaboration des patrons et des ouvriers pour l'application de la loi. La loi du 11 juin 1917 avait déjà réalisé cette réforme pour une industrie, la loi du 23 avril 1919 en généralise l'application. Aucun cadre rigide ne viendra heurter les nécessités d'ordre pratique. La libre discussion du texte aura pour conséquence la sincérité de la rédaction et la facilité de l'exécution.

3^o RÉVISION DES RÈGLEMENTS D'A. P. — Deux sortes de révisions sont prévues par la loi : la révision facultative et la révision obligatoire.

a) *Révision facultative.* — La loi dispose à ce sujet qu'ils sont révisés dans les mêmes formes que celles qui sont nécessaires à leur élaboration. Le projet gouvernemental ajoutait qu'ils pou-

vaient être révisés soit à la demande des intéressés, soit d'office. En modifiant cette rédaction la Commission a pris soin d'indiquer qu'elle fondait sous un texte unique les articles du projet de loi par conséquent la nouvelle rédaction, plus concise, n'a changé en rien le principe du projet gouvernemental.

Nous distinguerons donc deux formes de révision facultative : la révision d'office et la révision faite à la suite d'une demande des intéressés. Il est impossible d'indiquer les causes de la révision des règlements, mais il est probable que les principales résulteront de modifications dans la situation économique des industries ou des professions intéressées.

Quoi qu'il en soit, la révision des règlements devra être entourée des mêmes garanties et des mêmes formalités que leur élaboration. La consultation des intéressés demeure obligatoire. Ceux-ci doivent donner leur avis dans le délai d'un mois, compté de l'insertion au *Journal Officiel* de l'invitation prévue par la loi. La procédure que nous avons exposée plus haut sera de même suivie.

b) *Révision obligatoire.* — La loi ne prévoit qu'un cas de révision obligatoire des règlements : « *lorsque les délais et conditions qui y seront prévus seront contraires aux stipulations des conventions internationales sur la matière* ». Il est en effet indispensable que la législation française puisse se mettre en harmonie avec les législations étrangères. Ce texte a prévu le cas où la Conférence de Washington élaborerait une convention imposant aux divers pays des obligations plus importantes que celles qui sont imposées par la loi du 23 avril 1919. Mais ce cas n'est guère probable, car la législation française des huit heures est une des plus libérales du monde entier.

4^o OBJET DES RÈGLEMENTS D'A. P.

ART. 8. — *Les règlements d'administration publique prévus à l'article précédent détermineront notamment :*

1^o *La répartition des heures de travail dans la semaine de quarante-huit heures afin de permettre le repos de l'après-midi du samedi ou toute autre modalité équivalente ;*

2^o *La répartition des heures de travail sur une période de temps autre que la semaine ;*

3^o *Les délais dans lesquels la durée actuellement pratiquée dans la profession, dans l'industrie, le commerce ou la catégorie professionnelle considérée sera ramenée en une ou plusieurs étapes aux limitations fixées à l'article 6 ;*

4^o *Les dérogations permanentes qu'il y aura lieu d'admettre pour les travaux préparatoires ou complémentaires qui doivent être nécessairement exécutés en dehors de la limite assignée au travail général de l'établissement ou pour certaines catégories d'agents dont le travail est essentiellement intermittent ;*

5^o *Les dérogations temporaires qu'il y aura lieu d'admettre pour permettre aux entreprises de faire face à des surcroits de travail extraordinaires, à des nécessités d'ordre national ou à des accidents survenus ou imminents ;*

6^o *Les mesures de contrôle des heures de travail et de repos et de la durée du travail effectif, ainsi que la procédure suivant laquelle seront accordées ou utilisées les dérogations ;*

7^o *La région à laquelle ils sont applicables.*

Une première remarque s'impose : l'énumération ci-dessus n'est pas limitative. Il est dit en effet que les règlements d'admi-

nistration publique détermineront notamment les modalités d'application sus-énoncées.

Par conséquent la porte reste ouverte à toute réglementation jugée utile par le Conseil d'Etat en vue de sauvegarder l'esprit de la loi et son application.

a) *Répartition des heures de travail dans la semaine.* — D'après l'article 6 la durée du travail ne peut excéder huit heures par jour ou quarante-huit heures par semaine. Pour que le maximum légal ne soit pas dépassé il importe que les règlements répartissent les quarante-huit heures hebdomadaires entre les différents jours de la semaine. En principe, toutes les répartitions doivent être admises. Cependant, les règlements devront veiller à ce qu'une journée de travail ne soit pas abusivement augmentée sous prétexte de favoriser les repos des journées suivantes. La santé du travailleur doit être sauvegardée. Il est une répartition qui a retenu l'attention du législateur, au point de faire l'objet d'une mention spéciale : il s'agit de la semaine anglaise, c'est-à-dire le repos de l'après-midi du samedi ou toute autre modalité équivalente.

On s'est demandé si le premier alinéa de l'article 8 ne rendait pas obligatoire la semaine anglaise. La question doit être résolue par la négative, ainsi que l'indique le Ministre du Travail dans sa circulaire du 27 mai 1919 (1). La loi se borne à suggérer et non à imposer la semaine anglaise. Il y a d'ailleurs des industries où celle-ci est pratiquement inapplicable.

Certains travaux de force exigent un effort continu qui gagne

(1) *Bulletin du Ministère du Travail*, 1919. Actes officiels, p. 141.

à ne pas être poussé au delà de la durée normale du travail, soit huit heures par jour.

Plusieurs modes de répartition du travail dans la semaine peuvent être envisagés.

La répartition la plus simple consiste en l'application stricte de la journée de huit heures. Dans ce cas aucune difficulté ne se présente. Cette méthode a été adoptée en principe par les métallurgistes du département de la Seine. Cette répartition est pratiquée également dans les industries lyonnaises du bâtiment et des travaux publics pendant la saison d'hiver (1). Il en est de même dans les industries à marche continue.

Cependant le plus souvent la répartition sera faite inégalement suivant les différents jours de la semaine pour permettre de donner une demi-journée de repos supplémentaire. On conçoit que les combinaisons deviennent innombrables. On peut cependant les ramener à quelques types principaux relativement peu nombreux.

La répartition de beaucoup la plus employée consiste à faire travailler huit heures le lundi, neuf heures les quatre jours suivants et quatre heures le samedi matin. C'est la combinaison-type qui permet l'établissement de la semaine anglaise. Elle est employée dans un grand nombre d'industries.

Une répartition inverse est employée dans beaucoup de maisons de commerce qui ne peuvent chômer le samedi, jour où le public fait de nombreux achats. Dans ce cas le repos de la demi-journée est accordé le lundi matin. On obtient alors la combinaison suivante : lundi, 3 heures, 4 jours suivants, 8 h. 30, samedi 9 h.

(1) V. *Journée Industrielle*, 24 juillet 1919.

Ces deux dernières répartitions sont très usitées. Nous donnons à titre d'indication quelques autres répartitions employées dans des cas particuliers. Pour plus de clarté nous les présentons sous forme de tableau.

<i>Lundi</i>	<i>Mardi</i>	<i>Mercredi</i>	<i>Jeudi</i>	<i>Vendredi</i>	<i>Samedi</i>
8.30	8.30	8.30	8.30	9	5
				(Teinturerie Lyonnaise) (1)	
9	9	9	9	9	3
				(Travailleurs du Livre. Couture parisienne) (2)	
8.15	8.15	8.15	8.15	8.15	7
8.40	8.40	8.40	8.40	8.40	4.40
			Fabrique de chaussures du département de la Seine) (3).		
8.30	8.30	8.30	8.30	8.30	5.30
			(Maréchaux ferrants de la Seine) (4).		
8	8	8	8	8	4
			(Employés des coopératives parisiennes) semaine de 44 heures.		
8.30	9	9	9	9	3.30
			(Mécanique générale, Joué-les-Tours)		

Il peut aussi se présenter des cas où le chômage a lieu un jour de la semaine en plus du dimanche. Cette modalité peut se rencontrer dans certaines industries où la mise en route de l'usine pour une demi-journée seulement occasionnerait de trop gros frais. Dans les teintureries d'Elbeuf, par exemple, le travail

(1) *Journée Industrielle*, 6 juillet 1919.

(2) *Bulletin du Ministère du Travail*, 1919, p. 301.

(3) *Bulletin du Ministère du Travail*, 1919, p. 204.

(4) *Journée Industrielle*, 23 juillet 1919.

est réparti de la manière suivante : neuf heures les quatre premiers jours de la semaine, dix heures le vendredi et chômage le samedi et le dimanche, soit la semaine de quarante-six heures.

Dans des cas analogues pour éviter des abus les conventions prennent en général le soin d'indiquer un maximum de la journée de travail. Il en est de même lorsque les conventions ne précisent pas la répartition à adopter et laissent ce soin au règlement d'atelier. Un maximum journalier de neuf heures ou de dix heures est alors fixé.

b) *Répartition des heures de travail dans la journée.* — La répartition des heures de travail dans la journée ne rentre pas dans l'énumération des divers objets des règlements prévus par la loi. Elle est laissée à l'appréciation des intéressés et il serait peut-être gênant de fixer dans un texte réglementaire un horaire de travail qui peut être sujet à des variations. Il peut arriver cependant que pour faciliter le contrôle de l'application de la loi les intéressés jugent nécessaire d'insérer l'horaire journalier du travail dans les règlements. Ou bien, sans insérer cet horaire, des mesures de contrôle peuvent être prévues. Nous reproduisons à titre d'exemple la clause suivante qui a été intercalée dans les premiers décrets qui ont été pris :

« L'horaire de travail journalier établi suivant l'heure légale fixera les heures auxquelles commencera et finira chaque période de travail et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne devra être occupé. Le total des heures comprises dans les périodes de travail ne devra pas excéder les limites fixées par l'article 2 (neuf ou dix heures par jour).

» L'horaire, daté et signé par le chef d'entreprise sera affiché

en caractères lisibles et apposé de façon apparente dans chacun des locaux de travail auxquels il s'applique.

» Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu avant sa mise en service à une rectification du tableau affiché.

» Un double du tableau affiché et des modifications apportées éventuellement à ce tableau devra être préalablement adressé à l'inspecteur départemental du travail ».

Avant l'application de la loi du 23 avril 1919, la journée de travail étant en moyenne de dix heures, la répartition des heures dans la journée était à peu près la même pour toutes les professions et dans toutes les régions. Elle était calquée sur le jour solaire et commençait à 6 ou 7 heures pour finir à 18 ou 19 heures. Elle était coupée par un repos d'une ou deux heures pour le repas de midi.

Avec la journée de huit heures, au contraire, diverses répartitions peuvent être envisagées. Dans les usines à feu continu qui emploient trois équipes de huit heures, la journée de travail sera faite en une seule fois à moins de prévoir l'emploi d'équipes chevauchantes, mais c'est une organisation toute spéciale que dépasserait le cadre de cette étude.

Quelques industries à marche discontinue pratiquent également la journée de huit heures en une seule traite. Nous signalerons notamment les Blanchisseries et Teintureries de Thaon, occupant quatre-cent cinquante ouvriers qui font huit heures par jour de sept heures à quinze heures sans interruption (1). De

(1) *Journée Industrielle*, 5 avril 1919.

même une usine de produits chimiques de Lyon (usine Gattefossé) fait faire à ses ouvriers huit heures en une seule fois de neuf heures à dix-sept heures.

Malgré ses avantages, puisqu'il procure à l'ouvrier des heures de repos continues, ce régime demeure l'exception. Il exige, en effet, un assez gros effort qui pourrait augmenter inutilement la fatigue de l'ouvrier et nuire à son rendement.

Nous donnons ci-dessous, à titre d'exemple, quelques horaires journaliers.

<i>Matin</i>	<i>Soir</i>
8 h. 30 à 12 h.	13 h. 30 à 18 h. 30.
9 h. à 10 h. 11 h. ou 12 h.	11 h., 12 h. ou 13 h. à 18 h. 30. (Grands Magasins de Paris).
7 h. à 11 h. 30	14 h. à 18 h. 30. (Industrie textile de Roanne).
8 h. à 12 h.	13 h. 30 à 18 h. 30. (Fabrique de chaussures de Fougères).
7 h. 30 à 12 h.	13 h. 30 à 18 h. (Industrie du bâtiment, Rennes).
8 h. 30 à 12 h.	14 h. à 19 h. (Commerce de détail. St-Etienne).
7 h. 30 à 12 h.	13 h. à 16 h. 30. (Industrie du bâtiment. Paris et département de la Seine).
8 h. à 12 h.	13 h. 30 à 17 h. 30. (Blanchisserie de linge fin. Lille).
8 h. à 12 h. 30	15 h. 30 à 19 h. (Epiceries des coopératives parisiennes).

Tous ces horaires sont des variations de l'horaire-type partageant la journée de travail en deux périodes de travail. On rencontre aussi certains horaires spéciaux nécessités par des professions déterminées.

Nous citerons les suivants :

Matin

Soir.

5 h. à 6 h. 15, 6 h. 30 à 11. 13 h. à 15 heures.

• 7 h. à 12 heures 14 h. à 17 heures.

*(Service de nettoyage de la
ville de Paris).*

7 h. à 12 h. 30 16 h. à 19 h.

*(Boucheries des coopératives
parisiennes).*

7. h. à 12 heures. 16 h. à 19 heures.

*(Laiteries et débits de pain des
coopératives parisiennes).*

9 h. à 10 h., 10 h. 30 à 14 h. 16 h. 30 à 17 h., 17 h. 30 à 21 h.

*(Restaurants des coopératives
parisiennes).*

En résumé, on rencontre une grande diversité dans les horaires de travail : cependant ceux-ci respectent dans la plupart des cas l'habitude française de faire le principal repas de la journée à midi. En Angleterre, la journée de travail commence plus tard et le repos de midi est consacré à un repas très léger, les repas véritables étant pris le matin et le soir. Certains prétendent que la loi de huit heures aura pour résultat de modifier les habitudes françaises : la chose est possible.

A un autre point de vue, les heures de travail réagissent sur l'existence d'un grand nombre d'individus ; elles peuvent complètement changer les habitudes de vie familiale ; elles peuvent même être la cause de modifications dans les heures de classes des enfants, pour éviter que ceux-ci ne soient libres alors que leurs parents sont au travail. Les moyens de transport en commun peuvent être favorisés ou gênés par la répartition des heures de travail dans les différents centres professionnels d'une même agglomération. C'est ainsi qu'à Lyon l'application de la journée de huit heures a provoqué à la même heure un afflux de voyageurs dans les tramways à tel point que des mesures ont dû être prises pour espacer les heures d'entrées dans les différents ateliers ou commerces.

Pour toutes ces raisons, une entente est souhaitable entre les différentes professions d'une même région, soit pour assurer une distribution uniforme des heures de travail, soit pour répartir sur un certain espace de temps les heures d'entrée et de sortie des ateliers, usines ou magasins.

c) *Répartition des heures de travail dans une période de temps autre que la semaine.* — La loi dispose que la durée de la journée de travail ne peut pas excéder huit heures, ou une limitation équivalente établie sur une période de temps autre que la semaine et elle indique que les règlements d'administration publique doivent déterminer, s'il y a lieu, la répartition des heures de travail dans cette période. Le principe qui doit guider le Conseil d'Etat dans cette répartition a été établi par M. Strauss dans son rapport devant le Sénat : « quelle que soit la période de temps sur laquelle est basée la limitation, celle-ci doit être calculée de telle sorte que

la moyenne journalière de la durée du travail ne soit pas supérieure à huit heures ». Sous une autre forme, M. Justin Godart écrivait : « Le texte va jusqu'à laisser libre tout aménagement dans le mois, même dans l'année, du compte individuel maximum légal d'heures de travail, afin par exemple qu'une journée de dix heures ait toujours, dans un temps plus ou moins long, sa contrepartie dans une journée de six heures (1) ».

La loi a autorisé le calcul de la moyenne de la journée de travail sur n'importe quelle période de temps. Mais les périodes les plus usitées, en dehors de la semaine, sont la décade, la quinzaine et les trois semaines. On calcule aussi la durée de travail sur un mois, un semestre et même une année.

La décade est en usage dans les chemins de fer. La quinzaine est usitée dans un assez grand nombre d'usines. La répartition sur trois semaines est fréquente dans les usines à feu continu.

La répartition par quinzaine donne un maximum de quatre-vingt-seize heures. Elle permet le chômage d'une journée complète en dehors du dimanche. C'est ainsi que la convention nationale des industries métallurgiques indique comme mode possible de répartition, la quinzaine de quatre-vingt-seize heures avec maximum journalier de neuf heures et repos complet un jour ouvrable (2).

Dans les usines de Saint-Dizier la quinzaine de travail est répartie de la manière suivante :

(1) Rapport Godart, p. 18.

(2) *Bulletin du Ministère du Travail*, 1919, p. 189.

9 jours à 9 heures, soit... 81 heures
2 samedis à 7 h. 30 soit... 15 heures

Total..... 96 heures.

De plus les ouvriers chôment un lundi par quinzaine lorsque le nombre des journées de travail n'est pas réduit à onze par suite du chômage dû aux fêtes légales ou à une autre cause (1).

Ce mode de répartition a surtout été adopté dans les fonderies et dans les usines placées dans les centres agricoles.

Dans les fonderies, notamment dans les fonderies d'acier ou de malléable, il est impossible de travailler utilement pendant une matinée, puisqu'il n'est pas possible de faire une coulée en quatre ou cinq heures. Le même impossibilité se répète dans les industries qui doivent allumer des fours.

D'un autre côté le repos d'une journée entière permet à l'ouvrier de pouvoir employer ce jour pour des réparations sans avoir à travailler le dimanche ; cela permet aussi d'assurer le repos total du personnel, aussi bien des mécaniciens, des réparateurs que des surveillants, contremaîtres, directeurs et patrons, qui peuvent disposer de tout un dimanche (2).

Dans les industries à feu continu la répartition sur trois semaines facilite l'alternance des équipes lorsqu'il y a trois équipes travaillant huit heures (3). Une équipe peut être appelée à « doubler » de façon à aboutir, toutes les semaines à un décalage des heures de travail et à permettre à tous les ouvriers d'être alternativement

(1) *Journée Industrielle*, 4 juin 1919.

(2) *L'Usine*, 28 août 1919.

(3) J. Cavaillé, *op. cit.*, p. 94.

de jour et de nuit. Mais en ce cas un repos compensateur est dû à l'équipe qui double, de telle sorte que la moyenne du travail quotidien pendant cette période n'excède pas la moyenne obligatoire de huit heures.

Pour certaines industries, la répartition des heures de travail peut se faire sur un semestre ou même sur une année. C'est ainsi que l'industrie du bâtiment à Laval travaille pendant sept heures en décembre, janvier et février ; huit heures en mars, avril, novembre et neuf heures pendant les autres mois. Le contrat signé dans la Batellerie Lyonnaise en décembre 1919 spécifie que les travailleurs de la marine fluviale feront pendant les 100 jours de l'été un travail quotidien de treize heures (1).

Les confectionneurs de Lille admettent trois cents jours ouvrables par an à huit heures par jour, soit deux mille quatre cents heures par an (2).

Dans la convention nationale des industries métallurgiques on admet la durée annuelle de travail de deux mille cinq cents heures avec maximum journalier de dix heures pour les industries saisonnières et pour celles qui comportent le travail sur chantiers en plein air (3).

Notons enfin une répartition intéressante adoptée dans les maisons de couture de la ville de Rouen :

(1) *Journée Industrielle*, 11 décembre 1919.

(2) *Journée Industrielle*, 27 juillet 1919.

(3) *Bulletin du Ministère du Travail*, 1919, p. 189.

Janvier.....	2	semaines de 48 heures =	96 heures
»	3	» 43	129 »
Février.....	4	» 43	172 »
Mars.....	2	» 48	96 »
»	2	» 53	106 »
Avril.....	5	» 56	280 »
Mai.....	4	» 56	224 »
Juin.....	4	» 56	224 »
Juillet.....	2	» 48	96 »
»	3	» 43	129 »
Août.....	4	» 43	172 »
Septembre....	2	» 43	86 »
»	2	» 48	96 »
Octobre.....	4	» 56	224 »
Novembre....	4	» 56	224 »
Décembre....	3	» 56	168 »
»	2	» 48	96 »
TOTAL.....	52	semaines	2.618 heures.

Il est à remarquer que dans le total de deux mille six cent dix-huit heures sont incorporées cent vingt heures supplémentaires autorisées par la convention comme maximum de dérogations annuelles.

La répartition annuelle doit cependant être considérée comme exceptionnelle, car les difficultés de contrôle deviennent considérables. Il est en effet assez rare que les conventions soient aussi précises que la précédente et dans le cas d'une simple évaluation forfaitaire totale, il est impossible au pouvoir réglementaire de

fixer la durée du travail jour par jour : le contrôle est donc pratiquement impossible.

d) *La récupération des heures perdues.* — On doit considérer comme heures perdues les heures prévues par l'horaire de travail comme devant être de travail effectif et pendant lesquelles le chômage a lieu. On peut distinguer *a priori* deux sortes de chômages : le chômage imprévu résultant par exemple d'un accident ou d'un arrêt du courant électrique dans une usine qui l'emploie pour sa fabrication ; le chômage causé par un jour de fête, que celle-ci soit légale ou professionnelle.

A plusieurs reprises, les industriels ont demandé si la récupération des heures perdues de cette manière était possible. La question était d'importance pour eux puisque si la récupération n'était pas admise les heures supplémentaires à demander aux ouvriers pour compenser le chômage devaient être imputées sur le nombre des heures supplémentaires autorisées annuellement et payées suivant un tarif spécial. Il est possible de récupérer les heures chômées et la répartition des heures de travail sur une période de temps quelconque en fournit le moyen.

La loi est cependant muette à ce sujet, mais l'énumération non limitative qu'elle a faite des divers objets des règlements d'administration publique permet à ceux-ci d'autoriser la récupération des heures perdues, sous certaines garanties. Cette autorisation fait l'objet d'une clause identique dans tous les décrets parus jusqu'ici. Nous ne pouvons mieux faire pour exposer la question que de reproduire ce texte (1).

(1) *Journal Officiel*, 3 septembre 1919, p. 9485.

« En cas d'interruption collective du travail résultant de causes accidentelles ou de force majeure (accidents survenus au matériel, interruption de force motrice, sinistres) une prolongation de la journée de travail pourra être pratiquée, à titre de compensation des heures de travail perdues, et sous réserve des formalités de contrôle prévues à l'article 7 du présent décret, dans les conditions ci-après :

» a) En cas d'interruption d'une journée au plus, la récupération pourra s'effectuer dans un délai maximum de quinze jours à dater du jour de la reprise du travail ;

» b) En cas d'interruption d'une semaine au plus, la récupération pourra s'effectuer dans un délai maximum de trente jours à dater du jour de la reprise du travail.

» c) En cas d'interruption excédant une semaine, la récupération ne pourra s'effectuer au delà de la limite indiquée à l'alinéa précédent sans autorisation écrite de l'inspecteur départemental du travail, donnée après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

En cas d'interruption collective du travail un autre jour que celui du repos hebdomadaire, en raison de jours fériés, fêtes locales ou autres événements locaux, la récupération des heures de travail pourra être autorisée par l'inspecteur départemental du travail, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées. L'augmentation exceptionnelle prévue à titre de compensation ne peut avoir en aucun cas pour effet de porter la durée journalière du travail à plus de dix heures.

» Dans les établissements où le régime hebdomadaire de travail comporte le repos d'un après-midi par semaine, soit le samedi,

soit tout autre jour de la semaine par application d'un régime spécial, la récupération pourra se faire par suspension de ce repos de l'après-midi.

» Le chef d'établissement qui veut faire usage des facultés de récupération prévues dans le présent article doit, soit dans l'avis, soit dans la demande d'autorisation qu'il devra adresser à l'inspecteur départemental du travail, indiquer la nature, la cause et la date de l'interruption collective de travail, le nombre d'heures de travail perdues, les modifications qu'il se propose d'apporter, temporairement, à l'horaire, en vue de récupérer les heures perdues, ainsi que le nombre de personnes auxquelles s'applique cette modification ».

Plusieurs espèces d'interruption sont prévues :

Les interruptions d'une journée et d'une semaine au plus qui peuvent être récupérées dans un délai de quinze ou trente jours à dater de la reprise du travail, si elles résultent de causes accidentelles ou de force majeure et sous réserve des formalités de contrôle envoi par l'employeur d'un avis préalable adressé à l'inspecteur départemental).

» Les interruptions excédant une semaine résultant des mêmes causes qui ne peuvent être récupérées au delà de trente jours à dater de la reprise du travail sans autorisation écrite de l'inspecteur départemental donnée après consultation des organisations patronales et ouvrières (la demande d'autorisation doit contenir les mêmes indications que l'avis ci-dessus).

» Les interruptions résultant d'une fête locale ou d'événements locaux dont la récupération dans n'importe quel délai est soumise à l'autorisation de l'inspecteur départemental après consultation des organisations intéressées ».

A noter que les récupérations ne peuvent avoir pour effet de porter la durée de la journée de travail au delà de dix heures.

Le texte précédent ne fait pas mention de la récupération des heures de travail perdues par suite de grèves. Celle-ci est-elle possible ? Il semble bien que les grèves rentrent dans le cadre des événements locaux dont parle le décret. Mais les grèves d'une certaine durée sont la cause d'un chômage trop prolongé pour qu'il puisse être récupéré. Le chômage causé par des manifestations comme celle du 1^{er} mai semble pouvoir être compensé par des heures supplémentaires mais toutes ces questions sont des cas d'espèces qui, il ne faut pas l'oublier, nécessitent l'intervention de l'inspecteur départemental du travail, chargé de les résoudre, après consultation des intéressés.

e) *Délais d'application.* — La loi n'a pas fixé elle-même de délai pour sa mise en application ; elle s'en est remise aux règlements d'administration publique à intervenir qui pour chaque profession, chaque industrie, chaque commerce, ou chaque catégorie professionnelle, déterminent la date d'application de la journée de huit heures (1).

D'après la circulaire du Ministère du Travail du 27 mai 1919, en droit, la journée de huit heures ou la semaine de quarante-huit heures ou telle autre réglementation équivalente n'est obligatoire sous les sanctions et pénalités prévues au Livre II du Code du travail pour une industrie, un commerce déterminé, dans une région déterminée que lorsque le règlement d'administration pu-

(1) Circulaire du Ministre du Travail ; *Bulletin du Ministère du Travail*, 1919. Actes officiels, p. 142.

blique concernant cette industrie, ce commerce ou cette région a été pris et à la date fixée par ce règlement.

En fait dans la plupart des grandes industries, des accords sont intervenus aux termes desquels les intéressés se sont engagés à pratiquer volontairement, à une date d'ores et déjà fixée, la réglementation qu'ils prévoient. En attendant que les règlements interviennent pour homologuer toutes ces ententes, l'observation de celles-ci comporte les sanctions habituelles des conventions collectives.

Les règlements parus jusqu'à la fin de l'année 1919 prévoient un délai d'application variant de huit à quinze jours à compter de la date du décret.

Étapes. — La loi indique que les règlements devront indiquer les délais dans lesquels la durée du travail actuellement pratiquée sera ramenée *en une ou plusieurs étapes* à huit heures par jour.

Les règlements peuvent ordonner l'application immédiate de la loi ou fixer des étapes intermédiaires pour son exécution. Les étapes peuvent être prévues pour tout le personnel ou pour une partie du personnel des établissements visés. Elles peuvent être remplacées par des dérogations exceptionnelles consenties sous certaines conditions et pour une période de temps fixée à l'avance.

f) *Dérogations permanentes.* — Les dérogations permanentes sont constituées par un travail supplémentaire (1). Elles ont pour effet de permettre de dépasser d'une façon permanente le maximum de durée fixé par la loi. Il est à remarquer qu'elles ne s'appliquent pas à tout le personnel des établissements considérés : elles

(1) *Ibidem.*

ne concernent que des catégories restreintes d'ouvriers auxquels un supplément de travail est demandé afin que la production générale de l'établissement s'accomplisse dans la limite maximale légale (1).

La loi distingue deux sortes de dérogations permanentes :

— Celles qui sont nécessitées par les travaux préparatoires ou complémentaires qui doivent être nécessairement exécutés en dehors de la limite assignée au travail général de l'établissement ;

— Celles qui concernent certaines catégories d'agents dont le travail est essentiellement intermittent.

a) *Travaux préparatoires ou complémentaires.* — Observons tout d'abord que la loi n'admet comme travaux préparatoires ou complémentaires que ceux qui sont *nécessairement* exécutés en dehors du travail normal. Sont donc exclus de cette classification les travaux qui, bien que présentant un caractère préparatoire ou complémentaire peuvent être exécutés pendant la marche normale de l'établissement.

En second lieu, quelle est la signification de l'expression : « limite assignée au travail général de l'établissement ? » Elle a été empruntée au décret du 28 mars 1902 réglementant la durée du travail des ouvriers adultes. D'après M. Cavaillé, inspecteur du travail (2), cette limite est marquée par le régime légal des travaux fondamentaux ou principaux. C'est le régime normal de la production qui fait le point de départ du calcul de la dérogation. Le supplément de travail prévu se décompte par rapport à la durée de la journée

(1) M. J. Cavaillé, *op. cit.*, p. 95.

(2) *Ibidem*, p. 100.

normale légalement pratiquée dans l'établissement, soit huit, soit neuf, et quelquefois dix heures. Dans le cas où l'établissement fixe une heure de travail supplémentaire, la limite du travail général est reculée d'autant. Dans une usine travaillant à double ou triple équipe, c'est le temps de travail d'une équipe qui limite la période au delà de laquelle commencent les opérations préparatoires ou complémentaires.

Les travaux préparatoires ou complémentaires sont de plusieurs sortes. On peut en consulter une énumération dans le décret du 28 mars 1902. Cette énumération a été reprise et complétée dans les premiers règlements appliquant la journée de huit heures. Citons à titre d'exemple, les travaux suivants qui peuvent faire l'objet de dérogations permanentes :

— Travail des mécaniciens, électriciens, chauffeurs employés au service de la force motrice, de l'éclairage, du chauffage.

— Travail des ouvriers spécialement employés à la conduite des calorifères, étuves, séchoirs, sous la condition que ce travail ait un caractère purement préparatoire.

— Travail des ouvriers employés d'une façon courante ou exceptionnelle à l'entretien et au nettoyage pendant l'arrêt de la production, des machines, des fours, calorifères et autres appareils de production que la connexité des travaux ne permet pas de mettre isolément au repos pendant la marche de l'établissement.

— Travail d'un chef d'équipe dont la présence est indispensable pour coordonner le travail de deux équipes qui se succèdent ou pour suppléer l'absence imprévue d'un autre chef d'équipe.

— Travail des ouvriers employés à des travaux nécessaires à la conservation des matières périssables mises en œuvre.

— Travail des ouvriers employés à des travaux reposant sur des réactions techniques ou chimiques qui ne peuvent être arrêtées à volonté lorsque les unes et les autres n'ont pu être terminées dans les délais réglementaires.

— Travail des hommes de corvée exécutant les travaux préliminaires à la mise en marche de l'établissement.

Le nombre des heures supplémentaires autorisé par les dérogations permanentes peut être déterminé par jour, par semaine ou réparti sur n'importe quelle période de travail prévue par le règlement d'administration publique. Un maximum journalier peut être également fixé pour faciliter le contrôle.

b) *Travaux intermittents*. — Remarquons que les dérogations ne s'appliquent qu'aux travaux *essentiellement* intermittents. Il s'agit des travaux, qui, par nature, sont coupés de longs repos réels et dont il est impossible de prévoir par avance la durée. Au cours de la discussion de la loi devant le Sénat on a cité l'exemple des garde-barrières et des agents des gares de chemins de fer sur les lignes peu fréquentées et des employés des petites boutiques de village (1). Les règlements d'administration publique parus jusqu'au 31 décembre 1919 indiquent les travaux des catégories professionnelles suivantes (2) : gardiens, veilleurs de nuit, conducteurs d'automobiles, charretiers, magasiniers, préposés au service d'incendie, garçons de bureaux ; personnel occupé au service des

(1) *Journal Officiel*, 24 avril 1919, Sénat, p. 708.

(2) *Ibidem*, 3 septembre 1919, p. 9486.

chemins de fer d'un établissement ; personnel employé à l'emballage, à la livraison, au pointage, au nettoyage des locaux ; préposés au service médical et aux autres institutions créées en faveur des ouvriers et employés de l'établissement et de leurs familles.

Les décrets autorisant ces dérogations peuvent fixer la durée forfaitaire de la journée de présence ou indiquer un nombre d'heures supplémentaires autorisées par période de travail. Ce dernier système permet une plus grande souplesse.

G) *Dérogations temporaires*. — Contrairement aux dérogations permanentes qui ne s'appliquent qu'à une partie du personnel d'un établissement, les dérogations temporaires concernent tout le personnel. La loi prévoit trois catégories de causes des dérogations temporaires : les surcroîts de travail extraordinaires, les nécessités d'ordre national, les accidents survenus ou imminents.

a) *Surcroîts de travail extraordinaires*. — Cette expression vise les poussées de travail auxquelles ont à faire face, à certains moments de l'année, dans certaines saisons, l'industrie et le commerce. Avant la loi du 23 avril 1919 la question des dérogations pour surcroîts extraordinaires de travail était réglée par l'article 17 (Livre II) du Code du travail pour certaines industries dont une énumération limitative avait été donnée par les décrets du 15 juillet 1893 et du 30 juin 1913 (1). Seules pouvaient être autorisées à prolonger la durée de la journée de travail les industries dont la production était influencée par des circonstances exceptionnelles ou ne rentrant pas dans les prévisions d'une fabrication normale ; telles

(1) M. J. Cavaillé, *op. cit.*, p. 103.

étaient les industries exposées aux intempéries, aux chômages saisonniers, aux caprices de la mode, ainsi que celles qui mettaient en œuvre des matières périssables.

Ces restrictions subordonnaient le bénéfice de la dérogation à une procédure lente et avaient le grave défaut de créer des inégalités choquantes entre les industries. La Commission du travail avait demandé la réforme de cette réglementation dans un sens libéral.

La loi du 23 avril 1919 a rétabli l'égalité entre les industries ou les professions et admis pour toutes les surcroûts extraordinaires de travail.

Les règlements d'administration publique évaluent les dérogations ci-dessus en jours ou en heures, mais le calcul en heures permet une utilisation plus pratique. Les règlements parus admettent suivant les professions, des dérogations de 60, 90 120 ou 150 heures par an. Les décrets doivent aussi faire la répartition de ces heures supplémentaires pour éviter les deux inconvénients suivants qui pourraient se produire si le libre usage en était laissé aux patrons : soit le fractionnement démesuré conduisant à un travail supplémentaire pendant tous les jours ouvrables de l'année, soit le groupement excessif permettant une trop longue journée de travail. Pour les mêmes raisons un maximum journalier de travail peut être établi. A titre d'exemple : nous citerons la répartition adoptée dans les industries du vêtement (Décret du 12 décembre 1919) (1).

Cent vingt heures par an au maximum réparties par moitié sur :

(1) *Journal Officiel*, 14 décembre 1919, p. 14528.

1^o Quinze samedis au maximum par an ;

2^o Soixante journées autres que le samedi.

Par exception à cette règle générale, le maximum et la répartition des heures supplémentaires seront fixés comme suit pour les professions ci-après :

a) pour la mode en gros, quatre-vingts heures par an, utilisables sur vingt samedis au maximum et faculté de suspendre le repos de l'après-midi du samedi, lorsque, en raison d'un jour férié, la semaine comporte moins de quarante-huit heures de travail effectif ;

b) Pour l'industrie des plumes et celles des fleurs, feuillages et fruits artificiels, cent quarante heures par an, réparties à raison de quatre-vingts heures sur vingt samedis au maximum et soixante heures sur soixante jours autres que le samedi ;

c) Pour la confection en fourrures, deux cents heures par an, réparties à raison de quatre-vingts heures sur vingt samedis et de cent vingt heures sur cent vingt jours autres que le samedi au maximum.

d) Pour la teinturerie de plumes, deux cent cinquante heures par an réparties sur deux cent cinquante jours au maximum.

En aucun cas, la durée du travail journalier ne pourra, par suite de ces dérogations, être portée au delà de huit heures le samedi et de dix heures les autres jours de la semaine. Les maréchaux-ferrants du département de la Seine admettent, comme dérogations temporaires le cloutage par temps de neige, le ferrage des chevaux difficiles et les opérations chirurgicales nécessitant la mise au travail ou l'abatage sur le lit de paille.

D'après M. Cavaillé, (1) le crédit de dérogation est un crédit collectif s'appliquant à l'ensemble d'un établissement et non individuel, utilisable isolément pour chaque ouvrier ou chaque groupe d'ouvriers. L'industriel l'épuise même s'il n'en fait usage que pour une partie de son personnel. Cependant, dans un grand établissement comprenant plusieurs branches distinctes de fabrication, par exemple la filature, le tissage, l'apprêt, dans une fabrique de draperie, le crédit sera utilisé pour chacune des branches considérées à part, les surcroûts de travail peuvent en effet ne s'y produire que successivement.

Comme cela s'est déjà produit avec l'application de la loi du 30 mars 1900, il est probable qu'il sera fait au début un large usage des dérogations et on peut prévoir, comme on l'a déjà remarqué au cours des années précédant la guerre, que le mouvement se stabilisera en même temps que la nouvelle réglementation entrera davantage dans les mœurs économiques (2).

b) *Nécessités d'ordre national*. — Ainsi que l'a montré la dernière guerre, les besoins de la nation sont variés et atteignent tous les domaines de l'activité économique du pays. Aussi peut-on prévoir que tous les règlements d'administration publique contiendront une clause de prévision de cette dérogation. Les décrets parus jusqu'à la fin de 1919 ont adopté la rédaction suivante :

— Travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationale ou d'un service public sur un ordre du gouvernement

(1) *Op. cit.*, p. 105.

(2) Commission supérieure du travail. Application en 1910 des lois réglementant le travail, p. 38.

constatant la nécessité de la dérogation. Limite à fixer dans chaque cas, de concert entre le ministère du travail et le ministère qui ordonne les travaux.

On remarquera que ce texte ne vise pas seulement la défense nationale, mais aussi la sûreté des services publics. En cas de troubles intérieurs, par exemple de grèves mettant en jeu la vie normale du pays (chemins de fer, mines...), le gouvernement serait armé pour réparer dans la mesure du possible les conséquences des conflits.

c) *Accidents survenus ou imminents.* — La rédaction adoptée à ce sujet par les décrets est la même que celle du décret du 28 mars 1902 (6°).

— Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir les accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement.

Faculté illimitée pendant un jour, au choix de l'industriel ; les jours suivants, deux heures au-delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

Logiquement, cette dérogation ne s'applique qu'aux travaux de réparations effectués dans l'établissement même où l'accident s'est produit ou est imminent, et par le personnel de cet établissement. S'il en était autrement, le personnel des ateliers de construction ou de réparation qui serait chargé de remédier aux accidents, serait excepté du bénéfice de la loi, ce que celle-ci n'a évidemment pas voulu.

h) *Dérogations exceptionnelles*. — Cette catégorie de dérogations qui n'est pas prévue par la loi en résulte cependant d'une manière formelle. Elle est constituée par les heures supplémentaires autorisées pour récupérer le temps perdu, comme nous l'avons vu plus haut. Celles-ci peuvent aussi être la conséquence des délais et étapes accordées pour l'application de la loi. Dans ces deux cas elles peuvent faire l'objet d'une mention spéciale dans les règlements d'administration publique. Les premiers règlements parus admettent des dérogations exceptionnelles dans le cas ci-dessus, lorsque l'exécution des dispositions légales entraîne l'augmentation du personnel spécialisé ou la transformation de l'outillage ou des locaux.

i) *Mesures de contrôle*. — La loi spécifie que les règlements d'administration publique détermineront notamment les mesures de contrôle des heures de travail et de repos et de la durée du travail effectif, ainsi que la procédure suivant laquelle seront accordées ou utilisées les dérogations.

La loi ne donne pas de directives pour l'établissement des mesures de contrôle. Celles-ci, telles qu'elles résultaient du Code du Travail, consistaient surtout en l'affichage des heures auxquelles commence et finit le travail ainsi que des heures et de la durée des repos (article 85 livre II). Ces prescriptions qui ne s'appliquaient qu'aux établissements employant des femmes et des enfants avaient le grave inconvénient de ne pas être appuyées de sanctions légales. La Cour de Cassation a jugé en effet qu'aucune disposition légale ne prévoit le défaut de concordance entre le tableau affiché et le travail effectué ; que le fait de travailler avant l'heure ou après l'heure affichée ne suffisait pas à constituer une

contravention, et même que l'inexactitude d'horaire ne donnait pas lieu à contravention (1).

Si la loi ne donne pas le détail des mesures de contrôle à imposer, il n'est pas dans son esprit de les éluder, d'autant plus que le régime qu'elle inaugure est très large et très souple et par cela même exige un contrôle sérieux et incessant. On peut concevoir que les règlements d'administration publique fixent un horaire journalier de travail obligatoire pour la profession ou l'ensemble de professions envisagées. Ceux-ci pourront également prescrire la concordance entre l'horaire affiché par le patron et l'horaire de travail pratiqué par les ouvriers ou employés.

C'est à ce second système, moins rigide, que se sont ralliés les premiers règlements d'administration publique parus. La rédaction uniformément adoptée par tous est la suivante :

« Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les ouvriers et employés ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée et éventuellement pour chaque semaine ou pour tout autre période de temps dans le cas d'application du paragraphe 5 de l'article 2 (2), la répartition des heures de travail.

Cet horaire, présumé établi suivant l'heure légale, fixera les heures auxquelles commencera et finira chaque période de travail et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être

(1) Cassation, 27 avril 1900 ; 23 janvier 1909 ; 4 février 1911 ; *Bulletin de l'Inspection du travail*, 1900, p. 29 ; 1909, p. 41 ; 1911, p. 62.

(2) Autorisation par arrêtés ministériels de l'application de la moyenne journalière de travail sur une période autre que celle prévue par le règlement d'administration publique.

occupé. Le total des heures comprises dans les périodes de travail ne devra pas excéder les limites fixées par l'article 2 (1).

L'horaire, daté et signé par le chef d'entreprise sera affiché en caractères lisibles et apposé de façon apparente dans chacun des locaux de travail auxquels il s'applique.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu avant sa mise en service à une rectification du tableau affiché.

Un double du tableau affiché et des modifications apportées éventuellement à ce tableau devra être préalablement adressé à l'inspecteur départemental du travail.

En cas d'organisation du travail par équipes, la composition nominative de chaque équipe sera indiquée, soit par un tableau affiché, soit par un registre spécial tenu constamment à jour et mis à la disposition du service de l'inspection du travail ».

Ce système se réduit en somme à la confection d'un horaire de travail et à sa stricte application. Il facilite la tâche, déjà si complexe, des inspecteurs du travail et leur permet d'exercer un contrôle sérieux.

j) *Procédure des dérogations.* — Dans ce domaine encore la loi n'a pas donné de détails et les règlements d'administration publique ont établi une procédure très simple.

Ils déterminent des régimes spéciaux pour les dérogations permanentes, pour les dérogations temporaires et pour les dérogations permettant la récupération des heures perdues.

(1) 8 heures par jour ou 48 heures par semaine.

Le bénéfice des dérogations permanentes est acquis de plein droit aux chefs d'établissements sous réserve d'accomplissement des formalités prévues par les mesures de contrôle exposées ci-dessus. Les suppléments journaliers de travail imposés à certaines catégories de travailleurs doivent faire l'objet d'une mention spéciale sur l'horaire général de l'établissement. Ils peuvent aussi être indiqués sur un horaire spécial.

Le système appliqué pour les dérogations temporaires s'inspire de la procédure mise en usage par le décret du 24 août 1906 qui organise l'application de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, et par le décret du 18 septembre 1917 appliquant la loi du 11 juin 1917 sur le repos de l'après-midi du samedi dans les industries du vêtement. C'est la procédure du préavis. Les décrets parus contiennent la clause suivante :

» Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 (1) du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant :

La nature et la cause de la dérogation ;

Le nombre d'ouvriers (enfants, femmes, hommes) pour lesquels la durée du travail sera prolongée ;

Les heures de travail et de repos prévues pour ces ouvriers ;

La durée évaluée en jours et en heures de la dérogation.

Copie de cet avis sera affiché dans l'établissement à titre de modifications temporaires de l'horaire courant.

Le chef d'établissement doit, en outre tenir à jour un tableau sur

(1) Dérogations temporaires.

lequel sont inscrites, au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret au sujet de l'horaire et il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante ».

Une procédure spéciale doit être utilisée pour les dérogations temporaires accordées pour les travaux exécutés dans l'intérêt de la défense nationale.

Elle impose un ordre du Gouvernement constatant la nécessité de la dérogation. La limite de cette dérogation doit, dans chaque cas être fixée de concert entre le ministère du travail et le ministère qui ordonne les travaux.

Les dérogations exceptionnelles nécessaires pendant la première période d'application de la loi, évaluée à six mois à dater de la publication du règlement et dans les cas que nous avons indiqués plus haut, peuvent être accordées par le Ministre du travail après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

La procédure des dérogations nécessitées par la récupération des heures perdues a été exposée lorsque nous avons étudié cette question. Rappelons qu'un double régime a été établi.

— Avis préalable pour les interruptions collectives inférieures à une semaine résultant de causes accidentelles ou de force majeure.

— Demande d'autorisation adressée à l'inspecteur du travail pour les interruptions dépassant une semaine résultant des mêmes

causes, et pour toutes les interruptions causées par des fêtes ou des événements locaux.

La demande de récupération adressée par le chef de l'établissement doit contenir en plus des renseignements exigés pour les autres dérogations, des indications sur la date et la durée de l'interruption ainsi que la durée prévue de la période de récupération.

k) *Régions d'application.* — L'article 7, modifié par la loi du 23 avril 1919 indique que les règlements d'administration publique déterminent les conditions d'application de la loi pour *l'ensemble du territoire ou pour une région*. L'article 8, entrant dans le détail des différents objets des règlements, précise qu'ils devront déterminer notamment *la région à laquelle ils sont applicables*.

Que faut-il entendre par le mot région ? D'après M. Strauss (1) le mot « région » a ici un sens très large qui pourra varier avec chaque industrie. Il a déjà été employé avec le même sens dans les décrets du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés de l'Etat, des départements et des communes.

La région est une partie du territoire dans laquelle s'exerce, dans des conditions à peu près identiques, une même industrie (2) : c'est ainsi qu'on désigne d'après le cadre régional qui leur est propre, la bonneterie de Troyes, l'industrie du vêtement de la région parisienne, la soierie lyonnaise, la fabrication des cotonnades des Vosges ou de la Normandie, la céramique du Limousin. Ce sont les groupements professionnels eux-mêmes, constitués par affinités techniques ou locales qui, par leurs accords délimiteront

(1) *Journal Officiel*, 23 avril 1919, Sénat, p. 694.

(2) M. J. Cavaillé, *op. cit.*, p. 113.

leurs régions propres. Ces régions purement professionnelles, ne rentrent pas obligatoirement dans le cadre des circonscriptions administratives.

Dans le rapport préliminaire présenté au Président de la République lors de la signature des premiers décrets appliquant la loi, le Ministre du travail indique (1) que le principe qui l'a guidé a été de ne jamais fausser la concurrence entre les établissements intéressés et de faire coïncider le domaine d'application de la réglementation projetée avec celui de cette concurrence.

Pour la plupart des industries, la concurrence déborde le cadre de la ville ou de la région. Les établissements industriels sont dispersés sur les différents points du territoire, mais ils se font concurrence sur le marché national et même mondial. Il ne serait donc pas conforme à l'équité de placer ces établissements dans des conditions différentes suivant la région où ils se trouvent, au point de vue de la réglementation du travail et des charges qui en résultent.

Les règlements ne viseront des régions différentes que lorsqu'ils se trouveront en face de différenciations nettement marquées. Les intéressés ont compris eux-mêmes la nécessité d'un régime uniforme. Dans les principales branches de l'activité industrielle, les grandes organisations d'employeurs et de travailleurs ont conclu des accords s'appliquant à l'ensemble du territoire.

La rédaction adoptée par les décrets parus, qui sont tous des décrets s'appliquant à l'ensemble du territoire national est la suivante :

(1) *Journal Officiel*, 3 septembre 1919, p. 9484.

« Les dispositions du présent règlement s'appliqueront à l'ensemble du territoire français ».

Le sens exact des mots « territoire français » n'est pas douteux.

Il s'agit simplement du territoire continental de la France à l'exclusion de l'Algérie et des colonies.

Algérie et colonies. — La loi du 26 novembre 1912 qui a codifié certaines lois ouvrières pour former le Livre II du Code du Travail édicte que :

« Restent respectivement en vigueur, en Algérie et aux colonies, les lois qui y sont actuellement applicables.

» Des décrets rendus sur la proposition du Ministre du travail et des Ministres compétents peuvent déterminer les conditions d'application à l'Algérie et aux colonies des dispositions du présent livre du Code du Travail » (article 6).

Au cours de la discussion de la loi de huit heures à la Chambre, une controverse s'éleva entre M. Boisneuf, député, et le Ministre du travail (1).

Celui-ci assurait que du fait que la loi en discussion serait intercalée dans le livre II du Code du Travail, elle était visée par la loi du 26 novembre 1912 et pouvait être rendue applicable à l'Algérie et aux colonies par décret.

M. Boisneuf prétendait au contraire que la loi de 1912 n'avait pu viser que les dispositions légales en vigueur à cette époque et que l'extension de la loi de huit heures à l'Algérie et aux colonies, par voie de décret était illégale. Il déposa un article additionnel

(1) *Journal Officiel*, 18 avril 1919, Chambre p. 2056.

étendant le texte à l'Algérie et aux colonies par la voie légale. Cette disposition fut adoptée par la Chambre et maintenue par le Sénat (article 4).

La loi est donc applicable à l'Algérie et aux colonies. Mais elle est soumise aux mêmes modalités qui subordonnent son application à la prise de règlements d'administration publique. Un règlement valable pour le territoire français ne s'applique pas *ipso facto* aux colonies. Un décret spécial est nécessaire à moins qu'un décret intéressant le territoire continental n'indique expressément qu'il est applicable à la fois au territoire français, à l'Algérie et aux colonies.

Dans les deux cas la collaboration du Ministre du travail et du Ministre des colonies est indispensable.

Régime de l'Alsace et de la Lorraine. — La loi du 17 octobre 1919 relative au régime transitoire de l'Alsace et de la Lorraine contient, notamment les dispositions suivantes : (1)

ART. 3. — Les territoires d'Alsace et de Lorraine continuent jusqu'à ce qu'il ait été procédé à l'introduction des lois françaises à être régis par les dispositions législatives et réglementaires qui y sont actuellement en vigueur...

ART. 4. — La législation française sera introduite dans les dits territoires par des lois spéciales qui fixeront les modalités et délais de son application.

Toutefois, les dispositions de la législation française dont l'introduction présenterait un caractère d'urgence pourront être

(1) *Journal Officiel*, 18 octobre 1919, p. 11522.

déclarées applicables par décret rendu sur la proposition du Président du Conseil et après rapport du commissaire général de la République.

Ces décrets seront soumis à la ratification des Chambres dans le délai d'un mois.

L'Alsace et la Lorraine se trouvent dans une situation toute particulière. Réintégrées dans l'unité française par la convention d'armistice du 11 novembre 1918 et le traité de paix du 28 juin 1919, elles échappent à ce titre à l'ordonnance allemande du 23 novembre 1918 qui a organisé la journée de huit heures. Elles ne sont pas encore soumises à la législation française en ce qui concerne la loi du 23 avril 1919. Elles échappent donc à toute réglementation. Si la journée de huit heures est appliquée sur leur territoire ce ne peut être qu'en vertu de conventions particulières.

1) *Date d'application de la loi.* — Nous avons déjà dit que la loi ne fixait pas la date de son application et laissait ce soin aux règlements d'administration publique. L'article 3 de la loi spécifie que jusqu'à la mise en vigueur de la nouvelle réglementation les dispositions anciennes du Code du Travail continuent à s'appliquer. L'abrogation se fera par région et par catégorie professionnelle suivant l'étendue d'application des règlements :

« *Les dispositions du chapitre II actuellement en vigueur seront abrogées dans chaque région et pour chaque profession, industrie, commerce ou catégorie professionnelle à partir de la mise en application des règlements d'administration publique intéressant ladite profession, industrie, ledit commerce ou ladite catégorie professionnelle dans cette région.* »

m) *Autres objets des règlements d'administration publique.* —

L'énumération faite par la loi dans l'article 8 n'est pas limitative. Il était impossible qu'un texte de loi pût prévoir tous les cas d'espèces et le législateur a sagement agi en laissant au Conseil d'Etat la faculté d'étendre la réglementation. Il n'est pas question bien entendu, de trancher par un texte tous les litiges futurs, mais certaines difficultés signalées par les intéressés, ou indiquées par le pouvoir réglementaire peuvent être évitées par une sage prévision.

Nous citerons à titre d'exemple l'interdiction du travail par relais formulés dans certains règlements, ainsi que l'organisation du travail par équipes. Dans le règlement concernant l'industrie textile il est dit (1) :

« En cas d'organisation du travail par équipes nécessaire, le travail de chaque équipe doit être continu, sauf l'interruption pour les repos. Toutefois dans l'industrie des tulles, guipures et dentelles, l'autorisation d'organiser les équipes travaillant d'une façon discontinuée pourra être accordée par l'inspecteur divisionnaire du travail lorsque les organisations patronales et ouvrières intéressées seront d'accord pour demander cette exception ».

n) *Dispositions relatives aux salaires.* — L'article 2 de la loi du 23 août 1919 est ainsi rédigé :

» *La réduction des heures de travail ne pourra en aucun cas, être une cause déterminante de la réduction des salaires.*

Toute stipulation contraire est nulle et de nul effet.

(1) *Journal Officiel*, 13 décembre 1919, p. 14476.

La Commission du travail de la Chambre des députés avait proposé d'inscrire la fixation des salaires au nombre des points à déterminer par les règlements d'administration publique. La Commission avait complété l'article 8 par un alinéa ainsi conçu :

Les règlements d'administration détermineront notamment :

8° La fixation des salaires sans qu'ils soient inférieurs aux salaires payés au jour de la promulgation de la présente loi et du tarif des heures supplémentaires prévues aux paragraphes 4 et 5.

Deux points devaient donc être visés par les règlements d'administration publique : la fixation des salaires et la détermination du tarif des heures supplémentaires.

C'était une innovation importante apportée dans la législation française du travail qui avait toujours écarté les stipulations relatives aux salaires et les avait laissées à la libre discussion des intéressés.

La discussion de ce texte devant le Parlement, fit apparaître le double danger de cette rédaction : ingérence du pouvoir législatif dans le domaine de la libre concurrence et fixation des taux des salaires par un texte réglementaire difficilement modifiable, risquant de fausser l'équilibre économique du pays. Après une discussion longue et pénible le texte de la Commission du travail fut disjoint.

Mais l'idée qui avait présidé à sa rédaction fut reprise sous une autre forme par M. Briand. Celui-ci présenta une disposition additionnelle qui fut votée et devint l'article 2 reproduit plus haut.

Ce n'était plus désormais que l'affirmation d'un principe d'équité : la réforme des huit heures ne devait pas avoir pour résultat d'entraîner une diminution de salaire. Si l'article 2 marque tout de

même une intervention du pouvoir législatif dans le domaine de la concurrence, il ne s'agit pas ici, comme le dit M. Briand à la tribune de la Chambre, d'un article susceptible de figer les salaires. Les fluctuations de l'industrie peuvent porter les ouvriers et les patrons à désirer que toute latitude leur soit donnée pour la discussion et le règlement de leurs intérêts.

Ce jeu des salaires reste libre, et l'article 2 a simplement pour but d'empêcher que la réduction des heures de travail, ne soit *au moment de son application*, la cause ou le prétexte d'une réduction de salaires.

Une telle crainte était d'ailleurs parfaitement fondée. Pour ne signaler qu'un cas, nous rappellerons que la grève des ouvrières de la grande couture de Paris en août 1918 a été causée en partie par l'obligation imposée à ces ouvrières de ne travailler que huit heures par jour avec un salaire proportionnellement réduit (1). Cette grève qui a duré trois mois s'est terminée à l'avantage du personnel.

Le texte de l'article 2 garantit donc aux ouvriers et employés, au moment du changement du régime des heures de travail, le même salaire qu'auparavant. On peut distinguer trois cas suivant que les ouvriers sont payés à l'heure, aux pièces, ou d'après une période de temps déterminée (journée, semaine, quinzaine, mois, année).

Les ouvriers travaillant à l'heure devront gagner autant en huit heures qu'en dix ou onze. Dans le cas d'un ouvrier travaillant dix heures, la majoration horaire qui lui sera attribuée devra

(1) V. I. O. S., n^{os} 48 et suivants.

répartir sur les huit heures de travail effectif, le salaire des deux heures pendant lesquelles il ne travaillera pas : c'est-à-dire que l'ancien tarif sera majoré de 25 0/0.

Pour les ouvriers travaillant aux pièces, une difficulté particulière apparaît. Depuis très longtemps les ouvriers, dans leurs revendications, ont soutenu que la production journalière ne changerait pas avec l'application de la journée de huit heures. On aurait par conséquent pu admettre l'invariabilité des tarifs aux pièces. Mais des difficultés se sont présentées : les organisations ouvrières ont indiqué que la production ne pouvait être maintenue qu'avec une amélioration du machinisme, de telle sorte que les tarifs aux pièces ont également été relevés. A titre d'exemple, nous reproduisons la clause concernant les salaires aux pièces de la Convention nationale des industries métallurgiques du 24 mai 1919 (1) :

« En principe, les tarifs aux pièces ne sont pas modifiés automatiquement par l'application de la journée de huit heures.

» En accord avec la convention du 17 avril il est compris que les efforts des ouvriers et des industriels devront tendre à rétablir l'équilibre de la production dans le délai le plus court.

» Dans les cas d'impossibilité résultant de la nature du travail, de la nature et de la fonction de la machine, ou du degré déjà acquis d'intensification du travail, et qui, pour le moment, ne pourrait être dépassé, il y aura lieu, pour ces cas de procéder à des majorations de tarifs, de façon à permettre à l'ouvrier travaillant normalement de retrouver le gain total journalier obtenu précédemment. »

(1) *Bulletin du Ministère du Travail*, 1919, p. 194.

Pour les ouvriers payés à la journée, à la semaine, à la quinzaine, au mois ou à l'année, la rétribution ne doit pas varier avec l'application de la journée de huit heures.

L'article 2 de la loi du 23 avril n'est pas mis en application par un règlement d'administration publique, c'est-à-dire qu'en principe les règlements ne contiennent pas de stipulations relatives aux salaires ou au paiement des heures supplémentaires. Mais il ne faut pas en conclure que les règlements ne peuvent pas contenir de semblables stipulations.

M. Briand s'adressant au Ministre du Travail disait à ce propos (1) :

« Si vous avez besoin de faire un règlement d'administration publique, et si, dans l'intérêt même de la loi, pour la bonne et loyale observation des accords qui se sont passés devant vous, vous éprouvez la nécessité de mettre une stipulation à côté de la loi sous forme de règlement d'administration publique, nous vous en donnons le moyen. »

Par conséquent, sans indiquer des tarifs détaillés de salaire, ce qui serait gênant pour leur révision future, les règlements d'administration publique peuvent valablement contenir des clauses relatives à ces salaires.

Les premiers décrets parus ont fait usage de cette faculté. Ils contiennent un article ainsi conçu :

Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 3^o de l'article 6 du présent décret sont considérées comme heures supplémentaires et payées conformément aux

(1) *Journal Officiel*, 18 avril 1919. Chambre, p. 2060.

usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

o) *Sanctions et pénalités.* — La loi du 23 août 1919 n'a pas édicté de pénalités ni proposé de sanctions. Mais, par cela même qu'elle est insérée dans le Code du Travail, elle comporte les mêmes sanctions et pénalités que les autres dispositions de ce code.

En dehors des sanctions du Code du Travail, les dispositions des règlements d'administration publique qui sont extraites des conventions collectives de travail entraînent les mêmes sanctions que celles-ci. D'après la loi du 25 mars 1919 qui a complété le titre II du Livre I du Code du Travail « les personnes liées par une convention collective de travail peuvent intenter une action en dommages-intérêts aux autres personnes ou aux groupements liés par la convention qui violeraient à leur égard les engagements contractés. (art. 31).

Les pénalités prévues dans le Code du Travail et concernant spécialement la durée du travail sont les suivantes : (Livre II).

ART. 165. — Tout chef d'établissement qui contrevient aux dispositions des articles 6 à 8 et aux règlements d'administration publique promulgués en exécution de ces articles est puni d'une amende de 5 à 100 francs.

ART. 166. — Les contraventions donnent lieu à autant d'amendes qu'il y a d'ouvriers indûment employés, sans que ces amendes réunies puissent s'élever au-dessus de 1.000 francs.

Ces dispositions n'ont pas été abrogées par la loi du 23 août 1919 et par conséquent elles s'y appliquent automatiquement.

Les inspecteurs du travail sont chargés de constater les infractions et de dresser les contraventions.

CHAPITRE VII

Résultats de la loi du 23 avril 1919

D'après la loi du 23 avril 1919, la journée de huit heures n'est applicable qu'à partir de la publication des règlements d'administration publique et avec les délais prévus par ceux-ci. En fait la journée de huit heures a été établie dès le vote de la loi dans un très grand nombre d'industries, commerces ou professions. Dès le mois de mai 1919 de nombreuses conventions ont été conclues entre organisations patronales et ouvrières, et nous avons souvent fait état de ces conventions au cours de l'étude de la loi pour éclaircir ou illustrer certains points de détail. Au cours de l'été de 1919 les accords se multiplièrent à tel point qu'à la fin de la même année on pouvait considérer la réforme des huit heures comme accomplie en fait.

Avant même que le vote de la loi fut acquis une très importante convention a été signée entre les représentants de l'Union des industries métallurgiques et minières, de la construction mécanique électrique et métallique et des industries qui s'y rattachent, et les représentants de la Fédération des ouvriers en métaux de France. Cette convention qui date du 17 avril 1919, avait pour objet l'application de la journée de huit heures dans les industries

métallurgiques du territoire français. Elle a été complétée par la convention du 24 mai 1919 en ce qui concerne les dérogations et les tarifs de salaires (1).

L'application de la journée de huit heures était fixée au 1^{er} juin 1919. Cette convention a servi de modèle pour la plupart des accords qui ont été conclus dans la suite.

Parmi les plus importants nous signalerons l'accord du 19 mai 1919 entre la Fédération nationale du Bâtiment et des Travaux publics et la Fédération nationale des travailleurs de l'industrie du Bâtiment et des Travaux publics (2). L'application de la journée de huit heures était fixée au 1^{er} juin 1919.

Signaler toutes les conventions conclues depuis le 1^{er} mai 1919 aboutirait à dresser un long tableau, un peu confus, forcément incomplet ou inexact et d'un assez faible intérêt.

La première communication officielle concernant l'application de la loi du 23 avril 1919 a été insérée au *Journal Officiel* du 2 juin 1919 (3) ; cette communication concernait notamment l'industrie des cuirs et peaux. Des avis postérieurs ont été publiés le 1^{er} juillet, le 22 juillet, le 8 août 1919, etc... pour diverses industries.

Les deux premiers règlements d'administration publique furent pris en même temps le 30 août 1919 (4) ; ils concernaient les industries des cuirs et peaux et les industries du livre. Le règlement suivant pris le 19 novembre 1919 (5) concernait la fabrication des

(1) *Bulletin du Ministère du Travail*, 1919, p. 186.

(2) *Ibidem*, p. 184.

(3) Page 5767.

(4) *Journal Officiel*, 3 septembre 1919, p. 9488.

(5) *Ibidem*, 23 novembre 1919, p. 13299.

chaussures en gros. Puis parurent à la même date deux autres règlements concernant l'un les industries du vêtement (1), l'autre les industries du textile (2).

Ce sont les seuls décrets parus jusqu'ici. Ils concernent tous l'ensemble du territoire français. Leur élaboration ayant été inspirée des mêmes principes, ils présentent de grandes ressemblances de rédaction. Nous en ferons une brève analyse.

Ils se réfèrent en premier lieu à la loi du 23 avril 1919 dont ils reproduisent intégralement l'article 1 ; puis à l'avis inséré au *Journal Officiel* relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées ; enfin aux accords intervenus entre les intéressés. Les articles des décrets traitant des mêmes matières sous les mêmes numéros nous reproduisons ce numérotage pour plus de clarté.

ART. 1 — Enumération des entreprises assujetties.

ART. 2. — Limitation du travail à huit heures par jour, quarante-huit heures par semaine ou une répartition équivalente sur une période de temps autre que la semaine.

ART. 3. — Récupération des heures perdues et procédure de cette récupération.

ART. 4. — Mesures de contrôle. Horaire. Travail par équipe.

ART. 5. — Dérogations permanentes.

ART. 6. — Dérogations temporaires.

ART. 7. — Procédure des dérogations.

(1) *Ibidem*, 14 décembre 1919, p. 14526.

(2) *Ibidem*, 13 décembre 1919, p. 14475.

ART. 8. — Paiement des heures supplémentaires provenant des travaux urgents.

ART. 9. — Régions d'application. Délai d'application. Paliers. Dérogations exceptionnelles.

Les entreprises visées par les cinq décrets parus sont les suivantes :

1^{er} Décret du 30 août 1919 : *Préparation des peaux* (salage des peaux, tannerie, mégisserie, corroierie, vernissage des cuirs, pelletterie et toutes opérations ou manipulations se rattachant directement à ces industries).

2^e décret du 30 août 1919. *Industries du livre* (imprimerie typographique, imprimerie lithographique, imprimerie en taille-douce, phototypie, gravure sur bois pour impression, coloris au patron, reliure et brochure).

Décret du 19 novembre 1919. — *Fabrication des chaussures en gros*, y compris toutes les opérations se rattachant à cette fabrication (fabrication, piqûres de tiges, fabrication de talons en cuir, découpage de cuir pour chaussures, cambrure). Usines de réparation de chaussures.

1^{er} décret du 12 décembre 1919. — *Industries du vêtement*. (Blanchisserie de neuf, blanchisserie de faux-cols, manchettes et devants de chemises empesés ; broderie pour couture ; confections et modes ; confection de bretelles, ceintures, bandages et autres objets en tissu élastique ; confection de casquettes et bérets ; confection en fourrures ; confection en bonneterie, confection pour les armées de terre et de mer, pour l'armée coloniale ; confection pour les administrations civiles ; corsets, couvertures, cravates ; fleurs, feuillages et fruits artificiels ; ganterie en tissus, lingerie

pour dames et enfants ; lingerie et chemiserie pour hommes ; flanelle manufacturée ; faux-cols, mode, mode en gros ; parapluies et ombrelles ; plissages d'étoffes à façon et montage de boutons ; plumes pour modes et parures ; retissage ou stoppage ; vêtements caoutchoutés ; vêtements de tous genres confectionnés et sur mesure pour hommes, dames et enfants ; travaux de couture sur tissus en tous genres à la machine ou à la main).

2^e Décret du 12 décembre 1919. *Industries textiles*. Etablissements ou parties d'établissements où la soie, la laine, le coton, la chappe, le chanvre, le jute, le lin, la ramie, l'amiante, la soie artificielle et tous autres textiles naturels ou artificiels sont l'objet de traitements, manipulations ou fabrications ci-après énumérées : teillage, lavage, épuration, triage, classage, effilochage, cardage, peignage, filature, retordage, moulinage, dévidage, tissage, tricotage, fabrication au métier de broderies, tulles, guipures et dentelles et de filets de tous genres, apprêts, teinture, blanchiment, impression, conditionnement, et toutes autres opérations se rattachant à ces traitements, manipulations ou fabrications.

D'autre part des règlements d'administration publique sont en préparation pour les professions suivantes, pour lesquelles l'avis des intéressés a été demandé :

Ensemble du territoire. — Chapellerie.

Brasserie.

Carrières de pierres, marbres, meulières et moellons.

Usines et entrepôts de pétrole.

Fabrique de parapluies et ombrelles.

Industries de la transformation du papier, cartonnage de gros et de fantaisie, reliure, brochure, fabrication de registres, etc.

Industries métallurgiques ; industries de la construction mécanique navale, électrique et métallique.

Fabriques de chaux, ciment, plâtre de toute nature et blanc de craie.

Meunerie.

Fabrique de produits en terre cuite pour le bâtiment (briques, tuiles, carreaux, poteries).

Bâtiment et travaux publics.

Fabrique de produits silico-calcaires.

Industrie hôtelière.

Produits chimiques.

Fabrication de bronzes.

Fabriques de peignes.

Gravure sur métaux, galvanoplastie, dorure, argenture, nicleure, bronzage, vernissage sur métaux.

Industries du bois et matières similaires.

Bijouterie, joaillerie, bimbelerie, orfèvrerie, taille de pierres précieuses.

Travail des métaux fins, horlogerie.

Départements de Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne. — Électricité (usines de production, sous-stations, canalisations).

Département de la Seine. — Brosserie.

Magasins et ateliers de cheveux et postiches.

Charretiers.

Fabriques d'instruments de médecine, chirurgie et orthopédie.

Fabriques de cannes, manches, parapluies, monture fouets, cravaches, bijouterie et garnitures pour parapluies.

Fabriques de biscuits et pain d'épices.

Hôtels, cafés, restaurants.

Fabrique de boutons.

Pâtisserie.

Coiffeurs.

Commerces de détail.

Usines de caoutchouc.

Papeterie, cartonnage.

Maréchalerie.

Département du Rhône. — Hôteliers, restaurateurs.

Epicerie.

Boucherie.

Pâtisserie. Confiserie.

Département des Bouches-du-Rhône. — Boucherie.

Département de la Seine-Inférieure. — Commerce de détail.

Teinturerie, dégraissage et blanchisserie de linge.

Département de la Côte-d'Or. — Pâtisserie-Confiserie.

Villes de Bordeaux, Dijon, Le Havre, Limoges, Le Mans, Montpellier, Niort, Rouen, Tarbes. — Employés de commerce, d'industrie et de bureau.

Ville de Montpellier. — Coiffeurs.

Les établissements industriels et commerciaux de l'Etat, qui sont visés par la loi du 23 avril 1919 appliquent la journée de huit heures dans les mêmes conditions que les établissements industriels et commerciaux exploités par des particuliers.

Les règlements d'administration publique leur sont applicables dans les mêmes conditions. Et même sans attendre la mise en vigueur ou la publication de ces règlements, les établissements de l'Etat font bénéficier leurs ouvriers et employés des conven-

tions collectives conclues entre organisations patronales et ouvrières dans des industries similaires. Cette manière de procéder résulte notamment de la circulaire du Ministre des Travaux publics du 8 juin 1919 (1), dans laquelle le Ministre s'exprime dans les termes suivants :

« J'estime que dans ses propres chantiers, l'Etat doit, de son côté, sans plus tarder, sauf impossibilité technique ou financière, appliquer à ses ouvriers et employés le régime dont ces accords procureront le bénéfice aux ouvriers ou employés similaires des employeurs civils. En conséquence, je vous prie de considérer, notamment, les conventions relatives à l'industrie du bâtiment et des travaux publics et aux industries de la métallurgie et de la mécanique comme régissant dès à présent, les ouvriers en régie des chantiers de travaux publics, à moins d'obstacles dont vous auriez à me fournir justification immédiate. Et il en sera de même pour toutes les conventions de même nature qui interviendront pour d'autres professions relatives aux travaux publics ».

Sur les grands réseaux de chemins de fer, la journée de huit heures est également en voie d'application (2). Dès le 1^{er} mai 1919, la durée réglementaire du travail a été réduite à huit heures par jour dans les ateliers, dépôts et services d'entretien, pour tout le personnel sédentaire. Ce régime a été appliqué à la même date, aux agents des brigades d'entretien du service de la voie.

Depuis il a été étendu successivement, les 1^{er} juin, 15 juin et 15 juillet, aux aiguilleurs, au personnel des grandes gares, au per-

(1) *Bulletin du Ministère du Travail*, 1919. Actes officiels, p. 160. Circulaire adressée aux ingénieurs en chef des ponts et chaussées.

(2) *Temps*, 10 novembre 1919.

sonnel des bureaux de ville, aux agents chargés des manœuvres, de la manutention, du matériel, de la lampisterie, du téléphone, des bureaux de grande et petite vitesse, des recettes des billets et bagages, enfin au personnel des services électriques. Le régime des grandes gares a été étendu d'abord au personnel des gares moyennes depuis le 1^{er} septembre puis aux autres gares, stations et haltes, le 1^{er} octobre.

Pour certains agents tels que mécaniciens, chauffeurs, agents des trains, dont la situation ne peut être réglée qu'en tenant compte de la nature spéciale du service dont ils sont chargés, un régime transitoire, en attendant l'établissement d'un régime définitif, leur a été appliqué à dater du 1^{er} juillet. Ce sont les seuls agents qui ne bénéficient pas encore de l'application complète de la journée de huit heures.

L'application de la réforme a nécessité la collaboration des dirigeants et des dirigés. Des commissions paritaires composées d'un nombre égal de représentants des Compagnies et du personnel intéressé ont été constituées sur les réseaux. Une Commission paritaire supérieure a siégé au Ministère des travaux publics, sous la présidence d'un délégué du Ministre (le vice-président du Conseil supérieur des travaux publics assisté de deux assesseurs, le directeur du contrôle du travail et un ingénieur en chef des ponts et chaussées) et comprenant en nombre égal les représentants des réseaux et les représentants du personnel, désignés par le Ministre des travaux publics (1).

(1) *Journal Officiel*, 15 juin 1919, p. 6220. Circulaire du 7 juin 1919, du Ministre des travaux publics aux préfets.

Voici donc l'état actuel de l'application de la loi du 25 avril 1919 : elle est obligatoire dans les cinq branches d'industries visées par les règlements d'administration publique. Mais elle est appliquée en fait dans la plupart des branches de l'activité économique et sur tout le territoire français. Les accords conclus à ce sujet sont trop nombreux pour que nous puissions même les énumérer.

Quels sont les résultats de la loi du 23 avril 1919 ?

On peut affirmer sans crainte qu'aucune question n'est plus actuelle, mais les opinions les plus contradictoires se sont fait jour dans la presse industrielle ou syndicaliste. La loi de huit heures, a-t-on dit, est la principale cause de la crise de sous-production dont souffre la France après la guerre. A elle notamment doivent être imputés tous les inconvénients de la crise des transports.

D'autre part, on a affirmé que les patrons étaient entièrement responsables de cette crise, pour n'avoir pas voulu ou su renouveler leur outillage à temps.

Est-il possible actuellement d'émettre une opinion désintéressée ? Nous ne le croyons pas. Trop peu de temps s'est écoulé depuis le vote et surtout depuis l'application pratique de la loi. Dans quelques années seulement, lorsque les passions se seront atténuées, il sera possible, à l'aide de statistiques et d'enquêtes, de faire une étude pratique de la loi. Avec les moyens forcément restreints dont nous disposons, nous risquerions de faire un travail inutile et d'en tirer des conclusions erronées.

Cependant, désireux de contribuer dans la faible mesure de nos

moyens, à l'étude d'une question aussi intéressante et aussi importante pour l'avenir du pays, nous avons adressé à plusieurs industriels dirigeant d'importantes entreprises, un questionnaire relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919. Nous ne saurions trop les remercier de la bonne grâce avec laquelle ils ont bien voulu répondre à nos questions.

Ces entreprises ont, pour la plupart, leurs usines situées à Limoges qui est un centre manufacturier très important ; par leur diversité même, elles donnent un certain intérêt à notre expérience.

Le questionnaire que nous leur avons adressé était ainsi conçu :

*Questionnaire relatif à l'application de la journée de huit heures
dans l'industrie.*

- 1° Nature de l'industrie ;
- 2° Nombre d'ouvriers ;
- 3° Depuis quelle date la journée de huit-heures est-elle appliquée ?
- 4° Nombre d'équipes de travailleurs employées (1, 2 ou 3) ;
- 5° Quel est l'horaire du travail ?
- 6° La réduction de la durée du travail a-t-elle été suivie de perfectionnement de machines ?
- 7° Y a-t-il eu augmentation ou diminution de la production par ouvrier ?
 - a) Production horaire ;
 - b) Production totale en huit heures (proportions approximatives).
- 8° Attribuez-vous cette augmentation ou cette diminution de production à l'application de la journée de huit heures ?

9° La réduction de la journée de travail a-t-elle entraîné une hausse du prix de revient (évaluation approximative) ?

10° Avez-vous augmenté le nombre de vos ouvriers ?

11° Dans votre industrie, la production est-elle particulièrement influencée par le travail de l'ouvrier ou par le fonctionnement des machines ?

12° Considérez-vous que huit heures de travail journalier constituent la limite de l'effort normal d'un ouvrier adulte dans votre industrie ?

13° Avez-vous été gêné sur les marchés étrangers du fait de l'application des huit heures ?

14° Depuis l'application de la journée de huit heures avez-vous constaté une diminution du nombre des jours de maladie (moyenne par ouvrier) ?

Dans quelle proportion ?

15° Avez-vous constaté une diminution du nombre des accidents du travail (moyenne par ouvrier) ?

Ou une augmentation ?

Dans quelle proportion ?

Les réponses qui nous sont parvenues concernent les industries suivantes :

Manufacture de porcelaine.

Constructions mécaniques.

Imprimerie.

Fabrique de chaussures.

Industrie de transformation du bois.

Elles portent dans l'ensemble, sur plus de 1.500 ouvriers.

Voici le détail des réponses :

1. MANUFACTURE de porcelaine à feu dite "ALUMINITE" LIMOGES	Constructions mécaniques Société ROUCHAUD ET LAMASSIAUDE LIMOGES	IMPRIMERIE LIMOGES	FABRIQUE DE CHAUSSURES HAYON - LIMOGES	Société d'applications indus- trielles du bois PARIS ET VILLENEUVE-S-GEORGES
2. 110.	120.	250.	275.	800.
3. 1 ^{er} juin 1919.	1 ^{er} juin 1919.	24 juin 1919.	1 ^{er} juin 1919.	1 ^{er} juin 1919.
4. La marche normale de l'usine se fait avec une équipe travaillant huit heures. Cependant pour la cuisson on emploie deux équi- pes de deux hom- mes chacune pour chaque four.	Une.	Une en principe, deux exceptionnellement à certaines machines.	Une.	Une seule équipe par- ce que la main-d'œuvre pour deux équipes n'a pas été trouvée.
5. 7,30 à 12 — 14,30 à 19 pendant 4 jours — lundi huit heu- res, samedi qua- tre heures.	7,30 à 12 — 14 à 18,30.	48 heures par semaine avec semaine anglaise.	7,30 à 12 — 14 h. à 18,15 — 48 h. par se- maine.	7,30 à 11,30 et 13 à 17
6. Non.	La maison disposant d'un outillage perfec- tionné, les modifications de machines n'ont porté que sur des détails.	Non.	Non.	Non.

7. La production horaire n'a pas augmenté et par conséquent la production en huit heures est inférieure à celle de dix heures de travail.	Il n'y a pas d'augmentation de production horaire, la production en huit heures équivalant environ à 82 % de la production en dix heures par suite de la suppression du casse-croûte.	Avant la mise en application de la loi on travaillait neuf heures. En huit heures, le travail fournit ne dépasse pas les 8/9 ^e du travail fournit en neuf heures.	Diminution de 20 %.	Pas de changement de la production horaire, donc diminution de la production journalière.
8. La diminution constatée est bien attribuée à la journée de huit heures.	La diminution journalière de production résulte nettement de l'application de la journée de huit heures.	Oui.	Oui.	Oui.
9. Hausse de 25 % sur les prix appliqués au 1 ^{er} juin 1919. (Ces prix étaient déjà de 100 % supérieurs à ceux d'avant-guerre).	La réduction de la journée de travail a amené une hausse du prix de revient. Nous l'évaluons à 20 % environ, cette détermination ne pouvant être faite exactement qu'en fin d'exercice. Si le prix de revient n'a pas été augmenté de 25 % c'est que d'autres éléments constitutifs ont été compris.	Oui, directement par la main-d'œuvre et indirectement par la hausse des matières premières, fournitures, etc...	Oui 33 %.	Hausse de 25 % sur le prix de revient dès l'application de la loi; hausse ultérieure assez sensible.

MANUFACTURE de porcelaine à feu dite " ALUMINITE " LIMOGES	Constructions mécaniques Société ROUCHAUD ET LAMASSIAUDE LIMOGES	IMPRIMERIE LIMOGES	FABRIQUE DE CHAUSSURES HAYON - LIMOGES	Société d'applications Industrielles du bois PARIS ET VILLENEUVE-S-GEORGES
10. Non. En général, dans la porcelaine, le nombre d'ouvriers n'a pas été augmenté, il aurait plutôt diminué, mais cela est une conséquence de la pénurie de charbon que nous subissons et qui ne nous permet pas d'augmenter notre production.	Par suite du défaut de main-d'œuvre professionnelle, il n'a pas été possible d'augmenter le nombre d'ouvriers.	Passablement, nous n'en trouvons pas.	Oui.	Non.
11. C'est particulièrement le travail de l'ouvrier qui influe sur la production.	La production est à la fois fonction de la perfection de la machine et de l'habileté de l'ouvrier.	Les deux causes ont un effet du même ordre d'importance.	Travail de l'ouvrier.	L'ouvrier et les machines influencent la production par parts sensiblement égales en ce sens qu'il y a autant d'ouvriers aux machines que d'ouvriers sans machine.

12. Avec un personnel ouvrier conscient-cieux la journée de huit heures serait presque suffisante (la journée de neuf heures serait préférable soit 54 heures par semaine au lieu de 48).	Non.	Nullement.	Non.	Non. L'ouvrier peut facilement faire dix heures.
13. Pas encore, car jusqu'alors les affaires n'ont pas été faciles avec l'étranger.	Nous aurions été gênés si la baisse du change n'avait pas constitué un élément favorisant au contraire l'exportation.	Oui.	Pas d'exportation.	Très grandement gênés par suite de la hausse du prix de revient qui a rendu impossible l'exportation en Amérique du Nord et du Sud, en Belgique et en Hollande.
14. Aucun changement appréciable.	Nos statistiques ne sont pas établies, aucun changement appréciable n'est constaté, mais une heure de chômage correspond maintenant à 1/8 ^e d'une journée et non plus à 1/10 ^e .	Expérience trop courte.	Non.	Rien à signaler.

MANUFACTURE de porcelaine à feu dite "ALUMINITE" LIMOGES	Constructions mécaniques Société ROUCHAUD ET LAMASSIAUDE LIMOGES	IMPRIMERIE LIMOGES	FABRIQUE DE CHAUSSURES HAYON - LIMOGES	Société d'applications indus- trielles du bois PARIS ET VILLENEUVE-S-GEORGES
15. Aucun changement appréciable.		Les accidents sont très rares dans notre industrie.	Non. M. Hayon fait la re- marque suivante : Admettre qu'en ré- duisant de deux heures la journée de travail on pouvait obtenir le même rendement, c'est admet- tre 1° ou que l'ouvrier n'employait pas son temps ; 2° ou que le mé- canisme existait et n'é- tait pas utilisé. En vérité la diminu- tion de production au- rait pu être atténuée par une application plus grande au travail et par une discipline plus stric- te. Jusqu'à ce jour au- cun effort ouvrier n'a été tenté ; c'est regret- table.	Non. Les indications qui précèdent sont applica- bles aux usines d'une importante société ayant également pour objet les transformations in- dustrielles du bois. Ces usines sont installées à Angers et à Limoges et occupent environ 800 ouvriers.

Nous est-il possible de tirer une conclusion utile de cette petite enquête ? Nous ne le croyons pas et ceci pour deux raisons principales : la première que nous avons déjà donnée est que l'application de la journée de huit heures est trop récente pour avoir pu donner lieu à des statistiques précises ; la seconde, est que le petit nombre des observations recueillies ne nous permet pas de généraliser dans une matière aussi délicate.

On ne peut cependant pas contester l'intérêt de ces indications, d'autant plus que les industriels qui ont bien voulu répondre à notre questionnaire occupent une place importante dans l'industrie limousine. En reprenant certaines réponses nous obtenons quelques éléments de conclusion, que nous croyons d'une portée générale.

En premier lieu la diminution de la production a été constatée partout ; le rapport de diminution enregistré correspond à peu près au rapport de réduction de la journée de travail. Dans le cas d'une réduction de la journée de travail de neuf à huit on constate une diminution de un neuvième ; dans le cas d'une diminution de dix à huit on constate une diminution de deux dixièmes. La production horaire n'a pas augmenté. Un atelier de constructions mécaniques constate une légère bonification attribuée à la suppression du casse-croûte (2/100). Nous remarquons également que nulle part on n'a réalisé de perfectionnement de machines.

Une hausse correspondante du prix de revient est enregistrée. Nous pouvons faire ici une remarque tout à fait générale concernant la double incidence de la journée de huit heures. La conséquence directe c'est le maintien du salaire pour une produc-

tion réduite, d'où augmentation du prix de revient. La conséquence indirecte c'est la hausse des matières premières ou des fournitures ayant subi de leur côté la répercussion de la journée réduite, et provoquant une nouvelle hausse du produit fabriqué.

Le nombre des ouvriers n'a pas été augmenté. Il semble y avoir pénurie de main-d'œuvre, ou mauvaise répartition.

Toutes les réponses indiquent que la journée de huit heures ne constitue pas la limite de l'effort normal d'un ouvrier adulte. Cependant une réponse (porcelaine) incline vers la journée de neuf heures et à la rigueur vers la journée de huit heures. Dans une note explicative, M. A. Relier, ingénieur A. M. qui a bien voulu nous donner ces renseignements, indique, qu'en principe la journée de huit heures n'aurait pas dû apporter une grande perturbation dans la production. Il ajoute que des ouvriers consciencieux auraient pu produire autant en huit heures qu'en dix heures, mais que, malheureusement, les mauvaises habitudes qui avaient disparu lors du changement de régime avaient reparu huit jours après (dix minutes de grâce à l'entrée, casse-croûte, collation, dix minutes de grâce à la sortie). La journée de huit heures, conclut-il, est devenue la journée de sept heures.

Tels sont les éléments de cette enquête que nous jugeons particulièrement intéressante. Loin de nous la pensée de généraliser à outrance, mais d'une si faible portée que puisse être notre conclusion nous dirons cependant que le problème des huit heures ne nous paraît pas insoluble. La réforme a été appliquée au plus mauvais moment, mais l'excuse qu'on pourra invoquer, c'est que ce moment n'a pas été choisi. La journée de huit heures a symbolisé pour les masses ouvrières les aspirations conte-

nues pendant cinq années de guerre. La poussée a été si forte, lors du vote de la loi, qu'il n'y a vraiment pas eu de résistance tant de la part des Chambres que des organisations patronales consultées. Des protestations se sont fait jour en grand nombre, mais il n'y a pas eu d'action organisée contre les huit heures. Quelle est la raison exacte de cette attitude des industriels et des commerçants ? Est-ce indifférence ou calcul ? Il serait bien difficile de le rechercher et, au surplus, ce serait inutile. Nous sommes devant le fait accompli et nous en mesurons les conséquences.

Le pays souffre d'une crise de sous-production qu'on impute en grande partie à la journée de huit heures (1). Nous admettons que cette opinion est exacte pour une part, mais, avons-nous dit plus haut, le problème ne paraît pas insoluble. La solution de la question des huit heures est liée au problème de la main-d'œuvre et au problème de l'outillage. La main-d'œuvre, probablement insuffisante, est surtout mal répartie. Dans certaines régions il y a pléthore, tandis que dans certaines autres il y a vraiment pénurie : on le constate d'après le paiement

(1) V. notamment *Bulletin du Ministère du Travail*, 1919, p. 494. Enquête sur l'activité des établissements industriels et commerciaux en juillet 1919.

Un inspecteur du travail de la circonscription de Marseille dit que là où l'application de la journée de huit heures n'était pas préparée par l'emploi d'un outillage très moderne, elle a entraîné une baisse dans la production.

A Paris, une inspectrice déclare que les industriels voudraient trouver chez leur personnel un esprit de conciliation qui fait totalement défaut.

Les débuts de l'application de huit heures ne sont pas très encourageants. Malgré les promesses faites par les ouvriers et insérées dans les conventions, on est obligé de reconnaître que la production a baissé de 2/10^e. Cette baisse est surtout sensible dans les travaux dans lesquels la machine n'intervient pas.

des indemnités de chômage dont le montant est fort élevé, alors que presque partout on manque de bras. La solution de la crise de répartition est une question d'organisation. La crise de quantité, plus grave, peut être en partie atténuée par l'emploi de la main-d'œuvre féminine et aussi par la main-d'œuvre étrangère à l'emploi de laquelle il faudra bien se résoudre quand on la trouvera.

Le problème de l'outillage ne comporte pas une solution aussi simple et aussi rapide. Les perfectionnements ou les remplacements de machines ne sont pas aisés, même pour les industriels qui cherchent à les favoriser. Le remplacement des machines est entravé par le marasme général de la production. Les ateliers de construction les mieux organisés demandent des délais de livraison qui atteignent en moyenne deux ans (1). Faudra-t-il que pendant ces deux années la production de la France soit paralysée ?

Un effort doit donc être demandé à tous et des sacrifices doivent être consentis aussi bien par les employeurs que par les ouvriers. Ceux-là voudront-ils le faire, ceux-ci voudront-ils le comprendre ?

La solution de la question des huit heures dépend cependant de la bonne volonté des uns et des autres. Le Ministre du Travail désireux de se rendre compte des résultats de la journée de huit heures a prescrit une enquête générale au début de 1920 (2). Cette enquête, dont les résultats ne sont pas encore publiés,

(1) *Journée Industrielle*, 20 décembre 1919.

(2) V. *Bulletin du Ministère du Travail*, 1919. Actes officiels, p. 214.

avait pour but de rassembler, non des arguments pour ou contre les huit heures, mais toutes les constatations de faits précis et prouvés, quel que fut le sens dans lequel elles pussent être interprétées. L'action du gouvernement, en ce qui concerne la journée de huit heures sera déterminée par cette enquête.

Cependant, quels que soient les renseignements recueillis, il paraît difficile d'envisager des changements importants dans la loi. Les masses ouvrières ne permettraient pas qu'on touche à ce texte, considéré par elles comme une de leurs conquêtes essentielles, arrachée de haute lutte à un patronat hostile. Supprimer la journée de huit heures aboutirait à provoquer des troubles profonds dont la répercussion sur la production serait peut être encore plus fâcheuse que ne pourrait l'être la loi elle-même. C'est d'ailleurs l'opinion de M. Isaac, Ministre du Commerce, qui déclarait le 7 mars 1920 à la Chambre du commerce de Lyon (1). « La loi est devenue comme une sorte de conviction religieuse qui plane sur l'humanité tout entière... Je ne suis pas de ceux — et les membres du gouvernement auquel j'appartiens pensent comme moi, — qui croient qu'on pourra légiférer en sens contraire ».

Les dérogations dont le principe est admis par la loi permettraient peut-être d'obvier dans une assez large mesure aux inconvénients des courtes journées. On a même proposé de considérer la crise actuelle de sous-production comme une nécessité d'ordre national, prévue par l'article 7 de la loi, en vue des dérogations à accorder (2).

(1) V. *Journée Industrielle*, 9 mars 1919.

(2) *Journée Industrielle*, 19 février 1920, P. Normand.

Ce serait peut-être aller un peu loin et l'assimilation ne paraît pas devoir obtenir de grandes chances de succès. Il n'en est pas moins vrai que des dérogations sont nécessaires et qu'avec le concours des organisations patronales et ouvrières, un *modus vivendi* doit être adopté au moins provisoirement.

Rien n'empêcherait plus tard lorsque les conditions de la production se seraient améliorées de revenir au principe même des huit heures et à sa stricte application. Mais, et c'est l'intérêt de tous, il importe avant tout qu'une grande nation telle que la France, qui a triomphé militairement au prix de sacrifices immenses, ne succombe pas sur le terrain économique, sous le poids des charges trop lourdes que paraîtrait devoir lui imposer la journée de huit heures trop strictement appliquée.

Vu : *le Président*,
Raoul JAY.

Vu : *le Doyen*,
F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur,
P. APPELL.



Table des Matières

INTRODUCTION.....	5
-------------------	---

CHAPITRE I

Le principe de la journée de huit heures.

Les avantages de la journée de huit heures. — Ses inconvénients. — Déficit de main-d'œuvre. — La sous-production. — Moyens proposés pour y remédier. — Perfectionnement du machinisme. — Augmentation du nombre des ouvriers. — Méthodes scientifiques d'organisation du travail. — L'unification des types de fabrication. — Concentration des industries. — Difficultés d'application des huit heures dans certaines industries. — L'influence de la loi du 30 mars 1900 sur la production. — La hausse des prix conséquence de la sous-production. — L'utilisation des loisirs de l'ouvrier.....	8
---	---

CHAPITRE II

Réglementation internationale du travail.

Origine des conventions internationales concernant la durée du travail. — Congrès ouvriers postérieurs à la guerre de 1914. — Les négociations du traité de paix et la conférence de Washington. — Législation étrangère. — Etude détaillée, par pays, des textes en vigueur, des projets en discussion et des diverses conventions privées réglant l'application de la journée de huit heures.....	58
---	----

CHAPITRE III

Les revendications ouvrières et l'opposition patronale.

- Origine étrangère du mouvement en faveur des huit heures. —
Revendications des ouvriers français de 1888 à 1914. — L'ac-
tion ouvrière après la guerre. — Origines de la loi du 23 avril
1919. — L'orientation syndicaliste et les tendances extrémis-
tes. — L'opposition patronale..... 126

CHAPITRE IV

La durée du travail avant la loi du 23 avril 1919.

- Législation générale. — Textes spéciaux. — Durée du travail
dans l'industrie privée..... 148

CHAPITRE V

Historique de la loi du 23 avril 1919 et travaux préparatoires

- Les travaux des Chambres de 1875 à 1914. — Origine de la loi du
23 avril 1919. — L'avant-projet gouvernemental. — Travaux
de la Commission des traités internationaux du travail. —
Proposition Renaudel. — Texte adopté par la Commission
mixte. — Rapport de M. Justin Godart. — Discussion devant
la Chambre des députés : Discussion générale : 16 et 17 avril.
— Discussion des articles : 17 avril. — Rapport de M. Strauss.
— Discussion devant le Sénat. — Conclusion..... 153

CHAPITRE VI

Etude de la loi.

- Principe de la loi : 1° Etablissements assujettis ; 2° Personnes
assujetties ; 3° Définition du travail effectif ; 4° Les huit heu-
res maximum légal ; 5° Répartition des heures de travail. —
Application de la loi : 1° Champ d'action des règlements d'ad-
ministration publique ; 2, Elaboration des règlements ; 3°

Révision des règlements ; 4° Objet des règlements, a) Répartition des heures de travail dans la semaine ; b) Répartition des heures de travail dans la journée ; c) Répartition du travail dans une période de temps autre que la semaine ; d) Récupération des heures perdues ; e) délais d'application ; f) Dérogations permanentes ; g) Dérogations temporaires ; h) Dérogations exceptionnelles ; i) Mesures de contrôle ; j) Procédure des dérogations ; k) Régions d'application ; l) Date d'application de la loi ; m) Autres objets des règlements ; n) Salaires ; o) Sanctions et pénalités	230
--	-----

CHAPITRE VII

Résultats de la loi.

Conventions privées antérieures à l'application de la loi. — Les premiers règlements d'administration publique. — Rédaction des règlements. — Entreprises visées. — Les règlements en préparation. — Application de la loi aux établissements industriels et commerciaux de l'Etat. — Régime des grands réseaux de chemin de fer.	300
NOTRE ENQUÊTE PERSONNELLE	309
CONCLUSION	317



